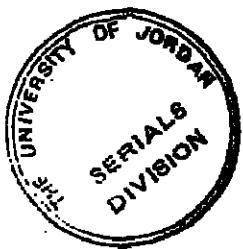


هَذَا مِنْ أَلَاط



Guide Arts et Spectacles

Le Monde

15, rue Falguère, 75001 Paris Cedex 15

DERNIÈRE ÉDITION
BOURSE

QUARANTE-HUITIÈME ANNÉE - N° 14318 - 5 F

JEUDI 7 FÉVRIER 1991

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

Les conséquences de la guerre du Golfe et la stratégie américaine

M. George Bush hésite entre une action terrestre rapide et la poursuite des bombardements intensifs

Embarras soviétique

M. GORBATCHEV pratique-t-il un « double jeu » face à la guerre du Golfe, comme l'en accuse une partie de la presse occidentale, française notamment ? Est-il en train d'abandonner la ligne que défendait dans la phase diplomatique de la crise son ancien ministre des affaires étrangères, Edouard Chevardnadze ?

Les démentis récemment apportés à Moscou sur tous ces points, y compris par M. Belousov, son émissaire soviétique à Téhéran, qui a tenu à démentir que son patron, là aussi, « subisse les pressions des conservateurs soviétiques », ne peuvent à eux seuls emporter la conviction. Mais les signes de « dissidence » ne doivent pas être surestimés pour autant.

Il est vrai que le déclenchement des hostilités a ouvert le champ, à Moscou comme ailleurs, à certaines critiques. Un des orateurs à la récente session du comité central du PC soviétique a dénoncé l'« hyper-activité précipitée » qui a poussé à l'intervention militaire, et M. Ligatchev, l'ancien chef de file des conservateurs, déplore l'approbation par Moscou de la résolution 678 de l'ONU, autorisant le recours à la force. Des diplomates irakiens ont pu longuement expliquer la position de Bagdad dans « Sovetskaja Rossia », le journal de la « droite » moscovite, mais aussi dans l'organe du KGB « Pograntschnik ».

DES soupçons sont nés de la présence prolongée — même après le début du conflit — de quelques conseillers militaires soviétiques en Irak, de l'interception, début janvier, d'un navire soviétique faisant route vers Akaba avec un chargement de matériel militaire, et d'informations sur un convoi de camions russes faisant route vers l'Irak à travers l'Iran. Ces informations posent la question de savoir si le Kremlin contrôle aussi bien — ou aussi mal — ses militaires au Proche-Orient qu'il le fait dans les pays baltes. Mais Washington n'a jamais repris ces accusations à son compte.

Car, en fait, rien dans l'attitude actuelle de Moscou ne peut gêner sérieusement le président Bush. Comme tous ceux qui ne participent pas au conflit, M. Gorbatchev cherche à conserver un rôle diplomatique, à entretenir ses anciennes amitiés, enfin à se positionner pour l'après-guerre, prêchant notamment contre une destruction totale ou un démantèlement de l'Irak. Mais, comme on vient de le préciser à Moscou, il ne demande ni une réunion du Conseil de sécurité, ni un rôle pour le comité d'état-major de l'ONU dans les opérations, deux choses qui auraient embarrassé Washington.

AJOUTONS qu'aucun signe noté dans les régions musulmanes de l'URSS (les rares manifestations pro-irakiennes ont plutôt été le fait d'étudiants arabes), que même les conservateurs soviétiques sont ouvertement hostiles à tout rôle militaire de l'URSS dans cette affaire, enfin que M. Gorbatchev a grand besoin du soutien américain dans son conflit avec les Baltes, tout comme de l'aide économique occidentale. Sauf extension imprévisible du conflit, il n'est pas prêt de se retirer de la coalition anti-irakienne.

M. George Bush a annoncé, mardi 5 février, au cours d'une conférence de presse, que le secrétaire américain à la défense, Richard Cheney, et le chef de l'état-major, le général Colin Powell, allaient se rendre en Arabie saoudite avant la fin de la semaine. Cette mission sur le « front » auprès des chefs militaires de la coalition devrait permettre au président de décider soit de déclencher rapidement une offensive terrestre contre l'armée irakienne, soit de poursuivre, sans doute pour longtemps encore, les bombardements aériens intensifs. M. Bush a dit être « un peu sceptique » quant à la possibilité de s'en tenir à cette dernière option.

La France face au pire

par Jacques Amalric

Chacun, à Paris, retient son souffle, car demain des Français vont mourir. Déjà, des Américains, des Saoudiens, des Israéliens et des Irakiens — des militaires mais aussi des civils car la guerre « chirurgicale » à cent pour cent relève du mythe sinon de la propagande — ont été tués. Mais tout le monde sait que le pire est à venir, lorsque débute vraiment cette guerre terrestre, sans laquelle il n'y aura pas d'évacuation du Koweït. C'est alors que reviendront des questions déjà

vieilles mais explosives. Faut-il mourir pour le Koweït ?

Pour Israël ? Pour renforcer la puissance des Etats-Unis et de ses compagnies pétrolières ? La France n'a-t-elle pas fait le mauvais choix, en montant dans le « dernier wagon » du train de la coalition anti-irakienne ? Sa diplomatie n'est-elle pas déjà en lambeaux, notamment dans le monde arabe ? Pourquoi n'en est-elle pas restée au blocus de l'Irak et n'a-t-elle pas été capable d'imposer sa médiation ? Cette guerre n'a-t-elle pas des relents coloniaux ?

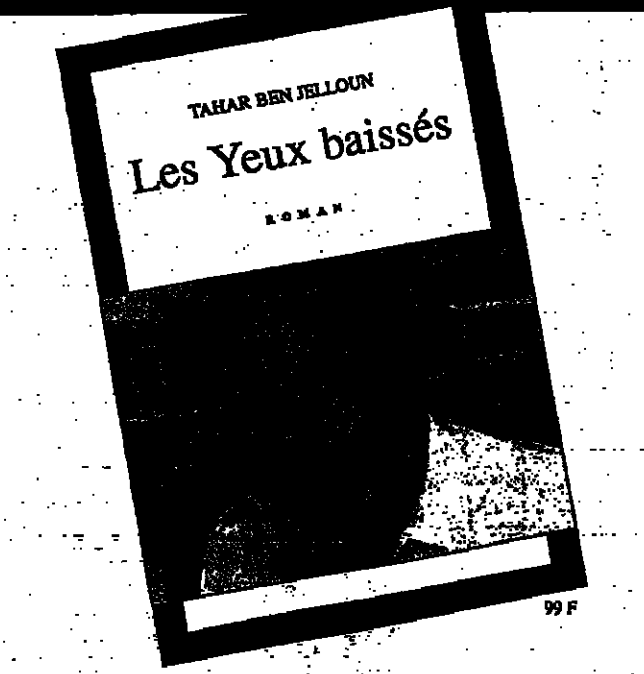
Lire la suite page 7

Lire également

- Le film des événements : Terrorisme
- par JACQUES DE BARRIN
- Premiers affrontements entre Syriens et Irakiens
- par FRANÇOISE CHIPAUX
- M. Jote en Arabie saoudite
- par JACQUES ISNARD
- Le dilemme de M. Bush
- par JAN KRAUZE
- Israël face à l'OLP
- par ALAIN FRACHON

- La méfiance des Kurdes
- par NICOLE POPE
- Japon : une aide financière « pacifique »
- par PHILIPPE PONS
- Le recentrage de SOS-Racisme
- par PHILIPPE BERNARD
- pages 3 à 6
- Air France supprime 2 000 vols
- par ALAIN FAUJAS
- Les Lloyd's assurent le terrorisme sur terre
- page 27

BEN JELLOUN

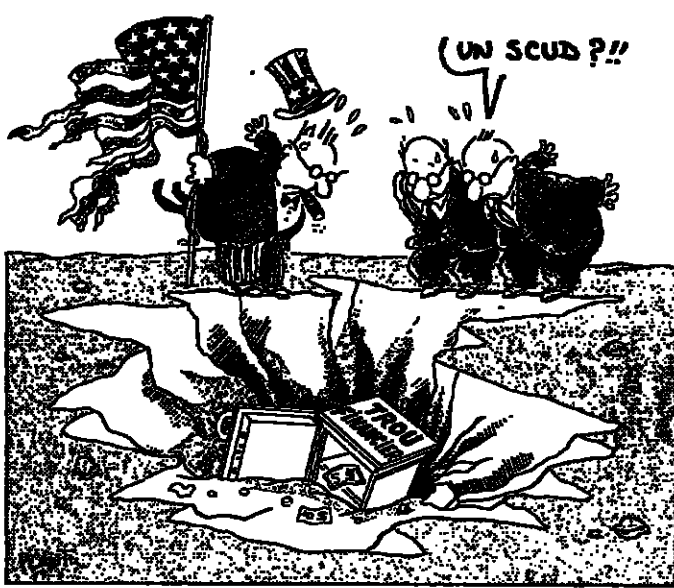


Un roman plein de force et de maturité, avec cette inquiétude qui voile le regard sans laquelle il ne saurait y avoir de chef-d'œuvre. J.-M.-G. Le Clézio / Le Monde

Editions du Seuil

Pour faire face aux difficultés financières

Les Etats-Unis engagent une réforme bancaire



L'administration américaine a présenté le 5 février un important projet de réforme du système bancaire. Si ce texte franchit l'épreuve du Congrès, il annulera une réglementation en vigueur depuis soixante ans. Cette réforme est rendue indispensable par les difficultés financières des banques américaines. Le projet prévoit que les établissements pourront exercer leurs activités dans différents Etats et dans différents secteurs, mais devront disposer pour cela de capitaux plus importants.

Lire page 27 l'article de SERGE MARTI

Un entretien avec le maire de Leningrad

« Si le résultat du référendum est négatif, M. Gorbatchev devra partir »

En marge du Forum économique mondial de Davos, M. Anatoli Sobtchak, président du Soviet de Leningrad, a accordé un entretien au « Monde ».

« Les dernières mesures annoncées par Mikhaïl Gorbatchev vous paraissent-elles marquer la fin de la perestroïka ? »

— La vraie perestroïka commence seulement. Ce qu'a fait Gorbatchev jusqu'à maintenant n'a pas touché les fondements mêmes du système de commandement administratif. Et alors que les changements vont se faire à la base, dans les Républiques et qu'apparaît le danger d'un démantèlement total du système, Gorbatchev essaie de s'appuyer sur les éléments conservateurs pour freiner le mouvement.

« Il n'a pas confiance dans les forces démocratiques et c'est ça sa plus grande tragédie. »

« Il peut freiner les changements à venir mais il n'a pas compris que l'on ne peut pas revenir en arrière et c'est pourquoi il est totalement paralysé. »

— La reprise en main peut-elle réussir avec le concours des forces de répression ?

— Je vois deux possibilités : un accord entre les Républiques, pour changer les rapports entre le centre et les Républiques et essayer de résoudre les questions les plus importantes démocratiquement. D'abord on a cru que Gorbatchev avait choisi cette voie, quand il a accepté le programme économique de Chataïne. Puis sous la pression du complexe-militaro-industriel et des conservateurs, il a enterré le programme et a changé brusquement de cap. Mais il n'y a pas de perspective.

« L'autre hypothèse, c'est la reprise en main. Gorbatchev essaie de remettre de l'ordre, mais il ne peut pas réussir, pour deux raisons : la première tient au rôle des Républiques qui s'est beaucoup développé au cours des derniers mois. N'importe quelle décision se heurte à l'opposition des gouvernements républicains. Et pas seulement des Baltes. Les quatre plus grandes Républiques de l'URSS, la Russie, la Biélorussie, l'Ukraine et le Kazakhstan sont en train de se mettre d'accord pour former, depuis la base, de

nouvelles structures économiques et politiques. Je n'exclus pas une situation où les Républiques s'entendraient entre elles et mettraient en place un nouveau système de pouvoir qui modifie complètement le rôle de Gorbatchev. La deuxième raison, c'est que toutes les dernières décisions de Gorbatchev ont été prises sans l'accord du Soviet suprême et elles sont anticonstitutionnelles. Il est fort probable qu'elles resteront sans effet.

— Vous pensez que les réformateurs et les libéraux peuvent s'y opposer ?

— Gorbatchev ne compte pas sur les forces démocratiques. Il les voit divisées, brochantes, indécises.

— Il a tort ?

— Il n'a pas totalement tort, mais les derniers événements dans les pays baltes ont montré que dans les moments importants, les forces démocratiques ont la capacité de se mobiliser et de faire passer des réformes.

Propos recueillis par DANIEL VERNET
Lire la suite page 2 et l'article de SYLVIE KAUFFMANN page 9

La mort du Père Pedro Arrupe

Supérieur général des jésuites, il symbolisa l'engagement de l'Eglise dans le tiers-monde

Vingt-septième successeur d'Ignace de Loyola (fondateur de la Compagnie de Jésus il y a quatre cent cinquante ans), Pedro Arrupe est mort le 3 février à Rome à l'âge de quatre-vingt-trois ans. Originaire comme lui du Pays basque, il en avait aussi le profil, la calvitie, la maigreur ascétique et le regard de braise, souvent illuminé et adouci chez lui par un sourire.

Né à Bilbao le 14 novembre 1907, Pedro Arrupe y Gondran était le cinquième enfant, et seul fils, de parents riches et pieux. Son père, architecte et éditeur, fut l'un des fondateurs du journal catholique espagnol *La Gaceta del Norte*. Ayant entrepris des études de médecine à l'université de Madrid, il les interrompit pour entrer dans la Compagnie de Jésus en 1927.

Deux expériences sont à l'origine de sa vocation religieuse : un pèlerinage à Lourdes, où il fut témoin de guérisons, et son travail auprès des pauvres de Madrid en tant que membre des Conférences de saint Vincent de Paul. « J'y découvris un monde qui m'était entièrement nouveau, raconta-t-il par la suite. Jamais auparavant je n'avais rencontré

face à face, ni touché de si près, la douleur terrible de la misère et de l'abandon. »

Il était encore scolastique — c'est-à-dire dans sa cinquième année d'une formation qui en comptait quinze à l'époque — lorsque la République espagnole expulsa les jésuites du pays.

ALAIN WOODROW
Lire la suite page 12

ÉDUCATION

« Les langues dans tous leurs états » L'anglais dominant « Les charmes du métier de professeur »

pages 13 à 16

ILE-DE-FRANCE

« Nouvelles péripéties juridiques pour Ruel 2000 » Carpes japonaises et légions aux serres d'Arteuil « La fin des horloges publiques parisiennes »

page 29

M0147 - 0207.0 - 5.00 F



A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 7 DH ; Tunisie, 650 m.; Allemagne, 2,20 DM ; Autriche, 22 SCH ; Belgique, 33 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Suisse-Allemagne, 8 F ; Côte d'Ivoire, 485 F CFA ; Danemark, 12 KRO ; Espagne, 175 PTA ; Grèce, 70 p.; Irlande, 180 DH ; Italie, 80 p.; Liban, 2 000 L ; Luxembourg, 33 FL ; Norvège, 13 NKR ; Pays-Bas, 2,50 FL ; Portugal, 160 ESC ; Sénégal, 275 F CFA ; Soudan, 14 KGS ; Suède, 1,70 SKR ; USA (hors), 2,50 \$.

DÉBATS

Politique

Le déclin des grands partis

par Alain Touraine

Golfe
Objection
de conscience
par Denis Langlois

QUE de remous, que de cris scandalisés, que d'anathèmes vengeurs quand Gilles Perrault a appelé à la « désertion » et au « sabotage de la machine de guerre française ». Enfin, on tenait l'ennemi intérieur, on allait l'arrêter, le juger et, si l'on ne gagnait pas la guerre, on aurait au moins sa peau. Fausses alertes. On avait mal interprété ses paroles. La désertion n'était que « morale » et le sabotage une simple formule provocatrice. Les pourfendeurs ont dû rengainer à regret leur sabre, il leur faudra trouver un autre bouc émissaire. Pour le cas où ils s'obstèneraient, ils doivent d'ailleurs savoir que nous serons nombreux à nous dresser sur leur chemin.

Mais parlons tout de même de la désertion, de l'insoumission et, plus largement, du refus d'obéir à l'ordre de tuer ou d'être tué. Il se trouve que dans les années 60 j'ai été condamné et emprisonné pour cela. Je sais donc un peu de quoi il retourne et il ne me viendrait pas à l'esprit d'inciter quiconque à un tel acte. Non pas parce que le code de la justice militaire l'interdit : les lois sont faites pour être violées lorsqu'elles se révèlent illégitimes. Mais parce qu'il s'agit d'un acte grave, personnel, lourd de conséquences, que l'on doit décider seul, car il concerne la conscience et est même objection de conscience.

Et si, devant une telle décision librement choisie, l'État ne s'incline pas, s'il ne respecte pas ce droit légitime et primordial, cela veut dire qu'il ne respecte pas les droits humains dont il prétend assurer le bonheurs. Ce droit à l'objection de conscience est inscrit dans de multiples déclarations des droits de l'homme, et le devoir de tout citoyen conscient est de le défendre contre vents et marées, surtout en période de guerre.

C'est pourquoi, dès le mois de décembre, les signataires de l'appel des 75 ont assuré de leur soutien tous ceux qui, militaires ou civils, s'opposeraient à la guerre. Ils n'inciteront pas à la désertion, mais ils défendront la conscience, celle qui librement dit non au pouvoir lorsque celui-ci ordonne de se préparer à ériger un autre être humain ou à y contribuer. Ce n'est sans doute pas suffisant pour arrêter cette guerre effroyable mais c'est une façon d'empêcher l'humanité de basculer totalement dans la barbarie.

► Denis Langlois, avocat et écrivain, est signataire de l'appel des 75 contre la guerre dans le Golfe.

LES hommes politiques s'inquiètent de voir diminuer la confiance que les Français avaient en eux et ils s'interrogent sur la manière de la retrouver. Quand leurs partis sont divisés ou affaiblis, ils se demandent comment ils peuvent les renforcer et s'accusent souvent eux-mêmes, avec beaucoup de sincérité, de ne pas être à la hauteur de leur tâche. Mais ils évitent le plus souvent de poser la question la plus simple : le mode d'organisation politique que nos pays ont connu et qu'on pourrait appeler le grand parti populaire de gouvernement est-il destiné à durer toujours ou ne correspond-il plus à la société où nous vivons.

Or, il faut apporter à cette question centrale une réponse négative, et donc les tentatives pour reconstruire les grands partis classiques sont vouées à l'échec. De la même manière qu'en Europe de l'Est il ne s'agit pas de réformer les régimes communistes mais d'en sortir, on doit moins chercher, en Allemagne, en France, en Italie ou en Espagne, à redonner vie aux grands partis qu'à trouver d'autres formes de représentation politique.

Pour quelles raisons ces partis ne correspondent-ils plus à nos besoins ? Parce que le grand parti populaire de gouvernement était porteur d'un projet volontariste et global, dans une société qui était dominée par le capitalisme libéral et même sauvage. La séparation de l'économie et de la société faisait que d'un côté les capitalistes voulaient une gestion non politique de la société, entièrement dans leurs

maîns, et que les anticapitalistes opposaient à ce laisser-faire un volontarisme extrême et l'idée d'un changement complet de la société. Les partis social-démocrates furent les exemples les plus importants de tels partis, puis vinrent les partis communistes mais aussi fascistes, et en France le parti gaulliste voulut appartenir au même type. Aujourd'hui, cette séparation entre gestion économique et projet politique a disparu, et les gouvernements de gauche ont été parmi les plus actifs, en France, en Espagne ou en Italie, à développer l'économie de marché et à décentraliser l'État. En Amérique latine même, continuent par excellence des grands partis populaires de gouvernement, les grandes machines politiques s'écroulent presque partout.

Autant à droite
qu'à gauche

Les défenseurs des grands partis de masse répondent toujours à ce type de propos que les partis, malgré leurs défauts, sont les colonnes de la démocratie qui s'écroulerait sans eux. Un tel raisonnement mérite à peine discussion. Il n'y a certes pas de démocratie sans mécanisme politique de rassemblement des votes et d'élections libres des députés, mais il s'agit justement aujourd'hui de passer d'un mode de représentation politique à un autre, et aucun mode particulier ne peut être entièrement identifié à la démocratie. Aux États-Unis, la désagrégation des partis est pratiquement achevée, et, en France, elle est plus avancée que nous ne le

pensons, autant à droite qu'à gauche, et le Parti communiste, qui reste le plus fidèle au modèle classique des grands partis, semble plus entraîné dans sa chute par son propre poids que capable de reconstruire son ancien édifice.

Peu nombreux sont les hommes politiques qui acceptent cette évolution qui n'a pourtant aucun caractère dramatique. Charles Pasqua est un des rares à demander clairement le remplacement du pouvoir des partis par un mécanisme d'élections primaires, qui détruit en effet le pouvoir des appareils. Mais la gauche est sur ce chapitre en avance sur la droite car qui s'intéresse encore à ce que fait et dit le Parti socialiste ? Ce qui compte est ce que font et disent Rocard, Fabius, Delors ou Jospin, engagés dans une sorte de campagne permanente pour une élection primaire. Ce qu'on nomme d'un terme bien insuffisant les « courants », est beaucoup plus vivant que le parti lui-même, qui n'apparaît plus que comme un rideau de scène derrière lequel parlent et bougent les vrais acteurs.

Le poids des débats et des stratégies politiques a presque toujours effacé les problèmes et les mouvements sociaux en France, pays où le jeune Parti socialiste prétendait à la gauche. Mais aujourd'hui, ce poids est devenu écrasant. À droite, le RPR est paralysé et une partie importante de ses électeurs est passée au Front national ou se sent proche de lui. À gauche, le Parti socialiste n'ose pas s'avouer que son alliance avec le Parti communiste n'a plus aucun sens — à supposer qu'elle en

ait jamais eu un — et qu'il doit construire une nouvelle majorité avec le centre ou, en changeant de système électoral, avec les écologistes et d'autres. Ce qui fait que le gouvernement actuel n'a pas de majorité et que les socialistes ne peuvent pas reprocher à leur gouvernement l'absence d'un grand dessein sur lequel ils seraient incapables de s'entendre.

Celui des présidentsiables qui gagnera la course est celui qui se libérera le mieux du mode d'organisation politique actuel, mais aussi qui saura en construire un nouveau, en s'assurant l'appui de la majorité de l'électorat de droite ou de gauche. Il est grand temps que nous sortions de la domination de la vie publique par les partis. Nous avons eu de grands partis et de petits syndicats ; il vaudrait mieux nous rapprocher de la situation opposée : allégeons nos partis et renforçons les acteurs — syndicats, entreprises, associations, municipalités — d'une société en rapide transformation.

Un signe
de santé

Une société ouverte sur le monde international, bouleversée par des technologies nouvelles, agitée par des moyens de communication de masse, n'a que faire de ces grandes machines politiques dont R. Michels indiquait, il y a déjà un siècle, les dangers qu'elles font courir à la démocratie. Le déclin des grands partis populaires de gouvernement est une condition nécessaire au renforcement de l'opinion publique. Déjà aujourd'hui les grands problèmes de société se traitent dans des comités et

à la télévision plus qu'au Parlement et dans les partis. Il faut que l'opinion publique trouve des interlocuteurs politiques proches et directs, que les partis ne peuvent pas être parce qu'ils se considèrent comme au-dessus de l'opinion publique et détenteurs du sens de l'histoire.

Nous avons besoin de coalitions électorales qui appuient tel ou tel candidat à condition que celui-ci s'identifie à un choix majeur, comme cela vient d'être le cas en Allemagne pour Kohl qui, seul, fut capable de s'identifier à l'unité nationale. Les partis doivent être des organisations politiques « faibles », réseaux de médiation entre le président et une opinion publique structurée.

Qu'on ne voie aucun populisme ou bonapartisme dans cette formule dont le sens est tout à fait opposé. Un président est avant tout responsable de la place de son pays dans le système international et, de l'autre côté, l'opinion publique est beaucoup plus informée et beaucoup moins massifiée qu'avant : c'est pourquoi les médiations politiques entre le président et l'opinion publique doivent être plus légères et plus mobiles alors que les partis, dominés par leurs problèmes internes, ne sont ni ouverts aux demandes de l'opinion ni capables d'élaborer une stratégie internationale.

La crise actuelle des grands partis de droite et de gauche est un signe de santé de notre vie politique et annonce une transformation qui sera probablement très rapide de nos mécanismes de représentation politique.

Un entretien avec
le maire de Leningrad

Suite de la première page

— Ces succès n'appartiennent-ils pas au passé, avec le renforcement des pouvoirs de l'armée, du KGB, de la police ?

— Le KGB, l'armée, la police ne sont pas des forces unies, et il y a parmi elles des tendances progressistes qui soutiennent les réformes. Gorbatchev veut les utiliser plus, mais la situation change. Si le gouvernement de Russie a créé son propre conseil de sécurité, — et en Ukraine ils vont faire la même chose, — c'est pour ne plus être dépendant du ministère de la défense.

— On vivait dans un système qui détruisait les hommes, les personnalités, qui empêchait toute pensée libre. Mais quand la situation se présente, les hommes changent, même les « nomenklaturistes ». Pas tous, c'est vrai.

— La comparaison avec la Pologne de 1981 est tentante. Gorbatchev essaierait d'imposer une sorte d'état de guerre, pas du jour au lendemain comme Jaruzelski, mais pas à pas.

— On peut faire la comparaison avec la Pologne. Mais la Russie n'est pas la Pologne. L'état de guerre n'a été imposé en Pologne en 1981 sans effusion de sang, ici une guerre civile serait terrible, et tout le monde cherche à l'éviter.

— Surtout, l'opposition ici n'est pas formée seulement des forces démocra-

tiques, mais aussi des républiques, des mouvements nationaux. Par exemple, le gouvernement de Kiev a demandé à ses jeunes de ne servir dans l'armée qu'en Ukraine ; ailleurs, c'est sur la base du volontariat. D'autres Républiques ont décidé la même chose. Ça limite beaucoup les possibilités d'intervention de l'armée.

— Une chose est, pour Gorbatchev, de prendre des décisions, autre chose est de les faire appliquer. Ça dépend beaucoup des relations entre l'armée et les autorités locales. Il faut avoir des contacts avec les officiers, travailler avec eux. L'armée doit obéir au gouvernement, pas au parti. Elle est au service de l'État, pas à celui du parti ; sinon elle agit contre la Constitution.

— Vous croyez sérieusement à une armée au service de l'État ?

— Oui, beaucoup d'officiers sont progressistes. Ils ont créé une organisation d'opposition au Parti communiste dans l'armée : « Le Bouclier », et beaucoup ont quitté le PC.

— Ne pensez-vous pas que la plus grande erreur de Mikhaïl Gorbatchev a été de croire que l'on pouvait réformer le système communiste ?

— Il y a en effet une contradiction objective à vouloir réformer le socialisme. C'est ce que Gorbatchev n'a pas compris. Le système, on ne peut que le liquider. Prenez l'exemple des structures de pouvoir : avant, toutes

URSS

les nominations se faisaient par le haut, ce partant du sommet. Maintenant apparaissent des dirigeants venus de la base, qui ne doivent rien au « centre » et qui ne peuvent pas être révoqués par lui. C'est un changement fondamental. Gorbatchev ne sait pas travailler avec les nouveaux dirigeants qui ne sont pas à son service...

Le référendum
en question

— Quelles seront les conséquences du référendum du 17 mars ?

— Je n'exclus pas d'ici là des changements tels que le référendum n'ait pas lieu. Tout le peuple se révoltera à cause de la hausse des prix, qui est inévitable, soit les Républiques vont passer entre elles, directement, un accord qui rendra caduc le projet Gorbatchev.

— Mais la question la plus grave est celle des prix. En décembre les prix de gros ont été multipliés par deux ou trois ; les prix de détail ont augmenté de 50 à 100 pour cent. Les entreprises sont menacées de faillite et ne peuvent même plus payer les salaires. Après la confiscation des billets de 50 et de 100 roubles, la baisse du niveau de vie sera terrible.

— Si le résultat du référendum est positif, ça renforcera Gorbatchev et le confortera dans sa volonté d'employer la manière forte. Mais, en même temps, ça durcira l'opposition des Républiques, si bien que la situation conflictuelle va encore s'aggraver.

— Si le résultat est négatif, alors Gorbatchev sera obligé de quitter le pouvoir.

— Personnellement, comment votez-vous ?

— Personnellement, je vais voter pour la propriété privée de la terre. D'ailleurs, sans attendre le référendum, la Russie a pris cette position. Et à Leningrad nous avons commencé à vendre des terres à ceux qui veulent les cultiver. Nous avons aussi mis en vente les logements pour ceux qui y habitent et bientôt nous construirons des logements destinés à la propriété, même pour les étrangers, ce qui nous permettra de financer de nouveaux programmes d'habitation.

— Sur le problème de l'union, la question est mal posée. Je suis pour une « union » entre les Républiques, mais quelle union ? Si on vote pour, on renforce la conception gorbatchévienne et centralisatrice de l'union. C'est pourquoi je voterai non.

— Dans l'ensemble, vous paraîsez plutôt optimiste...

— Oui, je suis optimiste. Je pense qu'on peut s'en sortir sans anarchie et sans guerre civile. C'est la politique que j'essaie de mener à Leningrad. Je fais en sorte que les extrémistes des deux côtés évitent les provocations. Après les événements de Vilnius, j'ai convoqué tous ceux qui étaient susceptibles de former un « comité de salut public » et j'ai réussi à les en dissuader.

— On entend parfois dire que les Baltes, avec leurs revendications nationales « extrémistes », sont responsables du durcissement de M. Gorbatchev. Qu'en pensez-vous ?

— Les Baltes ont fait des erreurs

mais qui n'en font pas ? En tout cas, rien ne justifiait l'emploi de la force. Ils veulent utiliser leur droit d'être souverains : c'est conforme à la loi. Ils doivent aussi penser que l'indépendance, notamment économique, est au bout d'un long chemin.

— Faut-il aider l'URSS ou lui appliquer des sanctions pour qu'elle renonce à l'emploi de la force contre les opposants ?

— Les sanctions ne seraient pas dirigées contre Gorbatchev : elles seraient

Une figure de proue
des réformistes

Professeur de droit et d'économie, Anatoli Sobtchak est, à cinquante-deux ans, une des figures de proue des réformistes. Président du Soviet de Leningrad depuis mai 1990, il est aussi député au Soviet suprême de l'URSS, où il appartient au groupe des démocrates. Brevement membre du Parti communiste de 1988 à 1990, il prend au sérieux la perestroïka, non comme un slogan destiné à l'exportation, mais comme moyen de transformer de fond en comble le système communiste, qu'il ne veut pas réformer, mais remplacer par la démocratie et l'économie de marché.

nuisibles à la démocratie. Plutôt qu'une aide, il faut une coopération avec les Républiques, les régions, les entreprises libres. Une aide concrète, contrôlée, destinée à des projets précis. Mais il ne faut pas donner un kopec au gouvernement central, parce qu'on ne sait pas où va l'argent. En fait, il alimente la corruption à tous les niveaux.

Propos recueillis par DANIEL VERNET

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde
Comité de direction : Jacques Lesourne, gérant directeur de la publication Bruno Fraipont directeur de la rédaction Jacques Gault directeur du gestion Manuel Lucbert secrétaire général

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1989) Jacques Fauvet (1989-1992) André Laurens (1992-1995) André Fontaine (1995-1999)

Rédacteurs en chef : Jacques Amalric Jean-Marie Colombani Philippe Heremans Robert Solé

Autour directeur de la rédaction : Daniel Vernet

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FALGUIÈRE 75001 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 40-65-25-26

Administrateur : 1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Tél. : (1) 40-65-25-26

Administrateur : 49-60-30-10

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde
Détails de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société :

« Les rédacteurs du Monde »

« Association Hubert-Beuve-Méry »

Société anonyme des lecteurs du Monde

Le Monde-Entreprises, M. Jacques Lesourne, gérant.

Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57-437

ISSN 0395-2037

Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 40-65-29-33

Imprimé de « Monde »

12, rue de Valenciennes 94011 IVRY Cedex

1000

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FALGUIÈRE 75001 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 40-65-25-26

Télécopieur : (1) 40-65-25-99

Téléc : 206.806 F

Le Monde
André Fontaine, président
Françoise Hugot, directeur général
Philippe Dupuis, directeur commercial

S, rue de Valenciennes, 75001 PARIS

Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71

Téléc : MONDIPUB 206 136 F

Téléc : 45-55-04-70 Société filiale de l'Union de la Presse et de la Presse SA

Le Monde

TÉLÉMATIQUE

Composés 35 - Tape LEMONDE

ou 35-15-1622 LM

ABONNEMENTS PAR MINITEL

36-15 - Tape LEMONDE

code d'accès ABO

ADMINISTRATION : 1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Tél. : (1) 40-65-25-26

Télécopieur : (1) 49-60-30-10

Téléc : 261.311 F

ABONNEMENTS
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 49-60-32-90

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : ces abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonné.

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐

6 mois ☐

1 an ☐

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____

Pays : _____

Prenez garde à l'obligation d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

PP Paris RP

LA GUERRE DU GOLFE

... Le Monde • Jeudi 7 février 1991 3

Le film des événements Terrorisme

L'Irak, qui n'a cessé d'en agiter la menace, pourrait, en désespoir de cause, utiliser, plus largement, l'arme du terrorisme. Depuis quarante-huit heures, Radio-Bagdad, qui diffuse des messages codés à des auditeurs désignés par des prénoms ou par des chiffres, invite aussi, très clairement, tous les « combattants » et les « cellules révolutionnaires » à frapper où que ce soit les ennemis « dans leurs repaires ».

Plus de 70 attentats, qui ont surtout causé des dégâts matériels, ont déjà été commis, à travers le monde, contre des intérêts des membres de la coalition anti-irakienne, singulièrement les États-Unis. La découverte, lundi, outre-Atlantique, de six bombes attachées à des réservoirs de produits chimiques dans le port de Norfolk, près de la plus importante base navale américaine, ne manque pas d'être inquiétante, même si l'on n'a pas encore été prouvé qu'il s'agit d'un acte terroriste lié à la guerre du Golfe.

Quant aux six auteurs de l'agression dont ont été victimes, dimanche soir, à Djeddah, des militaires alliés, ils ont été arrêtés, a annoncé le ministre saoudien de l'Intérieur, qui a menacé de « tuer, de crucifier, de mutiler » tous ceux qui « por-

tent atteinte à la sécurité du pays ». Autre menace que les alliés prennent très au sérieux : l'emploi des armes chimiques. Pour M. John Major, le premier ministre britannique, ce danger est « réel ». A en croire des responsables américains qui s'appuient sur des repérages faits en Irak et au Koweït, pareille offensive est même « imminente ». Le négociateur ne perd pas ses droits : une firme suédoise propose de livrer à qui veut, sous quarante-huit heures, un million de masques à gaz à un prix défiant toute concurrence, soit 33 dollars l'unité...

De nouveaux B-52

« Nos capacités militaires et nos réserves stratégiques sont sous la protection de Dieu, dans l'attente d'être utilisées lors de l'importante confrontation terrestre qui anéantira les agresseurs », a assuré, mardi, l'organe de l'armée irakienne. Quoi qu'il en soit, Radio-Bagdad, citant un communiqué du ministère du pétrole, a annoncé la suspension des ventes de fuel au public « jusqu'à nouvel ordre », la capacité de raffinage du pétrole ayant été détruite, selon le commandant des forces britanniques, à environ 80 %. Dans une lettre à la

presse locale, le chef de la diplomatie irakienne a, d'autre part, reconnu que des stations de télévision et de radio ainsi que des bâtiments officiels avaient été endommagés dans la capitale et en province.

Hormis un premier engagement, dans la nuit de lundi à mardi, en Arabie saoudite, entre troupes irakiennes et syriennes, la situation sur le terrain est marquée, depuis la bataille de Khafji, par une absence d'activités militaires significatives. De nouveaux B-52 américains sont fin prêts, en Grande-Bretagne et en Espagne, à aller bombarder l'Irak et le Koweït. En revanche, environ 110 avions irakiens seraient maintenant à l'abri en Iran alors que les alliés s'interrogent sur le sort des 500 hélicoptères qui possèdent Bagdad, absents du terrain depuis le début des hostilités.

Autre front : celui du Liban sud. L'aviation israélienne y a effectué, mardi, un raid contre des positions palestiniennes, le premier depuis la commencement de la guerre du Golfe.

Cette action de représailles qui a coûté la vie à neuf personnes, visait, selon le porte-parole de l'armée, à détruire des bases du Fatah. Une des commandantes de l'OLP, à partir desquelles des roquettes étaient

tirées, depuis une semaine, contre le nord de l'État hébreu et qui servaient de point de départ à des « actions terroristes ».

Saddam Hussein a beau vouloir jouer la durée pour transformer une « terrible raclée » militaire – selon l'expression du commandant en chef des troupes américaines – en une victoire politique, le président George Bush n'en a pas moins déclaré, mardi, que les Russes de son adversaire ne l'empêcheraient pas de « bien dormir » et que la guerre « ne traînerait pas en longueur ». A en croire les propos des prisonniers irakiens, rapportés par des responsables militaires américains, les soldats de Bagdad n'auraient pas le moral.

Sans états d'âme

Pour le moment, le président iranien Rafsanjani attend une réaction de Saddam Hussein aux « idées » de paix qu'il lui a transmises. L'Union soviétique et la Syrie ont jugé que seul un « engagement clair » de l'Irak de se retirer du Koweït permettrait d'arrêter les combats. Le président Bush a poliment qualifié d'« encourageante » l'initiative de Téhéran, jugeant, cependant, que, pour conduire à une cessation des hostilités, une

évacuation du Koweït par les troupes de Bagdad devrait être « crédible, visible et totalement convaincante ».

La France, dont Téhéran juge la position « modérée » au sein de la coalition anti-irakienne, a estimé, mardi, par la voix du porte-parole du Quai d'Orsay, que « l'on pouvait difficilement parler d'un plan iranien » et qu'en tout état de cause elle « n'en avait pas connaissance ». A l'issue d'une visite d'inspection du dispositif « Daguet », M. Pierre Joxe, le nouveau ministre de la défense, a laissé paraître, mardi, à Ryad, au cours d'une conférence de presse, qu'il n'avait pas les états d'âme de M. Jean-Pierre Chevènement, son prédécesseur.

« La France, qui n'est en guerre contre personne, a affirmé M. Joxe, prend sa place, toute sa place, dans des conditions qui sont connues, pour ce qui peut être connu » dans le dispositif allié. Et le ministre de préciser que « les forces françaises participent éventuellement, le moment venu, à des opérations terrestres ». Offensive donc, évidemment, on ne connaît, du déclenchement, ni le jour, ni l'heure.

JACQUES DE BARRIN

La conférence de presse du président américain

Le dilemme de M. Bush : lancer rapidement une offensive terrestre ou se contenter de bombardements intensifs

WASHINGTON

de notre correspondant

Au terme de trois semaines de bombardements de l'Irak, M. Bush veut se donner les moyens de répondre à la question qui obsède désormais ses concitoyens : faudra-t-il « risquer des vies américaines » dans une offensive terrestre contre l'armée irakienne, ou peut-on se contenter de poursuivre les bombardements jusqu'à son annihilation ?

Le président a donc annoncé mardi 5 février au cours d'une conférence de presse que le secrétaire à la défense Dick Cheney et le chef de l'état-major, le général Colin Powell, se rendraient en Arabie saoudite avant la fin de la semaine avec mission d'enquêter sur place et de rapporter leurs

observations au chef de l'exécutif.

M. Bush a reconnu qu'il était personnellement « un peu sceptique » quant à la possibilité de s'en tenir à une campagne uniquement aérienne, mais s'est déclaré disposé à « écouter attentivement » l'avis des responsables militaires. Et il a rappelé que c'était à lui, en tant que commandant en chef, de prendre la décision de mettre en branle les opérations terrestres.

La décision, quelle qu'elle soit, sera lourde de conséquences, politiques au moins autant que militaires. Prolonger indéfiniment les bombardements signifie par la même occasion prolonger la guerre, accroître le mouvement de sympathie pour l'Irak dans une partie du monde arabe, susciter dans nombre d'autres pays un sentiment de malaise et des questions

sur la disproportion entre la fin et les moyens. Déjà, les questions posées aux responsables concernant les dommages collatéraux, la destruction de l'infrastructure de l'Irak et les victimes civiles, se font un peu plus insistantes.

Dans la brève déclaration qu'il a lue à l'ouverture de sa conférence de presse, M. Bush a réitéré les raisons de principe déjà exposées ces derniers jours : le but des alliés n'est pas « de détruire l'Irak » ni « de punir le peuple irakien ». Mais plus le temps passera, et plus la Maison Blanche et le Pentagone risquent de se trouver mis sur la sellette, les témoignages et les images venus d'Irak ne pouvant tous être mis uniquement sur le compte de la propagande. De plus, même si des bombardements jusqu'à saturation peuvent démolir ce qui restera de l'armée irakienne, ils ne lui donneraient guère la possibilité de se rendre et donc de faciliter le dénouement.

A l'inverse, lancer une offensive terrestre n'aurait pas sans risque politique majeur pour M. Bush. Si la guerre est présentée comme une guerre contre le terrorisme, c'est que les victimes en sont presque exclusivement irakiennes, nombreuses sans doute – le Pentagone se refuse toujours à la moindre estimation publique –, mais invisibles. En revanche, à long terme, des colonnes et d'émissions télévisées, des experts et autres analystes militaires assurent qu'un engagement terrestre serait « affreux, mortel, sanglant et horrible », pour reprendre le chapelet d'adjectifs utilisés dans une tribune du Washington Post par un spécialiste de l'infanterie.

Limiter les pertes américaines

Pourquoi alors ne pas continuer à « ramollir » l'armée irakienne, selon l'expression consacrée du Pentagone, jusqu'à ce qu'elle se désintègre ou soit totalement incapable de résister, d'autant que l'efficacité du pilonnage semble appelée à s'accroître ? L'effort initial de l'aviation et des missiles allés avait porté sur l'infrastructure militaire, les postes de commandement, les lignes de communication, les ponts et les routes, les bombardements peuvent désormais se concentrer sur la destruction des chars – les missiles Maverick ont commencé à être utilisés intensivement – puis sur l'élimination des troupes terrées dans leurs tranchées ou leurs abris.

Tel est le scénario décrit récemment par le général Colin Powell (« *Island of the Lizard* ») dans le Koweït et dans le sud de l'Irak puis « la tuerie », et avec des B-52 qui décollent désormais de Diego Garcia, d'Espagne, d'Angleterre et bombardent la garde républicaine toutes les trois heures, et des cui-

rasés qui tirent depuis le large des obus de plus d'une tonne, le résultat – dans l'esprit de beaucoup – devrait être assuré.

Dans toutes les cas, – offensive terrestre ou pas – la stratégie américaine restera fondée sur une utilisation massive des moyens colossaux dont disposent les États-Unis et leurs alliés. Comme une journaliste demandait à M. Bush s'il envisageait ainsi « le massacre de plusieurs dizaines de milliers de soldats irakiens », il eut cette réponse : « Laissez-moi être très clair. Ce qui me préoccupe, c'est la vie de nos soldats ». Et, ajouta peu après le président « je vais faire tout ce qui est nécessaire » pour l'empêcher.

La guerre « se passe bien »

Ce double principe – s'assurer d'une victoire totale tout en limitant au maximum les pertes du côté américain – avait été exposé par M. Bush dès le mois de décembre, et il péna à coup sûr dans sa décision concernant une offensive terrestre. Mais certains plaident déjà pour une application encore plus radicale de ce même principe.

Un représentant républicain de l'Indiana fait par exemple valoir que si les bombardements « classiques » ne suffisaient pas, il serait inadmissible de « risquer des vies américaines » dans des opérations terrestres avant d'avoir utilisé des armes nucléaires tactiques. Et selon un récent sondage Gallup, 45 % des Américains approuveraient le recours à l'arme nucléaire si cela pouvait épargner la vie de leurs soldats.

Les responsables de l'administration ne paraissent pourtant pas envisager sérieusement une telle possibilité, mais ils refusent d'exclure catégoriquement le recours aux armements nucléaires, notamment au cas où les Irakiens utiliseraient des armes chimiques. Dans l'immédiat, les moyens « conventionnels » semblent amplement suffisants : l'Irak a déjà reçu, en à peine trois semaines, plus de bombes que l'Allemagne pendant toute la durée de la seconde guerre mondiale.

La guerre, comme l'a dit mardi M. Bush, « se passe bien ». Le président américain a aussi tenu à rassurer ceux qui s'inquiétaient de son sommeil. Il « dort très bien », même si parfois il « verse des larmes pour les familles des soldats et pour ceux qui pourraient être tués au combat ». Mais, a ajouté M. Bush, « nous avons eu très peu de pertes », (...) « et nous allons continuer ceci, et nous allons l'empêcher ».

JAN KRAUZE

« Il n'y a rien à négocier »

Dans sa conférence de presse, mardi 5 février, M. Bush a répondu indirectement à l'offre de médiation irakienne en soulignant qu'« il n'y a rien à négocier avec l'Irak ». « La guerre, a-t-il dit, ne se terminera pas avec Saddam Hussein s'en tenant à l'opinion qu'il ne se retirera pas du Koweït (...). L'Irak ne montre aucune souplesse sur ce point. On revient donc à la case départ. Il n'y a rien à négocier, rien sur quoi on puisse être conciliant avec une personne qui s'entête dans son refus d'obéir à l'objectif fondamental (...). Seul un retrait crédible, visible et totalement convaincant pourrait permettre un cessez-le-feu. Mais le temps de la diplomatie est fini. Nous sommes en guerre avec cet homme ».

S'il y avait un plan de paix iranien, a observé M. Bush, Téhéran en aurait fait part à Washington, « ce qui n'est pas le cas ». Il a précisé qu'il avait discuté mardi au téléphone avec le président turc, M. Ozal, et que ce dernier ne croyait pas non plus à l'existence d'un plan iranien. M. Bush a cependant jugé l'attitude irakienne « encourageante ».

A propos du président irakien, il a poursuivi : « Mais est-ce que je pleurerai, est-ce que je porterai le deuil si d'une manière ou d'une autre Saddam Hussein ne restait

pas à la tête de son pays ? Je crois que le premier ministre britannique, John Major, l'a très bien dit : il n'y aura pas de chagrin s'il n'est plus là. En fait, ce serait bien plus facile d'obtenir une conclusion favorable (...) ».

« Je n'ai pas à l'encontre d'une saine doctrine militaire pour la seule raison de retarder une décision [de lancer l'offensive terrestre] en espérant sauver des vies. (...) Je prendrai la responsabilité totale de cette décision très difficile. Je suis prêt à la prendre (...) ». Je ne pense pas que cette guerre durera. La coalition s'imposera. Il devra se plier aux résolutions de l'ONU.

« Je voudrais insister sur le fait que nous prenons des précautions extraordinaires et sans précédent pour épargner les zones résidentielles et les lieux de culte. Nous ne voulons pas la destruction de l'Irak, pas plus que nous ne voulons punir son peuple pour les initiatives et la politique de ses dirigeants ».

« De plus, nous faisons tout notre possible, et avec une grande réussite, pour minimiser les dégâts périphériques en dépit du fait que Saddam Hussein a démantelé maintenant des installations comme des centres de commandement dans des zones résidentielles, notamment des écoles. » – (APF, AP, Reuters)

Pour permettre aux Américains de se défouler

Une poupée souffre-douleur à l'effigie de Saddam

A force de regarder, passivement, les combats du Golfe à la télévision, les Américains ont l'agressivité qui monte en flèche : afin qu'ils se défoulent, l'entreprise Martin's a créé pour eux la « poupée vaudou Saddam Hussein » à l'effigie du président irakien.

« Saddam Hussein, l'homme le plus haï du monde ! Il gèle des innocents, il envoie des Scud sur les civils, il déverse des millions de litres de pétrole dans le Golfe, il tue, il viole, il pille, et il n'y a rien que l'Américain moyen puisse faire si ce n'est soutenir les États-Unis et pavoiser », clame la publicité publiée dans la presse.

« Maintenant, ajoutez l'encart, faites quelque chose pour votre frustration. Achetez votre poupée vaudou Saddam Hussein et faites au dictateur tout ce que votre cœur désire. Nous laissons cela à votre imagination... Si des milliers d'Américains plantent des épingles dans Saddam, qui sait ce qui peut arriver ? »

Moins cher qu'une psychothérapie

Vendues par correspondance, la poupée Saddam ne vaut que 10 dollars, plus 2,50 dollars de frais de livraison, un coût nettement moins élevé qu'une psychothérapie, d'autant que la

firme propose le remboursement dans les 30 jours si le client ne se sent pas mieux après avoir fait subir les sévices de son choix à la poupée. A l'origine de ce coup de marketing, l'entreprise Martin's, basée dans le Connecticut, est spécialisée dans la vente par correspondance.

Sortant de son créneau habituel des ventes de parfum ou de déodorant, la firme a investi quelque 8 000 dollars pour lancer le produit qu'elle a conçu et qu'elle soumettra à un fabricant. Aucun détail n'a été négligé. D'une hauteur de 15 centimètres environ, la poupée représente le numéro un irakien vêtu d'une veste de treillis avec à la ceinture un couteau sanglant. « Vous pouvez aussi la faire dévorer par votre chien », suggère le manager de la firme.

Au moment où tous ses concurrents accélèrent les cadences pour aligner des kilomètres de bannières étoilées, ce petit fabricant de drapage vend aussi les couleurs irakiennes. Depuis le début de la guerre, la firme a déjà écoulé des dizaines de drapages irakiens à 39 dollars. Les acheteurs s'en servent comme paillasson ou le brûlent, un plaisir rare dans ce pays où l'incendie du drapeau de la mère patrie peut valoir la prison. – (AFP)

Pour comprendre la politique de l'Islam, il faut d'abord comprendre son langage.

Bernard Lewis
Le langage politique de l'Islam

BIBLIOTHÈQUE
SCIENCES HUMAINES
GALLIMARD

LA GUERRE DU GOLFE

La situation militaire

Une attaque amphibie contre le Koweït semble en préparation

Des informations concordantes et de sources diverses indiquent que les alliés se préparent à des opérations amphibies et terrestres contre le Koweït occupé. A Washington, des sources proches du Pentagone ont annoncé mardi 5 février qu'un groupe naval américain fait actuellement route vers le Golfe avec des marines qui viendront de répéter un débarquement amphibie sur la côte sud-est de la péninsule Arabique.

Quelques 17 000 marines sont embarqués à bord des navires qui remontent « l'ennemi » la côte du sultanat d'Oman, vers le Golfe, selon ces sources. Huit mille marines avaient auparavant participé - à une date non précisée - à un exercice de débarquement qualifié de « très important » et qui avait duré deux semaines, près de l'île omayyade de Masirah. Le dernier exercice a mis en œuvre « tous les types d'avions, d'hélicoptères, de véhicules amphibies et d'engins de débarquement à leur disposition ».

Toujours à Washington, s'exprimant peu après la conférence de presse du président Bush (lire page 3) le général Thomas Kelly, chef des opérations à l'état-major interarmes, a déclaré que les forces américaines « sont prêtes à y aller », ajoutant toutefois que « si elles sont en bonne forme aujourd'hui, elles le seront également dans un mois ». Il a également déclaré que l'estimation de la force de l'ennemi « est plus un art qu'une science » et qu'une erreur d'évaluation peut être « désastreuse ».

A Londres des sources militaires britanniques ont annoncé mardi que cinq chasseurs de mines britanniques dans le Golfe vont commencer dans les jours prochains à remonter vers le nord du Golfe afin de dégager la voie pour une éventuelle attaque amphibie des forces de la coalition.

Les cinq navires - *Hurworth*, *Cattstock*, *Atherstone*, *Ledbury* et *Dulverton* - dégageront la voie pour les navires de débarquement, qui pourrissent, en cas d'attaque, amener jusqu'à 45 000 marines, a-t-on précisé de mêmes sources.

Egalement dans le cadre des préparatifs d'une offensive terrestre, la 7^e brigade, les « Bataillons de choc », se sont récemment déplacés en position au sud du 7^e corps d'armée américain, a-t-on encore ajouté, en indiquant toutefois que le plan de bataille définitif ne sera mis au point que deux ou trois jours avant le début de l'offensive.

Les forces aériennes alliées - y compris britanniques, italiennes et françaises - ont poursuivi mardi leurs attaques contre les

objectifs ennemis. Selon un porte-parole des forces britanniques, un tiers des ponts importants en Irak ont déjà été détruits. Le pont Al-Jumhuriyah, qui relie les deux rives du Tigre dans le centre de Bagdad, a été « bombardé et totalement détruit » mardi soir par l'aviation et des missiles de la coalition anti-irakienne, selon des témoins.

D'après eux, le centre des télécommunications dans la capitale irakienne a également été bombardé.

Les B-52 américains effectuent pour leur part toutes les trois heures des raids sur les positions de la garde républicaine irakienne dont « l'infrastructure logistique et de ravitaillement, selon un officier américain, a été en particulier sévèrement frappée ». Toutefois, selon des responsables militaires cités mercredi par le *New York Times*, une dizaine de divisions de la garde républicaine et ses unités de chars sont pour l'essentiel intactes, avec leurs dépôts souterrains et leurs lignes de ravitaillement.

L'Irak a perdu quelques centaines de chars mais il en avait 5 000, affirme un de ces responsables. Les tapis de bombes largués par les avions américains sur les positions de la garde républicaine sont dans une large mesure inefficaces contre des chars et

des pièces d'artillerie qui doivent être touchés de plein fouet pour être détruits, écrit le journal.

La Turquie, de son côté, renforce ses défenses aériennes. Des missiles Hawk et Patriot mis à la disposition de la Turquie par les Pays-Bas ont été déployés à la base aérienne de Diyarbakir, dans le sud-est du pays, où sont stationnés dix-huit chasseurs-bombardiers Mirage-5 belges de l'OTAN, rapportent les journalistes qui ont été conduits sur place par l'armée. Les missiles Hawk et Patriot sont intégrés au sein d'un même système qui fait de cette défense anti-aérienne la plus sophistiquée qui soit, a déclaré à l'agence Reuters le colonel Halil Kaleyli, porte-parole des forces armées turques.

Suspension des ventes de fioul en Irak

En Irak, les ventes de fioul au public ont été suspendues. Dans un communiqué cité mardi par Radio-Bagdad, le ministère du pétrole déclare que cette mesure prend effet au 4 février et sera appliquée « jusqu'à nouvel ordre ». Il ne donne aucune précision sur cette décision, qui intervient malgré les

rigueurs de l'hiver et touchera durement le chauffage des particuliers. L'interdiction des ventes d'essence, annoncée il y a deux semaines, a depuis lors fait place à un rationnement draconien.

Les bâtiments de la radio et de la télévision irakiennes à Bagdad ont été « touchés » lors des raids menés ces derniers jours par l'aviation de la coalition, a d'ailleurs part annoncé mardi une source officielle irakienne.

Selon cette même source, le barrage Al-Qadisiyah, dans la province d'Al-Ambar (dans l'ouest de l'Irak) a également été « touché ».

L'état-major irakien a par ailleurs annoncé mardi que sa défense aérienne avait abattu neuf avions au cours des 291 raids effectués par la coalition internationale depuis lundi soir. Ces pertes ne sont pas confirmées du côté allié.

Un porte-parole américain a en fait démenti l'information donnée mardi soir par Radio-Bagdad selon laquelle des missiles al-Husseini (Scud améliorés) venaient d'être tirés sur la base militaire de Dhahran, dans le nord-est de l'Arabie saoudite. (AFP, Reuters, AP)

Pour la première fois

Un affrontement a opposé troupes irakiennes et syriennes en territoire saoudien

Pour la première fois depuis le début de la guerre, un affrontement armé, sur lequel on ne dispose encore que de peu d'informations, a opposé, dans la nuit du lundi 4 au mardi 5 février, des unités syriennes déployées en Arabie saoudite dans le cadre de la Force conjointe arabe, à des soldats irakiens qui avaient franchi la frontière ou tentaient de le faire. Les versions de cet incident, dont on ignore s'il a fait des victimes, diffèrent, en effet, selon qu'il s'agit d'une source saoudienne ou d'une source américaine.

DHAKHAN

de notre envoyée spéciale

Le porte-parole militaire saoudien de la Force conjointe a annoncé, pour sa part, qu'environ 30 soldats irakiens auraient, dans une tentative de pénétration, franchi la frontière nord du royaume, tiré sur des positions syriennes avec des lance-roquettes et que l'artillerie syrienne avait contraint le commando à se retirer : selon un porte-parole des marines, dont les propos sont rapportés par un pool de journalistes américains, le commando aurait pénétré en Arabie saoudite et une des positions syriennes aurait été brièvement occupée tandis qu'une autre, soumise au feu de l'artillerie irakienne, aurait réussi à repousser cette attaque surprise, apparemment destinée à tester les défenses alliées.

Comptant environ 10 000 hommes, les troupes syriennes sont composées à la fois d'éléments des forces spéciales et de la 9^e division blindée, équipée de 270 chars T-62, de fabrication soviétique. Elles sont déployées en première ligne et en plein désert, dans le secteur central du front, aux environs d'Hafar-al-Batin.

En repoussant les forces irakiennes infiltrées - sans que l'on sache si d'autres éléments des armées alliées les ont soutenues dans cette action - les unités syriennes ont agi conformément à la mission assignée par leur gouvernement : la défense du territoire de l'Arabie saoudite. La Syrie avait en effet précisé récemment que ses forces ne participeraient pas à l'attaque directe de l'Irak. Cette nouvelle percée-test irakienne influera-t-elle sur l'attitude de Damas, qui, malgré sa participation à la coalition anti-Saddam Hussein, est resté d'autant plus prudent que l'Irak bénéficie largement des faveurs de l'opinion ? Il est trop tôt pour le dire. Mais, en attaquant les troupes syriennes, le président Saddam Hussein a, en tous cas, pu mesurer la réalité de l'engagement de Damas, une démonstration qui a sans doute valeur d'exemple pour certains alliés de la coalition encore sceptiques ou méfiants à l'égard du comportement de l'armée syrienne.

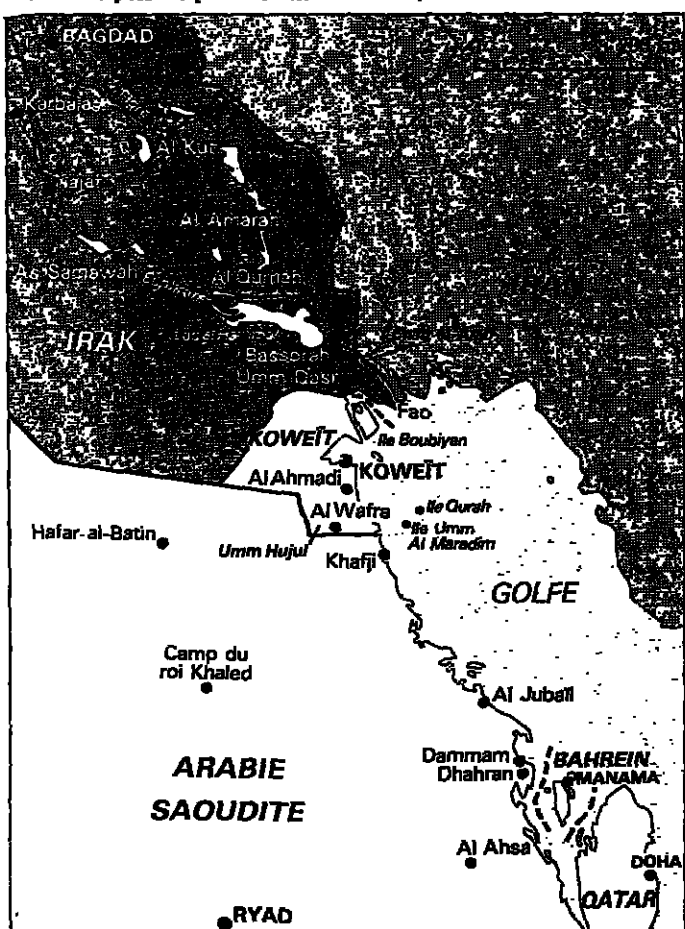
Cet engagement a toutefois été le seul d'importance sur la ligne du front terrestre, restée relativement calme au cours des dernières vingt-quatre heures, alors que les bombardements alliés sur les premières lignes de défense irakiennes au

Koweït demeurent très importants.

Les troupes irakiennes déployées au Koweït ont, d'autre part, fait connaissance avec les énormes obus du cuirassé *Missouri* - les plus gros du monde - qui, selon le chef d'état-major américain, le général Johnston, a tiré 28 obus pour détruire un centre de contrôle radar et 6 obus de 406 millimètres pour réduire au silence une batterie d'artillerie à longue portée et en endommager une autre au Koweït. Les canons du *Missouri* avaient tiré pour la première fois lundi contre un centre de commandement fortifié.

Les canons du « Missouri »

L'entrée en lice du *Missouri*, dont les canons ont une portée de 38 kilomètres et qui a dû se rapprocher du théâtre des opérations dans le nord du Golfe, a sans doute été rendue possible par la neutrali-



La porte-parole américain a en outre confirmé l'arrestation, annoncée peu auparavant de source saoudienne, de six personnes - dont il a précisé qu'elles n'étaient pas irakiennes - à la suite de l'attentat contre la base aérienne de Dhahran, a-t-il déclaré. Le porte-parole a également affirmé : « Je ne pourrais pas apporter la preuve que nous avons bombardé des camions-citernes jordaniens. Si un camionneur roule aux environs de Bagdad de nuit, cela me semble être un métier bien dangereux ».

Le porte-parole saoudien, le colonel Robayan, n'avait pour sa part, pas précisé le nombre des personnes arrêtées, se bornant à indiquer : « Je suis heureux de vous dire que le ministère de l'Intérieur a annoncé l'arrestation des individus responsables » (de l'attentat de Djeddah). « Bien que le ministère de l'Intérieur n'ait pas indiqué leur nombre et leur nationalité, il a été confirmé qu'il ne s'agit pas de Saoudiens », avait-il conclu. Pour un « incident mineur » qualifié d'isolé, l'enquête, qui se contente de désigner comme coupables des « résidents étrangers », a été d'une rapidité qui semble quand même un peu trop exemplaire. Reste à savoir, si on l'apprend jamais, quel sort sera réservé à ces hommes déjà qualifiés de coupables.

pres au combat. Des navires, des avions A-6 Intruder, notamment ou des hélicoptères embarqués ont participé à cette campagne, qui a, en outre, abouti à la libération de deux petites îles, sur lesquelles flotte désormais le drapeau koweïtien : Qura et Umm-al-Maradim.

Où sont passés les 500 hélicoptères irakiens ?

Le général Johnston avait d'autre part indiqué que nombre de mouvements de navires irakiens constituaient autant de tentatives pour éviter les opérations navales, soulignant que la marine irakienne avait des difficultés à se dissimuler. « Nous poursuivons systématiquement leurs navires et nous attaquons activement chaque cible que nous pouvons localiser », a-t-il encore, la marine saoudienne, très présente dans ces opérations navales, a attaqué deux navires irakiens, en coulant un et laissant

l'autre en feu. L'Irak garde toutefois avec nombre de petits bateaux, la possibilité de poser des mines flottantes, dont la recherche et la destruction sont quotidiennement annoncées par les forces alliées.

La suprématie aérienne et navale des alliés dont il est fait état de source américaine devrait incontestablement aider l'offensive terrestre, dont le déclenchement sera sans doute au centre des entretiens que vont avoir, cette semaine à Riyad, le secrétaire d'Etat américain à la défense, M. Dick Cheney, et le chef d'état-major interarmes, le général Colin Powell, avec le commandant en chef de l'opération « Tempête du désert », le gé-

ral Norman Schwarzkopf. Sur ce point, le général Johnston s'est refusé, mardi, à toute précision, et le déclenchement de l'offensive terrestre reste toujours soumis à l'imprévisible que s'est fixé le commandement américain : la destruction d'au moins 50 % du potentiel militaire irakien. On peut penser aussi que les offensives ou les tentatives de percée irakiennes ont fait réfléchir les stratèges américains, qui s'interrogent toujours sur les surprises que leur réserve encore le président irakien. Après le passage mystérieux en Iran de 110 avions irakiens, dont au moins dix-neuf nouveaux dans les dernières vingt-quatre heures, a précisé le général Johnston, certains officiers se demandent également où sont passés les 500 hélicoptères irakiens - dont 160 de combat - qui ne sont pas apparus depuis le début de la guerre.

Lors de son point de presse quotidien, interrogé de nouveau sur les pertes civiles irakiennes, le général Johnston a répondu que la ville d'Amman a été bombardée par la coalition, mais que la ville elle-même n'avait pas été prise pour cible. A l'évidence, la distinction n'est pas toujours nette et, à propos des camionneurs jordaniens, dont l'un a été tué sur la route entre Bagdad et la frontière jordanienne et plusieurs ont été blessés, le porte-parole américain a simplement affirmé : « Je ne pourrais pas apporter la preuve que nous avons bombardé des camions-citernes jordaniens. Si un camionneur roule aux environs de Bagdad de nuit, cela me semble être un métier bien dangereux ».

Le porte-parole américain a en outre confirmé l'arrestation, annoncée peu auparavant de source saoudienne, de six personnes - dont il a précisé qu'elles n'étaient pas irakiennes - à la suite de l'attentat contre la base aérienne de Dhahran, a-t-il déclaré. Le porte-parole a également affirmé : « Je ne pourrais pas apporter la preuve que nous avons bombardé des camions-citernes jordaniens. Si un camionneur roule aux environs de Bagdad de nuit, cela me semble être un métier bien dangereux ».

Le porte-parole saoudien, le colonel Robayan, n'avait pour sa part, pas précisé le nombre des personnes arrêtées, se bornant à indiquer : « Je suis heureux de vous dire que le ministère de l'Intérieur a annoncé l'arrestation des individus responsables » (de l'attentat de Djeddah). « Bien que le ministère de l'Intérieur n'ait pas indiqué leur nombre et leur nationalité, il a été confirmé qu'il ne s'agit pas de Saoudiens », avait-il conclu. Pour un « incident mineur » qualifié d'isolé, l'enquête, qui se contente de désigner comme coupables des « résidents étrangers », a été d'une rapidité qui semble quand même un peu trop exemplaire. Reste à savoir, si on l'apprend jamais, quel sort sera réservé à ces hommes déjà qualifiés de coupables.

FRANÇOISE CHIPAUX

□ Démenti soudanais. - Khartoum a démenti, mardi 5 février, la présence de missiles et d'avions militaires irakiens sur son territoire, qualifiant de telles informations de « fausses ». Le général Johnston en a fait autant en ce qui concerne les missiles. Il a, d'autre part, annoncé que 25 irakiens de plus s'étaient rendus.

Fixée à 9 milliards de dollars

L'aide financière japonaise à la coalition ne pourra être utilisée qu'à des fins pacifiques

La contribution japonaise de 9 milliards de dollars, destinée à soutenir l'effort des alliés dans la guerre du Golfe, ne devra être utilisée qu'à des fins pacifiques, a affirmé, mardi 5 février, le premier ministre M. Kaifu devant la commission des finances de la Chambre basse.

TOKYO

de notre correspondant

« Le gouvernement a l'intention de demander au conseil du Fonds de coopération pour le Golfe, à qui est destiné cet argent, de ne pas l'utiliser à d'autres fins que les transports et de médicaments ou les transports », a-t-il précisé. Ces assurances visent à obtenir l'appui du parti boudhiste (Komeito) dans le vote sur le financement de cette contribution. Lundi, le porte-parole du département d'Etat américain avait ouvert la voie à M. Kaifu en déclarant que la contribution japonaise serait utilisée pour financer des « opérations de soutien logistique ».

Vue du Japon, la guerre du Golfe paraît lointaine. Et, inversement, au regard de ces événements, la bataille politique pour la désignation du candidat appelé à briser, en avril, le poste de gouverneur de Tokyo peut sembler secondaire. Ces deux questions n'en sont pas moins apparues, ces derniers temps inopinément liées. La contribution japonaise à la force multinationale et la désignation du candidat commun des conservateurs (PLD), des boudhistes et des sociaux-démocrates destinés à succéder au gouverneur sortant, M. Shunichi Suzuki, font en effet partie d'une sorte de grand marchandage entre libéraux-démocrates et boudhistes.

D'un côté, les conservateurs ont besoin de faire adopter par la Diète le financement de la contribution à la guerre dans le Golfe pour éviter de se trouver dans une situation intenable vis-à-vis des Etats-Unis. De l'autre, le Komeito qui, suivi en cela par le PLD et le PSD, a retiré son soutien à l'octogénaire M. Suzuki, entend bien faire désigner un candidat qui servira au

mieux ses intérêts. La mairie de Tokyo est non seulement un symbole mais aussi une énorme administration dont le budget avoisine les 80 milliards de dollars.

Tant au Parlement que dans le jeu d'alliances à trois nécessaire pour emporter la mairie de Tokyo, le Komeito, deuxième parti d'opposition, est en position charnière. Si les conservateurs peuvent réussir à faire passer à la Chambre basse le collectif budgétaire destiné à financer la contribution japonaise, celui-ci sera bloqué au Sénat où l'opposition, hostile à cette participation japonaise à la guerre, est majoritaire. Il leur faut donc le soutien des boudhistes. De même pour la mairie de Tokyo : seuls, ils n'ont aucune chance. Si le Komeito passe à gauche, il peut contribuer à faire élire un maire soutenu par les socialistes qui détiennent 36 des 128 sièges du conseil municipal de Tokyo. Une alliance qui pourrait se prolonger sur le plan national.

Le secrétaire général du Parti conservateur, M. Ozawa, voulant à la fois rallier la mairie de Tokyo et apporter une nouvelle pierre à la grande alliance encore en pointillé des conservateurs avec le centre, a récemment décidé de ne pas soutenir M. Suzuki. Avec l'appui des élus locaux de l'alliance majoritaire, celui-ci n'en a pas moins annoncé, mardi, qu'il était candidat à sa propre succession. Cette fronde des élus locaux traduit le divorce de plus en plus profond existant entre politique nationale et jeux de pouvoir locaux.

En échange de concessions verbales sur la contribution japonaise à la Diète (les « assurances » du premier ministre sur l'utilisation des 9 milliards tenant plus du vœu pieux que d'une volonté de contrôle effectif), le Komeito pourrait bien chercher à obtenir des engagements, très concrets ceux-là, du PLD sur la gestion future de la capitale.

Parmi les personnalités dont les noms circulent comme éventuels candidats à la succession de M. Suzuki, figure M. Hisanori Isumura, ancien journaliste et présentement à la NRIK, actuellement membre de la direction de la chaîne nationale.

PHILIPPE PONS

Une mise au point de la SAGEM

Le Monde a repris dans son édition du 1^{er} février des informations de l'Express selon lesquelles des entreprises françaises, notamment la SAGEM, auraient contribué à améliorer la fiabilité et la puissance des moteurs des Scud. La SAGEM nous a adressé à ce sujet la lettre suivante :

La société SAGEM, plusieurs fois mise en cause par de récents articles parus dans la presse qui pourraient laisser à penser qu'elle a exporté des systèmes de guidage inertiel à l'Irak, est conduite à préciser avec la plus grande fermeté les 3 points suivants :

1) Certes, la SAGEM est reconnue mondialement pour sa grande maîtrise des techniques de navigation et de guidage inertiel. Cet acquis est le résultat des efforts lancés par le général de Gaulle dans les années 60 pour assurer à la France son indépendance technologique, notamment dans ce domaine. Il faut cependant noter que quelques

dizaines de sociétés dans le monde (en particulier américaines, britanniques, allemandes ou soviétiques) sont capables de réaliser des types de matériels concernés.

2) En ce domaine, la SAGEM travaille essentiellement pour des programmes nationaux ou européens multinationaux. Toutes les exportations qu'elle a réalisées, sans aucune exception, ont été soumises aux organismes gouvernementaux français qui les ont autorisées puis contrôlées avec la rigueur toujours imposée pour ce type de technologie.

3) En ce qui concerne l'Irak, la SAGEM confirme ce qu'elle a déjà déclaré aux journalistes qui l'ont contactée, à savoir qu'elle dément formellement avoir installé des systèmes de guidage à inertie sur Scud ou avoir expédié, directement ou indirectement, quelque matériel de guidage de missile que ce soit vers ce pays.

LA GUERRE DU GOLFE

Les répercussions dans les pays de la région

Israël passe à l'offensive contre l'OLP

La parti pris par l'OLP en faveur de l'Irak a comblé d'aise les dirigeants de la droite israélienne. Il leur a donné la possibilité d'intensifier la lutte contre l'organisation de M. Yasser Arafat.

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Le gouvernement de M. Itzhak Shamir n'a pas voulu laisser passer l'occasion et le champ de bataille est multiple. Il est diplomatique, d'abord, lorsque le gouvernement Shamir, maré, comme ses derniers jours, auprès de ses hôtes étrangers - tout particulièrement européens - que l'OLP s'est discrédité en choisissant le camp de l'Irak. Le soutien accordé à un Saddam Hussein qui clame sa volonté de détruire l'Etat hébreu manifesterait les véritables intentions de l'OLP.

A la Knesset, où, chaque fois qu'il s'adresse à des délégations étrangères, M. Shamir ne cesse de répéter que l'alignement sur les positions irakiennes réduit à néant les positions adoptées lors du Conseil national palestinien réuni il y a un peu plus de deux ans à Alger. L'OLP avait alors opté pour la thèse de la coexistence de deux Etats sur le territoire de l'ancienne Palestine mandataire. Les dirigeants israéliens ne manquent pas de déclarer de M. Arafat, ou d'autres dirigeants de l'OLP, annonçant leur

intention de venir prier à Jérusalem dans la foule d'une « grande victoire irakienne sur l'ennemi sioniste ».

Le terrain d'affrontement est aussi militaire. Ce n'est pas un hasard si le chef de l'Etat-major, le général Dan Shomron, a pris soin de préciser que les bases palestiniennes attaquées mardi 5 février par l'aviation israélienne, dans le sud du Liban, appartenant au Fath de M. Arafat. C'est de M. Arafat en personne, disait-on, que sont venus les ordres d'une série d'attaques à la roquette sur le nord d'Israël. Selon un communiqué militaire, les avions israéliens s'en sont pris à des bases situées à l'est de Safed, à l'occasion d'une des opérations les plus massives jamais réalisées depuis plusieurs années. Une dizaine de personnes auraient été tuées et une trentaine d'autres blessées.

Dans les territoires occupés, il n'est pas indifférent de noter que c'est un proche du Fath, M. Sari Nusseibé, que les autorités ont choisi d'arrêter et de condamner à trois mois de détention administrative au motif qu'il aurait « espionné » au profit de l'Irak. C'est ce même chef d'accusation qui a été retenu à l'encontre de douze Arabes israéliens de Galilée appréhendés cette semaine et accusés, eux aussi, d'espionnage au profit du régime de Bagdad.

En s'en prenant à l'OLP, le gouvernement préparait activement

l'après-guerre du Golfe et une éventuelle campagne de pressions diplomatiques pour régler la question palestinienne. Le chef de l'opposition travailliste, M. Shimon Peres, et de nombreux éditeurs estiment que M. Shamir avait cette perspective à l'esprit lorsqu'il a décidé d'élargir sa majorité en intégrant au gouvernement le chef du petit parti d'extrême droite Moleket, M. Rehavan Zeevi.

L'entrée de ce dernier au gouvernement, au titre de ministre sans portefeuille, a été notifiée mardi, lors d'un débat houleux à la Knesset, qui a laissé le Likoud passablement divisé. Le vote a été acquis par 61 voix contre 54. Deux ministres ont ouvertement défié le chef du gouvernement - et la discipline de vote qu'il avait imposée - en ne se présentant pas dans l'hémicycle : M. David Lévy, chef de la diplomatie, et M. Ehud Olmert, responsable de la santé.

L'une des vedettes du Likoud, M. Binjamin Begin - fils de l'ancien premier ministre, M. Menachem Begin, - a été plus loin encore en votant contre l'entrée de M. Zeevi au gouvernement. « Benny » Begin se refuse à appeler le parti de M. Zeevi par son nom - Moleket veut dire « patrie » - et ne le désigne que par l'expression : « le parti du transfert », parce que le programme de Moleket est de « transférer » les Palestiniens de la Jordanie de l'autre côté du Jourdain. M. Begin dénonce la « désintégration » ainsi accordée à cette idée de transfert qu'il qualifie d'« obscène » : « C'est une tache morale, politique et sociale, a-t-il dit, une infection dangereuse qui gagne le gouvernement ».

M. Shamir a expliqué que l'entrée de Moleket dans la majorité obéissait à un souci d'équilibre intérieur et ne signifiait aucune adhésion au programme de M. Zeevi.

ALAIN FRACHON

□ Décès de Herzl Rosembum. - Herzl Rosembum, un des signataires de la déclaration d'indépendance d'Israël en 1948, est décédé, samedi 2 février, à l'âge de quatre-vingt-sept ans. Renoncant à la politique dès 1945 pour se consacrer au journalisme, il fut jusqu'en 1986 le rédacteur en chef du journal Yedioth Ahronoth. (Reuters.)

Les Etats-Unis sont résolus à « détruire » l'Irak

affirme le premier ministre jordanien

En rendant « hommage à la résistance héroïque du peuple irakien », le premier ministre jordanien, M. Moudar Badrane, a accusé, mardi 5 février, les Etats-Unis d'être résolus à « détruire » l'Irak.

« La guerre, planifiée et gérée par les grandes puissances qui ont fermé la porte à tout effort diplomatique en vue d'un règlement pacifique de la crise dans le Golfe, a pour but de détruire la force irakienne », a déclaré M. Badrane. Selon lui, « même si l'Irak se retire du Koweït », les Américains poursuivraient leur offensive « à l'intérieur de son territoire ». « La destruction de l'Irak vise à rendre service à Israël, allié stratégique historique des Etats-Unis » a-t-il poursuivi.

Le premier ministre a rappelé que la Jordanie a toujours prôné un règlement arabe du conflit et s'est opposée à toute présence étrangère en terre arabe. « L'Irak, a-t-il encore dit, est actuellement visé car il conduit la voie qui mène au progrès et à la victoire de la nation arabe ».

M. Badrane a, par ailleurs, affirmé que son pays continuera d'importer du pétrole d'Irak, dont il dépend totalement. « Les Etats-Unis nous ont accusés de violer l'embargo contre l'Irak et nous ont bombardés, mais nous n'avons pas enfreint les résolutions de l'ONU et nous continuerons à nous approvisionner en pétrole irakien jusqu'à ce que le Conseil de sécurité nous trouve une alternative », a-t-il souligné.

Mardi, les rues d'Amman étaient aussi désertes qu'un vendredi - jour chômé - en raison de l'entrée en vigueur de sévères restrictions à la circulation pour économiser le carburant. Les automobilistes ne peuvent utiliser leur véhicule qu'un jour sur deux.

Par ailleurs, les membres de l'Armée populaire résidant près des frontières ont reçu des armes « avant le début des hostilités », a indiqué le commandant de cette organisation paramilitaire gouvernementale constituée de volontaires. « Quand je dis les frontières, je dis toutes les frontières », a-t-il souligné alors qu'il était interrogé sur la situation à la frontière jordanienne. (AFP.)

Le retour de l'armée libanaise dans le sud du pays est de plus en plus contesté

BEYROUTH

de notre correspondant

L'arrivée d'officiers de l'armée libanaise dans le secteur du Liban sud, où celle-ci doit se déployer le 7 février, l'Idlib-al-Toufah et Nabatieh, a coïncidé, mardi 5 février, avec un raid de l'aviation israélienne sur les camps palestiniens de Saïda, le premier depuis le début de la guerre du Golfe, qui a fait neuf morts et vingt-six blessés. Cela préfigure un des problèmes auxquels l'armée libanaise va se trouver confrontée en reprenant pied dans cette portion méridionale du territoire national.

Israël, directement ou par l'intermédiaire de son allié, le général Antoine Lahd, commandant de l'Armée au Liban sud (dans la « zone de sécurité », le long de la frontière), multiplie les mises en garde, affirmant que l'armée libanaise, si elle se réinstalle au sud, doit être capable d'arrêter les attaques anti-israéliennes à partir de

cette région. A part cela, Israël et ses supplétifs libanais disent s'avoir rien contre le principe du retour de l'armée libanaise au sud.

Les Palestiniens, pour leur part, « appuient » cette initiative, mais avec une série de conditions, dont la principale concerne le « droit » des Palestiniens à poursuivre la lutte armée contre Israël à partir du Liban sud, d'autres ayant trait à des droits politiques (pour l'OLP) et de travail (pour les individus) appelant à une renégociation des accords du Caire de 1969, abrogés par le Liban. Une délégation de l'OLP a réitéré ces exigences, mardi, au premier ministre, M. Omar Karame.

Mais le gouvernement libanais, fort d'un appui syrien réitéré par le président Assad au ministre des affaires étrangères, n'est pas prêt de céder, de jure, aux exigences palestiniennes. Il n'a cependant pas les moyens, de facto, d'imposer sa volonté au sud, où il envoie un contingent de mille cinq cents

hommes. Bien que les tirs de sécurité se soient arrêtés depuis quarante-huit heures, le chef de l'OLP, M. Arafat, a relancé la tension en déclarant qu'il ait ordonné de les suspendre, soulignant : « C'est notre droit ». Mais même les plus sensibles à la cause palestinienne parmi les gouvernants libanais, notamment les leaders sunnites, tout en évitant de heurter de front l'OLP, rejettent maintenant ce « droit », qui fut l'une des causes de la guerre du Liban en 1975.

Troisième problème : les milices libanaises. Si l'une d'elles, Amal, est satisfaite du retour de l'armée libanaise et ne demande qu'à lui remettre ses positions, l'attitude du Hezbollah, favorable a priori, est plus circonspecte. Surtout, la milice locale de M. Moustapha Saad, qui contrôle Saïda, n'est pas du tout d'accord - et son chef vient de promettre des « surprises » à ce propos.

LUCIEN GEORGE

Le « lien » a été établi par M. Saddam Hussein à la demande des Palestiniens

déclare M. Arafat à « l'Humanité Dimanche »

C'est à la demande des Palestiniens que M. Saddam Hussein a établi un lien entre l'affaire du Koweït et le problème palestinien, affirme Yasser Arafat dans un entretien qui doit être publié jeudi 7 février par l'hebdomadaire « l'Humanité Dimanche ».

« Je dirai que c'est Saddam Hussein qui a soutenu le peuple palestinien et non l'inverse », déclare le chef de l'OLP. « Saddam Hussein a accepté la requête de notre peuple, qui vit sous occupation israélienne, de faire le lien entre le pétrole et la question palesti-

nienne », ajoute le dirigeant palestinien. Contestant que la position du président irakien soit « opportuniste », il dit avec insistance : « Je récite qu'il nous soutient (...) sur notre demande, qui a été considérée officiellement par les propositions du 12 août (M. Saddam Hussein demandait que tous les problèmes du Proche-Orient soient réglés simultanément) ».

M. Arafat invite par ailleurs la France et la CEE à « jouer un rôle » dans la recherche d'une solution de paix. (AFP.)

La méfiance des Kurdes face aux avances d'Ankara

Malgré les réformes annoncées par le gouvernement turc, les Kurdes craignent de faire une fois de plus les frais de l'instabilité du Proche-Orient

La décision du gouvernement turc de libéraliser l'usage de la langue kurde a été accueillie avec un soulagement mêlé de beaucoup de scepticisme (le Monde du 30 janvier). Les Kurdes, qui sont plus de douze millions en Turquie, soit un cinquième de la population, estiment que cette réforme est liée à la guerre du Golfe dans la perspective d'un remodelage politique de la région. Pour eux, il s'agit d'une tentative de séduction de la part d'Ankara qui ambitionne un rôle prédominant dans la région.

DIYARBAKIR

de notre envoyé spécial

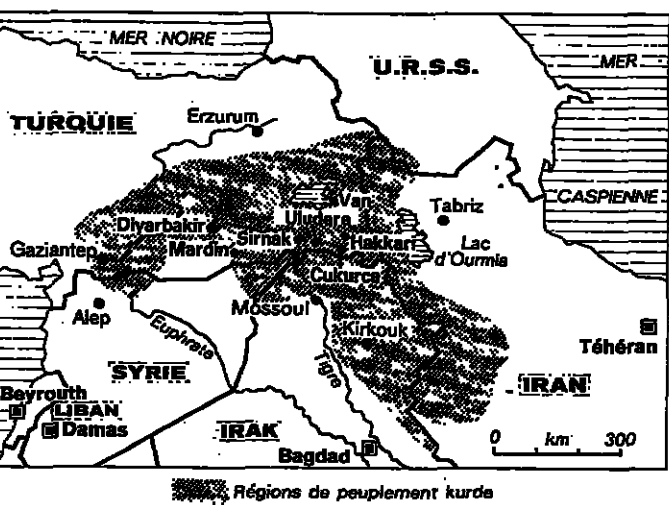
« Ce n'est pas mon mariage, ce n'est pas mon anniversaire, pourquoi mon beau-frère m'embrasse-t-il ? » Ce proverbe anatolien souvent cité ces jours-ci dans la région du sud-est de la Turquie, illustre le degré de méfiance avec lequel la population locale a accueilli la décision annoncée en fanfare par les autorités d'autoriser l'usage de la langue kurde. « Tout ça, c'est de la politique ! » ont commenté en haussant les épaules la plupart des personnes interrogées dans la région. « Le peuple kurde avait déjà dépassé les limites de la loi, nous parlons notre langue entre nous et notre musique est jouée dans les cafés », explique un jeune avocat qui défend régulièrement des personnes accusées de collaboration avec le mouvement indépendantiste kurde, le PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan, marxiste-léniniste). « Cette décision n'apporte rien de nouveau ».

Les spéculations sur les raisons qui ont motivé le président Turgut Ozal à prendre parti pour la cause kurde de manière si radicale depuis le début de la crise du Golfe, ont ramené à l'ordre du jour la question des Kurdes, une minorité ethnique

de 25 millions de personnes opprimées dans les quatre pays où elle est installée : l'Irak, l'Iran, la Syrie et la Turquie. Le probable défilé militaire de Bagdad pourrait avoir pour conséquence un démantèlement de l'Irak, même si la Syrie, l'Iran et la Turquie, qui se soupçonnent mutuellement d'avoir des visées sur une partie des territoires irakiens, affirment vouloir maintenir l'intégrité du pays.

Les autorités turques ont fermement démenti avoir des revendications sur les provinces de Mossoul et de Kirkouk riches en pétrole, que la plupart des Turcs estiment avoir été enlevées à la jeune République de Turquie de façon injuste en 1926 par les Britanniques qui gouvernaient l'Irak par mandat. « Je dis simplement que nous sommes un grand pays, celui dont la croissance est la plus rapide dans la région. Nous nous versons une place à la table des négociations », a déclaré M. Ozal au quotidien Milliyet. Le président a indiqué à plusieurs reprises que son pays ne tolérerait pas la création d'un Kurdistan indépendant au nord de l'Irak. Il verrait cependant d'un bon œil la possibilité d'un Etat « fédératif » en Irak, placé sous la protection de l'Irak, de la Syrie et de la Turquie. Deux provinces, l'une kurde au nord-est de l'Irak, l'autre turcomane, à Mossoul et Kirkouk, ont fait leur apparition ces derniers temps sur des cartes de la région parues dans la presse turque.

La réforme annoncée par le gouvernement semble destinée à séduire les Kurdes au moment où la Turquie espère devenir une puissance importante dans la région. Pour assumer le rôle de protecteur de minorités ethniques d'Irak, la Turquie devra d'abord prouver à la Communauté internationale, qui a souvent cité les violations des droits de l'homme comme la raison principale pour la maintenir à distance, qu'elle respecte l'identité culturelle des Kurdes qui n'ont jamais connu l'indépendance au même titre politique. Les détails du projet de loi présenté au Parlement, lundi 4 février, paraissent confirmer les doutes de la popula-



Régions de peuplement kurde

tion. La libéralisation promise est très limitée puisque les publications en kurde, l'usage de la langue lors de réunions publiques et dans le domaine de l'éducation restent interdits et que les parents ne peuvent toujours pas choisir des prénoms kurdes pour leurs enfants. « Le problème, ce n'est pas la langue », explique un journaliste de l'hebdomadaire nationaliste kurde Uls. « A Halabdis (la ville bombardée par les armées chimiques irakiennes) les gens pouvaient parler le kurde, cela n'a pas empêché le gouvernement irakien de les massacrer... »

« Les Turcs des montagnes »

Les jeunes Kurdes de Diyarbakir, très militants, parlent avec passion de l'Etat indépendant pour lequel ils veulent continuer de lutter. Les vieux, plus pragmatiques, souhaitent avant tout une liberté culturelle et un statut équivalent à celui des Turcs. Bien que leur langage écrit soit très

restreint, ils réclament également le droit à l'éducation dans leur langue ainsi que des emplois que seule une politique gouvernementale de développement intensif pourrait apporter. Le gigantesque projet hydroélectrique du GAP devrait contribuer à enrichir la région, mais il ne sera pas terminé avant le début du siècle prochain et sa localisation, très à l'ouest de la région kurde, forcera de nombreux villageois à quitter leurs montagnes pour pouvoir bénéficier des nouveaux emplois.

La politique du gouvernement à l'égard des Kurdes depuis les années 20 est basée sur une crainte viscérale du séparatisme. Plusieurs députés du Parti de la mère patrie (ANAP, au pouvoir) ont déjà exprimé leur inquiétude à la suite de la récente décision de libéraliser l'usage de la langue, convaincus que tout compromis biserait « l'unité de la langue, de la religion et de la culture qui symbolise l'intégrité de l'Etat » et ouvrirait la porte à des revendications territoriales.

En réalité, si une grande partie de la population kurde sympathise avec la cause du PKK, beaucoup rejettent

les méthodes souvent brutales utilisées par ce mouvement. Un grand nombre de Kurdes sont conscients qu'un Etat indépendant enclavé dans une région montagneuse et inhospitalière ne serait pas viable. Plus de la moitié des Kurdes de Turquie ont d'ailleurs quitté le Sud-Est pour trouver du travail dans les grandes villes de l'ouest du pays où, au fil du temps, ils s'intègrent à la société turque.

Depuis plusieurs années, le président Ozal avait promis qu'il prendrait des mesures pour résoudre la « question kurde ». Dans les faits, cette volonté s'est traduite par une application plus souple des lois interdisant l'usage de la langue et de la musique. Le mot kurde, qui était complètement tabou - les Kurdes étaient jusqu'à récemment des « Turcs des montagnes » - peut aujourd'hui faire la une des journaux, même s'il ne franchit pas encore les lèvres des présentateurs de la télévision officielle, qui se sont contents d'annoncer la libéralisation de l'usage d'une « langue autre que le turc ».

Entre le marteau et l'enclume

Parallèlement, le gouvernement a intensifié ses efforts pour tenter d'assimiler cette population rebelle. La guérilla qui fait rage depuis 1984 et qui a coûté la vie à plus de deux mille personnes, a cependant ralenti ce processus. Plus de quarante instituteurs turcs envoyés dans des villages reculés pour enseigner leur culture ont été tués par le PKK au cours des dernières années, ce qui a entraîné la fermeture de centaines d'écoles. En mars 1990, confronté à une recrudescence des attaques armées et à un début de rébellion populaire, le président Ozal introduisit un décret donnant pratiquement carte blanche au gouverneur régional pour lutter contre les indépendantistes, autorisant l'extrême, la fer-

meture d'imprimeries et doublant les peines pour crimes de séparatisme. Ces lois d'exception introduites pour maintenir l'unité du pays faisaient paradoxalement de la région kurde du sud-est de la Turquie une zone séparée par des règles différentes.

Au cours des derniers mois, le PKK, qui a perdu plus de 300 combattants l'année passée, a peu fait parler de lui. L'hiver est rude dans les montagnes du Sud-Est et la présence massive des forces armées déployées pour faire face à la menace irakienne a empêché la poursuite des attaques. Avec le conflit du Golfe, les Kurdes sont pris entre le marteau et l'enclume. Ils sont presque unanimes à condamner Saddam Hussein pour sa politique envers les Kurdes et notamment pour les bombardements chimiques qui avaient fait plusieurs milliers de morts en mars 1988 et avaient causé l'exode vers la Turquie de 60 000 Kurdes irakiens. Toutefois, leur haine de l'impérialisme américain semble prendre le dessus.

Jusqu'à présent, ils n'ont pas été appelés à prendre position ouvertement. « De toute façon, que pouvons-nous faire ? Nous n'avons ni avions ni bombes », explique Leyla Zana, dont le mari, un ancien maire de Diyarbakir, est en prison à l'autre bout du pays depuis plus de dix ans. M^{me} Zana, qui ne cache pas qu'elle espère voir un jour un Etat kurde indépendant, admet que les Kurdes eux-mêmes ne savent pas quelle serait leur réaction en cas d'hostilités ouvertes entre la Turquie et l'Irak... La main tendue par les autorités d'Ankara n'a pas été saisie. Et la mention de « réforme » n'a fait qu'aggraver le désir d'une libéralisation plus étendue. Les ambitions régionales du gouvernement turc après la guerre ne coïncident en aucune façon avec les aspirations de la population du Sud-Est, qui a l'impression que le peuple kurde, qui s'était déjà trouvé pris entre deux feux durant la guerre entre l'Irak et l'Iran, fera une fois de plus les frais de l'instabilité du Proche-Orient.

NICOLE POPE

LA GUERRE DU GOLFE

et les répercussions intérieures

Le conflit coûterait au pays de 6 à 7 milliards de francs

M. Michel Rocard a été entendu, mardi 5 février à l'Assemblée nationale, par les députés et les sénateurs socialistes. Le premier ministre a estimé que la guerre allait coûter à la France de 6 à 7 milliards de francs.

Les parlementaires ne s'attendaient pas à de grandes révélations. « Nous sommes dans un rapport de forces, on ne peut pas tout nous dire », constatait M. Jean Anciant (Oise). La majorité d'entre eux n'ont donc pas été trop déçus par la prestation du chef du gouvernement, très en retrait par rapport à l'Elysée depuis le déclenchement des hostilités. Les membres du courant Socialisme et République, amis de M. Chevènement, se sont abstenus, dans leurs questions, de faire entendre leur différence.

M. Rocard a justifié une nouvelle fois le passage de l'embargo à l'ultimatum en expliquant que cet embargo n'aurait pas produit à terme les effets escomptés. Il a regretté la discrétion qui avait entouré l'initiative de paix, sans suite, de la Yougoslavie au nom des pays non alignés.

Les « petits plus » et les « petits moins »

Il a enfin assuré que la guerre se déroulait conformément au plan arrêté par les alliés, avec, selon M. Henri Emmanuelli, trésorier du PS, des « petits plus » - l'efficacité électronique, l'absence de véritables réactions irakiennes aux bombardements - et des « petits moins » - l'habileté des Irakiens dans l'utilisation des leurres.

Le premier ministre a expliqué l'euphorie des premiers jours par le très faible taux de pertes dans les

rangs alliés, considérablement inférieur aux prévisions. M. Rocard a indiqué que ce conflit était tout de même un conflit régional et qu'il ne devrait avoir que de faibles conséquences macroéconomiques directes. « L'intervention représentera, selon le premier ministre, un surcoût estimé entre 6 et 7 milliards : cela relève de la régulation budgétaire », a précisé M. Jean Le Garrec, porte-parole du groupe.

Les frustrés et les morts

Cette somme est calculée sur « une durée prévisible de quelques semaines ». M. Le Garrec a indiqué d'autre part que les parlementaires socialistes entendraient « dans les trois semaines » le ministre des finances, M. Pierre Bérégovoy.

A propos des rapports délicats entre la presse et les autorités militaires, M. Rocard - qui selon certains de ses interlocuteurs n'a toujours pas digéré le reportage de TF1 sur le moral des troupes françaises - a insisté sur la « juste mesure » qui doit s'établir, à son avis, entre le secret militaire et l'information. « Les excès de prudence, ça fait des frustrés. Les excès d'imprudence, ça peut faire des morts », a-t-il ajouté.

Des frustrés, il devait bien y en avoir également parmi les socialistes présents. « Au total, on n'en sait pas plus qu'en lisant les journaux », maugréait l'un d'eux. Ces parlementaires pourront se consoler en participant aux auditions prévues « pour maintenir le dialogue entre les communautés » en France. Les premières associations entendues par les socialistes, mercredi matin, devaient être le MRAP, la LICRA, SOS-Racisme et la Ligue des droits de l'homme. G.P.

Le recentrage de SOS-Racisme

Les prises de position pacifistes des amis d'Harlem Désir transforment un mouvement qui privilégie aujourd'hui la politique militante et la lutte contre l'exclusion

Infantilisme, irresponsabilité, trahison... Des intellectuels, qui avaient adoré SOS-Racisme, l'accusent des pires déviations depuis le déclenchement de la guerre du Golfe. L'association qui se faisait fort de réunir beurs et feus (arabes et juifs) s'enlève-t-elle dans les sables de la guerre du Golfe? Au moment où il atteint l'âge de raison et revendique 17 000 adhérents, SOS se trouve confronté à sa crise la plus grave depuis sa fondation en 1984, qui met en lumière la difficulté de naviguer entre l'antiracisme généreux et la politique militante, entre le Tout-Paris télévisuel et les exclus des banlieues.

Les toutes premières secousses de la guerre ont ébranlé l'association. Quatre « parrains » de SOS-Racisme, dont trois de ses pères fondateurs, ont coupé le cordon. Pierre Bergé, PDG de Yves Saint Laurent, président de l'Opéra-Bastille et mécène de l'association, gratifie son président, Harlem Désir, des pires amabilités - « discours aux forts relents munitaires », « infantilisme » - tandis que l'écrivain Marek Halter entérine SOS, dénonçant « la tentation politicienne de certains de ses dirigeants » et leur tendance à « ramener le conflit israélo-palestinien sur les bords de la Seine », sans toutefois s'en séparer formellement. Quelles bornes l'association avait-elle donc franchies pour déclencher pareille réaction de ceux qui l'avaient portée sur les fonts baptismaux et médiatiques, voici sept ans, et soutenue sans défaillance depuis lors?

Les reportages télévisés, qui mêlent l'image d'Harlem Désir aux violences et aux slogans d'extrême-gauche, font mouche : la gentille organisation des « potes » participe à des manifestations et « gauchistes », et reçoit, une fois n'est pas coutume, les félicitations de l'Humanité.

« Erreur de communication », « provocation des télé », « spontanéité », avance-t-on à la tête de l'association, où l'on n'est pas tendre à l'égard de ces intellectuels qui parrainent SOS dans sa phase consensuelle et générale, mais s'en éloignent quand elle veut apparaître comme une force militante qui ne correspond plus à leur « image ». Championne de l'image médiatique et de relations presse, l'association aurait-elle été piégée par son péché mignon?

A moins que son attitude, loin de constituer une bévue, n'ait d'abord été dictée par des considérations politiques. Jusqu'au 16 janvier, SOS colle à la position française : l'embargo et la diplomatie doivent empêcher la guerre. L'association s'efforce même, par l'intermédiaire de sa succursale lycéenne, la FIDL, d'empêcher les Jeunes communistes de mêler les slogans pacifistes aux revendications lycéennes de novembre. Elle s'abstient de se mêler aux manifestations pacifistes du 12 janvier organisées par le PCF, la CGT, les Verts, jugées « ambiguës » à l'égard de Saddam Hussein et à laquelle le public de SOS - les lycéens et les beurs - ne participe pas massivement.

Absente de la rue avant le conflit, l'association y apparaît au moment où huit députés socialistes, parmi lesquels l'un des fondateurs de SOS, Julien Dray, votent contre la guerre à l'Assemblée nationale. SOS aurait ainsi succombé à la « tentation politicienne », dénoncée par l'écrivain Marek Halter. Elle s'est mise de fait au service de la Nouvelle Ecole socialiste (NES), le courant du PS

animé par Julien Dray, dont les militants constituent les deux tiers des responsables de SOS.

Afin de contrecarrer les effets négatifs de la démission des « parrains », le conseil national de SOS, les 26 et 27 janvier, proclame le désengagement de l'association du débat sur la guerre, la cantonnant à « l'action contre toute exploitation raciste » des événements et au maintien du dialogue judéo-arabe. Mais chaque militant reste libre de prendre position sur le conflit.

« Maintenant la paix »

C'est donc à titre individuel que les dirigeants de SOS, avec quelques responsables des Verts, créent un nouveau mouvement, baptisé « La Paix maintenant ». Objectif : organiser cette mouvance de l'opposition à la guerre qui se manifeste chez les jeunes, parmi les militants socialistes, et empêcher communistes et extrême-gauche de monopoliser ce thème.

Une pétition est lancée, qui constate que « cette guerre ne résout aucun des problèmes du Moyen-Orient. Elle ne fait au contraire qu'accroître les haines (...) », assure qu'« il reste d'autres moyens que la guerre pour imposer l'évacuation du Koweït » et appelle à la « mobilisation pour imposer de nouveaux rapports internationaux fondés sur le droit des peuples et non sur la loi du plus fort ».

Un badge est diffusé, qui représente le globe terrestre ensermé dans une bombe dont la mèche est allumée. SOS prête ses lignes téléphoniques. Harlem Désir explique que, « pour les jeunes issus de l'immigration, participer au débat sur la guerre constitue une forme d'intégration ». A la tribune d'une réunion interne de la Nouvelle Ecole socialiste, le 31 janvier, Julien Dray appelle à « créer des dizaines de comités La Paix maintenant ». Il convient, explique-t-il, « que le drapeau du socialisme ne se confonde pas avec celui de cette guerre impérialiste » et, au-delà, il souhaite « reconstruire un nouveau courant de gauche dans le PS ». Hommage est rendu, au passage, au « geste courageux » de Jean-Pierre Chevènement.

Avec « La Paix maintenant », qui voudrait jouer un rôle comparable à celui du Mouvement de la Paix lancé par le PCF pendant la guerre froide, la gauche de SOS-Racisme s'est enrichie d'une nouvelle planète. Comme la FIDL, fédération lycéenne créée après la révolte de

1986, la nouvelle structure, qui vient d'être rebaptisée « Maintenant la Paix » (pour ne pas être confondu avec le mouvement israélien appelé « La Paix maintenant »), devient un vivier de militants potentiels pour la NES et la gauche du PS.

Quant à l'association proprement dite de Harlem Désir, elle devrait rebondir et modifier sensiblement son profil. Les démissions des « parrains », parmi lesquels l'écrivain Bernard-Henri Lévy, de Guy Konopnicki et de Georges-Marc Benamou, directeur du mensuel Globe, n'ont pu être vécues comme un lâchage des intellectuels juifs. Par contre coup, certains beurs, qui soupçonnaient parfois SOS de trop grande sympathie pour l'intelligentsia juive, pourraient s'en rapprocher, séduits par ses positions sur la guerre du Golfe et son indépendance à l'égard du gouvernement socialiste, dont la cote est en baisse chez les jeunes issus de l'immigration.

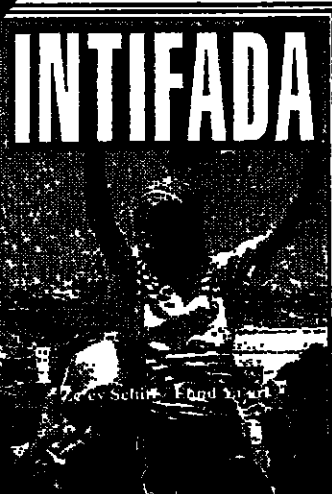
« Notre culture d'entreprise »

Dans ce contexte nouveau, SOS-Racisme entend se recentrer sur son public traditionnel, celui des victimes de l'exclusion sociale et du racisme, les familles d'origine maghrébine en particulier, et remobiliser son réseau de comités locaux. L'association projette de transformer les défilés du 1^{er} mai en « Journées de la fraternité » et de remplacer ses traditionnels concerts, généreusement subventionnés autrefois par Pierre Bergé, par une fête de deux jours où la jeunesse des banlieues trouverait musique et stands d'associations et d'organismes de formation et de loisirs.

SOS tient aussi à demeurer un lieu de dialogue entre juifs et Arabes, « notre culture d'entreprise », souligne Eric Ghebali, secrétaire général, représentant d'une ligne sioniste modérée, qui n'a pas quitté le navire pendant la tempête, mais refuse d'adhérer à Maintenant la paix. Une série de meetings réunissant des intellectuels juifs et arabes est en préparation. Bien plus encore que l'intifada et l'affaire du foulard, la guerre du Golfe secoue brutalement SOS. Mais, cette fois, les bonnes fées qui s'étaient penchées sur les « potes » semblent envolées, et le gouvernement se bat dans le camp d'en face.

PHILIPPE BERNARD

Deux livres essentiels



pour comprendre L'HISTOIRE QUE NOUS VIVONS



Stock

Avec les compliments de l'Humanité

Tout s'est joué le 16 janvier, à quelques heures du déclenchement des hostilités, lorsque SOS-Racisme, bravant l'interdiction préfectorale, manifeste devant l'Assemblée nationale où les députés votent sur la guerre. Le soir, les « potes » sortent leurs mains gantes et défilent à la République, novés dans le cortège du PCF et de la CGT, aux côtés de la LCR d'Alain Krivine, jouant à cache-cache avec les CRS.

La « manif contre la guerre » s'effiloche dans la pagaille, lorsque quelques dizaines d'anarchistes

La France face au pire

Suite de la première page

L'heure de vérité approchant à grands pas, M. Mitterrand va remonter jeudi soir au créneau télévisuel pour apporter ses réponses qui ne sont pas, bien sûr, celles de Jean-Pierre Chevènement. Il a, jusqu'à présent, su convaincre une majorité de Français de la perspicacité de ses choix - car tout, en la matière, dépend de lui. Mais il sait qu'il va entrer bientôt dans la zone de tous les dangers et que le consensus mou d'aujourd'hui peut très bien voler demain en éclats.

Son dossier, pourtant, est solide. Il s'est déjà beaucoup expliqué : les injustices commises hier et ailleurs ne peuvent pas excuser l'annexion d'un pays souverain et un dictateur expansionniste et armé ne peut pas se présenter en bon apôtre de la vertu. La recherche d'un nouvel ordre international fondé sur le droit, pour succéder à l'équilibre de la terreur qui a prévalu depuis la fin de la seconde guerre mondiale, ne peut pas commencer par l'acceptation d'un véritable putsch régional. Forcer Saddam Hussein à rendre sa proie est légitime ; c'est une condition nécessaire (mais pas suffisante) à la mise en place d'un nouveau système mondial. La France doit être de ce combat si elle veut, demain, être entendue et perdurer en tant que puissance européenne.

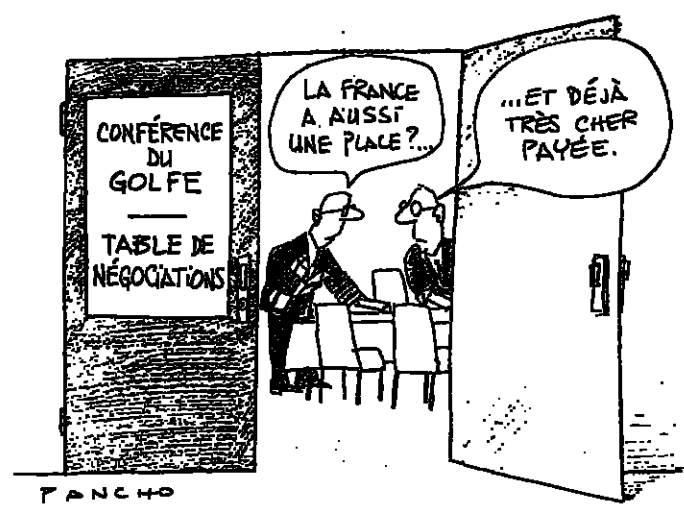
Ferme sur les principes, M. Mitterrand n'en a pas moins voulu exprimer, tout au long de la crise, une spécificité française. D'abord en multipliant les initiatives de paix jusqu'à la veille du 15 janvier,

échec de l'ultimatum de l'ONU. Mais tout ses efforts ont buté sur l'intransigeance de Saddam Hussein. Il en va de même, actuellement, de l'initiative du président irakien qui a proposé à Bagdad d'évacuer le Koweït en échange d'un cessez-le-feu et d'une promesse de retrait des forces occidentales d'Arabie saoudite.

La proposition du président Rafsanjani n'est certes pas innocente puisqu'elle vise à asseoir déjà l'Iran à la table des négociations futures et à exclure la partie de son opinion publique qui est encore plus anti-américaine qu'anti-irakienne. Il n'empêche : il suffirait encore d'une acceptation claire de Saddam Hussein pour que la guerre s'arrête. Le président Bush même s'il souhaite visiblement l'élimination de Saddam Hussein et de son régime, l'a reconnu sans mal dans sa conférence de presse de mardi soir tant il sait aujourd'hui qu'il peut compter sur la folle détermination du président irakien.

C'est parce qu'il était convaincu de la vanité de ses efforts, de la capacité de l'Irak de résister longtemps au blocus et de l'incapacité de la communauté internationale à résister à l'épreuve du temps, que M. Mitterrand s'est rallié sans enthousiasme au principe de l'ultimatum et au recours à la force. Mais, là encore, il a tenu à marquer une différence.

Cet effort a parfois été dérisoire - pourquoi avoir fait un moment croire qu'il était possible d'obtenir l'évacuation du Koweït sans s'en prendre au potentiel militaire-in-



dustriel de l'Irak? pourquoi feindre de croire que la France peut contrôler l'armement et les missions des B 52 qui survolent son territoire? Il est beaucoup plus fondamental lorsque le président de la République évoque les contours de cet après-guerre qui, finalement, donnera tout leur sens aux événements d'aujourd'hui. De là viennent les difficultés d'aujourd'hui, l'impression d'isolement de la diplomatie française : Paris a été soupçonné de « traîner les pieds » par Washington et Londres mais les masses du Maghreb ne lui en savent aucun gré et conspuent la France et son président. Dans le même temps, jamais les relations franco-israéliennes n'ont été aussi mauvaises et l'Europe a fait la preuve par l'absurde de son impossibilité à exister en tant qu'entité politique sur la scène mondiale.

C'est le prix à payer aujourd'hui pour compter demain. Mais ce ne sera pas facile de résister à la pa-

americana au Proche-Orient et ailleurs dans le monde, d'imposer enfin une paix israélo-arabe, un règlement qui rende justice aux Palestiniens, d'éviter le dépeçage de l'Irak dont rêvent certains mais qui violerait ces mêmes principes qu'on invoque aujourd'hui.

L'autre solution, qui a été très tôt rejetée par M. Mitterrand, aurait consisté, comme le dit un de ses proches, « à se comporter comme un entomologiste, à observer les événements sans avoir la moindre prise, bref à commencer à ne plus exister ». Le drame reste que pour exister il faut parfois accepter de mourir. C'est ce que rappelle un homme aussi peu suspect d'impérialisme ou de colonialisme que Gilles Martinet, lorsqu'il constate, dans Libération : « Une nation doit savoir assumer des choix dramatiques quand elle est assurée de perdre plus en refusant le combat qu'en l'acceptant ».

JACQUES AMALRIC.

LA GUERRE DU GOLFE

Les attentats contre les intérêts alliés dans le monde

Trois personnes tuées dans l'explosion d'une voiture piégée à Lima

De nouveaux attentats contre les intérêts des principaux pays de la coalition anti-irakienne ont eu lieu mardi 5 février, notamment au Pérou, où l'explosion d'une voiture piégée a fait trois morts et une dizaine de blessés.

Trois personnes ont été tuées et une dizaine de blessés, mardi 5 février, à Lima, au Pérou, lors d'une explosion qui a eu lieu devant les bureaux du service de sécurité de l'ambassade américaine. La bombe, constituée, semble-t-il, d'une dizaine de kilogrammes de dynamite, était placée sous une voiture garée devant l'établissement. La police a découvert sur les lieux de l'attentat des tracts du mouvement révolutionnaire Tupac Amaru (MRTA) dénonçant l'intervention des États-Unis dans le Golfe.

C'est la onzième fois en une semaine que ce mouvement s'attaque aux symboles de la présence nord-américaine au Pérou. Des attentats ont eu lieu ces derniers jours contre l'ambassade des États-Unis, la statue du président John Kennedy, l'institut culturel péruvien nord-américain, et l'établissement Kentucky fried chicken, tous situés dans le quartier résidentiel de la capitale. Le mouvement révolutionnaire Tupac Amaru, une organisation d'obédience gauchiste, s'est lancé dans la lutte armée au Pérou en 1984 et dispute au Sénat l'humaine mission, le contrôle de la région tropicale du haut Huallaga, pépinière de la feuille de coca, matière première de la cocaine.

De nouveaux attentats contre les intérêts français et américains ont également eu lieu en Grèce dans la nuit du mardi 5 au mercredi 6 février : une succursale de la banque américaine Citibank a été gravement endommagée par l'explosion d'une bombe à retardement dans le quartier d'Athènes, au nord, dix minutes plus tard, la voiture d'un fonctionnaire français était détruite par une charge explosive non loin du premier attentat. Ces deux explosions, qui n'ont fait aucune victime, n'avaient pas été revendiquées mercredi en fin de matinée mais la police grecque soupçonne le

groupe du 17 Novembre : ce mouvement d'extrême gauche a notamment revendiqué trois attentats commis le 25 janvier contre la résidence de l'attaché militaire français, la banque américaine Citibank et la banque britannique Barclays. Dans un message téléphonique, le groupe avait alors violemment dénoncé « l'impérialisme des États-Unis ».

Des attentats ont également eu lieu mardi 5 février, au Liban et en Jordanie : à Beyrouth, une bombe a explosé devant une banque égypto-libanaise sans faire de victime, et à

Amman, la voiture de l'attaché militaire américain a été saccagée d'essence et incendiée. Ces deux attentats n'avaient pas été revendiqués mercredi 6 février en fin de matinée. Enfin, une bombe a explosé, lundi 4 février dans la soirée, devant le domicile du consul général d'Arabie saoudite à Karachi, au Pakistan. L'engin a faiblement endommagé le mur d'enceinte de la résidence, et un garde a été légèrement blessé. Le Pakistan a envoyé 11 000 soldats dans le Golfe afin de participer à la force multinationale stationnée en Arabie saoudite.

La Fédération israélienne de tennis demande le déplacement des matches de Coupe Davis

Marseille, ville trop musulmane

La Fédération israélienne de tennis a demandé, mardi 5 février, que les matches du premier tour de la Coupe Davis entre Israël et la France, initialement prévus du 1^{er} au 3 février, puis reportés du 29 au 31 mars en raison de la guerre du Golfe, soient organisés ailleurs qu'à Marseille. « Nous estimons qu'en raison de la situation actuelle et du fait qu'il y a une vaste communauté musulmane à Marseille, il serait mieux et plus sûr que la compétition se déroule ailleurs en France », a indiqué M. David Hamik, le président de la Fédération israélienne, qui ajoute : « Un changement du lieu de la rencontre pourrait faciliter le travail des forces de sécurité. »

Sans attendre la réponse de la Fédération française de tennis, qui a le choix du lieu des rencontres, l'ensemble de la classe politique marseillaise a vivement réagi à la demande israélienne. « Marseille, ce sont des gens qui s'entendent. Le devoir des Marseillais, c'est d'éviter que les communautés se

battent entre elles. Il faut que cesse ce jeu dangereux de la surenchère », a affirmé le maire, M. Robert Vigouroux. M. Jean-François Maitre, député UDF, parle de « procès d'intention ». Mais la réaction la plus vive émane du quotidien le *Provençal*. Dans un éditorial tiré « Trop, c'est trop », Jean-Claude Boucard écrit : « David Hamik pousse le bouchon un peu loin et insulte toute une ville et tous ses habitants en insistant sur le fait qu'il y a une vaste communauté musulmane à Marseille. C'est une insulte pour Marseille, qui accueille depuis des siècles tous les enfants de la Méditerranée comme elle a su aider les enfants d'Israël sur le point d'embarquer, à bord de l'Exodus, vers la Terre promise. »

Un mensuel d'extrême droite est condamné à publier un communiqué de la LICRA

Le tribunal de grande instance de Paris a rejeté, lundi 4 février, un référé, la requête de la LICRA (Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme) qui demandait la saisie du numéro de février du mensuel d'extrême droite le *Choc* du mois, mais il a ordonné la publication, dans le prochain numéro, d'un communiqué de ce mouvement.

Dans sa dernière livraison, le *Choc* du mois publie un « dossier » d'une vingtaine de pages, intitulé « Les Juifs ont-ils poussé à la guerre ? », auquel est consacrée la couverture. M^{me} Huguette Le Foyer de Costil, premier vice-président du tribunal de Paris, déclare, dans son ordonnance, que « même sous la forme interrogative, une telle allégation, exprimée par un titre voyant et accrocheur, et que les auteurs des précisions et les nuances apportées par le journaliste (...), crée pour la communauté juive (...), un risque », qui pourrait avoir des « conséquences préjudiciables ». Il s'agit, selon le magistrat, d'une « provocation manifeste à la haine à l'encontre des Juifs et, dans le contexte actuel, d'une menace immédiate pour leur sécurité ».

□ M. Perigot : « Il n'y a pas à paniquer. » — M. François Perigot, président du Conseil national du patronat français, a déclaré, lundi 4 février, à Rennes (Ille-et-Vilaine), qu'il ne fallait pas céder à « la psychopée » de la crise du Golfe. « Il faut que les entreprises puissent repartir vite à l'issue du conflit. Il n'y a pas à paniquer, l'important c'est la sortie de la crise. Depuis le mois d'avril, il y a un ralentissement (...), [pendant] tous les éléments de la reprise sont au rendez-vous. Masqués, mais ils sont là. »

« M. Mitterrand s'est trompé »

affirme M. Marchais

M. Georges Marchais, qui était, mardi 5 février, l'invité de RTL, a notamment déclaré : « Les États-Unis le disent eux-mêmes : cette guerre est une guerre américaine. Elle a pour but (...) d'installer la domination des États-Unis au Proche-Orient et de faire la preuve aux yeux du monde entier de la suprématie américaine. Saddam Hussein, en annexant le Koweït, en a fourni le prétexte. Bush l'a immédiatement utilisé au service des intérêts américains. (...) François Mitterrand s'est trompé sur le caractère véritable de cette guerre. (...) Il n'y aurait pas de honte à ce qu'il le reconnaisse. (...) Je ne veux pas parler pour lui mais si Jean-Pierre Chérémont a démissionné c'est peut-être parce qu'il s'en est aperçu. La France a déjà commencé à y perdre. Il faut changer totalement d'attitude. »

Le secrétaire général du PCF a estimé que la France devrait retirer ses forces armées, interdire le survol de son territoire aux bombardiers B 52, reprendre des initiatives de paix. « Pour cela, a-t-il souligné, il faut que le Parlement soit immédiatement réuni ; il peut l'être dans les vingt-quatre heures. »

EUROPE 1 SUR TOUS LES FRONTS

A PARIS 104.7 FM

AKEN-ROVENCE 1048 FM	CLERMONT-FD 1047 FM	MAIRIE 1048 FM	REIMS 1047 FM
AMENS 1047 FM	COURCHEVEL 1047 FM	METZ 1053 FM	RENNES 1047 FM
ANGERS 1047 FM	DIJON 1047 FM	MONTPELLIER 888 FM	ST-BRIEUC 1047 FM
ARCACHON 1047 FM	GAP 1035 FM	MORLAIX 1047 FM	ST-ETIENNE 1047 FM
AUXERRE 1044 FM	GRENOBLE 1048 FM	NANCY 1055 FM	ST-MAZAR 1047 FM
AVIGNON 949 FM	GURET 887 FM	NANTES 1047 FM	ST-NAZARE 1047 FM
BAYONNE 1051 FM	LA ROCHELLE 1047 FM	NEVERS 1046 FM	TOULON 1047 FM
BESANCON 1049 FM	LAVAL 1047 FM	NIMES 1047 FM	TOULOUSE 961 FM
BEDERS 96 FM	LE HAVRE 1047 FM	ORLANS 1047 FM	TOURS 1047 FM
BIARRITZ 1051 FM	LE MANS 1047 FM	PAU 1047 FM	TROYES 1047 FM
BORDEAUX 1047 FM	LILLE 92 FM	PERPIGNAN 905 FM	VALENCE 1059 FM
BREST 1047 FM	LIORGES 1047 FM	POTTERS 1047 FM	VANNES 1047 FM
CHALON S/S 1057 FM	LORIENT 1047 FM	QUIMPER 1047 FM	
CHAMBERY 976 FM	LYON 1046 FM		

et G.O. 183 KHZ

EUROPE 1
C'est la pêche.

AFRIQUE

AFRIQUE DU SUD : Premier accord entre nationalistes

L'ANC et le PAC décident de travailler ensemble

« L'apartheid politique disparaîtra à l'instant où l'actuelle Constitution sera remplacée par une nouvelle », a affirmé, mardi 5 février, au Cap M. Gerrit Viljoen, ministre du développement constitutionnel, en présentant une grande « campagne de communication » dont le but sera de convaincre tous les Sud-Africains que « la violence retarde le processus de réforme ».

D'autre part, le président du tribunal de Johannesburg, devant lequel Winnie Mandela est poursuivie pour complicité dans l'enlèvement de quatre jeunes Noirs, a décidé, mardi 5 février, de maintenir les poursuites contre l'épouse du leader de l'ANC tout en les modifiant légèrement. Il a renvoyé le procès à lundi prochain. Après l'audience, des heurts se sont produits devant le tribunal entre la police et des militants de l'ANC.

LE CAP

de notre envoyé spécial

Une semaine après la rencontre organisée à Durban entre le Congrès national africain (ANC) et l'Inkatha Freedom Party (IFP), les dirigeants de l'ANC et du Congrès panafricain (PAC) se sont entretenus pendant plus de deux heures, lundi 4 février, à Johannesburg. Les deux partis ont annoncé au terme de leur réunion qu'ils allaient créer, dans les dix jours, « un comité de liaison » chargé de mettre sur pied « une conférence patriotique » pour le mois prochain.

Le vice-président de l'ANC, M. Nelson Mandela et le président

du PAC, M. Clarence Makwetu, se connaissent bien. Ils ont été détenus au même moment au bagnes de Robben-Island. L'estime que se portent les deux hommes explique en partie le rapprochement récent du PAC et de l'ANC en dépit de la divergence de leurs conceptions. C'est la première fois, en tout cas, qu'une telle réunion est organisée depuis la scission de 1959 du courant africaniste de l'ANC qui a donné naissance au PAC.

Un « super gouvernement »

Le PAC, en dépit de mots d'ordre agressifs (« un colon, une balle ») et de ses déclarations radicales concernant « la collaboration avec le pouvoir blanc », a assoupli sa ligne jusqu'à adopter des positions communes avec l'ANC. Les deux mouvements se sont engagés à mettre fin à la violence qui oppose souvent leurs militants respectifs dans les ghettos noirs et à pratiquer « la tolérance politique ». Au cours d'une conférence de presse commune, M. Mandela a déclaré que leurs objectifs n'étaient pas de « se coaliser contre les Blancs » mais de « coopérer pour faire face à la crise qui menace le pays ».

Le seul vrai dénominateur commun aux deux partis, rejoints sur ce terrain par l'Azapo (Organisation du peuple d'Azanie), est d'exiger du gouvernement actuel l'élaboration d'une « Assemblée constituante » et la nomination d'un gouvernement intérimaire pour gérer le pays pendant la phase de négociations devant aboutir à l'adoption d'une nouvelle Constitution. Sans ambiguïté, et comme il l'a toujours fait jusqu'à présent, le président De Klerk a rejeté ces deux exigences. Il a en revanche laissé la porte ouverte à une « Conférence multipartite ».

L'idée de cette conférence, déjà ancienne, est à mettre au crédit du gouvernement. MM. De Klerk et Mandela ont simplement convenu que le vice-président de l'ANC, le premier, évoquerait son organisation afin de donner, d'une part, plus de poids à la proposition et de lui permettre, d'autre part, de garder suffisamment de crédit vis-à-vis de la base sociale de l'ANC qui perd patience dans ses townships.

Des divergences commencent cependant à apparaître. Ratisant large, M. Mandela parle de « conférence de tous les partis politiques ». M. De Klerk évoque une « conférence multi-partis ». L'optique, certainement restrictive, du chef de l'Etat a été explicitée par son ministre du développement constitutionnel, M. Viljoen, qui considère que les partis invités devraient avoir « un support populaire prouvé » et, si possible, « une vision commune des principes fondamentaux sur lesquels pourraient reposer une nouvelle Constitution ». M. Viljoen a confirmé également que le président entendait associer à cette conférence les représentants des six homelands autonomes et ceux des quatre homelands indépendants ainsi que les gouvernements des provinces.

Une autre pomme de discorde se profile à l'horizon. L'ANC souhaite faire de cette conférence le véritable point de départ du processus de négociations sur la nouvelle Constitution. Le président De Klerk, de son côté, n'a pas caché sa préférence pour un « super gouvernement » au sein duquel deux hommes-clés comme MM. Gerrit Viljoen et P. Botha, le ministre des affaires étrangères, canaliserait les compétences de personnes choisies au sein des états-majors des organisations participant aux négociations. Une solution immédiatement rejetée par l'ANC.

FRÉDÉRIC FRITSCHER

SOMALIE

Les maquisards nordistes ne veulent pas devenir les « dindons de la paix »

DJIBOUTI

de notre envoyé spécial

Les rebelles du Mouvement national somalien (MNS) tiennent enfin leur revanche sur l'armée gouvernementale ou, du moins, ce qu'il en reste. Cette armée homie, qui avait brisé leur offensive de mai 1988 en bombardant massivement Hargeisa et Burao, les deux grandes villes du Nord, est désormais sur le point de se rendre. Pendant ce temps, le voisin djiboutien, toujours inquiet de subir les contrecoups des affrontements en Somalie, lance un appel à la paix et au dialogue.

Après avoir conquis le port de Berbera le 30 janvier, au bout d'une semaine de combats, les maquisards du MNS sont aujourd'hui aux portes de Hargeisa et de Burao (détruites à 80 %, mais toujours sous contrôle des troupes de l'ancien régime) ainsi que de Boroma, localité défendue par une milice du clan Godebouri — allié traditionnel du clan Marchan, auquel appartient l'ex-président Syaad Barre. Il est

question de négocier la reddition des garnisons, apparemment peu soucieuses de combattre.

Les Issaks

en mal de victoire

En retrait sur le plan militaire depuis plusieurs mois, le MNS a pris brusquement le train en marche, au moment de l'offensive du Congrès de la Somalie unifiée (USC) sur Mogadiscio, en janvier. Il n'était pas question pour les maquisards nordistes, eux qui, de tous les mouvements rebelles, ont payé le plus cher leur opposition à l'ancien régime, d'assister à sa chute en spectateurs. Pas question, pour ces premiers de la rébellion somalienne, de se voir transformer en dindons de la paix.

Mais, pour rester dans la course au moment du partage du pouvoir et ne pas se faire oublier de la capitale, il fallait que le MNS prouve, à nouveau, sa puissance militaire. La prise de Berbera, prise d'autres succès, a rassuré les responsables du

mouvement. Ces derniers temps, en mal de victoire, ils insistent beaucoup, selon différentes sources, sur l'appui fourni par le MNS à l'USC, appui qui avait fait la différence dans la bataille de Mogadiscio.

Autre action décisive du MNS qui, par ailleurs, n'a pas souffert de la défection d'une fraction de ses troupes, partie fonder, en janvier, le Front de la Somalie unifiée sous la direction de maquisards issus du MNS : l'enclercement des grandes villes du Nord. Cette action, assurée, on aurait pu s'y attendre, par des garnisons gouvernementales de porter secours au président Barre, assiéé à Mogadiscio.

Enfin, les rebelles nordistes, majoritairement membres du clan Issak, se targuent d'avoir favorisé la création du Mouvement patriotique somalien (SPM), dominé par le clan Ogaden et dont le chef, le colonel Omar Cheis, détaché de l'armée gouvernementale, avait d'abord rejoint les rangs du MNS.

« La bataille de Mogadiscio a été d'abord une insurrection populaire avant d'être récupérée par l'USC », ce commentaire aigre-doux d'un partisan djiboutien du MNS en dit long sur l'animosité ambiante entre les Havyés de l'USC et les Issaks du MNS, soupçonnés de vouloir faire sécession. Dès l'annonce du gouvernement « provisoire » mis en place par l'USC, les rebelles nordistes se sont aussitôt empressés de « nier toute légitimité aux autoproclamations lancées, à Mogadiscio, par le soi-disant président par intérim, Ali Mahdi Mohamed ».

Aujourd'hui, tous les Somaliens ont les yeux tournés vers la conférence nationale, prévue fin février. Elle représente le dernier espoir d'un passage pacifique vers la démocratie. Finira-t-on par adopter un système fédéraliste ? Ou prôner, au contraire, l'unité du pays ? Il est trop tôt pour le savoir. Seule certitude : le dialogue retrouvé entre les différentes communautés reste la seule condition du succès.

C'est en ce sens que Djibouti, par la voix du président Gouled, a voulu assurer « les autorités indisciplinées » somaliennes de son soutien. La paix en Somalie signifie pour Djibouti la fin de ces affrontements éternels, qui, par Somaliens interposés, se répètent parfois dans la petite République. Avec un voisin réconcilié avec lui-même, Djibouti pourrait enfin rouvrir sa frontière et faire redémarrer le commerce, naguère si florissant.

JEAN HÉLÈNE

RWANDA : après la condamnation à mort de sept « suspects »

Le gouvernement durcit le ton

A Genève, la commission internationale de juristes a déploré, mardi 5 février, les conditions dans lesquelles s'est déroulé, à Kigali, le procès de douze « complices » ou « sympathisants » présumés des rebelles du Front patriotique rwandais (FPR) devant la Cour de sûreté de l'Etat (le *Monde* du 5 février). L'organisation souligne que sept accusés, qui plaident non coupables, ont été condamnés à mort pour « actes de terrorisme » et « recours à la force armée », sans preuves matérielles. C'est la première fois, depuis 1982, que des prévenus sont condamnés à la peine capitale.

Près de 4 000 « suspects », pour la plupart tutsis, arrêtés début octobre, après l'attaque lancée par les troupes du FPR, restent emprisonnés sans jugement. « De l'avis même des autorités, la plupart de ces dossiers ne contiennent pas de preuves suffisantes pour justifier une incrimination et un renvoi devant la Cour de sûreté de l'Etat », précise la commission. Selon elle, le verdict du 1^{er} février a été rendu « sous la pression de l'opinion publique, échauffée par une nouvelle attaque armée lancée par les rebelles le 21 janvier, au moment du procès ». Ainsi, deux avocats, menacés de mort, ont dû renoncer à plaider,

relève la commission. Certaines publications rwandaises témoignent de cet « échauffement » populaire. Dans son numéro de décembre, le tout nouveau bimensuel *Kangura* (considéré comme proche de l'armée) énonce « les dix commandements » que les Hutus (ethnie majoritaire, au pouvoir depuis 1959), sont censés appliquer. Sera ainsi considéré comme « traître » tout citoyen Hutu « qui fait alliance avec les Tutsis dans ses affaires ». Pire : « Les Hutus doivent cesser d'avoir pitié des Tutsis » et, s'adressant à « leurs frères bantous », se montrer « fermes et vigilants contre leur ennemi commun tutsi ». Cet appel à la haine raciale ne semble pas avoir ému le gouvernement du président Habyarimana pas plus que les institutions judiciaires pourtant promptes, semble-t-il, à réagir dès qu'il s'agit de « suspects d'origine tutsie ».

Inquiet de la poursuite de la rébellion dans le Nord, et sans doute sensible aux pressions extrémistes qui se font jour au sein du parti et de l'armée, le chef de l'Etat a remanié son gouvernement, mardi, nommant de nouveaux ministres à la Défense, à la Justice et à l'Intérieur.

C. S.

AFRIQUE

LIBÉRIA : deux mois après le cessez-le-feu

Les rebelles rechignent à déposer les armes

La rencontre que les chefs de la rébellion, MM. Charles Taylor et Prince Johnson, devaient avoir, le week-end dernier, au Burkina a été reportée sine die, pour un motif d'insécurité. Prince Johnson n'aurait pas réussi à trouver un moyen de transport, a affirmé son porte-parole. Dans ce contexte, la conférence nationale prévue par le président Amos Sawyer pour le 15 février a été annulée.

Malgré l'accord de cessez-le-feu, signé le 28 novembre à Bamako, au Mali, par les principales factions belligères (le Monde du 30 novembre 1990), la situation reste extrêmement précaire à Monrovia, comme dans le reste du pays. Les anciens maquisards - dont le combat a pourtant perdu beaucoup de sens depuis l'assassinat du président Samuel Doe en septembre - rechignent à déposer les armes. La possession d'une kalachnikov, moyen de pression facile pour extorquer un sac de riz, représente aussi, pour beaucoup, la seule façon de conquérir la « vraie » bastille, celle du pouvoir politique.

La nomination, le 22 novembre, du professeur Amos Sawyer à la présidence d'un « gouvernement intérimaire », sans prise réelle sur les événements, n'a pas permis de

remettre le pays sur les rails. De même, l'intervention des soldats de la force d'interposition ouest-africaine, si elle a contribué à ralentir les massacres, n'a pas suffi à ramener une véritable paix. Le fait que les quelque 1,5 million de civils libériens réfugiés dans les pays voisins n'aient pas jugé opportun de revenir chez eux souligne, s'il le fallait encore, l'échec des tentatives de médiation extérieures ou, du moins, leurs limites.

Après l'appel lancé en vain, le 22 janvier, par le Conseil de sécurité de l'ONU, afin de « rétablir la paix et normaliser la situation » les Etats-Unis, par la bouche de leur ambassadeur à Monrovia, ont menacé, en termes à peine voilés, de stopper leur aide alimentaire au Libéria si les groupes rebelles n'avaient pas accepté de se soumettre d'accord sur l'application effective de la trêve. Washington, qui affirme fournir 70 % des secours, avait promis de débiter 127 millions de dollars pour le Libéria, la Sierra-Léone, la Guinée et la Côte-d'Ivoire, où se sont installés les gros des réfugiés.

La moindre remise en cause de l'aide alimentaire, déjà « insuffisante pour nourrir tout le monde », selon Action internationale contre la faim (AICF), serait une tragédie supplémentaire. A Monrovia, où quelque 500 000 civils tentent de survivre, « il manque un tiers des rations chaque mois pour faire face aux besoins », note l'organisation humanitaire. « Les chiens et les chats ont totalement disparu de la ville, tous les arbres utiles (coco palmiers) ont été abattus pour être mangés », précise-t-elle.

« J'ai souvent travaillé dans des pays comme le Liban, mais je n'ai jamais vu une ville à ce point dévastée », a affirmé, de son côté, un représentant du bureau des Nations unies pour les secours en cas de catastrophe (UNDRP), M. Hans Zimmermann, à son retour du Libéria, lundi 4 février. Dans le principal hôpital de Monrovia, « tout le matériel a été détruit ou volé. Les cadavres des malades qui n'ont pu s'enfuir sont toujours dans les lits », précise-t-il. Selon les estimations des équipes de secours qui travaillent sur place, 18 % des enfants souffrent de malnutrition et de 5 % à 10 % d'entre eux meurent de faim chaque jour.

L'appel lancé, en décembre, par les Nations unies, afin de collecter une aide d'urgence de 13,8 millions de dollars, est resté sans réponse. Cette situation catastrophique, pas plus que la médiocre tentative de « partage à la faim » brandie par les Américains, ne semble avoir ému les chefs des rébellions, Charles Taylor et Prince Johnson. Ce dernier, non content de faire échouer la rencontre avec son rival, avait pris en otage, le 31 janvier, sept députés de l'Assemblée provisoire mise en place par le gouvernement du président Sawyer. Les sept hommes ont finalement été relâchés dimanche dernier, sans que l'on ait compris le but de cet enlèvement.

C. S.

■ **ZAÏRE** : la présence de Bob Denard démentie. - Le gouvernement sud-africain a démenti les informations en provenance du Zaïre selon lesquelles le mercenaire français Bob Denard se trouverait à Kinshasa afin d'entraîner la garde présidentielle du président Mobutu (le Monde du 5 février). - (AFP, AP)

■ **CHINE** : nouveau procès de dissidents. - Le procès d'un intellectuel de premier plan, M. Chen Xiaoping, vingt-neuf ans, professeur de droit constitutionnel, s'est ouvert, mardi 5 février, sur l'accusation de complot contre le gouvernement. Deux autres dissidents, MM. Chen Yanlin et Zhang Yafei, dirigeants du Syndicat autonome des travailleurs de Pékin - premier syndicat fondé à l'insu des autorités depuis la fondation du régime en 1949 - ont vu également leur procès s'ouvrir mardi, selon le tribunal. - (AFP)

■ **GRÈCE** : un Hercules C 130 de l'armée s'écrase avec 56 militaires à bord. - Un Hercules C 130 de l'armée grecque s'est écrasé, mardi 5 février, au centre de la Grèce, avec cinquante-six soldats à bord. L'appareil qui se rendait à l'aéroport militaire d'Eleusis, près d'Athènes, à la base aérienne de Nea Agialio, près de Volos, au centre du pays, s'est très vraisemblablement écrasé sur un flanc du mont Orthrys, en Magnésie. Le premier ministre, M. Constantinos Mitsotakis, n'a pas exclu l'hypothèse d'un attentat terroriste. - (AFP)

EUROPE

URSS : comité de salut public, état d'urgence, suspension des partis...

Le colonel conservateur Viktor Alksnis expose un plan de sauvetage de l'Union soviétique

MOSCOU

de notre envoyé spécial
Le colonel Viktor Alksnis parle beaucoup. Cet officier letton, animateur du groupe conservateur Soyouz au Parlement fédéral soviétique, s'était déjà fait remarquer il y a dix jours en affirmant à la presse que le président Gorbatchev avait « trahi » les militaires dans les pays baltes en abandonnant les comités de salut public auxquels il avait pourtant, affirmait-il, promis son soutien.

Le bouillant colonel a récidivé, mercredi 6 février, dans deux publications reformatrices : la *Literaturnaja Gazeta* et les *Nouvelles de Moscou*. Aux *Nouvelles de Moscou*, le colonel Alksnis expose son plan de sauvetage de l'Union soviétique qui, en certains points, se rapproche de « la modeste thèse » déjà évoquée par d'autres (le Monde du 6 février) mais passe par le départ de M. Gorbatchev. « Le comité de salut public auquel je pense, dit-il, doit sauver l'Union et l'Etat. A l'échelle de l'URSS (il peut) arrêter le processus de dégradation qui nous conduit à la mort, et (peut) nous permettre d'éviter la guerre civile. Ce comité doit être constitué par le Congrès des députés du peuple de l'URSS sur une base de coalition. » Pour le colonel, ce comité doit ouvrir un large éventail politique allant du maître de Leningrad, M. Anatoli Solotchak, au président du Kazakhstan, M. Noursoultan Nazarbajev, mais en excluant MM. Gorbatchev et Eltsine.

La première tâche du comité sera de suspendre « les discussions idéologiques ». Ensuite, « il impose l'état d'urgence, interdit l'activité de tous les mouvements et partis politiques, y compris le Parti communiste. Seule est autorisée dans la société l'activité économique, avec l'introduction active et obligatoire des rapports de marché. » Après tout, relève le colonel, Catherine II ne forçait-elle pas les paysans russes à semer les pommes de terre à coups de fouet ?

A ceux qui voudraient s'inspirer de la variante polonaise, le colonel Alksnis suggère plutôt de regarder du côté du Japon, « qui a été capable de surmonter la destruction avec une garantie efficace de stabilité : l'armée d'occupation américaine ». En URSS, il appartiendrait au comité de salut public de « tenir le pays uni ». « Après, assure le colonel-député, ce sera de l'ordre du jour de la marche elle-même exige la démocratie ; mais ce n'est qu'après la formation du marché que commence un système multipartite normal. » Combien de temps, demandent les *Nouvelles de Moscou*, devra durer « cet âge d'or » ? « Cinq ans, ça suffirait largement », répond le colonel. Et

Gorbatchev dans tout cela ? « La vie se passera de lui s'il se met en travers pour l'empêcher (...). Mais Gorbatchev s'en ira avant, il a le sang des pays baltes sur la conscience, et son silence n'est déjà plus d'or. Il est mortel, il se sait condamné, je l'ai déjà senti à l'autopsie. »

Selon le député conservateur, si le président du Kazakhstan, qui était pressenti pour devenir vice-président de l'URSS, ne l'est pas devenu, c'est parce qu'il « avait compris que Gorbatchev avait commencé à couler et pouvait entraîner au fond. Et M. Chevardnadze a quitté la scène politique pour la même raison ». En tout état de cause, M. Gorbatchev « s'est arrêté à mi-chemin sur la crise balte. Maintenant il doit partir ». Le colonel Alksnis s'inquiète par ailleurs de « la campagne menée contre les généraux » par les milieux libéraux, et « l'absence d'unité de direction de l'armée, cette campagne a un effet corrosif et détruit l'unité de l'armée, de l'intérieur ».

Cette préoccupation rejoint celles que le général Nikolaï Moïseïev, chef de la direction politique de l'armée de terre, a exprimées devant le comité central le 31 janvier. Selon la *Pravda* de mardi, le général y a critiqué « les tentatives d'opposer l'armée

au peuple » et s'en est pris notamment au président russe, M. Boris Eltsine, dont les déclarations sur la situation dans les pays baltes ont provoqué « des réactions extrêmement négatives au sein des forces armées ». Le général a en outre déploré que « des lois soviétiques sur des questions de défense ne soient pas appliquées » et que « 200 000 familles d'officiers et de sous-officiers soient actuellement sans logement ».

Tout cela n'est pas très éloigné non plus des préoccupations de l'ancien leader de l'aile conservatrice du PCUS, et ex-adversaire de M. Gorbatchev, aujourd'hui théoriquement à la retraite : M. Egor Ligatchev, qui fait son retour mercredi dans une longue interview au quotidien *Sovetskaja Rossia*. Cet ancien membre du Politburo situe le début des difficultés actuelles à 1988, « après l'introduction des mécanismes de marché dans le système planifié », dont il souligne au passage la valeur. Puis il y a eu une « erreur idéologique : l'abandon de l'approche de la lutte des classes pour l'approche humaniste plus large ». « Il s'agissait de changer beaucoup de choses, mais sans détruire les bases, explique M. Ligatchev : (il fallait) mettre en

place une perestroïka socialiste et non pas capitaliste vers laquelle nous poussent des forces connues ». Pour lui, l'Europe de l'Est, « grande défaite du socialisme mondial », est l'exemple même de la « perestroïka capitaliste ».

La situation est-elle donc sans espoir ? Non, rétorque M. Ligatchev, aux yeux duquel M. Gorbatchev trouve maintenant grâce, car « les dernières initiatives du président du Soviet suprême, du Parti communiste et de son comité central montrent que l'on est en quête d'un chemin pour sortir de cette situation pénible et compliquée ».

M. Ligatchev procède également à un examen critique de la politique extérieure soviétique de ces dernières années, à propos de laquelle il « ne partage pas l'euphorie de certains ». L'ancien dirigeant communiste regrette notamment que l'Union soviétique ait donné son accord au Conseil de sécurité des Nations unies pour des opérations militaires dans le Golfe, « car il était clair que cela ne se limiterait pas à la libération du Koweït. Maintenant on assiste à la destruction de l'Irak lui-même ».

SYLVIE KAUFFMANN

M. Gorbatchev juge illégale l'organisation d'un « sondage » sur l'indépendance de la Lituanie

Le président Mikhaïl Gorbatchev a déclaré, mardi 5 février, que la décision des autorités nationales lituaniennes d'organiser, samedi 9 février, un « sondage » pour connaître les vues de la population sur l'avenir de la République était « juridiquement non fondée ». L'agence Tass précise que le chef du Kremlin a signé un décret déclarant que ce scrutin n'avait « aucune base légale ». « Par ce scrutin, les dirigeants lituaniens tentent d'assurer un soutien à leurs objectifs séparatistes », poursuit le président Gorbatchev qui ajoute que le gouvernement de Vilnius essaie d'exploiter les tensions nées de l'intervention des militaires soviétiques le 13 janvier dans la capitale lituanienne, qui a fait treize morts civils.

« Etiez-vous d'accord pour que l'Etat lituanien soit une République démocratique et indépendante ? » Telle est la question qui devait être posée aux Lituaniens. On ignore encore comment le président Gorbatchev entend empêcher le déroulement du vote, qui a déjà débuté samedi. De plus, ajoute-t-il, « notre vieille tradition (en URSS) selon laquelle la loi et le gouvernement émanent non pas de la volonté du peuple exprimée au moyen d'un suf-

rendum prévu dans l'ensemble de l'Union soviétique le 17 mars prochain au cours duquel il sera demandé à tous les Soviétiques s'ils sont partisans du maintien de l'Union en tant que fédération de Républiques souveraines et égales entre elles, la Lituanie, ainsi que l'Estonie, la Géorgie et l'Arménie, ont annoncé qu'elles ne prendraient pas part au référendum du 17 mars. L'Estonie maintient la consultation qu'elle a prévue pour décider de son avenir. « Le référendum aura lieu en Estonie le 3 mars, tout en sachant que nous allons à l'encontre des décisions prises hier par le président Gorbatchev », a déclaré mercredi le ministre estonien des affaires étrangères, Lennart Meri.

Le président lituanien, M. Vytautas Landsbergis, a qualifié le décret de M. Gorbatchev d'« ingérence politique inadmissible » dans les affaires de l'« Etat lituanien souverain ». Dans un communiqué publié mardi par le Parlement lituanien, M. Landsbergis estime que le décret du président soviétique « viole une vieille tradition (en URSS) selon laquelle la loi et le gouvernement émanent non pas de la volonté du peuple exprimée au moyen d'un suf-

frage libre, [mais de] décrets de dirigeants autocrates ».

M. Mikhaïl Gorbatchev a rencontré mardi à Moscou, au leur demande, des leaders indépendantistes modérés « conduits » par M. Algirdas Brazauskas, secrétaire général du Parti démocratique du travail, parti issu de la scission du Parti communiste lituanien du printemps dernier. Le numéro un soviétique a assuré à ses interlocuteurs qu'une commission gouvernementale spéciale se rendrait en Lituanie pour enquêter sur les incidents sanglants de Vilnius. - (AFP, Reuters)

■ Augmentation du nombre des patrouilles dans les villes soviétiques. - Le nombre des patrouilles mixtes (milice-armée) dans les villes soviétiques a augmenté d'environ 50 %, mardi 5 février, a annoncé l'agence Tass. 2 636 patrouilles, au lieu de 1 740, effectuent désormais des rondes dans les villes. Quelque 13 000 soldats sont engagés dans ces patrouilles. Lundi, le président Gorbatchev d'autre part promulgué un décret renforçant les moyens du ministère de l'Intérieur pour lutter contre la délinquance. - (AFP, AP)

YUGOSLAVIE

La Croatie accuse le président de la Fédération de propager les menaces de l'armée

Le président de la Croatie, M. Franjo Tudjman, a répondu, mardi 5 février, au télégramme que lui avait adressé trois jours plus tôt M. Borisav Jovic, le président en exercice de la Fédération. Dans cette note, M. Jovic, qui est le représentant de la Serbie, affirme que la direction collégiale de la Yougoslavie dispose de documents montrant que la Croatie n'applique pas l'accord intervenu le 25 janvier entre les dirigeants de Zagreb et l'armée fédérale. Selon M. Jovic, les réserves de la milice locale, qui devaient être démobilitées après ce compromis, n'ont pas rendu leurs armes, et les unités paramilitaires illégales n'ont pas été démantelées. M. Jovic met donc en garde les autorités croates et déclare que « l'armée nationale yougoslave est résolue à faire observer les ordres de la présidence ».

BELGRADE

de notre correspondante

Dans sa réponse à son télégramme, le président croate accuse M. Jovic d'abuser de sa fonction de chef de l'Etat pour propager les menaces de l'armée nationale yougoslave. M. Tudjman déclare qu'il ne peut considérer le télégramme de M. Jovic comme un document

officiel, les points de vue qui y sont exposés sont à ses yeux « arbitraires », car ils n'ont pas été exprimés en présence des autres membres de la présidence collégiale. De plus, ajoute-t-il, « notre comportement est dangereux pour la réputation de la présidence et de l'Etat yougoslave tout entier. Vous n'agissez pas non plus selon l'accord conclu le 25 janvier dernier puisque vous soutenez la campagne lancée par certains dirigeants de l'armée contre le peuple croate et les autorités croates démocratiquement élues ».

M. Tudjman accuse le président yougoslave d'appartenir aux forces qui voudraient conserver à tout prix l'ancien système, à l'encontre de l'intérêt de tous les peuples yougoslaves. Puis il demande à M. Jovic comment il peut, « en tant que chef de l'Etat yougoslave, permettre à l'armée fédérale de mener une politique dangereuse envers les officiers de nationalité croate, qui sont mutés des casernes de Croatie en Serbie et en Macédoine ». « L'armée yougoslave, poursuit-il, ne tend-elle pas ainsi à devenir une force hégémoniste qui punirait tous les peuples qui se refusent à vivre dans une Yougoslavie fédérative et centralisée ? »

Quant au mandat d'amener lancé contre le ministre de la Défense, M. Spodko (le Monde du 1^{er} février), M. Tudjman rappelle que son ministre a agi selon les ordres du gouvernement croate et que, par conséquent, il ne doit rendre compte de ses actes que devant le Parlement croate. Afin

de justifier la nécessité de disposer d'une milice locale armée, M. Tudjman explique que « le peuple croate se demande pourquoi l'armée fédérale a désarmé la défense [civile] territoriale croate et confisqué deux cent mille fusils et revolvers lorsque les nouveaux dirigeants, élus démocratiquement, sont arrivés au pouvoir en Croatie ». Enfin, M. Tudjman conclut en affirmant que « le peuple croate ne menace personne et les dirigeants ne menent en aucun cas une politique fasciste, pro-oustaric et antiserbe, comme le laissent entendre les forces dogmatiques communistes hégémonistes ». Il ajoute : « En apportant votre soutien à de telles idées, vous ne faites qu'envenimer les relations entre Serbes et Croates. Dans l'intérêt de ces deux peuples, il faut mettre un terme à cette campagne afin qu'ils puissent coexister sous quelque forme que ce soit. Dans ces conditions seulement, le débat sur l'issue de la crise yougoslave pourra être poursuivi ».

Dans ce climat de tension et de confusion qui règne sur l'avenir de la Yougoslavie, le chef du gouvernement de coalition au pouvoir en Slovincie, M. Jozef Pucnik, a annoncé, mardi 5 février, que la majorité des partis politiques de la République aspiraient à la sécession définitive de la Slovincie. « Un modèle confédéral est devenu irréaliste dans le contexte actuel », a-t-il déclaré, ajoutant : « La Slovincie se séparera de la Yougoslavie avant le mois de mai ».

FLORENCE HARTMANN

ALLEMAGNE

152 militaires soviétiques ont déserté dans l'ex-RDA en 1990

152 militaires soviétiques stationnés dans l'ancienne Allemagne de l'Est ont déserté en 1990 et une cinquantaine d'entre eux ont demandé à bénéficier du droit d'asile en RFA, a déclaré le général Anatoli Parapetza, procureur militaire soviétique, dans une interview publiée, mardi 5 février, par le journal *Berliner Zeitung*. Selon des chiffres communiqués lundi par le ministère allemand de l'Intérieur, 110 déserteurs soviétiques ont demandé l'asile politique entre janvier 1990 et fin janvier 1991. Le général Parapetza a d'autre part qualifié de très exagérés les chiffres avancés par la presse sur les crimes et délits commis par des militaires soviétiques en Allemagne.

D'autre part, le ministère allemand des affaires étrangères a démenti, lundi à Bonn, que l'URSS ait demandé une rallonge financière à Bonn pour le retrait de ses quelque 370 000 soldats basés en Allemagne orientale. Un parlementaire social-démocrate de retour de Moscou a toutefois indiqué mardi que des députés soviétiques souhaitent que l'Allemagne augmente sa participation financière avant la ratification par l'URSS du traité « deux plus quatre » sur les aspects extérieurs de l'unification allemande. - (AFP)

AU PALAIS DES CONGRES
DE PARIS-MONTMARTRE
à partir du 5 février 1991

BEJART
BALLET LAUSANNE

LA MORT SUBITE

ATTENTION

AMÉRIQUES

Le retour en Haïti de Jean-Claude Charles

L'écrivain raconte ses impressions à la veille de l'accession à la présidence, jeudi 7 février, du Père Jean-Bertrand Aristide.

Derrière le comptoir du Gargantua, petit snack sur l'avenue John-Brown, au cœur de Port-au-Prince, Josyane lèche des briques de sa vie : « Aujourd'hui, je suis doublement heureuse, dit-elle en criant, c'est mon anniversaire et mon président est au pouvoir. » Elle vit près de là, au Poste-Marchand, un quartier populaire. Le commerce appartient à sa tante qu'elle aide. Josyane a dix-neuf ans. Pour la première fois, elle a voté, « choisis le coq », emblème du Front national pour la concertation et la démocratie qui a porté le Père Jean-Bertrand Aristide au pouvoir. Parmi le demi-million d'électeurs de Port-au-Prince, Josyane appartient au très fort pourcentage de jeunes qui ont élu le prêtre. Le ventilateur laboure l'air lourd. La radio joue un air de boléro : « Si vous m'aimez autant que je vous aime... ». Josyane dodeline de la tête : « La vie est comme elle est, poursuit-elle, lui seul peut y changer quelque chose. Même quand il ne faisait pas de politique, il a toujours été avec les gens, les a toujours aidés. »

Lui, « Titid », comme on nomme familièrement le chef d'Etat de trente-sept ans, et elle, la groupie, ont en commun de n'avoir connu d'autre régime que la dictature des Duvalier. Ils ont vécu la même horreur. Elle dit comment elle avait pris l'habitude d'aller aux messes de son idole. Comment elle répétait, au cours de la campagne électorale, le slogan fétiche (ses yeux brillent) : « Halli, je t'aime ». Aux Cosques, restaurant chic de la rue des Dalles, dans le quartier dit du Petit-For, un chanteur local s'accompagne au banjo : « Patience, ma fille... ». Un octogénaire en blazer bleu clair et cravate rouge se dit « soulagé », bien qu'il soit bazoniste (partisan de la coalition de centre-gauche, l'Alliance nationale pour la démocratie et le progrès, conduite par Marc Bazin). Le pays a enfin un président. « Les gouvernements provisoires sont les bouillons de culture des agitateurs... » L'homme s'appelle Georges Rigaud. Sa vie est un roman. Descendant de la bourgeoisie mulâtre du Sud, il est né et a toujours vécu dans ce quartier. « Ma famille est là depuis 1848. Plusieurs de ses membres ont été assassinés par les « tontons macoutes ». Mon arrière-grand-père Numa Rigaud a été secrétaire de Jean-Jacques Acaou, le révolutionnaire historique... Mon antipathie pour Duvalier remonte à 1932. Il avait publié dans un journal de l'époque un article entièrement pompé de Renan ! »

Arrivé en 1957, après l'arrivée au pouvoir du dictateur, Rigaud avait été torturé, puis relâché en 1958 avec une jambe cassée et les tym-

pans crevés. Il montre une photo qu'il porte toujours avec lui, la sienne à sa sortie de prison, saisissante image d'un survivant. « J'allais être de nouveau arrêté, enchaîne le vieil homme, à la suite du kidnapping du pays par Duvalier en 1963. A l'époque, on chassait les gens comme des chiens dans les rues. J'étais sur la liste. J'avais moins peur de la mort que d'être estropié... » Il raconte sept ans de clandestinité, sa collaboration comme informateur à Vonvon, radio de guerre psychologique contre le tyran, ses virées dans la ville le soir à la faveur des coupures d'électricité. Jusqu'à ce jour de mai 1970 où il se réfugie à l'ambassade du Brésil. L'exil. Le retour au pays. Pour l'instant, il est peiné mais soulagé.

« Les hommes sont délabrés »

Delmas, nord-est de Port-au-Prince, dans l'une de ces maisons abritées derrière de hauts murs telles des forteresses, avec Frank Etienne, écrivain et peintre. Cinquante-quatre ans, physique de taureau travaillé aux halles, cet intellectuel, malgré les risques pris, n'a jamais quitté son bout d'île.

L'homme avait accepté d'être le ministre des affaires culturelles dans l'éphémère gouvernement formé par Leslie Manigat, président « élu » en février 1988 par un tour de passe-passe des militaires et renversé quatre mois plus tard par les mêmes. Depuis, l'ex-ministre s'était replié dans le silence. Frank Etienne consent à lever un petit coin de voile sur cette période qui a vu le pays ballotté de coup d'Etat en coup d'Etat.

Dans l'affaire Manigat, il s'était « laissé piéger par l'unité », affirme-t-il. D'abord il avait refusé ce poste ; puis, sous les pressions, avait fini par céder. « Ce gouvernement était une vaste plaisanterie... Il hoche la tête. Sombre tableau du pays que le Père Aristide va diriger. La contrebande qui asphyxie l'économie du pays. La drogue, dont le trafic entre l'Amérique latine et les Etats-Unis s'aggrave d'une consommation locale croissante. L'armée « corrompue de la base au sommet ». Le sida qui tue. Les problèmes économiques « liés à l'irresponsabilité et au mercantilisme » : disparition des arbres, rareté de l'eau. L'éducation : « Dans mon établissement scolaire, explique l'écrivain, qui dirige également un collège en milieu populaire, je suis obligé de suivre un programme calqué sur la France d'il y a un demi-

siècle. De plus, la paupérisation et l'instabilité rendent impossible un travail de longue haleine avec les élèves. Je ne peux pas former une promotion. » « Bidozavillisation » accélérée de Port-au-Prince : « Une émeute de la faim dans cette capitale d'un million et demi d'habitants (un million officiellement) serait sanglante. » Agriculture ruinée. Corruption dans la fonction publique. Chômage.

« C'est un pays délabré, soupire notre interlocuteur. Les hommes eux-mêmes sont délabrés. Il y a là des signes évidents de dissolution et de mort. Une mort que nous refusons naturellement... On a l'impression que le choix de « Titid » est la dernière carte que joue le peuple. Nous avons raté la révolution dans les années 60. Maintenant nous sommes là, derrière le « bouclier Titid ». C'est le grand saut dans l'inconnu. J'éprouve la joie cynique de savoir que ça va déboucher sur une catastrophe et que, à partir de ces ruines, je pourrai enfin parler. »

« Le feu a pris dans tout le pays »

Dans sa résidence des hauteurs de Péguyville, face à la Montagne-Noire, Jean-Claude Charles, cinquante-trois ans, compagnon de route de Leslie Manigat dans les temps de l'exil, fondateur d'un Centre écumenique des droits de l'homme et secrétaire général du comité national du Congrès des mouvements démocratiques, une formation politique de gauche, analyse le phénomène diffé-

Certes dures sont les réalités : « Une partie de l'armée est payée par l'aide étrangère : les produits pétroliers sont payés par l'aide étrangère ; la farine est un cadeau des grandes puissances, et beaucoup de travaux d'utilité publique sont financés de la même manière. L'encre indélébile des élections était un cadeau du Venezuela, le papier, un cadeau du Canada, et les fonds de roulement de la farine des Etats-Unis, de la France et d'autres pays... »

Cet ancien prêtre, d'une partie de la famille a disparu dans les geôles de « Papa Doc », met l'accent sur la revendication de justice qui porte le Père Aristide : « Les Haïtiens l'ont élu pour expédier une fois pour toutes le problème de l'impunité des « tontons macoutes ». Aucun autre leader n'a insisté sur ce point. Vous ne pouvez pas demander aux gens d'oublier les 12 000 morts de Fort-Dimanche. Au terme d'un mouvement éthique et biblique en œuvre depuis dix ans dans la société haï-

tienne, ils demandent à Titid de nettoyer le pays du macoutisme. Pour le moment, ils se font de la question économique. »

Et pas que de cela : « Aristide a été contre la Constitution, contre les élections et n'a participé en rien à nos luttes politiques. Or, à peine son nom avait-il été prononcé comme candidat, le feu a pris dans tout le pays... Le contenu de son discours importe peu. A la limite, il n'a même pas besoin de parler. A Gonâves, il fait son entrée debout dans un pick-up, un bouquet de lauriers-roses à la main, et se contente, après un long silence, de chanter Alléluia pour Haïti... Tristes. Il sent bien que ce que ressentent les gens, il a l'air de projeter dans une foule ce que chacun a en soi. Au moment où tous les fossiles duvaléristes avaient commencé à réapparaître, il tape du pied en invitant les gens à pléiter les démons, il déclare qu'on va faire un mariage. Tout ça très rythmé, dans une superbe langue métaphorique. A la fois une affirmation de valeurs, une affirmation rituelle et une affirmation linguistique... »

A Pétionville, chez Serge Gilles, le numéro un du Parti nationaliste progressiste révolutionnaire haïtien (membre de l'Internationale socialiste). Sa compagne, Betty Sorel, nous accueille le sourire aux lèvres. Dans la petite allée de la maison en pierre qu'ils se sont fait construire à leur retour d'exil, en 1986, deux 4x4 se reposent après une campagne que tout le monde s'accorde à trouver bonne, « la meilleure » d'un point de vue politique classique. Mais l'effet Titid a bouleversé toute logique.

Cinquante-quatre ans, grand, grisonnant, Gilles est au téléphone. Le leader socialiste, qui a apporté son appui massif à la candidature de Marc Bazin, comptait encore les points, il n'était pas sûr alors d'obtenir son siège de sénateur dans son fief du plateau central. Aujourd'hui, son nom est cité parmi les chefs de gouvernement possibles. Maintenant, dans un mois, dans un an... « Serge Gilles est l'homme-clé de la situation politique actuelle », nous avait soufflé un proche du nouveau président.

L'intéressé se contente de déclarer : « Aristide était et reste un ami. En 1989, nous avions accepté de dialoguer avec le général Prosper Avril, pourquoi pas avec lui ? Haïti n'est pas un pays facile. L'héritage de trente ans de dictature est lourd. La part de la conscience naïve dans le peuple est grande. Passer à la conscience critique nous prendra peut-être douze ans, quinze ans... »

JEAN-CLAUDE CHARLES

COLOMBIE

Flambée de violence pour l'ouverture de la Constituante

L'Assemblée constituante colombienne a commencé mardi 5 février ses travaux, qui doivent durer jusqu'en 4 juillet, pour élaborer une nouvelle Constitution, alors que la violence fait rage dans tout le pays en raison des attaques incessantes de la guérilla et des pressions accrues des « narcos » sur le gouvernement.

Elue le 9 décembre par 27 % à peine d'électeurs, la Constituante est composée de 25 libéraux, 19 anciens guérilleros du M-19, 16 conservateurs, quatre indépendants, deux représentants indigènes, deux communistes et deux évangélistes.

Alors qu'elle allait tenir sa première session, en présence du président César Gaviria, les deux principaux mouvements de guérilla, les FARC (communistes) et l'ELN (pro-castristes) ont semé la terreur dans dix des vingt-quatre provinces du pays. Ils ont tenu

une embuscade à une patrouille de l'armée, attaqué des postes de police, fait sauter un gazoduc, et incendié des véhicules. Au moins quarante-cinq personnes ont été tuées : vingt-cinq rebelles, treize membres des forces de l'ordre et sept civils.

D'autre part, les narcos continuent de faire pression sur le gouvernement : après avoir obtenu d'importantes concessions en matière de non-extradition et de remises de peine, ils viennent d'exiger la création d'une commission spéciale pour négocier directement leur reddition avec le gouvernement. Ils ont libéré mardi un journaliste qu'ils gardaient en otage depuis le 7 novembre, Beatriz Villanar. Ils en ont encore deux entre leurs mains, dont le rédacteur en chef du principal quotidien colombien, *El Tiempo*. — (AFP, Reuters)

CUBA

Cinq ans de prison requis contre un dissident

Cinq ans de prison ferme et trois ans de « surveillance spéciale » ont été requis mardi 5 février contre le dissident cubain Samuel Martinez Lara, dirigeant du Parti des droits de l'homme. Son procès s'est ouvert dans la salle des délits contre la sécurité de l'Etat du tribunal provincial de La Havane, en présence de journalistes étrangers et de diplomates accrédités dans la capitale cubaine.

Selon l'acte d'accusation, Samuel Martinez Lara projetait « la prise du pouvoir politique, le renversement du système socialiste et l'instauration d'un régime bourgeois » à Cuba.

Psychiatre âgé de trente-huit ans,

le dissident avait été arrêté en mars 1990. Se disant « très influencé par les changements en Europe de l'Est et en Union soviétique », il déclarait « [vouloir] suivre le modèle soviétique » de la perestroïka. Il avait été arrêté une première fois en avril 1989 alors qu'il projetait d'organiser une manifestation devant l'ambassade d'Union soviétique à La Havane lors de la visite de Mikhail Gorbatchev.

Huit autres dissidents arrêtés en même temps que lui ont été jugés en novembre dernier pour « association illicite » et condamnés à des peines de « liberté limitée ». — (AFP)

DIPLOMATIE

L'UNICEF face à de nouveaux besoins

La guerre aggrave la situation des pays africains

GENÈVE

de notre correspondante

La guerre du Golfe aggrave dangereusement la situation, déjà plus que précaire, des pays africains, pour lesquels l'UNICEF a dû établir des prévisions de dépenses d'urgence nécessitant 120 millions de dollars, afin de sauver d'une mort certaine douze millions de mères et d'enfants. Selon M. Charles Lamunière, directeur des programmes d'urgence de cet organe de l'ONU, les pays les plus menacés sont l'Éthiopie, la Somalie, le Soudan, le Mozambique, l'Angola, le Libéria.

L'arrêt de l'aide que le Koweït et d'autres Etats du Golfe apportaient à certains pays musulmans, tels que le Soudan, la hausse des prix du pétrole, la baisse des prix des matières premières (cacao, café, coton...) et de leur volume à l'exportation sont venus s'ajouter aux ravages des maladies, de la sécheresse, des guerres civiles et des

exodes massifs. Les contributions à l'UNICEF étant volontaires, son directeur général, M. James Grant, doit se concerter avec les représentants des pays traditionnellement donateurs, mais dont les promesses de financement — pour certains en tout cas — n'ont pas été entièrement tenues. Or la famine, sur le continent africain, risque d'être encore plus importante cette année qu'en 1985.

Pour ne citer qu'un exemple, à Mogadiscio les gens se battent pour avoir ne serait-ce qu'un petit peu d'eau, même non potable (les stations d'épuration ne fonctionnent pratiquement plus, faute de carburant). Un peu partout, des enfants sont sous-alimentés : à Monrovia, entre autres, ils auraient besoin pour survivre d'une alimentation thérapeutique. Le coût d'une journée de combats, dans la guerre du Golfe, suffirait à résoudre les problèmes de survie les plus aigus.

ISABELLE VICHNIAC

La visite de M. Lech Walesa au Vatican

« Tous les Polonais doivent s'unir dans un élan commun », déclare Jean-Paul II

La visite officielle de M. Lech Walesa au Vatican — la première depuis son élection à la présidence de l'Etat polonais — représente « le pèlerinage du président d'une nation chrétienne au début de son histoire », a déclaré, mardi 5 février, le pape Jean-Paul II après l'avoir reçu en tête à tête durant cinquante minutes. « Cette visite est historique, c'est la première visite d'un président de la Pologne depuis qu'elle a reconquis son indépendance en 1918 », a dit le pape qui a ajouté : « Alors qu'un pays un nouvel ordre se forme, non sans difficultés et tensions, préjugés et différences d'opinions, tous les Polonais devraient s'unir dans un élan commun. »

Le pape a évoqué l'histoire de son pays soulignant que la Pologne n'a jamais « trahi l'Europe ». Il a affirmé que les déci-

sions de la conférence de Yalta ont été une autre « terrible tragédie » pour sa terre natale mais que les Polonais « ne se sont jamais pliés à l'idéologie et au totalitarisme qui leur ont été imposés ». « Que le monde, s'est-il exclamé, n'oublie pas que ce sont les ouvriers eux-mêmes qui ont joué le rôle principal dans le renversement du système qui devait les défendre et s'identifier avec leurs intérêts. » Un renversement, a-t-il souligné, qui a été réalisé dans l'esprit de l'Évangile, sans violence, sans guerre et révolution, dans le dialogue et avec sens de responsabilité.

Jean-Paul II a souhaité que le droit à la vie avant la naissance soit respecté en Pologne où le débat politique sur le projet d'une nouvelle loi plus restrictive sur l'avortement est actuellement en cours. — (AFP)

CHILI : la fermeture d'un centre de tortures

La colonie allemande Dignidad bénéficiait de la protection de Bonn

SANTIAGO

de notre correspondant

Le décret pris le 1^{er} février par le gouvernement chilien décidant la fermeture de la colonie Dignidad

(Le Monde daté 3-4 février) fait allusion aux irrégularités fiscales et administratives dont s'est rendue coupable cette colonie fondée par quelque trois cents ressortissants allemands. En fait, ce sont les violations des droits de l'homme qui

se sont produites dans le camp, pendant les premières années du régime du général Pinochet (1973-1990), qui ont amené le pouvoir à adopter une telle décision.

Les témoins à charge ne manquent pas, en particulier d'anciens détenus politiques qui transigent par cette colonie située à 350 kilomètres au sud de la capitale. Tous évoquent avec effroi les séances de torture auxquelles participaient les agents de la police politique de la dictature, secondés par certains colons. Aussi concluantes sont les confessions de quelques transfuges de l'appareil répressif, racontant comment plusieurs dizaines de détenus ont été exécutés dans le camp.

S'estiment victimes d'une « persécution » du pouvoir, les autorités de la colonie ont présenté un recours contre la décision gouvernementale. Plusieurs parlementaires conservateurs les ont déjà assurées de leur solidarité, en disant que la colonie « rend de nombreux services à la population, en ouvrant par exemple les portes de son hôpital aux Chiliens vivant dans la région ». Une centaine de colons ont entamé une grève de la faim une fois rendu public le décret gouvernemental.

Liens privilégiés avec la CSU bavaroise

Certains dirigeants de la colonie, dont Paul Schäfer, son fondateur, sont désormais passibles de poursuites judiciaires s'ils n'abandonnent pas le Chili. De plus, les biens de la colonie ont été confisqués et seront confiés à l'Eglise méthodiste.

L'ambassadeur d'Allemagne à Santiago a approuvé la décision de fermeture. C'est d'ailleurs parce qu'elle a été « illicite » par le gouvernement de Bonn, après la démission du général Pinochet au début de 1988, que la colonie Dignidad risque aujourd'hui de disparaître. Reste à percer le mystère entourant ce grand domaine agricole adossé à la cordillère des Andes, exploité avec un soin méticuleux depuis l'arrivée des premiers colons en 1961, et gardé par une milice privée. Car la raison d'Etat empêche, pour le moment, de répondre à la question fondamentale : pourquoi la colonie Dignidad a-t-elle bénéficié, pendant plus de vingt-cinq ans, de la protection des gouvernements successifs de la RFA et de la mansuétude des gouvernements chiliens, y compris de ceux du démocrate-chrétien Eduardo Frei et du socialiste Salvador Allende ?

Des liens privilégiés existaient entre la colonie et la CSU bavaroise, dont le leader historique, Franz-Josef Strauss, rendit visite à plusieurs reprises à ses compatriotes du Sud chilien. Autre invité de marque des colons allemands : M. Gerhard Mertins, l'un des plus importants marchands de canons d'outre-Rhin, dont les accointances avec le BND, le service de contre-espionnage allemand, sont de notoriété publique. En outre, la colonie exploite, à travers des hommes de paille, plusieurs gisements de minerais rares, dont la production est destinée à l'Allemagne.

GILLES BAUDIN

Le Monde DOSSIERS & DOCUMENTS

NUMÉRO SPÉCIAL - 16 pages

LA VILLE ET SES BANLIEUES

La croissance des grandes villes et plus particulièrement de leurs banlieues a redémarré en force dans les années 80, après avoir stagné pendant la précédente décennie.

Il faut toutefois remonter aux années 60 pour comprendre la brutalité d'un phénomène qui visait avant tout à vider les cités-dépôts, les bidonvilles honteux, les taudis des marchands de sommeil. Ainsi sont nés les grands ensembles et les villes nouvelles.

En 16 pages, le Monde dossiers et documents dresse le bilan du mal-vivre des banlieues et expose les solutions mises en œuvre.

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

POLITIQUE

... Le Monde • Jeudi 7 février 1991 11

Un entretien avec M. Philippe Séguin

L'évolution vers un régime présidentiel s'impose, selon le député RPR des Vosges

Dans l'entretien qu'il nous a accordé, M. Philippe Séguin (RPR), partisan d'une évolution des institutions vers un régime présidentiel à l'américaine, remarque qu'en temps de crise le Parlement ne peut pas jouer le rôle qui devrait être le sien. Contrairement à M. Bernard Pons, président du groupe RPR de l'Assemblée nationale, M. Séguin, député des Vosges, est hostile à une nouvelle convocation du Parlement en session extraordinaire. Le Parti communiste la réclame, tandis que le groupe UDF a renoncé, mardi 5 février, à la demander. Une majorité de députés de ce groupe pensent que rien ne la justifie pour l'instant, alors que d'autres, comme M. François d'Aubert (Mayenne), estiment que « le Parlement s'automutue ».

« En temps de crise, le Parlement peut-il jouer son rôle, compte tenu de nos institutions ? »

« J'ai regretté que l'on ait pu

donner à croire, le 16 janvier, que le Parlement avait déclaré la guerre. Nous n'avons fait que donner notre approbation à la politique du gouvernement qui, elle-même, impliquait l'entrée en guerre. Mais cette dernière décision relevait de la seule responsabilité de l'exécutif. Ce qui se passe depuis plusieurs semaines ne peut que me confirmer dans mon désir de voir évoluer nos institutions.

« Le Parlement, une nouvelle fois, a du mal à justifier son utilité vis-à-vis de l'opinion publique. En revanche, l'information permanente qu'il réclame du gouvernement (par les délégations reçues à Matignon ou par le travail des commissions) me paraît de bon augure pour le renforcement de sa fonction de contrôle. Et si je suis favorable au régime présidentiel, c'est justement pour que le Parlement conserve un pouvoir législatif, au moins marginal mais bien réel, et qu'il puisse développer sa fonction de contrôle. Dans ce cadre, une majorité pourrait exercer ce pouvoir avec détermination sans être considérée, pour autant, comme traître au gouvernement qu'elle doit soutenir.

« Certains groupes parlementaires, dont le vôtre, se sont prononcés pour la convocation

du Parlement en session extraordinaire. Ne serait-ce pas une façon d'associer un peu plus les députés et les sénateurs, sinon à la gestion, du moins au contrôle de l'action du gouvernement dans la guerre du Golfe ?

« Je n'en vois pas l'utilité, dans la mesure où, à l'heure qu'il est, il faut, avant tout, être attentif à la cohésion nationale. Il n'est pas souhaitable de relancer un débat au Parlement qui ne déboucherait sur rien de concret. Nous sommes dans une phase militaire. Elle doit être conduite sans que rien ne vienne la gêner. Rien ne doit être fait qui puisse paraître affaiblir notre effort de guerre. L'opposition n'aurait donc rien à gagner à une telle convocation. J'ajoute que cette session extraordinaire hebdomadaire aurait quelque chose de saugrenu au regard des institutions.

« Pourquoi ?

« Une session extraordinaire, ordinaire tous les mercredis, ce serait un peu curieux... Il existe aujourd'hui des canaux d'information ; il faut les laisser fonctionner.

« En revanche, si demain des données nouvelles apparaissent, comme par exemple l'évacuation

du Koweït par l'Irak, et si certains de nos alliés refusaient d'arrêter les hostilités, alors là, oui, il faudrait qu'il y ait au Parlement un débat. Je suis très attaché au respect scrupuleux des motifs de notre engagement dans ce conflit.

« La commission de la défense nationale de l'Assemblée se réunit mercredi 6 février pour entendre le nouveau ministre de la défense, M. Pierre Joxe. Pour la circonstance, elle sera ouverte à tous les députés. Cela ne contribue-t-il pas à une meilleure information des députés ?

« Je suis sceptique sur l'intérêt de ce gigantesque « happening ». Qu'est-ce que le Parlement aura à gagner à s'agiter et à s'entendre commenter des informations qui seront déjà dépassées par les événements ?

Les « officiers généraux politiques »

« L'apparition sur le petit écran de généraux ou d'amiraux vous a-t-elle choqué ?

« Je n'ai pas admis l'opportunité du passage de l'amiral Lanxade sur

TF 1, pas plus que la venue du général Menu devant le groupe RPR la semaine dernière. J'ai d'autant moins compris cette dernière initiative que l'on s'était répandu la veille en quolibets sur ces généraux en retraite ou en activité qui se déployaient sur les ondes. Je m'inquiète de cette propension du pouvoir politique à déléguer des militaires pour exposer des problèmes qui ont forcément une tonalité politique et qui donc les dépassent. J'ai été très étonné que le premier ministre donne son feu vert pour la venue de son chef de cabinet militaire devant nous.

« Matignon a précisé, à la suite de cette audition, que le général Menu et l'amiral Lanxade parlaient avec l'aval de leurs « patrons », et que le chef de l'Etat et le premier ministre en assumaient donc, naturellement, la responsabilité.

« Si je comprends bien, il s'agit donc d'« officiers généraux politiques ». J'ignorais que l'espèce en existait. Si je ne craignais de citer M. Jean-Pierre Chevènement, je dirais que j'ai une conception de la République qui s'oppose à ce genre de pratiques...

« Les parlementaires ne sont

pas inactifs aujourd'hui et cherchent à maintenir le dialogue avec un certain nombre de pays du pourtour méditerranéen. Cela ne montre-t-il pas qu'il existe pour le Parlement un certain espace diplomatique à explorer ?

« Je n'ai jamais été très favorable à la diplomatie parlementaire. En ce moment, elle se développe en parallèle, au-delà du raisonnable. Il conviendrait que le ministre des affaires étrangères et les présidents des commissions et des groupes s'attachent à coordonner les initiatives, sans pour autant que cela porte atteinte à leur liberté.

« Si on ne le fait pas, on retrouvera des situations du genre de celle que nous venons de vivre : des visites nombreuses en Israël, certes légitimes compte tenu des circonstances, qui ont fait contraste avec notre quasi-absence, injustifiable, en Afrique du Nord. Cela a été très mal ressenti sur place.

Propos recueillis par PIERRE SERVANT

Pour défendre une profession controversée

Les principaux conseils en lobbying créent une association syndicale

Aider les entreprises à faire prendre en compte par les pouvoirs publics, gestionnaires de l'intérêt général, des intérêts particuliers, c'est-à-dire être un lobbyiste, n'est pas facilement admis en France. Pour tenter de faire comprendre ce métier et d'en défendre une pratique honnête, une association professionnelle vient d'être créée.

Longtemps, ils ont préféré rester dans l'ombre. Leur métier d'intermédiaires entre les entreprises, d'une part, la classe politique et l'administration publique d'autre part, les oblige, il est vrai, à une certaine réserve. La tradition française, selon laquelle tout groupe de pression est supposé agir contre l'intérêt général, les contraignait, pensaient-ils, à ne pas se vanter de faire profession de lobbyiste. Aujourd'hui, ils estiment que la discrétion n'est plus de mise et que, au contraire, leur métier doit être défendu, justifié au grand jour.

Douze des principaux cabinets de Paris viennent de créer l'Association française des conseils en lobbying. Elle est présidée par M. Thierry Lefebvre, un ancien avocat qui, après avoir travaillé notamment auprès de M. Edouard Balladur lorsque celui-ci était

ministre d'Etat dans le gouvernement Chirac de cohabitation, a monté sa propre entreprise. Les deux vice-présidents sont M. Jean-Louis Dutarrier, un avocat qui a joué un rôle chez les « rénovateurs » du RPR, et M. Olivier Le Picard, un des premiers à avoir créé au développement du lobbying en France.

La présence d'un membre du barreau n'est pas l'effet du hasard, nombre d'avocats développant leur clientèle dans ce sens ; la seule condition mise à leur appartenance à l'association est que la moitié de leur chiffre d'affaires provienne d'activités de lobbying ; comme les autres postulants, ils devront avoir exercé deux ans cette profession avant de pouvoir adhérer à l'association.

Un code de déontologie

L'objectif premier est de donner une sorte de garantie de sérieux à un métier aussi décrié qu'il est mal connu. Tous ceux qui font profession de conseiller les entreprises dans leurs rapports avec l'administration et les élus redoutent d'être victimes du climat ambiant qui associe politique et affairisme.

Ils se défendent donc, avec véhémence, d'être mêlés en quoi que ce soit au financement de la vie politique. Ils font ainsi valoir qu'ils conseillent les entreprises dans leurs rapports avec l'administration et les élus redoutent d'être victimes du climat ambiant qui associe politique et affairisme.

Il est difficile de faire respecter certaines règles éthiques dans un métier où il s'agit, pour l'essentiel, de convaincre les gestionnaires de l'intérêt public de tenir compte d'intérêts particuliers. D'où les tentatives qui se font jour, ici et là, de bâtir un code de déontologie en tenant compte, par exemple, de ce qui s'est fait aux Etats-Unis, mère du lobbying. Les professionnels, qui croient à l'intérêt de leur rôle mais qui en acceptent aussi les limites, souhaitent que soient fixées de telles règles. Ils ne veulent cependant pas être mis devant le fait accompli et tiennent à être associés aux réflexions en cours. C'est aussi pour cela qu'ils ont créé leur association afin de disposer d'un instrument représentatif.

Th. B.

Adoption du budget d'Aquitaine

Le budget de la région Aquitaine a été adopté, lundi 4 février, par trente-neuf voix, celles de la droite (UDF, RPR, CNR) qui dirige l'exécutif - contre quatre (FN) et huit abstentions (PCF). Les trente-neuf membres du groupe PS, MRG et Association des démocrates n'ont pas pris part au scrutin.

Devant la menace des trois groupes d'opposition de voter contre la première mouture du budget, l'exécutif, présidé par M. Jean Tavernier (RPR) avait préféré, le

17 décembre dernier, remanier son document. La droite, en deuxième lecture, a ainsi concédé au PC la totalité de ce qu'il demandait : 40,73 % des 2 358 milliards de francs du budget aquitain seront ainsi alloués aux lycées.

Le Front national, naguère associé à la gestion régionale, a ironisé sur « la nouvelle majorité dont la corbeille de mariage coûtera cher aux contribuables ». Il faisait ainsi allusion à la hausse de 15,7 % de la fiscalité. (Corresp.)

DÉFENSE

La Grande-Bretagne et l'Espagne se rallient au programme Eurosam

Quatre pays européens s'associent sur un projet de missile sol-air

La France, le Royaume-Uni, l'Italie et l'Espagne ont conclu un protocole d'accord pour l'étude et le développement en commun d'un nouveau système de missile sol-air de défense de zone. Les travaux de définition de cet armement devraient durer deux ans. L'accord a été conclu en janvier, mais il n'a été annoncé que le mardi 5 février de source britannique.

Après avoir créé une société conjointe, dénommée Eurosam, la France et l'Italie avaient déjà lancé le développement d'un missile, l'Aster, sous la maîtrise d'œuvre du groupe français Aérospatiale et avec la participation de l'entreprise italienne Selenia. L'Aster se présente - en deux versions - sous la forme d'un missile sol-air (anti-avions, avec des capacités

anti-missiles) à moyenne portée. Une première version est l'Aster-15 pour la défense sol-air à partir du sol et la seconde version, l'Aster-30, doit équiper, dans le cas de la France, outre le porte-avions Charles-de-Gaulle en chantier, les nouvelles frégates anti-aériennes de la marine.

La Grande-Bretagne et l'Espagne, qui, de leur côté, étaient intéressées à l'origine par un projet analogue de l'OTAN, viennent donc de se rallier au programme Eurosam, en cherchant à en dériver un système d'armes pour leurs propres marines de guerre à partir de la version Aster-30. Mais les Français et les Italiens n'excluent pas que les Britanniques et les Espagnols puissent s'attacher aussi au projet Aster-15.

Premier des sous-marins stratégiques

Le « Redoutable » prend sa retraite après vingt ans de service

Opérationnel depuis 1971, le sous-marin stratégique le Redoutable a retrouvé, mardi 5 février, sa base de l'île Longue, en rade de Brest, à l'issue de sa cinquante-huitième et dernière patrouille au service de la dissuasion nucléaire. Cette échéance était prévue après vingt ans de fonctionnement au sein de la Force océanique stratégique (FOST) ; il y a été le premier sous-marin lance-missiles balistiques d'une série qui, aujourd'hui, en compte cinq autres (d'une classe très différente) dans le cycle des patrouilles opérationnelles.

Déplaçant 9 000 tonnes en plongée, le Redoutable avait été lancé en 1967. Il était armé jusqu'à ce jour de seize missiles mer-sol qui portaient à plus de 3 500 kilomètres de distance une charge thermonucléaire unique d'une puissance mégatonnique (environ cinquante fois la bombe d'Hiroshima).

Au cours de ses cinquante-huit patrouilles, le Redoutable a navigué durant près de trois mille cinq

cents jours, passé plus de quatre-vingt-trois mille heures en plongée et parcouru l'équivalent de 720 000 kilomètres (dix-huit fois le tour de la terre). Il va maintenant débarquer ses missiles avant de participer jusqu'à son désarmement définitif en octobre - à une dernière campagne d'essais à la mer pour étudier le comportement de certains matériels qui seront embarqués à bord du Triomphant, le premier (qui sera prêt à partir de 1994) d'une série de plusieurs sous-marins de nouvelle génération.

Après quoi, la tranche du Redoutable qui contient le réacteur nucléaire sera découpée et stockée en sécurité.

Convoyé par les villes de Cherbourg et de Brest, le Redoutable pourrait finir ses jours comme pièce maîtresse d'un musée naval national que souhaitent créer des institutions locales si l'Etat consent d'autre part une aide financière.

alternatives ECONOMIQUES

fevrier 91

GUERRE DU GOLFE : et maintenant ?

LE BILAN DES ANNEES THATCHER

LA CHARITE SAISIE PAR LE MARCHÉ

ALTERNATIVES ECONOMIQUES 12 RUE DU CHAIGNOT 21000 DIJON TEL : 80 30 97 76

(Publicité)

Pierre MENDÈS FRANCE

ŒUVRES COMPLÈTES

Vient de paraître

tome VI

Une vision du monde 1974-1982

déjà parus

tome I

S'engager 1922-1943

tome II

Une politique de l'économie 1943-1954

tome III

Gouverner, c'est choisir 1954-1955

tome IV

Pour une République moderne 1955-1962

tome V

Préparer l'avenir 1963-1973

GALLIMARD nrf

INSTITUT PIERRE MENDÈS FRANCE

52, rue du Cardinal-Lemoine, 75005 PARIS. Tél. : 44-27-18-80

Libres anciens sur les

PROVINCES DE FRANCE

2 catalogues par an

Librairie GUÉNÉGAUD

10, rue de l'Odéon

75006 Paris

Tél. : 43-26-07-91

ÉDUCATION

Tensions au congrès de Clermont-Ferrand

La minorité de la FEN se dit prête à la relève

Climat polaire au congrès de Clermont-Ferrand. Si la traditionnelle séance de vérification des mandats, particulièrement mouvementée cette année (avec trente et un recours contre treize en 1988), avait réussi à réchauffer un peu l'atmosphère de la première matinée, lundi 4 février, la température est vite retombée.

CLERMONT-FERRAND

de notre envoyée spéciale

Passé le discours fleuve du secrétaire général (le Monde du 4 février), écouté avec retenue mais sans enthousiasme débordant, la deuxième journée a été consacrée au débat strictement minuté des « petits syndicats », venus présenter leur rapport d'activité. Mais, la partie se jouait moins dans les travaux clairs que dans les coulisses, où les États-majors des gros appareils préparaient la scène suivante. Le calendrier des hostilités est d'ores et déjà fixé. Il faudra attendre le jeudi 8 pour assister aux grandes manœuvres puisque doit alors commencer le débat sur l'avenir de la fédération enseignante.

La majorité fédérale s'est donnée une mission à haut risque : remodeler l'architecture interne de la FEN pour en faire l'ombilic de ses adhérents et « redynamiser » la

quatrième centrale syndicale française, selon l'analyse de M. Joël Oger, rapporteur du thème central. Rien n'a filtré encore, au grand dam des minorités qui s'impatientent, du programme précis de cette vaste opération de ravalement.

Tout repose formellement sur la tenue d'un congrès extraordinaire, dont le principe doit être adopté par un vote, vendredi 8 février, ainsi que l'exigent les statuts. Quasiment assurée, comme l'indiquent les pointages, d'emporter le morceau, la direction de la FEN semble s'orienter vers une position minimale qui l'engagerait le moins possible. Seuls la date du congrès extraordinaire – vraisemblablement dans les dix-huit mois – et le principe d'une « consultation préalable des adhérents de la FEN », ainsi que « les grandes lignes de la restructuration », a précisé M. Yankick Simbrun, secrétaire général, seraient dévoilés à Clermont-Ferrand.

« Ni référendum ni chèque en blanc »

D'où la colère des minoritaires, notamment ceux de la tendance UA (Unité Action), animée en particulier par des communistes et forte de son principal pilier, le SNES (Syndicat national des enseignants du second degré), deuxième syndicat de la FEN. Même s'ils ont quelques mystères sur la stratégie qu'ils préparent, les

militants UA récusent, d'ores et déjà, toute forme de consultation directe de la « base », qui ne serait pas balisée par les syndicats nationaux. « Ni référendum, ni chèque en blanc », résume M^{me} Monique Vuaillet, secrétaire générale du SNES.

Autrement dit, les minoritaires de la FEN refusent de cautionner la convocation d'un congrès sans savoir sur quel schéma de reconstitution porteront les débats. Et ils ont beau jeu de souligner que « les syndicats ne se sentent pas concernés par ces manœuvres d'appareil. Pas plus ceux du SNI que ceux du SNES ou du SNETAA. Un congrès qui se réunirait pendant cinq jours pour décider que, finalement, il ne décidera rien : quelle image de la Fédération va-t-on leur renvoyer ? » Et M^{me} Monique Vuaillet ponctue : « Nul besoin d'un congrès extraordinaire pour faire du neuf dans la FEN ».

En fait, le SNES ne veut surtout pas d'un remodelage interne qui obligerait les syndicats à se ranger sous la bannière d'une « branche » professionnelle regroupant l'ensemble des enseignants, car la manœuvre aurait pour effet de libérer le SNI-PEGC du champ trop étroit dans lequel il se sent enfermé : le premier degré. Et donc de renforcer, « artificiellement », le pôle majoritaire de la FEN.

Toutefois, dans la mesure où ils veulent « rester dans la FEN », la marge de manœuvre des militants UA semble étroite. Même s'ils n'hésitent pas à affirmer qu'ils constituent « une alternative à l'équipe actuelle ». Mais avec quelles forces d'appoint ? Malgré les convergences « de plus en plus nettes » du SNES avec le nouveau courant. Autrement, qui regroupe les enseignants du technique, ce dernier ne constitue pas encore un pôle suffisamment puissant. Et ses responsables s'occupent surtout, pour le moment, à renvoyer dos à dos les deux tendances « poids lourds » de la FEN. Et à compter les points. CHRISTINE GARIN

JUSTICE

A la cour d'assises de Meurthe-et-Moselle

Le second crime attribué à Simone Weber

La deuxième partie du procès de Simone Weber a commencé mardi 5 février devant la cour d'assises de Meurthe-et-Moselle. Il s'agit presque d'un second procès car l'accusée doit maintenant s'expliquer sur la disparition de Bernard Hettier, son dernier compagnon, disparu le 22 juin 1985, et que l'accusation lui reproche d'avoir tué avant d'utiliser une mouléuse à béton pour découper le corps.

NANCY

de notre envoyé spécial

« On chemine tout doucement » répète souvent M^{me} Garaud. Certes, depuis bientôt trois semaines, les débats n'ont pas révélé d'éléments déterminants. L'emploi de Marcel Fizard, le second mari de Simone Weber, décédé le 10 mai 1980, n'a pas été démontré sur même les experts se sont déclarés sceptiques.

Le dossier concernant Bernard Hettier se présente différemment. L'accusation ne dispose toujours d'aucune preuve mais le tissu de présomptions est plus conforme aux usages judiciaires. D'ailleurs, les débats ont changé de ton pour se placer sur un registre normal où défense et accusation peuvent jouer leur rôle sans s'agiter dans des commérages, même si la personnalité des protagonistes invite à tomber dans ce travers.

Simone Weber a rencontré Bernard Hettier en 1966. Il n'était alors que le compagnon d'une collègue de travail de M^{me} Weber. Puis ils se sont revus en 1981 et il lui a fait la cour. « C'était un garçon doux et agréable », remarque Simone

Weber avec nostalgie en ajoutant : « Je ne suis pas le genre de femme à coup de foudre. » Mais, le plus souvent, elle en parle au présent. Car, pour elle, Bernard n'est pas mort. Il a seulement disparu.

Ils sont devenus amants, mais M^{me} Weber s'insurge : « Je n'aime pas beaucoup ce mot. Les journalistes disent « son dernier amant ». C'est honteux ! Je leur dis bien gentiment : je ne suis pas ce genre de femme qui racole. » La présidente Pasquod emploie donc une autre formule, qu'il emprunte au propre langage de l'accusée, pour lui dire : « Cette relation ne s'est donc pas limitée à des galipettes. » Elle éclate de rire, mais le ton est donné et les débats oscillent ensuite entre la comédie de boulevard et le grand-guignol.

« Suivie par le troupeau »

Peu après avoir connu Bernard Hettier, M^{me} Weber s'est aperçue qu'elle n'était pas la seule. « Je ne suis pas le genre de femme à partager », reconnaît l'accusée. Mais elle se plaint surtout d'avoir été importunée par les nombreuses maîtresses de Bernard Hettier, qui l'auraient surveillée ou harcelée au téléphone, et elle déclare sans sourire : « J'étais suivie par le troupeau. »

Nathalie, l'une de ces maîtresses, vient témoigner. Elle a connu Bernard Hettier en 1980, alors qu'elle avait vingt-trois ans. Elle raconte sa liaison avec simplicité. Mais les avocats de la défense s'intéressent seulement à un détail précis. Un tronc humain repêché le 15 septembre 1985, à Pancy, dans un bras mort de la Marne, n'a pas pu être identifié. Or il comporte une cicatrice à l'aine, résultant d'une opération de l'appendicite.

Les défenseurs voudraient donc savoir si Nathalie a remarqué cette cicatrice. La jeune femme n'a pas remarqué, mais les avocats insistent pour obtenir une réponse précise. « La défense n'a pas de pudeur ! » proteste M^{me} Paul Lombard, conseil de la famille Hettier, partie civile. Mais Colette, une autre maîtresse, subit le même sort. Elle a beau dire et répéter que « Bernard était très pudique », les avocats de la défense et ceux des parties civiles se relaient pour tenter de lui faire dire avec une insistance navrante si la lumière était allumée ou s'il faisait sombre... A chaque réponse, la salle glousse. Non, Colette n'a pas vu de cicatrice.

Pourtant, Colette a des choses plus intéressantes à dire. Depuis six ans, elle est devenue une simple amie de Bernard Hettier et elle est la dernière à l'avoir vu le 22 juin 1985. Il est venu chez elle à 5 heures du matin, en quittant son travail de nuit pour lui confier en parlant de Simone Weber : « Je n'ose pas rentrer chez moi. Elle m'attend dans la voiture avec le fusil. » Colette ajoute : « Il disait toujours qu'il avait peur et qu'elle dormait avec un revolver sous son oreiller. » Quelques mois avant sa disparition, il lui avait même dit : « C'est pas possible, elle me drogue », en constatant qu'il s'endormait brusquement sans raison.

Simone Weber explose contre « ces dépositions de basse classe » et, dans sa colère, lance : « Ce n'est pas la peine de continuer, ce n'est pas un procès équitable. Et on parle de faire respecter le droit au Koweït ! Tout ça c'est du baratin ! »

MAURICE PEYROT

CATASTROPHES

Le séisme au Pakistan et en Afghanistan aurait fait plus de 1 300 morts

NEW-DELHI

de notre correspondant en Asie du Sud

Le bilan du tremblement de terre qui a été fortement ressenti, vendredi 1^{er} février, dans le nord du Pakistan et en Afghanistan, s'alourdit jour après jour.

Les autorités de Kaboul indiquent que près d'un millier de personnes seraient mortes des suites du séisme. A ce chiffre, il faut ajouter entre 300 et 500 morts au Pakistan, ce qui donne un total d'environ 1 300 morts, certaines sources non officielles, notamment l'agence de presse américaine UPI, avançant le chiffre d'environ 2 000 victimes. Au Pakistan, certaines sources restent encore très difficiles d'accès, comme la région de Chitral (située à environ 160 kilomètres de l'épicentre). Des secours ont cependant pu être acheminés, mardi 5 février, par des hélicoptères de l'armée pakistanaise.

LAURENT ZECCHINI

SCIENCES

Lancement d'un réseau de télécommunications pour la recherche

Les laboratoires français se connectent

MM. Lionel Jospin, Paul Quilès et Hubert Curien, ministres de l'éducation nationale, des postes et télécommunications, et de la recherche et de la technologie, ont signé mardi 5 février un protocole d'accord pour la mise en œuvre de « Renatel », réseau national de télécommunications pour la recherche, qui permettra l'interconnexion des grands centres de recherches, établissements universitaires et réseaux régionaux existants.

Depuis longtemps, le téléphone ou l'échange de courrier ne suffisent plus aux scientifiques pour communiquer entre eux. La firme américaine IBM fut parmi les premières, en 1983, à comprendre et exploiter ce besoin en offrant aux chercheurs de nombreuses facilités, et, aujourd'hui, la grande majorité d'entre eux sont connectés à la messagerie du réseau EARN (European academic and research network) exploité par IBM. Les réseaux spécialisés se sont multipliés.

Les plus performants – dits « à large bande » – permettent l'échange de flots d'informations impressionnantes entre ordinateurs géants.

En France, pratiquement tous les grands organismes de recherche ont leur réseau, ainsi que certaines régions tournées vers la haute technologie. Mais il n'existait pas encore de réseau national pour la recherche, comme en possèdent, par exemple, les Etats-Unis, la Grande-

Bretagne ou l'Allemagne. Le protocole signé mardi par MM. Jospin, Quilès et Curien vise à combler ce retard.

C'est France Telecom qui mettra en place et exploitera ce réseau. La première phase (analyse des besoins des futurs utilisateurs, et étude d'ingénierie) devrait être achevée en juin prochain, les premières connexions sont prévues pour fin 1992, avec une capacité de deux mégabits par seconde (deux millions d'informations par seconde, contre, par exemple, 64 000 pour le réseau Numéris). Renatel devrait ensuite monter en puissance pendant plusieurs années pour atteindre, espèrent ses promoteurs, une capacité de 100 mégabits par seconde.

Connecté par la suite aux autres réseaux européens, il facilitera les coopérations et les transferts de connaissances, permettra l'accès aux fichiers et aux grandes bases de données, la mise en commun de grandes puissances de calcul entre plusieurs laboratoires, la collecte, l'échange et la comparaison des résultats, les documents graphiques et les images pouvant aussi être exploités à distance.

EN BREF

□ M. Jean Ripert élu à la tête de la commission internationale sur le changement de climat. – Ancien commissaire français au Plan, M. Jean Ripert a été élu, lundi 4 février, président de la commission intergouvernementale de négociations chargée, sous l'égide des Nations unies, de rédiger, d'ici à 1992, un projet de convention sur les moyens de prévention contre le réchauffement du climat de la planète.

□ Une tonne d'explosifs volée près de Porto-Vecchio (Corse-du-Sud). – Neuf cent quatre-vingt-cinq kilos de dynamite ont été volés, par un commando de plusieurs inconnus, durant la nuit du lundi 4 au mardi 5 février, sur le chantier du barrage de Rizzanese (Corse-du-Sud), près de Porto-Vecchio. Les explosifs étaient placés dans des caisses à l'intérieur d'un bâtiment protégé par un système d'alarme qui a été déjoué.

RELIGIONS

La mort du Père Pedro Arrupe

Suite de la première page

Il fut d'abord en Belgique, où il étudia la philosophie, puis aux Pays-Bas, pour la théologie, avant d'être envoyé aux Etats-Unis où il fut ordonné prêtre en 1936. Il hésitait entre la mission au Japon et la psychiatrie. Ses supérieurs optèrent pour la première.

Pedro Arrupe partit pour le Japon en 1938, « d'abord comme missionnaire, avant d'être nommé maître des novices, puis recteur du noviciat. « Mes vingt-sept ans dans ce pays m'ont apporté de multiples expériences, raconta-t-il, et notamment celle d'avoir vécu l'explosion atomique d'Hiroshima : expérience unique que de voir mourir quatre-vingt mille personnes en une seule journée, et d'assister, pendant les six à douze mois qui suivirent, à la lente agonie de cent vingt mille autres victimes de la même explosion. »

Nommé vice-provincial du Japon en 1954, le Père Arrupe en devint provincial lorsque le Japon fut érigé en province le 18 octobre 1958. Pendant cette période, et jusqu'à son départ en 1965, le nombre de novices jésuites attei-

gnit 430 (ils étaient 86 à son arrivée dans le pays). Sous son impulsion, l'université catholique de Tokyo prit une grande extension. Le Père Arrupe avait publié plusieurs ouvrages de spiritualité en japonais et traduit des œuvres de saint Ignace. Il avait d'ailleurs été marqué par son séjour au Japon et aimait prier « à l'orientale », assis par terre. Fasciné par la culture japonaise, il renoua avec l'« inculturation », des premiers missionnaires.

A la mort du supérieur général, le Belge Jean-Baptiste Janssens, en 1964, le Père Arrupe se rendit à Rome avec les autres provinciaux. Le 22 mai 1965, les 218 jésuites électeurs, qui représentaient les 36 000 membres de l'ordre répartis en 90 pays, réunis en congrès général à l'élection, au troisième tour de scrutin, proposèrent le Père Arrupe à la présidence de la Compagnie de Jésus.

Les contretemps de Vatican II

L'élection du Père Arrupe a coïncidé avec la fin du concile Vatican II et, à quelques mois de distance, avec l'élection comme pape de Jean-Baptiste Montini sous le nom de Paul VI. Le « pape noir » et le « pape blanc » ont eu pour tâche de mettre en œuvre les réformes conciliaires et de faire face à la crise qui s'ensuivit. Mais, là où Paul VI s'est montré indécis et crispé, le Père Arrupe a fait preuve d'un optimisme réaliste et d'une grande sérénité.

C'est sans doute cette différence de tempérament – elle se traduisait chez le général des jésuites par une confiance presque illimitée dans les religieux qui tentaient des expériences nouvelles et parfois osées à travers le monde – qui explique les tensions qui ont existé entre le Père Arrupe et les trois papes qu'il a connus comme supérieur général. Car, au nom du « quatrième vœu » selon lequel les jésuites promettent une fidélité particulière au pape, le Saint-Siège a toujours surveillé de près la Compagnie de Jésus.

Paul VI n'avait pas hésité à s'immiscer dans les travaux de la 32^e congrégation générale de l'ordre (1974), interdisant aux jésuites l'extension à tous les jésuites du quatrième vœu, réservé jusqu'alors

aux seuls prêtres « profs ». Avant sa mort, Jean-Paul II avait rédigé un texte dans le même sens, et Jean-Paul II avait, à son tour, demandé au Père Arrupe de renvoyer à des « conférences préparatoires » dans la Compagnie : « les tendances » à la « sécularisation de l'ordre » et à des manquements à l'austérité et à la discipline de la vie religieuse et communautaire, à la fidélité au magistère en matière de doctrine et au caractère sacerdotal du travail apostolique.

Il est vrai que les jésuites sont allés très loin dans leur adaptation et leur intégration aux milieux qu'ils veulent évangéliser, mais cela fait partie de leur tradition et du génie de leur fondateur. Longtemps avant les débats actuels sur l'inculturation de la foi dans les différents pays, un Matteo Ricci en Chine ou un Roberto da Nobili en Inde avaient mis cette idée en pratique en adoptant les coutumes du pays.

Evidemment, une telle entreprise comporte des dangers, et des tentatives de sécularisation ont amené des jésuites soit à quitter l'ordre – les départs furent nombreux dans la période postconciliaire – soit à une organisation de type plus « biblique » où les lignes d'intercommunication et d'influence sont multiples.

De tels propos n'étaient évidemment pas du goût de tout le monde et les critiques n'ont pas manqué. Mais comme l'a écrit le Père Henri Madelin, alors provincial des jésuites en France, à propos du Père Arrupe : « Il ne s'agit pas de soupçonner de compromission, de faiblesse, d'arrière-pensée », non seulement il s'est montré solidaire des jésuites « même de leurs maladresses » – mais il a refusé de « recourir aux arguments d'autorité et de puissance ».

Devant le désaveu de Jean-Paul II, en 1979, le Père Arrupe avait décidé de démissionner : fait sans précédent dans l'histoire quatre fois séculaire de la Compagnie. Le pape lui demanda de surseoir à cette décision et, impressionné par l'obéissance sans faille, aussi bien du général, frappé par une thrombose cérébrale en 1981, que de ses troupes, qui critiquaient mais ne partaient pas, il autorisa la convocation d'une nouvelle congrégation qui élit le Père Peter-Hans Kolvenbach en 1983. Depuis, et jusqu'à sa mort, Pedro Arrupe a souffert en silence, mais sa présence muette, au cœur de la Compagnie, a permis à celle-ci de maintenir le cap qu'il lui avait fixé.

encouragé la collégialité au sein de la Compagnie elle-même, en faisant remarquer : « Nous devons passer progressivement de l'organisation « pyramidale », qui de la base remonte jusqu'au supérieur, à une organisation de type plus « biblique » où les lignes d'intercommunication et d'influence sont multiples. »

De tels propos n'étaient évidemment pas du goût de tout le monde et les critiques n'ont pas manqué. Mais comme l'a écrit le Père Henri Madelin, alors provincial des jésuites en France, à propos du Père Arrupe : « Il ne s'agit pas de soupçonner de compromission, de faiblesse, d'arrière-pensée », non seulement il s'est montré solidaire des jésuites « même de leurs maladresses » – mais il a refusé de « recourir aux arguments d'autorité et de puissance ».

Devant le désaveu de Jean-Paul II, en 1979, le Père Arrupe avait décidé de démissionner : fait sans précédent dans l'histoire quatre fois séculaire de la Compagnie. Le pape lui demanda de surseoir à cette décision et, impressionné par l'obéissance sans faille, aussi bien du général, frappé par une thrombose cérébrale en 1981, que de ses troupes, qui critiquaient mais ne partaient pas, il autorisa la convocation d'une nouvelle congrégation qui élit le Père Peter-Hans Kolvenbach en 1983. Depuis, et jusqu'à sa mort, Pedro Arrupe a souffert en silence, mais sa présence muette, au cœur de la Compagnie, a permis à celle-ci de maintenir le cap qu'il lui avait fixé.

ALAIN WOODROW



Le Monde EDUCATION

Les langues dans tous leurs états

Pour sa neuvième édition, le Salon Expolangues attend des milliers de visiteurs à Paris

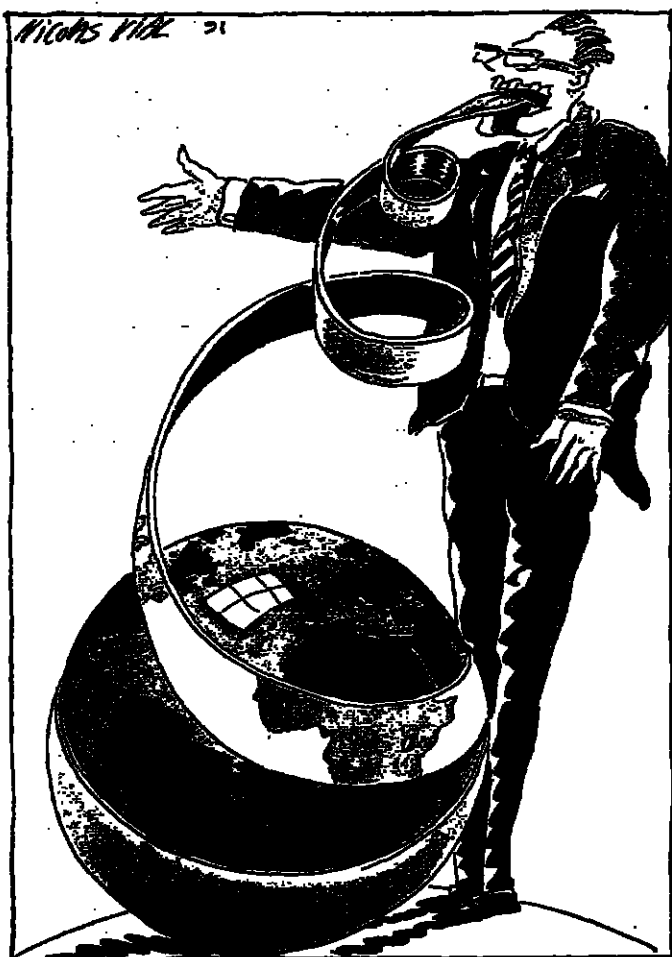
QUI a dit que les Français se souciaient peu des langues étrangères ? L'an dernier, ce sont près de 40 000 visiteurs qui ont circulé entre les stands du Salon Expolangues. Pour son édition 1991, cette grande foire aux langues vivantes accueillera, du 7 au 11 février, 280 exposants venus des quatre coins de France. Dans les locaux de la porte de Versailles, à Paris, Expolangues fête son neuvième anniversaire et le renouvellement d'un pari : celui de tenir un cap qui ne se vent pas uniquement commercial, mais aussi culturel.

L'histoire d'Expolangues remonte au début des années 80, lorsque la perspective de la construction européenne oblige les pays de la Communauté à réfléchir à leur rôle dans le domaine linguistique. M. Jean-Pierre Van Deth, alors membre du Haut Comité de la langue française, est chargé du dossier « réciprocité ». « Pour que leur langue continue d'être diffusée à l'étranger, explique-t-il, les Français doivent se rendre compte qu'il est important de connaître d'autres idiomes. » La politique hexagonale consiste à dire que le refus de la suprématie de l'anglais ne doit pas être relayé par une lutte pour la prédominance du français.

Effet de contagion

La solution de rechange réside dans la promotion de la diversité des langues et des cultures européennes notamment. D'où l'idée de lancer un Salon qui couvrirait tout le spectre des formations initiales et continues. Expolangues est donc créé, sans subventions de l'Etat (qui, tout de même, garantit une présence financière et morale par l'intermédiaire du stand de l'éducation nationale) et grâce aux sommes (souvent rondes) versées par les exposants pour la location d'un emplacement. Sans renier les considérations d'ordre marchand, M. Van Deth veut permettre aux visiteurs de « lire et entendre le monde en version originale ». Pour lui, l'apprentissage des langues est un pari sur l'homme, « sur sa capacité à dépasser par l'esprit les limites que la matière lui impose ».

D'après M. Van Deth, l'initiative était une sorte de première, tant au



universités (Paris III-Censier, Los Angeles ou Salamanca, par exemple), la grande foire des séjours linguistiques, les produits de formation continue, et aussi, pour la première fois, un petit Salon du livre étranger. « Il a fallu convaincre des éditeurs de se déplacer, les inciter à apporter des ouvrages n'ayant pas seulement trait aux langues, en dépit du nom du Salon », souligne M. Van Deth.

Certains exposants se montrent enthousiastes, d'autres plus mitigés. A l'Oxford Intensive School of English (OISE), une association qui organise des séjours linguistiques en liaison avec la prestigieuse université britannique, on estime qu'« Expolangues a suscité plus d'inscriptions il y a quelques années que maintenant. Les produits ne se renouvellent pas assez et le public non plus ». La manifestation demeure cependant une date incontournable, l'occasion de « rencontrer des collègues » et un passage obligé en matière d'image. Y compris pour ceux qui pensent, tout bas, que la location d'un stand leur coûte plus qu'elle ne rapporte effectivement. Certains éditeurs français ont même bousculé leurs calendriers afin que la sortie des ouvrages de langues coïncide avec le Salon.

L'important est de faire bonne figure face à un public composé de deux types de visiteurs : une moitié de professionnels (enseignants, traducteurs, responsables de formation continue, libraires, éditeurs ou spécialistes d'ingénierie linguistique) et l'autre d'étudiants, de parents, d'élèves et de curieux. Avec une incertitude attendante au conflit du Golfe. Les fidèles ne seront-ils pas atteints, comme il est fréquent ces temps-ci, de la psychose de l'attente ? En affirmant que toutes les précautions seront prises, M. Van Deth préfère parler d'avenir et de la préparation, dès aujourd'hui, des fêtes d'Expolangues 1992.

RAPHAËLE RÉROLE

Expolangues, Parc des expositions de Paris, porte de Versailles (Hall 4) (ouverture professionnelle le 7 février). Ouvert tous les jours de 10 heures à 19 heures, nocturne le 8 février jusqu'à 21 heures.

Gardiens du temple

L'ENSEIGNEMENT des langues, en France, repose sur un fantasme : au moment où il passe le baccalauréat, après sept ans de dur labeur, chaque jeune Français est supposé être bilingue. Capable, en somme, d'apprécier une pièce de Shakespeare, de lire le *Financial Times* dans le texte et de décrypter le bavardage d'un chauffeur de taxi londonien.

Chacun sait, pourtant, qu'il n'en est rien. Dans la plupart des cas, il ne reste de ces sept années que des rudiments plus ou moins sûrs, un pénible sentiment de rabâchage et le souvenir intense de quelques textes littéraires potassés pour l'épreuve du bac. A l'heure de l'Europe des Douze et de la mondialisation des échanges, le constat est cruel et un brin désespérant.

Mais comment pourrait-il en être autrement ? M. Jean Janitz, professeur à l'université Paris-III et chargé, au Conseil national des programmes, de réfléchir au problème de l'enseignement des langues, s'est livré à un calcul élémentaire. A raison de trois heures hebdomadaires pendant trente-cinq semaines par an durant sept ans, un élève d'une classe de vingt-cinq élèves aura pu pratiquer effectivement une langue étrangère pendant une douzaine d'heures, si l'on tient compte du temps pris par l'enseignant pour prodiguer explications et conseils. Douze heures effectives d'apprentissage en sept ans ! L'on mesure, jusqu'à l'absurde, l'inefficacité du système.

Surtout si l'on ajoute que, dans la plupart des cas, les classes de lycée comptant plus de vingt-cinq élèves, en particulier pour les langues vivantes les plus demandées comme l'anglais, où l'on atteint bien souvent des effectifs de trente-cinq à quarante élèves.

Cette inefficacité - qui assure, au passage, le succès des organismes de séjours linguistiques à l'étranger - se double d'un décalage parfois profond entre la nature de l'enseignement des langues, souvent jugé trop litté-

raire et livresque, et les besoins de communication quotidienne, pratique ou professionnelle, de plus en plus nécessaires dans le cadre des échanges internationaux. Mais, là encore, comment pourrait-il en être autrement ? La formation des enseignants de langues et les concours de recrutement français (CAPES et agrégation) restent totalement dominés par la tradition redoutable du commentaire littéraire.

Il serait dramatique, diront les gardiens du temple, de brader les subtilités d'une langue et la richesse d'une culture étrangère au bénéfice d'un utilitarisme élémentaire. Mais à enlever les enseignants dans une définition étroite de la culture, ne risque-t-on pas, du même coup, de priver les élèves de la motivation et du plaisir indispensables à la découverte d'une langue étrangère ?

Cruel dilemme

L'enseignement des langues, enfin, souffre d'une dernière contradiction. La France se targue, à bon droit, d'offrir à ses élèves une palette impressionnante de quatorze langues étrangères. Mais cette diversification va à l'encontre d'une demande sociale importante : pour les familles comme pour les milieux économiques, le choix de l'anglais s'impose en effet dans neuf cas sur dix.

Du coup le dilemme est cruel pour les chefs d'établissement. Ou bien ils maintiennent contre vents et marées l'enseignement des langues minoritaires et bloquent de précieuses heures pour des effectifs parfois dérisoires, au détriment des classes d'anglais pléthoriques. Ou bien ils suivent le courant dominant et concentrent leur quota d'heures sur les langues les plus demandées, au risque de faire disparaître les langues rares.

Inefficace, déphasé et mal réparti, l'enseignement des langues manque, semble-t-il, d'une réflexion globale capable de redéfinir ses objectifs et son organisation.

GÉRARD COURTOIS

L'anglais dominateur

92 % des élèves le choisissent
Un chiffre en constante augmentation depuis dix ans

L'ANGLAIS fait un tabac sur les bancs des collèges et des lycées. Distanciant largement tous les autres idiomes, la langue de Shakespeare dévore des « parts de marché » scolaire avec une belle assurance. Selon des chiffres datant de l'année scolaire 1989-1990 et récemment publiés par le ministère de l'Éducation nationale, 92 % des élèves l'apprennent en première ou en seconde langue. Tous cycles confondus, ce sont donc plus de cinq millions de jeunes qui ont jeté leur dévolu sur l'anglais dans l'enseignement général, technologi-

que et professionnel l'an passé. Au désespoir des spécialistes d'autres langues, qui se demandent parfois comment résister au rouleau compresseur anglo-saxon et attirer le chaland vers leurs disciplines.

Le premier cycle est le lieu d'élection de ce grand engouement. En 1989-1990, près de 87 % des collégiens se sont rûs vers l'anglais première langue, le plus souvent poussés par leurs parents. Lesquels, d'ailleurs, se montrent encore plus anglophiles dans l'enseignement privé (92 %) que dans le public (85 %). La montée en puissance de l'anglais première langue, régulière depuis le début des années 80, s'est en fait accentuée à partir de 1985 dans l'enseignement général et technologique. Les élèves qui ont commencé dans cette voie persévèrent en masse au lycée, avec toutefois une déperdition de deux points dans le public et de près de trois points dans le privé.

Dans l'enseignement professionnel, la demande croissante d'apprentissage des langues a, là encore, favorisé l'anglais, puisque 90 % des élèves de second cycle avaient opté pour cette voie en 1989-1990. La percée de l'anglais deuxième langue dans les filières générales est moins nette et subit même un léger fléchissement depuis 1980-1981, sans doute à cause de son succès en sixième. Cependant, 17,8 % des jeunes du public l'avaient adopté l'an passé dans les établissements publics et 9,5 % dans le privé.

L'allemand perd du terrain

Inversement, les autres langues sont de plus en plus choisies en deuxième position. L'allemand première langue est ainsi étudié par 13 % des élèves du public et par 6,9 % de ceux du privé, soit 11,7 % du total des élèves des deux cycles. Comme seconde langue en revanche, il reçoit les faveurs de 27,9 % des jeunes du public et de 31,3 % de ceux du privé, avec des pics dans les classes de premières et de terminales, où l'approche du baccalauréat galvanise les énergies.

Ce qui n'empêche pas cette langue de perdre du terrain, autant en première qu'en seconde langue, depuis le début des années 70. Et ce malgré l'augmentation des effectifs dans le second degré. Entre 1985-1986 et 1989-1990, l'allemand a « gagné » quelques 70 000 élèves supplémentaires. Pourtant, au cours de la même période, la part des germanophones

dans l'ensemble du second degré a diminué de 0,6 %. Reste à savoir si le changement géopolitique qui a donné le jour à la « grande Allemagne » pourra, dans l'avenir, modifier ce paysage. Les temps de latence dans ce domaine peuvent cependant être longs.

L'espagnol, au contraire, a pris une certaine vigueur en tant que deuxième langue. Sa cotation sur le marché des langues vivantes n'a cessé d'augmenter depuis 1970-1971, période où les hispanophones étaient à peu près aussi nombreux que les germanophones dans le second degré. En 1989-1990, 47,9 % des élèves du public et 55,8 % de ceux du privé se flattaient de pouvoir, un jour, lire Cervantes dans le texte. L'attrait de l'espagnol première langue est, en revanche, assez faible : 1,1 % des élèves privilégiaient cette voie l'an passé dans l'ensemble du second degré, avec une petite pointe pour l'enseignement professionnel (2,4 % d'adeptes dans le public et 2,2 % dans le privé).

Les autres langues atteignaient, l'année dernière, des scores marginaux, voire, pour certaines, résiduels. 5,4 % des élèves du public et 2,4 % de ceux du privé avaient choisi l'italien deuxième langue, les jeunes ayant opté pour cette langue en premier choix étant moins nombreux que ceux qui se sont dirigés vers le portugais. Quelques baroudeurs ont osé s'attaquer à des langues dites « exotiques », mais leur nombre donne la mesure de l'avenir. En 1989-1990, dans l'académie de Dijon, un seul courageux s'était inscrit en chinois, contre 137 476 en anglais.

R. R.

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS
DIRECTION DE L'ENSEIGNEMENT

32 ETABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT

- Formations Européennes et Internationales jusqu'à Bac + 5
- Formation continue au commerce international
- 10 langues étrangères enseignées à des fins professionnelles :
 - préparation aux examens des C.C.I. étrangères, aux diplômes Anglais et Américains et aux tests TOEFL et GMAT
 - formation de professeurs
- Français des affaires et des professions pour les étrangers
- Diplômes Internationaux CCIP : Russe et Français

**PRENEZ LANGUE
AVEC CEUX DONT C'EST LE METIER**

MINITEL 3614 code CCIP

**BUREAU POUR L'INFORMATION
L'ORIENTATION
ET LE PERFECTIONNEMENT**

47, Rue de Tocqueville
75017 Paris
Tél. : (1) 47 66 72 73

**DIRECTION DES RELATIONS
INTERNATIONALES DE LA
DIRECTION DE L'ENSEIGNEMENT**

42, Rue du Louvre
75001 Paris
Tél. : (1) 45 08 37 34

EXPOLANGUES stand : B31 - C30

L'ANGLAIS DE LA BBC

La plus grande école d'anglais du monde

LIVRES - AUDIOCASSETTES
COMPACT DISC - VIDEO

Venez nous voir à
Expolangues - Stand E-56

Rem : gratuits sur demande

ÉDITIONS-DISQUES BBC(M)

8, rue de Bani 75008 Paris
Tél. : 46-82-44-24

L'ANGLAIS DE LA BBC

La plus grande école d'anglais du monde

LIVRES - AUDIOCASSETTES
COMPACT DISC - VIDEO

Venez nous voir à
Expolangues - Stand E-56

Rem : gratuits sur demande

ÉDITIONS-DISQUES BBC(M)

8, rue de Bani 75008 Paris
Tél. : 46-82-44-24

epsci
école du groupe ESSEC

**Une autre façon d'enseigner
l'international**

**Nouveau programme
en 4 ans :**

**Formation à l'Export
et au Management
International**

GROUPE
ESSEC

EPSCI - av. Bernard Hirsch - B.P. 105 - 95021 Cergy-Pontoise
Téléphone : (1-61) 34 43 30 00 - Télécopie : 34 43 30 01

Bain Linguistique
SPECIAL U.S.A.

• région NEW YORK
• WISCONSIN • MONTANA
• VIRGINIE • MASSACHUSETTS
• CALIFORNIE • GETTYSBURGH
• TEXAS • LOUISIANE • ALASKA
• NEW HAMPSHIRE • HAWAII • FLORIDE
• KANSAS CITY • DETROIT • SEATTLE

« Séjours Internationaux Linguistiques et Culturels » (S.I.L.C.) agréments Jeunesse et Sports (n° 16.64) et Tourisme (n° 70.027) offre aux jeunes de nombreuses formules de séjours linguistiques originales : Bain Linguistique, Surf, Baseball, Découverte, Civilisation Américaine, Nature (parcs nationaux) et notre EXCLUSIVITÉ : DRIVING qui permet aux 16-18 ans de passer leur permis de conduire US.

SEJOURS INTERNATIONAUX LINGUISTIQUES ET CULTURELS
16022 ANGOULEME CEDEX

DOCUMENTATION GRATUITE
S.I.L.C. (service 39) 16022 ANGOULEME
CEDEX Tél. 45.95.83.56
PARIS Mère Seine 45.48.58.66
Mère Vaucluse 46.58.81.15
REG. PARIS/SEINE 40.37.14.99
NORD 21.73.74.24
EST 83.96.11.74 - 88.31.03.10
RHONE 78.53.03.53 - ALPES 76.42.74.76
SUD-EST 42.27.88.42 - 93.55.94.04
SUD-OUEST 36.92.83.45 - 61.21.68.17
59.24.33.17 - 61.57.89.84
BRETAGNE 99.40.52.80 - 43.85.82.50
99.33.13.48 - 40.29.12.36 - 51.94.41.25
NORMANDIE 35.80.19.40 - 35.88.63.70
31.26.87.18 - 32.56.01.98
LANGUEDOC 87.89.25.97 - 88.31.10.57
CENTRE 55.00.15.15

esto 14, rue Clément Marot
75008 PARIS Tel. 47 23 70 58

SÉJOURS LINGUISTIQUES
Angleterre - Allemagne - Espagne - USA - Ski-club
Australie - Japon

TOUSSAINT - NOËL - FÉVRIER
PRINTemps - ÉTÉ

Nombres formules de séjours pour les 7-21 ans
Séjours intensifs "Spécial Bac" et "Spécial Prépa"
Séjours étudiants et adultes toute l'année!
Délégués ESTO dans toute la France.

29 années d'expérience

EXPLORATIONS STAND B3
Séjours linguistiques CLUB 4 VENTS

GRANDE-BRETAGNE, IRLANDE, CANADA, ÉTATS-UNIS, ALLEMAGNE, ITALIE, ESPAGNE, AUTRICHE
Petits groupes, encadrement de qualité, réunions de préparation

NOMBREUSES FORMULES

6/15 ANS : CENTRES MULTISPORTS BRITANNIQUES

1 rue Godin - 75006 PARIS Association agréée par le Secrétariat à la Jeunesse et aux Sports
Tel. : (33) (1) 43 29 80 20 Membre 3614 CLUB 4 VENTS 40 ans d'expérience au service des jeunes

SPORT - LANGUAGE - CAMP
U.S.A. - ALL. - G.-B.

SLS

Séjours linguistiques sportifs durant les vacances scolaires.
■ COURS DE LANGUE 4x45"/JOUR
■ TENNIS-GOLF-RIDEING CAMP
■ HÉBERGEMENT EN FAMILLE SÉLECTIONNÉE
■ ENCADREMENT 24 h/24

Pour recevoir la brochure faxez ou envoyez cette publicité à SLS.

102, av. des
Champs-Élysées
75008 Paris
Tél. : 34-74-53-83
Fax : 34-74-25-20
Minitel 3615 MIRROD

Nom _____ Prénom _____ Tél. _____
Adresse _____

EDUCATION

Les balbutiements de LINGUA

Le programme européen d'aide à l'apprentissage des langues étrangères entre en application cette année

PLUS l'échéance du 1^{er} janvier 1993 approche et, avec elle, la perspective du marché unique européen, plus le barrage des langues étrangères apparaît comme l'un des obstacles principaux à la mobilité professionnelle des diplômés de la Communauté et aux échanges d'étudiants entre les Douze. Au-delà même du monde de l'éducation, la difficulté ou l'insaisissabilité à communiquer dans une langue étrangère européenne constitue l'entrave la plus sérieuse au développement des échanges culturels, sociaux, économiques et commerciaux.

Dans une communauté où l'on parle onze langues nationales officielles, il sera assez vain d'évoquer une réelle mobilité tant que les barrières linguistiques resteront aussi éminentes. D'autant que, au-delà de l'ignorance des langues européennes, c'est la méconnaissance des sociétés et des cultures qui est patente.

Evoqué dès 1976 par les ministres européens de l'éducation, le problème n'est pas nouveau. Il faudra pourtant attendre 1988 pour que la Commission des Communautés élabore un programme d'actions concrètes pour favoriser - quantitativement et qualitativement - l'apprentissage des langues. Et juillet 1989, pour que ce programme, baptisé LINGUA, soit adopté par le Conseil. Soit deux ans plus tard que ses grands frères bien connus, Erasmus et Comett, destinés à développer les échanges d'étudiants et les partenariats universités-entreprises.

Cinq domaines d'action

Doté d'un budget de 200 millions d'écus (1,4 milliard de francs) pour la période 1990-1994, LINGUA est un programme ambitieux. Il entend tout d'abord favoriser la qualité de l'enseignement des langues en mettant l'accent sur la dimension pratique de cet apprentissage, qui devrait être davantage axé sur la communication quotidienne et vivante. D'autre part LINGUA a affiché d'emblée son souci de préserver la diversité linguistique et par conséquent la richesse culturelle européenne, en mettant l'accent sur l'enseignement des langues les moins répandues. Enfin le programme s'attache à développer les connaissances linguistiques dans la vie économique, où la pénurie de salariés capables de travailler réellement dans une autre langue de la Communauté constitue souvent un handicap sévère aux échanges et à la coopération.

Sur cette base, cinq domaines d'intervention et de soutien financier ont été retenus. L'action 1

concerne la formation continue des enseignants. Le programme considère en effet comme prioritaire l'amélioration du nombre et de la qualité des formateurs. LINGUA prévoit donc la mise en place de bourses, pour des périodes de formation d'un mois en moyenne, permettant aux enseignants de se recycler dans le pays dont ils enseignent la langue. De même il est envisagé de soutenir des programmes de coopération entre institutions de formation d'enseignants de langues.

De façon complémentaire, l'action 2 permet de financer des mesures prises dans les universités européennes pour inciter les étudiants en langues étrangères, en particulier les futurs enseignants de langue, à aller passer au moins trois mois de formation initiale dans le pays dont ils enseignent la langue. Il s'agit donc d'un dispositif qui vient épauler le programme Erasmus d'échanges européens d'étudiants.

L'action 3 est plus complexe puisqu'elle vise à encourager dans les entreprises, notamment les PME, et dans les branches professionnelles toute initiative capable de favoriser l'apprentissage des langues. Il ne s'agit pas de financer directement la formation linguistique des personnels mais plutôt les innovations ou les infrastructures qui serviront ensuite de leviers ou de relais.

L'action 4 est destinée à intensifier les échanges scolaires entre pays

de la Communauté, en particulier dans le secteur de l'enseignement technique et professionnel. Ces séjours, d'une durée minimale de quatre jours, doivent résulter de projets pédagogiques conjoints entre les lycées techniques (ou établissements équivalents) de différents États membres. L'action 5 enfin est plus transversale puisqu'elle apporte une aide aux initiatives et aux innovations (matériel didactique par exemple) qui peuvent servir de modèles à l'ensemble des pays de la Communauté.

**Comité national
et bureau bruxellois**

Ce vaste programme démarre tout juste. L'année 1990 a, en effet, été consacrée à la mise en place logistique de LINGUA. Ainsi la coordination dans chaque pays est assurée par une « agence nationale ». Il s'agit en France du Centre national des œuvres universitaires et scolaires (CNOUS), qui pilote déjà le programme Erasmus et est donc bien placé pour coordonner l'ensemble des bourses européennes aux étudiants. De même s'est constitué un « comité national LINGUA », présidé par la direction des affaires générales internationales et de la coopération du ministère de l'éducation et regroupant les acteurs concernés (inspection générale, présidents d'université, conférences des grandes écoles, délégation à la formation professionnelle, ministères des relations extérieures, de l'agriculture, etc.). Ce comité est chargé de définir une politique linguistique nationale cohérente avec les objectifs de la Communauté.

Enfin des structures communautaires se sont mises en place à Bruxelles avec la création d'un « comité LINGUA » composé de deux représentants désignés par chaque État membre et l'ouverture, fin 1990, d'un bureau du programme LINGUA focalisé du British Council, du Goethe Institute et du Centre international d'études pédagogiques de Sèvres. Ce bureau est dirigé par M. Charles Barrière, jusque-là directeur du centre audiovisuel et informatique de l'université Paris-III (Censier).

Fort de cette infrastructure, LINGUA va lancer en 1991 ses premières expérimentations. L'action la plus facile à mettre en œuvre, car déjà bien rodée avec Erasmus, porte sur les échanges d'étudiants. Elle bénéficiera cette année, pour la France, d'un financement de près de 230 000 écus (soit 1,6 million de francs), destiné à favoriser des séjours à l'étranger d'une durée moyenne de six mois avec des bourses d'un montant mensuel de 110 écus (770 francs). Les bénéficiaires pourront éventuellement compléter cette bourse grâce à des aides de collectivités locales. Quant au ministère de l'éducation, il n'a pas encore décidé d'apporter lui aussi une contribution complémentaire, comme il le fait déjà pour les bourses Erasmus.

Les premiers écus

Plus originales mais plus complexes sont les actions 1 et 4. Les bourses de formation continue pour les enseignants français sont dotées cette année d'une enveloppe de 58 000 écus (406 000 francs), soit l'équivalent d'une quarantaine de bourses, confortables, de 1500 écus (10 500 francs) pour des stages de trois semaines de recyclage à l'étranger. Les premières demandes proviennent d'enseignants individuels ou de groupes de professeurs dynamiques. Toutefois l'absence, en France, de structures de formation continue pour les professeurs de langue, capable de jouer un rôle de relais efficaces, rend encore aléatoire l'évaluation des demandes.

La promotion des échanges d'étèves des lycées techniques et professionnels - voire, à la marge, de lycées d'enseignement général - a, de son côté, immédiatement bénéficié du soutien du ministère de l'éducation qui y consacrera cette année 1,1 million de francs en complément des financements communautaires fixés à 54 500 écus (soit 381 000 francs). Au terme d'une première campagne de candidatures qui s'est achevée le 1^{er} février dernier, quarante-cinq projets ont été présentés au CNOUS. Après la seconde campagne du printemps prochain, ce sont au total une centaine de projets environ qui devraient être aidés dans le cadre de LINGUA, la moitié permettant de financer des visites préparatoires et l'autre moitié des échanges d'étèves.

Pour l'action 3, ouverte aux entreprises, et dont la gestion a été confiée - comme pour le programme Comett - aux chambres de commerce et d'industrie, il est encore difficile d'en évaluer l'impact puisque les dossiers de demande doivent être déposés avant le 1^{er} avril. Enfin quelques projets commencent à émerger sur l'action 5 (innovations) émanant d'universités ou de grandes écoles. Là encore, le CNOUS ne peut s'appuyer que sur des partenariats naissants. Œuvre de longue haleine, le programme LINGUA suppose en effet la construction progressive d'un réseau efficace et confiant entre les différentes agences nationales, puis entre les établissements eux-mêmes. Beau terrain d'aventure, au demeurant, pour des lycées et des universités encore trop repliés sur eux-mêmes et invités à élargir leur horizon à l'échelle européenne.

G.C.
► Pour tous renseignements :
Agence nationale CNOUS, 8, rue
Jean-Calvin, 75006 Paris.

Un enseignement disparate

Encourager l'apprentissage des langues étrangères européennes est sans doute une belle ambition de la Communauté. Mais ce ne sera sûrement pas une mince affaire si l'on en juge par la diversité des systèmes d'enseignement des Douze, en particulier dans le second cycle.

Ainsi, le choix des langues qu'il est possible d'apprendre au lycée est très inégal. La France fait un peu figure d'exception en offrant à ses élèves une palette de quatorze langues étrangères, dont huit langues européennes communautaires (en particulier le grec moderne, le danois et le néerlandais). Les autres pays ne proposent que de trois à sept langues étrangères. On est loin de la diversification souhaitée par la Commission de Bruxelles, comme de la promotion des langues les moins répandues.

De même la place faite aux langues étrangères varie fortement selon les pays et selon le système. Ainsi le Royaume-Uni ou l'Irlande font le minimum avec un enseignement facultatif, y compris pour la première langue vivante. A l'opposé l'Allemagne, le Danemark, la Belgique ou le Luxembourg sont en pointe avec un enseignement obligatoire de deux, voire trois langues étrangères. L'Italie, la Grèce ou l'Espagne n'offrent jusqu'à présent qu'une seule langue étrangère obligatoire.

Dans la plupart des pays, l'horaire de la première langue vivante, au niveau du lycée, est de trois heures par semaine. Toutefois quelques-uns sont beaucoup plus intensifs et peuvent proposer cinq heures (Danemark) voire six, comme en Allemagne ou aux Pays-Bas.

Enfin l'enseignement des langues à l'école primaire fait encore figure d'exception. Seuls la Belgique, le Luxembourg, le Danemark et les Pays-Bas l'ont introduit à titre obligatoire. Comme d'ailleurs, la France n'a pour l'instant pas généralisé l'expérimentation lancée depuis deux ans.

**INSTITUT SUPÉRIEUR D'INTERPRÉTATION
ET DE TRADUCTION**

Institut Catholique de Paris, 21, rue d'Assas, 75006 Paris. Tél. : (1) 42-22-33-18

**TRADUCTION
TERMINOLOGIE
INTERPRÉTATION DE CONFÉRENCE**

**RELATIONS ÉCONOMIQUES INTERNATIONALES
CARRIÈRES JURIDIQUES INTERNATIONALES**

recrute sur BAC, DEUG, licence ou maîtrise + concours et entretien.

i.s.i.t.

Les séjours linguistiques se valent tous... FAUX!

Accueil, cours, activités...
Pas si simple de réussir un séjour utile et agréable !
Et pourtant, n'importe qui ou presque peut s'improviser organisateur de séjour linguistique. Pour réagir contre ce laxisme, 5 organismes se sont associés pour créer la FFOSC.
Dénominateur commun ?
Leur engagement sur une CHARTE exigeante et précise.

FFOSC

FEDERATION FRANÇAISE DES ORGANISMES
DE SÉJOURS CULTURELS ET LINGUISTIQUES

La CHARTE FFOSC vous sera adressée sur simple demande à la FFOSC, 7, rue Beccaria, 75012 Paris

POINT DE VUE

L'Université, une bonne affaire pour les communes

par François Orivel

La production d'éducation représente aujourd'hui 7 % du PIB. C'est devenu l'un des quatre secteurs d'activité les plus importants de l'économie nationale, du même ordre de grandeur que l'automobile, la santé ou le bâtiment, près du double de l'agriculture ou de la défense nationale. Contrairement à cette dernière, c'est encore un secteur en expansion, et dans la période présente, d'importants projets d'implantations nouvelles sont à l'étude, pour satisfaire une demande d'enseignement supérieur qui va doubler dans les quinze prochaines années.

Les choix d'implantations ne sont pas indifférents au regard de l'aménagement du territoire, et nous voudrions nous placer ici du point de vue de l'intérêt des communes dans la politique de localisation. Selon la loi, c'est le gouvernement central qui a la responsabilité entière de la gestion et du financement de l'enseignement supérieur. Toutefois, la loi n'interdit pas aux collectivités régionales et locales de prendre des initiatives, et certaines d'entre

elles, qui furent bien inspirées, ne s'en sont pas privées.

En effet, il est facile de démontrer que la rentabilité de tels investissements pour une commune est tout à fait exceptionnelle et que les risques associés sont nuls, ce qui est loin d'être le cas de certaines autres opérations lancées à grands frais aux dépens des contribuables. Cette rentabilité s'apprécie à partir de deux arguments : l'impact du projet d'extension universitaire en matière de création d'emplois et d'autre part l'incidence de ces créations d'emplois sur les transferts de revenus vers la commune choisie et sur la fiscalité locale.

Des investissements modérés

Un journal local, dont la commune avait été sollicitée pour cofinancer une extension universitaire fort modeste, titrait récemment de façon maladroite que « l'Etat faisait la manche » (1). Ce quotidien faisait ainsi allusion au fait que la responsabilité de cet investissement revenait à l'Etat et que la com-

mune n'avait, en principe, pas un centime à déboursier. Raisonnablement malheureux, car en démontrant son peu d'empressement à soutenir de tels projets, ladite commune laissait le champ libre à des concours plus dynamiques qui auront ainsi plus de chances d'attirer de nouvelles infrastructures universitaires.

L'intervention des collectivités locales se limite généralement aux dépenses d'investissement. Il existe quelques exceptions à cette règle, exceptions dont le poids reste mineur par rapport au total. Or, l'éducation est un secteur d'activité où le part de l'investissement est faible (moins de 10 % des dépenses totales en moyenne sur une longue période).

Un investissement initial de 100 millions de francs pour une extension universitaire entraîne des dépenses annuelles de fonctionnement de 40 millions, lesquelles sont financées intégralement sur le budget national. Si grâce à un cofinancement local de cas 100 millions, une commune convainc le gouvernement de sélectionner tel site plutôt que tel autre, elle attire vers elle un chiffre d'affaires additionnel de 40 millions par an qui ne tarderont pas à rembourser la mise de fonds initiale.

On peut raisonner autrement en examinant l'impact de la création de nouvelles infrastructures destinées à l'enseignement supérieur sur l'emploi local. Ce nombre de créations d'emplois dépend en premier lieu du type d'établissement dont il s'agit. On peut dire, pour simplifier, que l'on en crée le nombre le plus élevé avec une grande école d'ingénieurs de haut de gamme et le plus faible avec un premier cycle universitaire littéraire ou juridique-économique. Ce n'est pas le lieu, ici, d'examiner en détail tous les cas de figure et nous nous limiterons à deux cas types : celui des universités moyennes et celui des grandes écoles.

Les implantations universitaires

gèrent un emploi d'enseignant pour un peu plus de 20 étudiants et les grandes écoles pour un peu moins de 10. Par ailleurs, les premières sont dotées d'un emploi de non-enseignant pour un peu moins de 30 étudiants et les secondes d'un emploi du même type pour 8 étudiants. Au total donc, chaque étudiant de grande école entraîne de manière induite 0,225 emploi et chaque étudiant universitaire 0,083 emploi. En d'autres termes, il faut 12 étudiants universitaires par emploi et 4,5 étudiants de grande école pour le même résultat.

A côté de ces emplois directs, il convient de comptabiliser les emplois induits dans les services de l'agglomération grâce à l'injection d'un pouvoir d'achat additionnel, celui des familles du nouveau personnel et celui des étudiants eux-mêmes (qu'ils viennent d'ailleurs ou qu'ils soient originaires de la commune où les communes de résidence plutôt que d'aller dans une autre ville universitaire).

On peut estimer que chaque nouvel emploi génère localement 200 000 F de pouvoir d'achat annuel (nés du revenu de l'emploi lui-même mais aussi de ceux des autres membres de sa famille lorsqu'il y a migration), et que chaque étudiant dépense 30 000 F par an. Si l'on fait l'hypothèse que l'on crée un nouvel emploi dans les services par million de francs de pouvoir d'achat additionnel, chaque nouvel emploi universitaire crée indirectement 0,2 emploi dans les services et chaque étudiant 0,03 emploi dans ce même secteur.

1 000 étudiants = 130 emplois nouveaux

Autrement dit, chaque nouvel étudiant de grande école est associé indirectement à la création de 0,03 + (0,225 x 0,2) = 0,047 emploi. Si l'on ajoute créations directes et indirectes, on obtient : - Etudiant universitaire : 0,083 + 0,047 = 0,13 emploi.

- Etudiant de grande école : 0,225 + 0,075 = 0,30 emploi.

Pour résumer, on peut donc dire que chaque fois qu'une agglomération accueille 3,3 étudiants de grande école supplémentaires, elle augmente d'une unité les effectifs employés dans les services, et chaque fois qu'elle accueille 8 étudiants universitaires de plus, elle fait de même. Chaque tranche de 1000 étudiants universitaires de plus dans une agglomération est à l'origine, directement ou indirectement, de 130 nouveaux emplois, tandis que 1000 nouveaux étudiants de grandes écoles induisent 300 emplois supplémentaires.

Beaucoup de municipalités consacrent des sommes importantes pour attirer des industries ou des services créateurs d'emplois dont l'avenir économique est souvent beaucoup plus incertain et dont le rapport avec la notion de service public est sensiblement plus éloigné. Certes, il est toujours possible de s'abriter derrière l'argument de la responsabilité de l'Etat, mais une telle attitude devient singulièrement irréaliste dès qu'un nombre significatif de collectivités locales décident de passer outre et font des propositions constructives.

Si l'on estime le rendement fiscal local d'un emploi à 3 000 F par an et à 90 000 F sur une vie active de trente ans, une municipalité dont les effectifs d'étudiants augmenteraient de 1000 pourrait allouer à leur hébergement plus de 11 millions de francs, (27 millions dans le cas d'une grande école), et rembourser cette somme avec les recettes fiscales additionnelles engendrées par les nouveaux arrivants. Financer tout ou partie des coûts d'investissement des universités est donc bien, pour les communes, une opération à forte rentabilité.

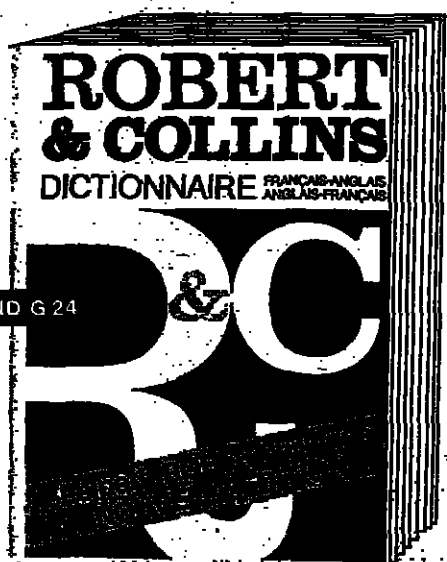
(1) Le Bien public, Dijon, mardi 20 mars 1990.

► M. François Orivel est directeur de l'Institut de recherche sur l'économie de l'éducation (IREDU), CNRS-Université de Bourgogne.

SEJOURS LINGUISTIQUES ET SPORTIFS
Angleterre - Irlande - U.S.A.
Allemagne - Espagne
Jeunes de 8 à 21 ans
OFACIL
12, rue de Miromesnil - 75008 PARIS
Tél. : (1) 42.68.01.23

Robert & Collins.

Le 2ème tunnel sous la Manche.



EXPOLANGUES STAND G 24

Désormais, il devient facile d'aller de l'anglais au français et inversement.

Avec plus de 220 000 mots et expressions, 500 000 traductions, une importante section de grammaire, le vocabulaire technique d'aujourd'hui, des américhismes, le Robert & Collins est la référence des dictionnaires bilingues. Un ouvrage capital !

Prix maximum 225 F.

DICTIONNAIRES LE ROBERT

Le Monde EDITIONS

Science et philosophie pour quoi faire ?

Textes présentés par Roger-Pol Droit

le vrai BAIN LINGUISTIQUE®

une spécialité  S.I.L.C. depuis 1965

ANGLETERRE, ESPAGNE, IRLANDE, MALTE, USA (dont AUSTRALIE, CANADA), ALLEMAGNE, ECOSSE, AUTRICHE, CALIFORNIE ET HAWAII, MEXIQUE, JAPON, etc.

S.I.L.C., "Séjours Internationaux Linguistiques et Culturels" association sans but lucratif, agréments Jeunesse et Sports et Tourisme, propose de multiples formules de séjours en famille avec ou sans cours : séjours sports, séjours spéciaux : acteur studio, musique, maths, séjours en école anglaise, "one to one", junior. Etudiants : fac ou prépa. Adultes : formation continue. De toutes durées et à toutes époques de l'année.

Documentation complète et gratuite sur ces réalisations offrant toutes garanties de sécurité, de sérieux et d'efficacité

S.I.L.C. (service 32) 16022 ANGOULEME CEDEX. Tel. 45.95.83.56
PARIS Mme Beirise 45.48.58.66 - Mme Vauzelle 46.56.81.15
REG. PARISIENNE 40.37.14.99 - NORD 21.73.74.24
EST 83.96.11.74 - 83.31.03.10 - RHONE 73.53.03.53
ALPES 76.42.74.76 - SUD-EST 42.27.88.42 - 83.56.94.04
SUD-OUEST 56.92.33.45 - 61.21.68.17 - 59.24.33.17 - 61.57.69.64
BRETAGNE 99.40.52.80 - 43.65.82.50 - 99.33.13.48 - 40.29.12.36
S1.94.41.25 - NORMANDIE 35.60.19.40 - 35.38.63.70 - 31.26.67.18
32.56.01.98 - LANGUEDOC 67.59.25.97 - 68.31.10.57 - CENTRE 55.00.15.15

JARDIN D'ENFANTS, PRIMAIRE, SECONDAIRE.
Externat, Demi-Pension, Centre aéré.

Enseignement de l'anglais dès la maternelle

ECOLE ACTIVE BILINGUE

Enseignement de Mallemond et de Pésygnoul dès le C.M.
Classes françaises, bilingues, internationales
Sections bilingues et américaines
Suivi de la langue maternelle, Arabe, japonais...

RENSEIGNEMENTS :
1, rue Alfred de Vigny - 75008 Paris - 44 40 46 01
Ecole privée sous contrat d'association, à l'exception de certaines classes.

L'ANGLAIS A OXFORD

Stages linguistiques en Angleterre et Allemagne pour adultes - étudiants - lycéens - collégiens - enfants

- Une pédagogie adaptée à chacun
- Des professeurs britanniques
- Un enseignement dans nos propres écoles
- Des stages à toute époque de l'année et pour tous niveaux
- Hébergement en familles sélectionnées
- Voyages accompagnés

O I S E

OXFORD INTENSIVE SCHOOL OF ENGLISH

L'ASTRADUL

Association des Traducteurs Diplômés de l'Université de Londres

Vous propose une équipe de traducteurs FRANÇAIS et ANGLAIS

Tél. : 47-07-77-13 - 45-55-92-94 - 45-79-41-66
B.P. 225.07 - 75327 Paris Cedex 07
Siège social : Institut britannique de Paris

BEC FORMULES-LANGUES

LES CLASSIQUES
La langue sur place en Angleterre, USA, Allemagne, Espagne pour les élèves du secondaire dans une formule active.

LA COMPETITION
Séjours linguistiques surveillés pour étudiants bilingues, privés, Grandes Ecoles et personnel d'entreprises. Une mise en condition optimale.

LE CHOC U.S.A.
Une expérience totale d'une année scolaire pour les 10/18 ans. Quelques dollars de plus dans un CV.

BEC SEJOURS LINGUISTIQUES - Tél: (1) 42.60.35.57
8, rue Richemont - 75008 Paris

Je désire recevoir votre documentation sur :
☐ Stages intensifs pour adultes
☐ Un an aux USA
☐ Séjours linguistiques pour élèves
☐ Séjours spéciaux pour universitaires
☐ Stages de préparation Grandes Ecoles

NOM _____ PRENOM _____
ADRESSE _____
CODE POSTAL _____ VILLE _____

ars linguistiques ilent tous... FAUL

FFOSC

EDUCATION

REPÈRES

CARTE DE LYCÉEN. Comme cela avait été promis lors des négociations du mois de novembre entre les lycéens et le ministre de l'éducation, les 2 188 000 lycéens de France vont recevoir, début février, une « carte de lycéen ». Pour l'instant cependant, cette carte n'a pas d'autre fonction qu'une sorte de carte d'identité lycéenne. L'extension aux lycéens d'avantages semblables à ceux dont bénéficient les étudiants (réductions de tarifs notamment) est toujours à l'étude. Mais aucune décision n'a été prise pour l'instant.

ELECTIONS ETUDIANTES. Les élections pour le renouvellement des représentants étudiants au sein des conseils d'administration des centres régionaux des œuvres universitaires et scolaires (CROUS) auront lieu dans la semaine du 18 au 22 mars prochain. Chaque CROUS devra fixer, dans cette semaine, la date précise du scrutin. Les étudiants disposent de sept sièges dans chaque conseil d'administration de CROUS. L'ensemble des dispositions électorales est précisé dans une circulaire publiée au Bulletin officiel de l'éducation nationale du 31 janvier.

EVALUATION. Le Comité national d'évaluation vient de publier son rapport sur l'université Paris-Val-de-Marne (Paris-XII). L'université de Créteil reste mal pourvue en locaux, en personnels et en moyens de recherche. Exception faite de son important pôle médical et de son IUT dynamique, la plupart de ses composantes ont subi « de plein fouet » l'augmentation considérable des effectifs. « Poursuivre dans cette voie conduirait vers la transformation de ces UFR en collèges », sans débouchés suffisants en deuxième et troisième cycle, estime le CNE. Ces développements devront être pensés en complémentarité avec les nouvelles universités parisiennes. (Rens. : Comité national d'évaluation, 131, rue du Bac, 75007 Paris. Tél. 49-55-06-28.)

INSTITUTEURS. Le ministre de l'éducation nationale vient d'ajouter une nouvelle pièce au puzzle de la réforme de l'école élémentaire. Dans un arrêté publié au Journal officiel du 25 janvier, il précise en effet l'utilisation qui doit être faite de l'heure hebdomadaire désormais réservée à la préparation et à la mise en œuvre des projets d'école. Pour l'ensemble de l'année, ces trente-six heures de service hors enseignement doivent être réparties ainsi : dix-huit heures de travaux au sein des équipes pédagogiques, douze heures de conférences pédagogiques et six heures affectées à la tenue des conseils d'école obligatoires.

PACIFIQUE. La première pierre de l'université du Pacifique a été posée, le 31 janvier, à Tahiti. Cet établissement, qui accueille 700 étudiants dans des locaux provisoires, devrait être achevé pour la rentrée 1992 et pourra alors accueillir 1 100 étudiants. Cette université, également installée à Nouméa (Nouvelle-Calédonie), couvre les trois cycles d'enseignement supérieur.

UNIVERSITÉS 2000. Les deux nouvelles universités dont la création est prévue dans le Nord-Pas-de-Calais ont désormais des pilotes. Pour l'université d'Artois (autour de Lens, Béthune, Arras, etc.), le comité d'orientation sera présidé par M. René Loubert, président de l'établissement du Parc de la Villette ; le chargé de mission pour la mise en place de l'université sera M. Alain Lottin, jusque récemment président de l'université Lille-III. Pour l'université du Littoral (Calais, Boulogne, Dunkerque), le comité d'orientation sera présidé par M. Henri Guillaume, directeur général de l'Agence nationale pour la valorisation de la recherche (ANVAR) et ancien collaborateur de M. Pierre Mauroy à l'hôtel Matignon.

Le charme tenace du professeur

Les étudiants sont toujours tentés par le métier d'enseignant.
A condition de pouvoir en sortir

DÈS la prochaine rentrée, le ministère de l'éducation nationale va devoir s'attaquer sérieusement à deux casse-tête qui cumulent leurs effets : la crise du recrutement et l'augmentation des besoins en enseignants, nécessaire pour faire face au boom des effectifs en lycée et aux nombreux départs en retraite qui affectent l'école primaire. Or le démarrage incertain des nouveaux instituts universitaires de formation des maîtres (IUFM), expérimentés cette année dans trois académies-pilotes, Reims, Lille et Grenoble, n'incite guère à l'optimisme.

Désormais, tous les enseignants, qu'ils soient de futurs professeurs ou instituteurs, seront recrutés au même niveau – la licence – et recevront, en IUFM, une formation professionnelle de deux ans, sanctionnée par deux concours distincts. Cette uniformisation des cursus, qui ne fait pas l'unanimité chez les enseignants du secondaire, risque de peser sur la façon dont les candidats optent pour l'un ou l'autre métier. Or on sait peu de chose sur l'image du métier d'instituteur et de professeur parmi les étudiants. Peu de chose aussi sur ce qui incite à embrasser la carrière ou, au contraire, à y échapper à tout prix.

Une enquête encore inédite, réalisée à la suite d'un appel d'offres du ministère de l'éducation nationale, par le Centre de recherche en éducation de l'université de Saint-Etienne (1), fournit en la matière des éléments intéressants. Et c'est une surprise – plutôt encourageante. L'étude a été menée en 1988 dans l'agglomération de Saint-Etienne auprès d'un échantillon de 408 lycéens de première et de terminale, de 175 élèves de classes préparatoires et de 76 lauréats du concours d'entrée à l'École normale d'instituteurs, interrogés dès leur premier jour de cours.

Au hit-parade des professions envisagées, le métier d'enseignant arrive largement en tête avec 32 %

des suffrages et devance celle d'ingénieur (19 %). Mais ce score impressionnant cache une préférence marquée pour la fonction de professeur, qui est envisagée par près d'un quart des jeunes, tandis que 8 % seulement se verraient bien instituteurs.

Le choix des bons élèves

L'origine sociale des jeunes joue un rôle déterminant dans le choix du métier d'enseignant. Cette profession en butte, depuis vingt ans, à l'effacement du prestige social dont elle jouissait, reste néanmoins perçue comme une voie de promotion importante. Les étudiants issus des classes moyennes et populaires sont en effet les plus nombreux à imaginer un mariage avec l'éducation nationale. Revers de la médaille : les mieux dotés socialement, c'est-à-dire les enfants de cadres supérieurs, ne sont que 17 % à l'envisager, considérant cette perspective davantage comme une orientation « de repli ».

Autre facteur déterminant lié au précédent : l'influence du « capital culturel » familial. Plus le niveau d'études des parents s'élève, moins le choix du métier d'enseignant est fréquent. Et, conséquence logique, la faveur accordée au métier d'instituteur, moins prisé, décroît alors fortement. Néanmoins, au-delà de ces clivages culturels et sociaux, l'enseignement reste le métier de prédilection des bons élèves. La quasi-totalité (92 %) des lycéens et des étudiants qui envisagent de devenir enseignants se rangent dans cette catégorie.

Les jeunes attirés par le métier sont, en effet, plus nombreux à se déclarer satisfaits de la filière dans laquelle ils ont été orientés, plus nombreux aussi à n'avoir jamais redoublé au cours de leur scolarité. Le constat vaut surtout pour les

filles : beaucoup plus nombreuses que les garçons à souhaiter embrasser la carrière, elles se distinguent particulièrement par leurs performances scolaires. La quasi-totalité (94 %) de celles qui souhaitent enseigner sont satisfaites de leur orientation. A l'inverse, c'est parmi les garçons qui choisissent ce métier qu'on trouve le plus de cas d'orientation mal vécue (13 % contre 9 % de ceux qui ne choisissent pas le métier).

Trajectoire de réussite pour les filles, relative « médiocrité scolaire » pour les garçons, l'opposition est aussi franche si l'on prend en compte le redoublement : les garçons qui choisissent le métier sont nettement plus nombreux à avoir redoublé que les autres (61 % contre 42 %).

Un métier « passion »

Les jeunes qui souhaitent enseigner s'engagent-ils en connaissance de cause ? Quelle image se font-ils du métier et de ses contraintes ? L'étude met en évidence qu'ils le connaissent mal... et qu'ils ont, de surcroît, tendance à noircir le tableau. Ils sous-estiment fréquemment les salaires, tandis qu'ils ont tendance à surestimer nettement le nombre d'heures de cours dues par les professeurs. Malgré cela, ils font le choix « délibéré, voire résolu de ce métier », soulignent les auteurs. « Comme si le moteur de ce choix était à chercher ailleurs, dans un tout autre registre que celui du calcul rationnel. » La « passion » pour une discipline, l'amour des enfants et des adolescents sont en effet les motifs de choix plébiscités (57 % et 54 %), loin devant le désir d'entrer dans la fonction publique (15 %) ou la résignation après un échec (8 %). Des résultats « peu surprenants »,

soulignent les auteurs, qui pourraient même passer pour « convenus et stéréotypés », mais qui indiquent que le métier semble avoir conservé son caractère attractif.

Des critiques apparaissent néanmoins, en creux, dans les réponses. Les jeunes de l'échantillon approuvent, à une large majorité, l'intervention de personnes extérieures dans les établissements scolaires... même si ceux qui ne choisissent pas le métier sont plus nombreux à prôner cette ouverture que les autres. Faut-il y voir, chez ceux qui sont peut-être de futurs enseignants, « une réaction de défense par anticipation », puisque l'on sait, comme le soulignent les auteurs de l'étude, que « les enseignants en place sont en général chateaux sur la question de leur monopole professionnel ».

Le désir de ne pas se laisser enfermer pour la vie dans le monde enseignant s'exprime aussi massivement. Les trois quarts des postulants souhaiteraient changer de métier au bout de quelques années ou l'exercer à mi-temps en alternance avec une autre profession. Même si l'examen par catégorie socioprofessionnelle introduit, là encore, des clivages importants – les enfants issus des classes moyennes et populaires sont les moins séduits par cette mobilité, alors qu'ils sont les plus nombreux à embrasser effectivement la carrière, – ce dernier point ouvre une piste intéressante dans la réflexion sur les difficultés actuelles de recrutement dans l'éducation nationale.

CHRISTINE GARIN

(1) « Les attitudes des étudiants et des lycéens devant le métier d'enseignant », par Georges Collange et Claude Poudrette, sous la direction de Dominique Glasman. Université Jean-Monnet de Saint-Etienne (septembre 1990).



II^e SEMAINE DE LA PRESSE DANS L'ÉCOLE

du 2 au 5 avril 1991

MINISTÈRES DE L'ÉDUCATION ET DE LA COMMUNICATION - ORGANISATIONS PROFESSIONNELLES DE LA PRESSE
Pour les informations et les inscriptions, un seul moyen, un seul code
3614 EDUTEL * PRESSE

Le Monde

et ses publications seront présents dans tous les établissements qui participent à la « Semaine de la presse dans l'école »

EXPOLANGUES HALL 4 STAND D 30



9 février 1991 à 16 heures
récital des poètes et cabaretistes berlinois
STEFFEN MENSCHING
HANS-ECKARDT WENZEL
Podium d'animation

FORMATIONS ET DIPLOMES DE LANGUES

Pour réussir vite!

Apprendre ou perfectionner une langue étrangère, acquérir une compétence indispensable, décrocher un diplôme spécialisé Affaires, gestion ou communication.

Enseignements toutes formules aux Entreprises et particuliers.

Documentation et tests gratuits à

Langues & Affaires, Service 5122, 35 rue Collange
92303 Paris-Levallois. Tél. : (1) 42.70.81.88
Fax : (1) 47.21.82.90. Minitel : 36 15 LANGAF



UNIVERSITÉ DE PARIS
PANTHÉON SORBONNE

ANGLAIS

à partir du 4 mars

COMMUNIQUER - NÉGOCIER - VALIDER VOS ACQUIS

50 h 2 fois par semaine

42 h 3 h le samedi matin

Tests sur RV : 40-46-28-64

43-54-67-80

Stages « IMMERSION TOTALE » en juillet



Sachant qu'un directeur commercial, n'ayant que de très vagues notions de bulgare, doit communiquer avec son homologue pour l'acquisition d'une société fabriquant des pots de yaourt biodégradables...

Quelle est la probabilité pour que ce contrat aboutisse ?

IFG LANGUES forme les hommes de l'entreprise quel que soit leur secteur d'activité pour qu'ils réussissent dans le monde professionnel. Avec de nombreuses formules de cours, pour tous les niveaux, dans votre entreprise, dans nos centres, IFG LANGUES s'adapte à tous vos besoins particuliers de formation.

IFG LANGUES 5 centres de formation : La Défense, Beaugrenelle, Étoile, Marne la Vallée, et votre Entreprise.

- 7, place de la Défense, 92090 Paris La Défense - Tél. : (1) 47.76.23.75
- 37, quai de Grenelle, 75015 Paris - Tél. : (1) 40.59.31.39
- 34, avenue Kleber, 75116 Paris - Tél. : (1) 45.00.84.58
- 15, rue de l'Université, 93160 Noisy le Grand.

IFG LANGUES

TOUTES LES LANGUES POUR TOUTES LES PROFESSIONS

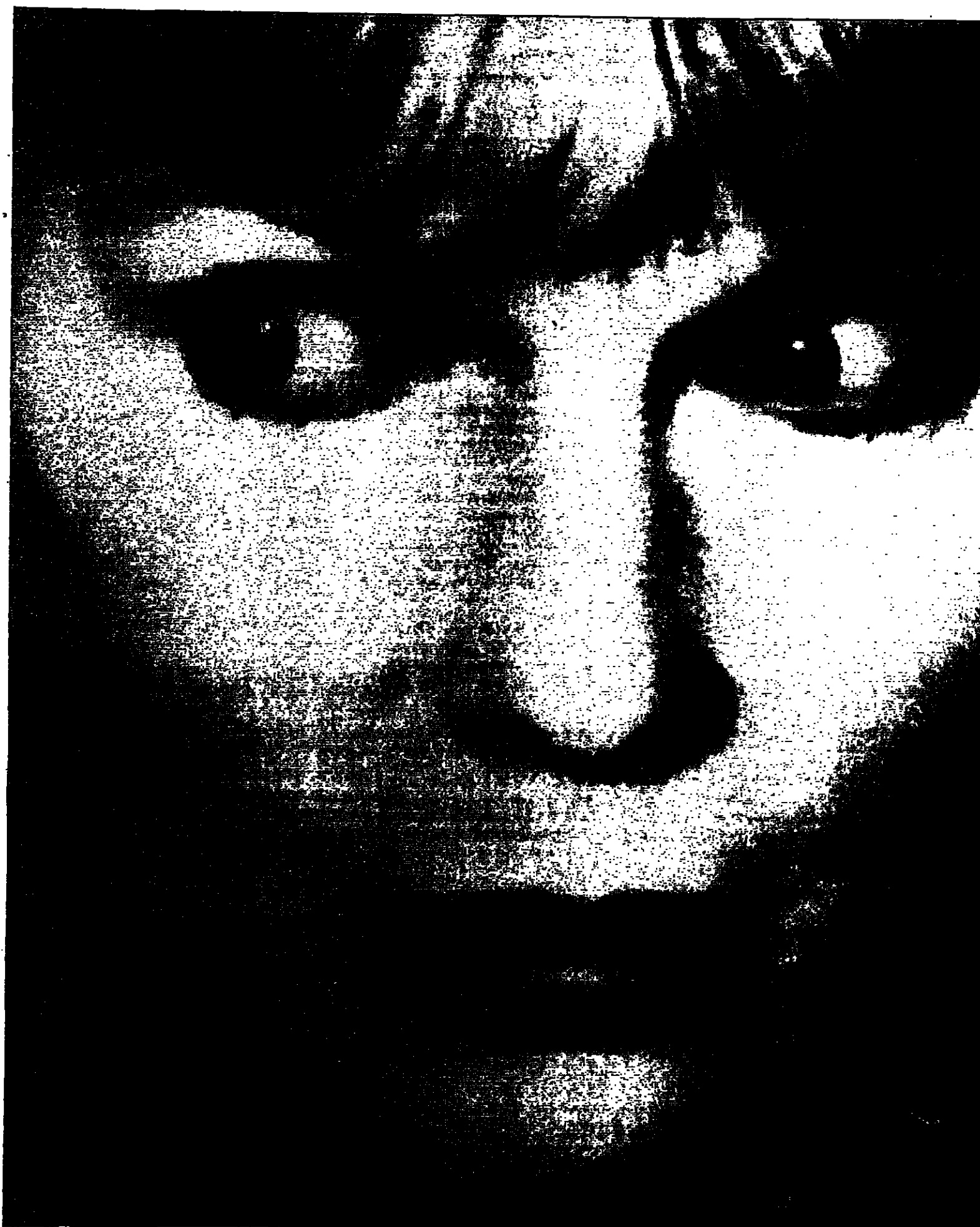
هكذا من الأصل

Le Monde • Jeudi 7 février 1991 • 17

SECTION B

Le Monde

ARTS • SPECTACLES



« ALICE », LE NOUVEAU FILM DE WOODY ALLEN

Mia Farrow, toutes les femmes

Depuis dix ans, Mia Farrow et Woody Allen ont tourné tous leurs films ensemble. Ils achèvent actuellement leur douzième (ce sera son vingt et unième à lui). Un record dans l'histoire du cinéma.

A priori, rien n'aurait dû rapprocher Woody Allen de Mia Farrow. Il est né à Flatbush dans le faubourg new-yorkais de Brooklyn, elle appartient au gatin hollywoodien ; son père était réalisateur (John Farrow), sa mère actrice (Maureen « Toi Tarzan moi Jane » O'Sullivan), sa marraine la potineuse Loretta Parsons, sa meilleure amie d'enfance Liza Minnelli.

Elle est catholique fervente, il est juif. Elle adore la campagne, il a horreur de la nature. Il a la manie du secret, elle a souvent défrayé la chronique : une union coup de tête avec Frank Sinatra, une autre, plus agreste (ferme dans le Surrey), avec André Previn. Entre ses deux mariages, elle aura fait une crise de mysticisme hindou. Depuis, si l'on excepte *Mariage* de Robert Altman et *Docteur Popaul* de Claude Chabrol, elle n'avait prêté son concours qu'à des films B : *Avalanche*, *Hurricane* ou *Mort sur le Nil*.

Malgré des rôles très divers au théâtre, de Jeanne

d'Arc à *Peter Pan*, le personnage de *Rosemary's Baby* lui collait à la peau, l'enfermant, au cinéma, dans des emplois de jeune femme « bizarre » et vulnérable. Jusqu'à *Comédie érotique d'une nuit d'été* (1981), où Woody Allen lui offre enfin la possibilité de révéler un savoureux, vigoureux tempérament pour la comédie.

Ses débuts dans la troupe très soudée d'Allen ne vont pas sans mal : « Et mon attitude n'a pas contribué à la détente, se souvient Woody Allen. L'insécurité n'a pas sa place sur mes plateaux ; nous avons pour a priori que nous nous aimons bien et que notre talent n'est jamais mis en cause. Tous les commentaires sont permis, en toute liberté : Mia a eu du mal à s'y faire. »

En devenant Sadora Fletcher, la psychanalyste de *Zelig*, elle consolide son assise. Avec *Broadway Danny Rose*, elle entre carrément dans la famille et dynamite son image en interprétant une allumée au langage de charretier. « Il suffisait de l'écrire », commente Allen.

Chaque rôle sera désormais un nouveau défi lancé par le cinéaste à son actrice : la servante déprimée et martyrisée de *La Rose pourpre du Caire* (« J'ai rencontré un homme merveilleux ; il est de fiction mais on ne peut

pas tout avoir... ») ; le pilier de la famille dans *Hannah et ses sœurs* ; la cigarière de *Radio Days* dont la carrière de chanteuse est étouffée par l'attaque japonaise sur Pearl Harbor (« Mais enfin, qui c'est, cette Pearl Harbor ? ») ; la fille tourmentée de *September* ; la suicidaire d'*Une autre femme* ; la fiancée WASP des *New York Stories* ou la productrice « réaliste » de *Crimes et délits*.

En un étourdissant jeu de miroirs, *Alice* reprend toutes ces facettes. Mais Woody Allen ne se contente pas de ce portrait multiple qui révèle chez une bourgeoise new-yorkaise, en apparence superficielle, des trésors de complexité et de finesse. En offrant à Mia Farrow ce rôle écrasant — elle ne quitte pratiquement jamais l'écran, — il fait d'elle l'incarnation de tous les grands personnages « alleniens », à commencer par ceux qu'il interprète lui-même. Rien de cruel ni de cannibale dans cette entreprise menée avec une désinvolture apparente, mais une infinie tendresse. Celle d'un cinéaste à la fois pygmion et chevalier servant de son actrice (lire page 19 l'article de Jean-Michel Frodon).

HENRI BÉHAR

THÉÂTRE

18

L'Europe à l'Odéon



Peter Zadek (ci-dessus) dirige les dernières répétitions de *Mesure pour mesure*, de Shakespeare, autour d'Isabelle Huppert, avec qui, depuis trois ans, il rêve de travailler. Dans les coulisses du théâtre ont de somptueuses créatures, pensionnaires du *Balcon de Genet*, que prépare Lluis Pasqual.

DISQUES

25

Le chant vivant du jazz

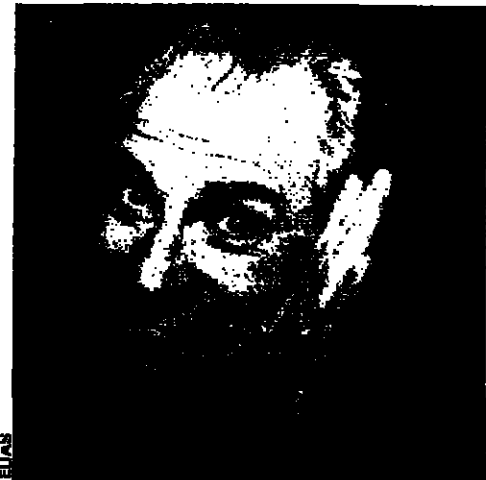


Joël Dorn a écouté des milliers d'heures de musique avant de produire pour Virgin une série de disques qui ne réunit que des enregistrements live. Qu'il soit venu dans un club, une cave, un théâtre, un studio de radio, le jazz de Les McCann (ci-dessus), d'Eddie Harris, de Roland Kirk et de Cannonball Adderley est restitué avec un bonheur sensible, beaucoup de vivacité.

RENCONTRE

26

Jean Poiret le métier du rire



Voilà un homme de l'art qui, pour ne pas être une star, n'en est pas moins l'un des principaux artisans du divertissement à la française. Il vient d'adapter une pièce de Neil Simon, *Rumeurs*, pour le Théâtre du Palais-Royal, et s'apprête à se lancer dans la comédie musicale, un vieux rêve. Acteur, auteur, adaptateur, Jean Poiret dresse ici son portrait d'homme.

professeur

Étudiant

Étudiant

Étudiant

Étudiant

Étudiant

Étudiant

Étudiant

Étudiant

Étudiant

Étudiant

Étudiant

Étudiant

Étudiant

Étudiant

Étudiant

Étudiant

Étudiant

Étudiant

Étudiant

Étudiant

Étudiant

Étudiant

Étudiant

Étudiant

Étudiant

Étudiant

Étudiant

Étudiant

Étudiant

Étudiant

Étudiant

Étudiant

Étudiant

Étudiant

Étudiant

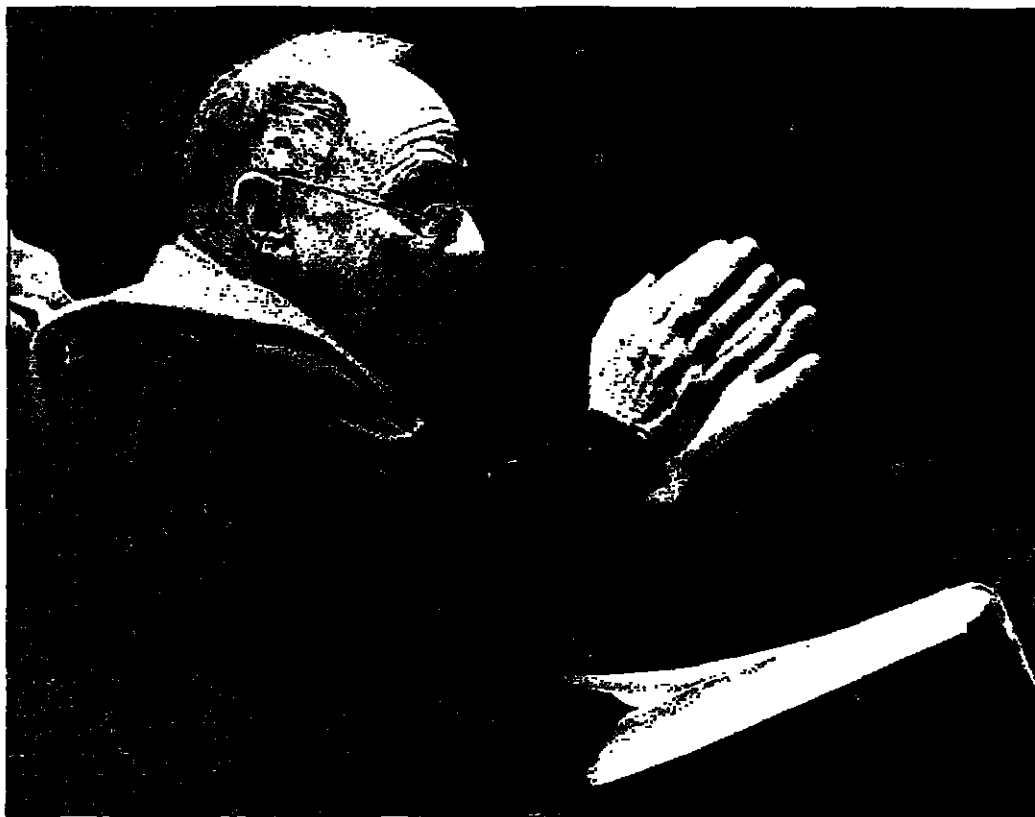
Étudiant

Étudiant

THÉÂTRE

PETER ZADEK RÉPÈTE « MESURE POUR MESURE », DE SHAKESPEARE

Le regard de l'homme excentré



La semaine dernière encore, un seul spectacle avec une seule interprète se jouait à l'Odéon. C'était *la Chute de l'ange rebelle*, avec Valérie Dréville, dans la petite salle, où à présent, ils sont deux : Aurélien Recoing et Pierre Vial, qui lisent des textes d'auteurs contemporains. Le théâtre, pourtant, fourmille de comédiens. Tout en haut sous les combles, au Studio Gémier, Roger Planchon vient de diriger la lecture de ses deux pièces, *le Vieux hiver* et *Fragile forêt* qu'il monte au TNP. Et dans la grande salle ils sont seize à répéter *Mesure pour mesure*, sous la direction de Peter Zadek, qui, une fois encore, affronte le théâtre de Shakespeare. Pour la première fois, il met en scène des acteurs français, c'est un désir qui le tient depuis longtemps. Même du côté des bureaux, on s'agit beaucoup. On croise des hommes et des femmes, la brochure du *Balcon* à la main. Lluís Pasqual va mettre en scène la pièce de Jean Genet et fait passer des auditions.

POUR la troisième fois Peter Zadek met en scène *Mesure pour mesure*. La première, c'était à Ulm en 1960 ; la seconde à Brême en 1967 avec Bruno Ganz, et, de son propre aveu — l'époque voulait ça, — la mise en scène se réduisait à une sorte de commentaire scénique sur la pièce. Si on ne la connaissait pas, on ne pouvait pas y comprendre grand-chose.

Seize ans et bien des spectacles plus tard, Peter Zadek ne craint plus d'affronter toutes les difficultés et subtilités de cette œuvre complexe, œuvre de vieillesse pleine de dureté et de préciosités qui s'enroulent autour d'une intrigue finalement simple : pour avoir mis enceinte sa fiancée, le jeune Claudio est condamné à mort. Sa sœur Isabelle, une novice sur le point de prononcer ses vœux, va plaider sa cause auprès d'Angelo, sorte de Savonarole à qui le duc légitime a confié le pouvoir avant de s'en aller voyager sous un déguisement de moine. Mais le Savonarole est un homme de chair.

L'inaccessible beauté d'Isabelle le trouble au point qu'il lui propose un marché : sa virginité contre la vie de son frère.

« C'est, dit Peter Zadek, l'affrontement entre idéalisme et pragmatisme, et ça me plaît. Naturellement, le pragmatisme l'emporte, comme au théâtre. C'est vrai, on rêve d'absolu, de vérités intangibles ; or, à chaque instant, chaque soir, on est forcé de composer avec les hésitations, avec les décalages des acteurs. Ils sont comme tous les êtres vivants, imprévisibles, alors qu'on souhaiterait les fixer une fois pour toutes... Le théâtre est le plus impur de tous les arts. Plus que le cinéma. Au cinéma, on peut manipuler davantage. C'est aussi la raison pour laquelle le théâtre ne lasse pas. »

Tendu comme un boxeur prêt à bondir, Peter Zadek suit un filage, silencieux, sans intervenir. Et quand il intervient, après avoir laissé les comédiens poursuivre pendant tout un acte, c'est avec discrétion, parlant bas, moitié anglais, moitié français. Il donne l'impression de graver dans sa mémoire ce qui se passe sur scène. Autour de lui, on prend des notes. Il dit regarder ce que l'on peut éliminer de décoratif, de pas absolument indispensable, pour arriver au dépouillement — sa façon d'atteindre l'absolu. « Plus je vieilliss, plus j'ai besoin d'aller à l'essentiel. *Mesure pour mesure* sera au moins aussi épuré que *Ivanov*. »

Ivanov, par Peter Zadek, montre la terrible pureté de la solitude. Après le *Marchand de Venise*, il a mis en scène la pièce de Tchekhov à Vienne, pour le Burg Theater — avec son Shylock, Gert Voss, et Angela Winkler. Un spectacle aigre, douloureux, drôle souvent. Et nu. Les murs, une chaise, les comédiens. Pour le deuxième acte, qui se passe pendant une fête d'anniversaire, en un tour de main le décor change : il se surpeuple de gens tassés sur des chaises, et qui s'ennuient. Le résultat est plus frappant qu'une débauche d'effets spéciaux. Au long de la représentation, Ivanov, toujours digne, semble se désagréger de l'intérieur. A la fin, il ne sort pas pour se tirer une balle dans la tête, comme on le voit d'habitude. Simplement, assis sur sa chaise, il s'affaisse, tombe, comme une peau vide.

Peter Zadek n'a jamais pratiqué « la belle image glorieuse ». Il a parfois aimé la virulente déraison du kitsch, mais son art est celui de l'orgueilleuse déglutisse. A vrai dire, si l'on excepte principalement Peter Stein et Klaus Gruber, c'est une spécialité du théâtre allemand, à laquelle chacun imprime sa marque personnelle. Celle de Zadek est faite d'intelligence tortueuse, d'humour sensible, d'une sorte d'étonnement qui n'a rien à voir avec la naïveté. Personne n'est moins naïf que Peter Zadek.

Le décor de *Mesure pour mesure* est encadré côté

jardin par une vespasienne (stylisée), côté cour par un oratoire saint-sulpicien : c'est un paysage neigeux peint sur toile, le seul meuble est une table. On a toujours connu en France la ligne dépouillée de Peter Zadek. C'était déjà celle du premier spectacle présenté au Festival de Nancy en 1974 : *le Roi Lear*. Quand on l'a vu, on ne peut pas oublier le chapeau de toile usée, où le roi déchu, le père coupable, arrivait, athlétique et abattu, portant sur son dos le corps nu de sa fille morte. On ne peut pas oublier la tempête, figurée par un chapeau traversant, comme poussé par un ouragan, la piste désertée... Il y a naturellement des constantes dans l'œuvre de Peter Zadek, des personnages reconnaissables : l'enfant qui n'est pas comme les autres, et tous ceux qui, pour une raison ou une autre, se trouvent en quelque sorte excentrés et s'efforcent, vainement, de rejoindre le cœur du monde. « *La figure peinte dans le coin du tableau* », dit-il. Il ne faudrait pas l'imaginer pourtant sous l'aspect d'un marginal bohème. Il évoquerait plutôt un excentrique britannique... D'ailleurs il est homme d'institution. Il a besoin du confort matériel qu'elle apporte. D'une intendance qui suit. Il vit son travail dans un tel état de concentration, de tension, que le besoin de fermer la porte une fois la répétition terminée est vital.

Il répète le matin et l'après-midi, environ de onze à dix-sept heures, sans « pose bouffe », avec simplement une cantine bricolée au foyer, selon le système allemand dans les théâtres de répertoire où les mêmes comédiens travaillent l'après-midi, jouent le soir et se rassemblent à la fameuse cantine, souvent installée en sous-sol, si bien que s'accumulent les odeurs de bière, d'oignon et de boulettes frites. Ce n'est pas le cas à l'Odéon, mais il a bien fallu que les Français s'adaptent.

Pour Peter Zadek, la question de s'adapter ou non ne se pose pas. Elle ne se pose pas dans ces termes. Quand on a connu l'exil à cinq ans, on est chez soi partout et nulle part, d'autant qu'en Allemagne on ne s'installe pas dans un théâtre pour la vie, ni même pour dix ans. Il y en a beaucoup, il y en a dans chaque ville, on va de l'un à l'autre. Peter Zadek vit avec ses valises, d'une suite d'hôtel à un appartement meublé. Mais il a acheté une maison en Italie. Il l'a voulue, il l'a cherchée et attendue pendant des années. Elle n'était pas à vendre, il a réussi à convaincre la propriétaire. Il en parle comme un enfant de son jouet fétiche. Ses héros, que ce soit Ivanov ou Angelo, ont ce côté tyran patril. Il dit : « *Quand je serais très vieux sur un fauteuil roulant, je m'intéresserais peut-être aux personnages adultes, et on dira : Tiens, qu'est-ce qui est arrivé à Zadek, le pauvre, il est fini...* »

COLETTE GODARD

LLUIS PASQUAL PRÉPARE « LE BALCON » Un catalan florentin

DANS son bureau, Lluís Pasqual reçoit Wojtek Pszoniak qu'il a engagé pour *le Balcon* de Jean Genet. Dans la salle du Petit Odéon, il passe des auditions pour les derniers rôles à pourvoir. Il donne la réplique, s'intéresse surtout à la façon dont le comédien réagit à ses indications. Il parle, va et vient, comme monté sur ressort, vraiment à l'opposé de Zadek, qui d'ailleurs, et avant Peter Brook, a fait la création mondiale du *Balcon* à Londres en 1957, — reconnaissant que Genet n'a pas aimé et qu'il n'avait peut-être pas tort : « *J'avais pris un parti réaliste, ce n'était pas le bon.* »

Rien de tel à craindre ou à espérer de Lluís Pasqual : il a l'intention de disposer les spectateurs sur le plateau et d'utiliser le rouge et les ors de la salle comme décor du bordel, avec peut-être quelques tentures en plus, songe-t-il, devant la photo d'un théâtre napolitain dont la loge centrale est surmontée d'un dais et d'une immense couronne. L'ambiance des bordels de Barcelone lui revient en mémoire : « *Sur le chemin de l'université, l'après-midi à l'heure de la sieste, on s'y arrêtait. C'était il y a une quinzaine d'années. J'ai vu des gens étonnants. Je me souviens d'une femme avec un linceul, comme dans la pièce, d'un type déguisé en évêque... Genet disait qu'il avait trouvé là son inspiration. Je ne sais pas si c'est vrai, et ce n'est pas pour cette raison que je monte le Balcon.* »

« C'est à Barcelone que j'ai connu Genet, on s'est baladés beaucoup dans la ville. Cette pièce, j'en rêve depuis longtemps. Elle n'est pas facile à distribuer, ça ne l'est jamais quand on a des personnages symboles. J'ai cherché parmi les acteurs que je connaissais, j'en ai vu des centaines, je suis beaucoup allé au théâtre, j'ai écouté tout le monde et, à présent, on commence à répéter. »

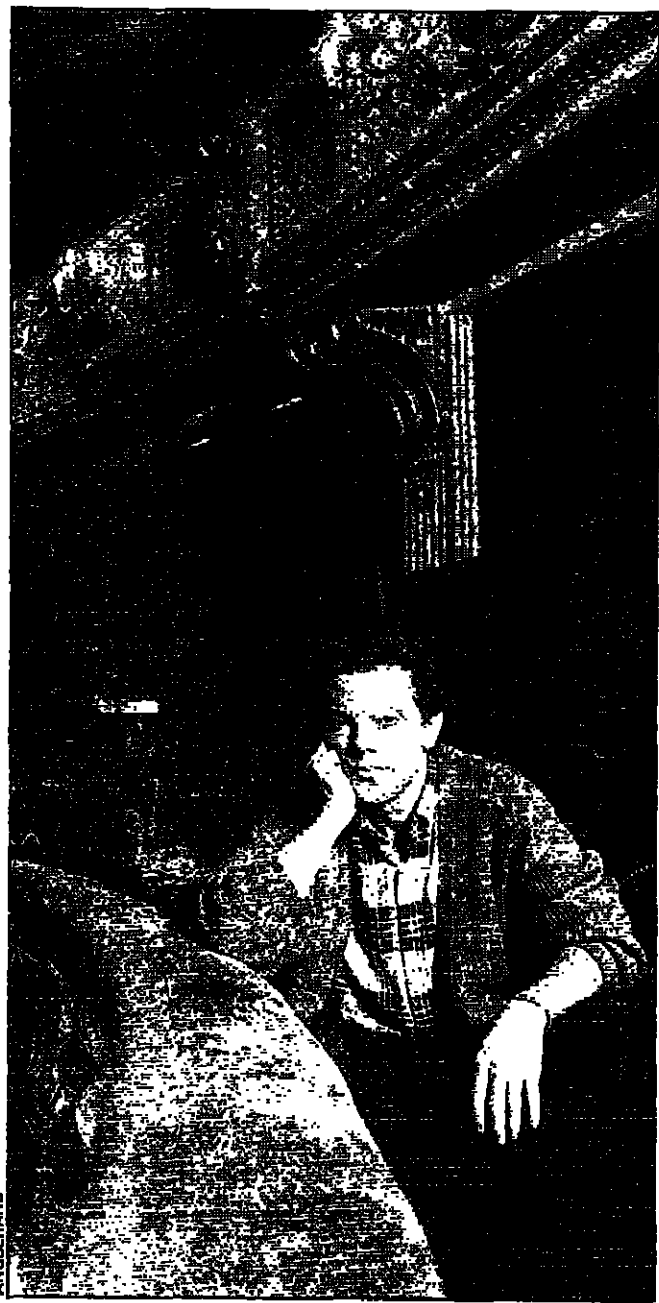
L'Odéon possède une salle de répétitions au métro Picpus, ce qui n'est pas à côté : quand le théâtre a été construit, on n'en avait pas tellement besoin, les spectacles se préparaient en une semaine et

se jouaient au souffleur. En même temps, l'équipe du Théâtre de l'Europe voyage beaucoup, a visité le National Theater à Londres et a rencontré à Vienne un metteur en scène de la RDA, Wolfgang Engel, qui a envie de monter *Dona Rosita de Garcia Lorca*. Il s'agit de mettre au point l'année 1992, qui sera hispanique — à cause de Christophe Colomb, des Jeux olympiques, de l'Exposition universelle de Séville — et commencera avec un *don Giovanni* que Lluís Pasqual aura créé à Prague à l'occasion de l'Année Mozart.

Un jour, peut-être, on établira des programmes sans éprouver le besoin d'un alibi de commémoration. Pour Mozart, le rapport avec l'Espagne n'est pas évident — « *C'est le pays d'origine du mythe fondateur* », avance Pasqual sans insister. Peu importe, ce serait tout simplement dommage de ne pas voir son *don Giovanni*. Plus sérieusement, il pense adapter un roman de Valle Inclán *le Tyran drapé*, où il est question d'un coup de force dans un état imaginaire d'Amérique latine. Dans *le Balcon* il y a déjà une révolution, dans *Sans titre* — de Garcia Lorca, qui a inauguré son arrivée au Théâtre de l'Europe — également, mais c'est juste un hasard. L'air du temps sans doute. Et puis ce coup de force se déclenche sur un motif absurde, complètement romanesque : « *Valle Inclán est un maître du réalisme fantastique à l'espagnole. Il est le père des Garcia Marquez et autres dérivés latino-américains.* »

Lluís Pasqual est catalan, mais porte en lui quelque chose de florentin : une façon d'écouter qui donne à son interlocuteur une énorme importance, une subtilité de réponses qui séduit, et, en définitive, on ne sait ce qu'il veut qu'au moment où il l'a obtenu. Il dit vouloir changer l'habitude d'établir les programmes deux ans à l'avance et faire assouplir le statut des théâtres nationaux. Si effectivement il y parvenait, ce serait un réel soulagement pour pas mal de directeurs.

C. G.



« ALICE », LE NOUVEAU FILM DE WOODY ALLEN

La magie blanche du docteur Woody

Facétieuse histoire de la « libération » d'une femme, le vingtième film de Woody Allen est d'un ton plus léger que les deux précédents. Mais, hommages au jazz et à New-York inclus, Alice le montre toujours fidèle à ses thèmes, fidèle aussi et infiniment généreux envers son actrice préférée, Mia Farrow. Plus maître et plus libre de ses moyens que jamais.

LETTES blanches sur fond noir, nom des comédiens par ordre alphabétique, mêmes producteurs, même chef monteur (l'irréprochable Susan E. Morse), retrouvailles du chef opérateur Carlo Di Palma : c'est, plus qu'un générique, la marque de fabrique de Woody Allen. Tout comme le jazz qui accompagne la succession des cartons. Du new-orléans, mais cette fois tintinnabulant de sonorités chinoises (*Limehouse Blues* par Jacky Gleason).

Pourquoi chinoises ? Parce que le lapin blanc de cette Alice n'est autre que le sententieux docteur Yang, dont les potions et les conseils vont entraîner l'héroïne désemparée sur des chemins que son éducation et sa vie de riche femme au foyer (« Il était beau, il était riche, je l'ai épousé. Maintenant je dois élever mes enfants ») paraissent lui interdire.

Alice a une existence difficile : en un plan-séquence virtuose, le film s'ouvre sur le début de journée de cette grande-bourgeoise new-yorkaise, prise dans le tourbillon des enfants, des domestiques, du mari lointain, du masseur noir et de l'amie décoratrice qui vient de dénicher « une merveille d'objet artisanal » parfaitement immonde. C'est étincelant, hilarant, et pathétique.

De séances chez le coiffeur en courses chez les grands couturiers, Alice est épuisée, elle a mal partout. Et puisque tout le monde lui recommande le miraculeux docteur Yang... L'idée est d'autant meilleure qu'elle permet à Woody Allen une visite à Chinatown, quartier qu'il avait jusqu'à présent négligé au cours de sa tentative d'inventaire des lieux de Manhattan.

Dans le capharnaüm orientalisant du docteur Yang se confondent le cabinet du psychanalyste (endroit cher au réalisateur), le confessionnal (dont Alice invente des succédanés jusque chez l'esthéticienne pour tout dire) et l'autel du magicien. Les tours du docteur Yang consistent en séances d'hypnose, en herbes « spéciales, très spéciales », comme il aboie chaque fois qu'il sort un de ses petits sachets, et surtout en un solide bon sens. Mais la vraie magie, la magie blanche de l'œuvre tout au long d'*Alice*, a pour nom : cinéma.

Depuis *Stardust Memories*, il y a onze ans, Woody Allen ne dédaigne pas de croquer le petit gâteau du fantastique. Dans son film suivant, *Comédie érotique d'une nuit d'été*, il mettait lui-même en œuvre une boule magique qui était une sorte de projecteur de cinéma. C'était la première apparition de Mia Farrow chez celui qui allait devenir l'homme et le cinéaste de sa vie (lire l'article d'Henri Béhar page précédente). Dans cette variation farfelue du Songe shakespearien, via *Sourires d'une nuit d'été* de Bergman, elle était Ariel, — elle tout aussi shakespearien.

Par l'artifice des fameuses herbes du docteur Yang, Ariel réapparaît dans *Alice*, dans le même costume, mais... affublée des lunettes de Woody Allen. Il représente la muse du personnage de Mia Farrow, s

tenté par le démon de l'écriture (et comme il se doit persécuté par la vulgarité du monde télévisuel). Woody en muse de Mia, juste retour des choses. Tout le film est, d'ailleurs, une des plus belles déclarations d'amour jamais faites par un cinéaste à une comédienne. Il faut voir comme la caméra tourne doucement autour de l'actrice avant de s'approcher de son visage, dans le mouvement même d'un bras qui enloure et caresse. C'est d'ailleurs au visage seul — lumineux, attendrissant, inquiet, comique — que Woody Allen cinéaste réserve toute son attention, le corps de Mia Farrow étant le plus souvent engoncé dans d'amples manteaux ou de gros pulls. Il s'agit d'intimité des sentiments, pas de voyeurisme.

Mais le plus beau cadeau que le cinéaste fasse à Mia Farrow est de lui offrir son propre personnage : cet oiseau maladroit qui parle comme une mitraillette, de Mère Teresa, de l'éducation des enfants, de n'importe quoi, au moment de céder — enfin ! — aux délices de l'adultère, comment ne ferait-il pas songer à l'hypochondriaque binoculaire d'*Annie Hall* ?

La transposition fonctionne à merveille. Elle résout un problème au sujet duquel le cinéaste s'interrogeait clairement dans *Zelig* : celui de son personnage à l'écran. Il y a cinq ans, dans *Hannah et ses sœurs*, il coupait son rôle en deux, laissant la partie « sérieuse » à Michael Caine pour n'en conserver que le versant comique. L'année dernière, dans *Crimes et délits*, il imaginait une construction encore plus complexe, à nouveau autour de deux visages masculins, le sien et celui de Martin Landau.

Alice, scénario beaucoup plus linéaire, tout entier centré sur le personnage-titre et raconté comme une fable, semblera plus simple, plus « modeste » que *Crimes et délits*, qui était plutôt un essai sur la morale. On y retrouve pourtant les mêmes enjeux, la même interrogation sur la responsabilité et la culpabilité. Et ces définitions du sujet et de l'objectif de toute l'œuvre de Woody Allen, que lui-même se garderait bien d'énoncer de manière aussi explicite, mais que le langage péremptoire du docteur Yang lui permet de clamer tout à trac : « L'amour est l'émotion la plus complexe... Il ne s'agit pas de trouver des réponses, mais de comprendre un peu mieux. »

Réduit à sa trame, *Alice* suit exactement la même trajectoire qu'*Une autre femme* : à nouveau la remise en question par une femme de son système de valeurs et de son mode de vie, sous l'effet d'une intervention extérieure. L'intellectuelle austère interprétée par Gena Rowlands et perturbée par l'audition involontaire d'une psychanalyse est remplacée par la frivole bourgeoise touchée par la baguette magique des décoctions du docteur Yang, qui la libèrent de ses inhibitions.

Woody Allen livre d'ailleurs la clé lors d'un clin d'œil de la scène finale en forme de chute de conte de fées : Alice a quitté son mari pour se consacrer aux pauvres, goûtant un idyllique et improbable bonheur. Ses ex-copines de mondainetés se répandent, off, en commérages où revient : « Elle est devenue une autre femme ». Avant d'enchaîner sur la transformation, par lifting radical, d'une autre de leurs bonnes amies, Gloria — nom du sublime personnage interprété par Gena

Rowlands chez Cassavetes. Mais si l'histoire est similaire, la tonalité est tout autre, et *Alice* est bien « un autre film ».

Autour d'Alice-Mia gravitent d'éblouissants satellites : Joe Mantegna en saxophoniste langoureux et délicat, impayable quand la respectable femme de la haute le drague éhontément dans le préau d'école de leurs enfants respectifs ; William Hurt, qui campe à la perfection l'outrecuidant époux qui ne comprendra jamais comment sa légitime a eu les nerfs et l'esprit de le tromper ; Keye Luke (1), formidable en *deus ex machina* asiatique.

L'usage, quand sort un nouveau Woody Allen, veut d'y repérer les retrouvailles avec les membres de sa troupe. Rien de tel cette fois, hormis Mia Farrow, si ce n'est de fugitives apparitions (Julie Kayner, Ira Wheeler...). Mais il est beaucoup plus remarquable de constater comment des vedettes, dont l'image s'est affirmée selon d'autres critères, se fondent dans le monde du cinéaste comme si elles en avaient toujours fait partie. Ici, William Hurt, après Michael Caine, Gene Hackman, Gena Rowlands ou Anjelica Huston, en attendant Malkovich et Madonna dans le prochain, actuellement en tournage.

En distribuant ses mixtures, le docteur chinois se substitue, aussi, aux visites dans les salles de cinéma, habituelles dans les films d'Allen : une tisane, et c'est *L'Homme invisible* de James Whale, une fumigation, et voici le fantôme de *Mrs Muir* (Mankiewicz), un philtre d'amour, et c'est un hommage tardant aux *Fiancées en folles* de Buster Keaton. Tandis qu'une pipe d'opium convoque la scène, devenue leitmotiv chez le cinéaste, du repas familial de l'enfance heureuse des *Fraises sauvages*.

Totalement maître et totalement libre de son récit et de ses moyens, Woody Allen ne recule devant rien. Entre ses mains, les gadgets les plus écoulés du cinéma retrouvent une fraîcheur, une beauté et une légitimité qu'on croyait à jamais perdues. Flash-back, voix off, transparences, apparitions-disparitions, tout est neuf, rien ne pèse ni ne pose (alors que les trucages virtuoses de *Zelig* et de *la Rose pourpre du Caire* menaçaient de prendre le pas sur l'histoire, que les effets spéciaux du *Complot d'Édipe*, son sketch de *New York Stories*, laissaient à désirer).

Ainsi, quand Alice et le fantôme de son ancien amant survolent New-York. Un plan aérien au-dessus d'une grande ville est sans doute aujourd'hui l'image la plus banale du cinéma américain, séquence d'ouverture obligée de centaines de policiers hollywoodiens. Filmée par Allen, c'est Peter Pan et Wendy survolant Londres, c'est le Maître et Marguerite survolant Moscou, c'est la grâce absolue, magique, inexplicable.

En avant-programme de la projection d'*Alice*, le distributeur a jugé bon de présenter aux journalistes les bandes-annonces d'une dizaine d'autres films, comédies et polars aux répliques usinées au tour de précision, films de guerre pétaradant d'explosions et d'effets spéciaux, défilé de stars. Certains seront peut-être de bons films. Mais voir celui de Woody Allen à la suite de ces clips publicitaires convainc définitivement que l'homme de *Manhattan* ne fait tout simplement pas le même métier que les artisans en gros d'Hollywood. Il semble travailler une autre matière, avec d'autres outils. Les outils du rêve et la matière de la vie même.

JEAN-MICHEL FRODON

Chargée du fardeau de sa vie de grande bourgeoise new-yorkaise, elle s'affranchit de ses blocages : c'est la rédemption d'Alice (ci-contre). Un nouveau sommet dans le parcours effectué par Mia Farrow, aux côtés de Woody Allen depuis dix ans, du vaudeville solitaire qu'était *Comédie érotique d'une nuit d'été* (ci-dessous à gauche) au temps incertain des interrogations morales de *Crimes et délits* (ci-dessous à droite).



THEATRON
florentin

(1) Acteur de plus de cent films, dont la série des « Charlie Chan », et de feuilletons télé (kung-fu), Keye Luke est mort le 12 janvier dernier, à quatre-vingt-six ans.

DE LA SEMAINE

l'assitude d'un filic face aux réflexes inutiles de la répression sans phrase, le sens de la survie d'une jeune fille sont les ingrédients de cette odyssée des sentiments à fleur de peau, à fleur de vie, justement récompensée par le Prix Louis Delluc et cinq fois nommée aux Césars.

Gaumont Opéra, 2 (47-42-80-33) ; Pathé Hautes-Seines, 6 (48-33-79-38) ; George V, 8 (45-82-41-48) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40).

Route one/USA
de Robert Kramer, avec Paul Melançon, Américain (4 h 20).

De la frontière canadienne à la Floride, un voyage au cœur de l'Amérique, attentif, cruel et ironique, qui mêle les ressources de la fiction et du documentaire pour mieux faire comprendre les blessures secrètes d'une nation, à hauteur d'hommes.

VO : l'Entreprise, 14 (45-43-41-63).

Transit
de René Allio, avec Sébastien Koch, Claudia Messner, Rüdiger Vogler, Magali Loris, Paul Allio, François (2 h 05).

A la fin de 1940 dans Marseille où affluent ceux qui fuient les nazis et veulent gagner l'Amérique, un Allemand antifasciste se livre à un changement de personnalité, pour se protéger, puis par amour pour une jeune femme dont les apparitions l'obsèdent. Une fable parée des beautés troubles du réalisme fantastique, inspirée de l'expérience réelle d'Anna Seghers.

Escurial, 13 (47-07-28-04).

Uranus
de Claude Baril, avec Philippe Noiret, Gérard Depardieu, Jean-Pierre Marielle, Michel Blanc, Michel Galabru, Gérard Desarthe, Français (1 h 40).

Un portrait au vitriol des Français moyens au lendemain de la Libération, adouci par la figure émue de Lécopid le cafetier-poète, magnifié par une interprétation all stars.

Forum Horizon, bandicord, 1 (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; George V, 8 (45-82-41-48) ; UGC Blatier, 9 (46-82-20-40) ; Pavé, 13 (43-31-55-88) ; Gaumont Alésia, 14 (43-27-84-50) ; Les Montparnos, 15 (43-27-82-37) ; Gaumont Concorde, 16 (48-28-42-27) ; Le Gambetta, 20 (46-38-10-98).

Festivals

Hommage à Anatole Dauman
Aline Resnais, Jean-Luc Godard, Robert Bresson, Chris Marker, depuis trente-cinq ans (*Nuit et brouillard*) Anatole Dauman a produit quelques-uns des meilleurs films de quelques-uns des plus grands cinéastes français contemporains. Mais aussi Tarkovski, Oshima, Schlöndorff, Wenders (qui termine en ce moment *Jusqu'au bout du monde*). L'institut Louis-Lumière de

Box-office Paris

Malgré sa sortie très médiatique, le *Brasler* ne crée pas de gubers. En première semaine, n'attirant qu'à peine quarante-cinq mille spectateurs parisiens devant trente-sept écrans. Avec dix salles de moins, *Fanfare sur Pacifique* s'ouvre sur un score légèrement supérieur. Rien de génial non plus dans les débuts de *Génial*, mes parents divorcent à 35 000 en trente-deux salles.

Il se confirme que les Américains ont, eux, trouvé la bonne combine, puisqu'ils gardent la tête du classement avec 65 000 complices (145 000 en quinze jours). Et l'expérience interdite passe la barre des 300 000 en quatre semaines. Mais, si *Maman j'ai raté l'avion* s'installe au-dessus de 400 000 en septième semaine, il est loin des scores faramineux atteints aux Etats-Unis (plus de 200 millions de dollars de recettes), loin aussi de ses concurrents hollywoodiens sur le marché français, *Pretty Woman*, la *Petite Sirène* et *Ghost*.

Plus mauvaise semaine de ce début d'année, la période du 30 janvier au 5 février enregistre à peine 530 000 entrées : on ne pourra plus longtemps invoquer la guerre du Golfe pour justifier cette désaffection.

Lyon lui rend hommage, en vingt et un longs métrages. Et vingt-huit courts, où l'on retrouve à côté de Varda ou de Kozier quelques œuvres fondatrices du cinéma africain.

Institut Louis-Lumière, rue du Premier-Film, Lyon-Monglailat. Tél. : 78-00-85-88. Du 8 au 22 février.

Les Balkans dans l'Essonne

Pour sa deuxième édition, le Festival cinéma-enfants de Corbeil propose une sélection centrée sur les films originaux de Grèce, de Yougoslavie et de Bulgarie, qui réunissent longs et courts métrages, films d'animations et documentaires.

Centre d'action culturelle Pablo-Neruda (Tél. : 60-88-00-72) et au cinéma ARCEL (Tél. : 60-88-08-24). Jusqu'au 2 mars.

Ecrans de la danse

Au mois de novembre dernier, le jury du Festival de Francfort, présidé par John Neumeier, récompensait quatre films consacrés à la danse. Le Centre Georges-Pompidou présente les lauréats (Charles Weidman : *On his Own*, Jean Weidt, *Le Danseur rouge*, *Seizi suites*, chorégraphié par Nicole Mossoux, et *Dead Dreams of Monochrome Men*, réalisé par David Hinton) et un hommage à Neumeier avec les *Chaises*, chorégraphié par Béjart et un document d'André S. Labarthe.

Salle Garance, Centre Georges-Pompidou. Tél. : 42-78-37-29.

Intégrale Peter Brook

La Cinémathèque présente l'intégrale des oeuvres films (en comptant les trois versions de *Carmen*) réalisés par Peter Brook depuis l'*Opéra des guerres* (avec Lawrence Olivier) en 1954 jusqu'à *Mahabharata*. Puis un choix de films par le grand metteur en scène anglais, qui témoigne de la sûreté et de l'éclectisme de ses goûts : de Dreyer à Souleymane Cissé en passant par le *Train sifflera trois fois*, *Rouler*, Satyajit Ray et les Marx Brothers.

Cinémathèque française, Salle du Palais de Chaillot. Tél. : 47-04-24-24. Du 7 au 22 février.

La sélection « cinéma » a été établie par : Jean-Michel Frodon.

MUSIQUES

Paris

Mercredi 6 février

Bizet
L'Arlesienne, suite

Berlioz
Roméo et Juliette, extraits

Brahms
Symphonie n° 1
Orchestre national de l'Opéra de Paris, Myung-Whun Chung (direction).

Bizet, Berlioz, Brahms, curieux assemblage si l'on ne se souvient pas de l'admiration de Brahms pour Bizet, une admiration dont on trouve un écho dans le finale du *Second Concerto pour piano* de l'Allemand qui, le temps de quelques mesures, se rappelle de l'Arlesienne du Français.

Opéra-Bastille, 20 heures (+ le 7). Tél. : 40-01-16-16. De 50 F à 220 F.

Berlioz
La Damnation de Faust
Waltraud Meier (mezzo-soprano), David Rendall (baryton), José van Dam (basse), Cécile Mouton (soprano), Orchestre de Paris, Jansug Khachaturian (direction).

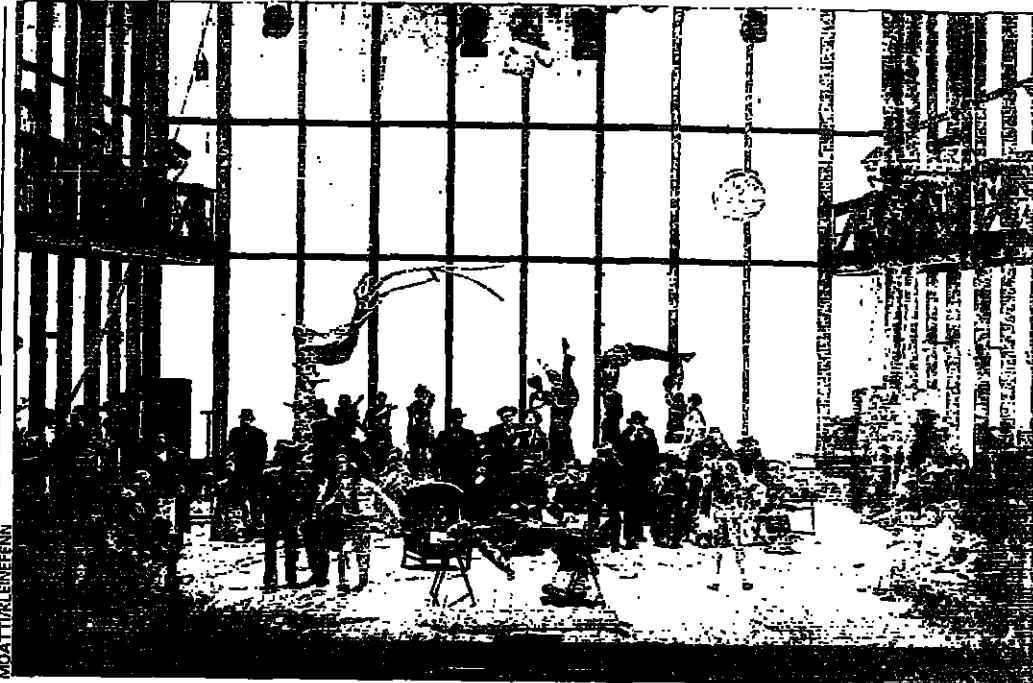
Il faut une baguette flamboyante et précise pour diriger la *Damnation de Faust*, un orchestre transparent, virtuose, jouant dans une acoustique claire. Khachaturian dirige justement de façon très précise et il lui arrive, dans certaines pièces du répertoire, d'aller bien au-delà de la simple précision (une récente *Cinquième* de Tchaïkovski en remontre à bien des disques produits ces temps-ci par des majors du classique). Une interrogation : cette *Damnation de Faust* courait la saison du Châtelet, est-il bien logique de l'avoir de nouveau programmée quelques mois plus tard à l'Opéra ?

Salle Pleyel (les 6 et 7, 20 h 30 ; le 8, 18 h 30). Tél. : 45-63-88-73. De 70 F à 250 F.

Vendredi 8

Tchaïkovski
Duo n° 6
Cécile Mouton, suite pour deux pianos transcription d'Economidou

Rachmaninov



« Un re in ascolto » de Luciano Berio à l'Opéra-Bastille.

Moments musicaux op. 16 n° 2 et 5
Suite pour deux pianos n° 2
Brigitte Engerer, Oleg Maisenberg (pianos).

Vendredi 8, dimanche 10, mardi 12 février, le Théâtre de la Ville se met de nouveau, à l'heure moscovite et honore en invitant Engerer et Maisenberg pour un récital à deux pianos (à noter la charmante et habile transcription de *Casse-noisette* de Nicolas Economou, il l'a enregistrée avec Martha Argerich pour DGG). Kremer et quelques musiciens européens pour un concert Brahms (ne pas manquer les valse dans la version pour quatuor vocal, le 10) et un concert Schmitt et Schubert, le 12.

Théâtre de la Ville, 18 h 30. Tél. : 42-74-22-77. De 55 F à 75 F.

Berio

Un re in ascolto
Donald McIntyre (baryton-basse), Graham Clark (baryton), Graham Vickers (comédien), Edda Moser (soprano), Orchestre national et chœurs de l'Opéra de Paris, Stephen Hurrep (direction), Graham Vick (mise en scène).

Shakespeare - *La Tempête* - relayé par Roland Barthes, Italo Calvino et Berio lui-même, cela donne le livre à plusieurs entrées, et passablement compliqué, de ce *Roi à l'écoute*, un opéra, un vrai, dont

l'héroïne est l'oreille humaine (écouter, écouter, communiquer) et le héros un directeur de théâtre passablement fatigué, Prospero, auditeur désespéré d'une protagoniste improbable, introuvable, et finalement trouvée, pour le pire. Deuxième production de ce drame en musique créé à Salzbourg dans une mise en scène de Götz Friedrich, la reprise pour l'Opéra de Paris, acclamée et invitée à la Bastille, est un spectacle de cirque, un *musical* simultanéiste, deux petites heures réjouissantes, sur une musique éblouissante.

Opéra-Bastille, 19 h 30 (+ le 11). Tél. : 40-01-16-16. De 40 F à 520 F.

Rach-Busoni

Chaconne

Beethoven
Sonate pour piano n° 30 op. 109

Rachmaninov
Cinq études-tableaux

Brahms

Sonata pour piano n° 2 op. 2
Hélène Grimaud (piano)

Hélène Grimaud fait sa rentrée, salle Gaveau, dans un programme ambitieux, un peu décalé aussi. *Le Monde de la musique* de février lui consacre sa couverture et une longue interview qui permet de comprendre le cheminement tortueux d'une artiste qui n'a pas toujours emprunté des chemins aussi ensolés qu'on a bien voulu le dire.

Salle Gaveau, 20 h 30. Tél. : 49-53-06-07. De 100 F à 180 F.

Brahms

Concerto pour piano et orchestre n° 2

Beethoven
Symphonie n° 6 « Pastorale »
Elizabeth Leonskaja (piano), Orchestre national de France, Kurt Sanderling (direction).

Retour de Leonskaja dans le *Second Concerto pour piano* de Brahms et surtout de Kurt Sanderling : une des bonnes nouvelles du mois. On ignore trop en France, mais Sanderling est l'un des chefs qui comptent dans le répertoire slave et germanique. L'un des derniers grands chefs de tradition, avec Wand, Celibidache et Sawallisch.

Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30. Tél. : 47-20-36-37. De 40 F à 180 F.

Samedi 9

Brahms
Trio pour clarinette, violoncelle et piano op. 114

Schubert
Trio pour violon, violoncelle et piano op. 100

Messiaen

Quatuor pour le fin de temps
Eduard Brunner (clarinette), Dimitri Sitkovetsky (piano), David Geringer (violoncelle), Gérard Oppitz (piano).

Si vous n'êtes pas d'humour badine - et, ces derniers temps, il est difficile de l'être - prenez garde ! Ce programme n'est pas de ceux qui rendent allégres. Les interprètes sont à la hauteur de leur réputation. Ce n'est pas si fréquent.

Théâtre des Champs-Élysées, 15 heures. Tél. : 47-20-36-37. De 30 F à 105 F.

Beethoven

Sonata pour piano n° 3 op. 10

Mozart
Sonata pour piano KV 533

Schumann

Solmes d'enfants
Carnaval de Vienne
Maria João Pires (piano).

Elle n'aime pas le son de ses disques, elle n'aime d'ailleurs pas ses disques, elle admire Lipatti et Haskil plus que tout autre pianiste, elle fête Mozart depuis toujours, elle ne triche pas, elle refuse de réenregistrer tous les concertos de Mozart comme on lui a demandé, elle est portugaise, tristement joyeuse comme la musique de son pays, elle plante ses yeux droit dans ceux de ses interlocuteurs, elle n'aime pas le piano, elle en

joue plutôt bien, comme on en jouait autrefois, en prenant des risques, elle affirme qu'en dix-sept ans son Mozart a si peu changé qu'elle trouve cela désespérant, elle n'est pas certaine de jouer toute sa vie. Maria João Pires est ailleurs, tellement ailleurs qu'elle est déjà une légende.

Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30. Tél. : 47-20-36-37. De 40 F à 280 F.

Dimanche 10

Wolpe

Musik zu Hamlet

Gerhard

Gemini

Schreker

Der Wind

Schoenberg

Le Livre des jardins suspendus
Brigitte Fassbaender (mezzo-soprano), solistes de l'Ensemble InterContemporain.

La mezzo Brigitte Fassbaender est trop rare en France, sur les scènes d'opéra comme en récital. Une injustice réparée ce soir par le Châtelet : voilà un programme qu'elle est l'une des rares chanteuses à pouvoir transcender aujourd'hui.

Châtelet. Théâtre musical de Paris, 18 heures. Tél. : 40-28-28-40. 55 F.

Scriabine

Sonata pour piano n° 9

Berg

Sonata pour piano

Liszt

Sonata pour piano
Pierre-Laurent Aimard (piano).

Pierre-Laurent Aimard s'est fait connaître pour ses interprétations de pièces de Messiaen, Prokofiev et plus généralement du vingtième siècle. Les rares fois où nous l'avons entendu jouer le répertoire romantique (la *Sonata en fa mineur* de Brahms, par exemple), sa sonorité trop peu rayonnante et sa rigueur un peu trop sèche nous avaient déçus. Mais il y a des années de cela, et ce pianiste est à un âge (la trentaine) où l'on évolue vite. Son programme est plus qu'intelligent.

Salle Gaveau, 10 h 45. Tél. : 49-53-06-07. De 75 F à 90 F.

Mardi 12

Haydn

Les Saisons
Charlotte Margiono (soprano), Hans-Peter Blochwitz (baryton), Gilles Cachemaille (basse), Chœur Victoria d'Île-de-France, Ensemble orchestral de Paris, Armin Jordan (direction).

Jordan s'est fait une spécialité des oratorios de Haydn, qu'il dirige régulièrement avec beaucoup de bonheur. Cette fois-ci, il a choisi les *Saisons*, une pièce moins captivante de bout en bout que la préromantique *Création*, mais qui renferme d'admirables pages.

Salle Pleyel, 20 h 30. Tél. : 45-63-88-73. De 70 F à 175 F.

Schubert

Trio pour violon, violoncelle et piano op. 89
Gidon Kremer (violin), Vladimir Mordkhaiévitch (alto), Mischa Maisky (violoncelle), Oleg Maisenberg (piano).

Le grand retour de Kremer au Théâtre de la Ville dans un programme comme il les affectionne.

Théâtre de la Ville, 18 h 30. Tél. : 42-74-22-77. De 55 F à 75 F.

Fauré

Quatuor pour piano et trio à cordes n° 1
Quatuor à cordes op. 121

Debussy

Quatuor à cordes op. 10

VO : UGC CHAMPS-ÉLYSÉES PRESTIGE - UGC DANTON PRESTIGE - UGC OPÉRA - UGC ROTONDE - CINE BEAUBOURG LES HALLES - UGC MAILLOT - MISTRAL - GRAND AXIOME RIVE GAUCHE - 14 JUILLET BEAUGRENELLE - 14 JUILLET BASTILLE - ESCURIAL PANORAMA - PAGODE

V.F. : UGC CONVENTION - UGC GODELINS - PATHE IMPÉRIAL - PATHE CLICHY - NATION - PATHE MONTMARNASSE

Paraphraser : LE FRANÇAIS ENGLISH - ARTIEL CRÉTEL VF - CYRANO VERSAILLES VF

A L I C E

UN FILM DE WOODY ALLEN

34 SE COLUMBIA

MUSIQUE DE WOODY ALLEN

MARY MAHEW, RUTH DUNN, JUDY DAVIS

MARY MAHEW, WILLIAM R. KELLY, JOE MANTONA, BENJAMIN T. PETERS, CARYL SHEPHERD

GARY VERDON

ORION

LA SELECTION

→ Olivier Charlier, Régis Pasquier (violons), Gérard Causé (alto), Roland Pédoux (violoncelle), Christian Ivoff (piano).

Le Châtelet se lance dans une intégrale de la musique de chambre de Gabriel Fauré confiée à quelques-uns des meilleurs chœurs français du moment. Ce premier concert est de bon augure.

Auditorium des Halles, 19 heures. Tél. : 40-28-28-40. 100 F.

Beethoven
Sonates pour piano n° 30, 31 et 32
Valéry Afanasiev (piano).

Afanasiev ne convainc pas tous ses auditeurs. Certains le trouvent maniéré, bluffeur, d'autres inspiré et original. La liste est longue de ces interprètes qui divisent l'opinion. Vient-on quelques noms ? Dans le désordre, et toutes choses égales, par ailleurs, en voici treize autres : Gulda, Gould, Richter, Argerich, Bolet, Horowitz, Yudina, Kocsis, Dalberto, Barere, Czifra, Cortot, Nat... Des « diviseurs » qui ont tous quelque chose d'unique à dire, qui fascinent leurs confrères, qui disent « Je » lorsqu'ils s'assoient face à leur piano. Faut-il rejeter Afanasiev avant d'avoir tenté de le comprendre ?

Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30. Tél. : 47-20-36-37. De 40 F à 250 F.

Régions

La Rochelle

Brahms

Symphonies n° 1, 2, 3 et 4
Orchestre national Bordeaux-Aquitaine, Alain Lombard (direction).

A peine arrivé à Strasbourg, Alain Lombard avait inauguré un ambitieux plan d'enregistrements qui s'est traduit par une série assez remarquable de disques. Par exemple, ce *Così fan tutte*, en 1977, faisait entendre la plus parfaite distribution rénoie sur disque, ces vingt dernières années : Te Kanawa, Von Stade, Stratas, Randall, Huttenlocher, Bastin. Erato devrait le rééditer, Daniel Barenboim n'ayant pu réunir une telle brochette à Berlin pour son enregistrement. Dose, avec Lombard, disons-nous, les choses ne traînent pas. A Bordeaux, elles sont allées très vite, trop vite peut-être. Si vite, en tout cas, que presque trois ans après sa prise de fonctions, le chef publie à tour de bras. Sorti, ce mois-ci, chez Forlane, l'intégrale des symphonies de Brahms, la première semble-t-il, enregistrée par un orchestre français. Et là, avouons nos inquiétudes. Se peut-il que l'Orchestre de la capitale aquitaine (qui revient de très loin) puisse être comparé à ceux de Berlin, Amsterdam,



Angélique Kidjo à l'Auditorium des Halles.

Londres, Cleveland, Boston ou Vienne ? Se peut-il qu'Alain Lombard fasse le poids commercialement face à Hallink (Philips), Bernstein (Deutsche Grammophon), Boult (EMI), Wand (Deutsche Harmonia Mundi) ? Se peut-il qu'il ait quelque chose de spécifique à apporter dans ce répertoire. Au concert, nous n'en doutons pas, mais au disque ?

Les 8 et 9, La Courneuve, 20 h 30. Tél. : 48-51-54-00. De 80 F à 120 F.

Nantes

Britten

Albert Herring (soprano), Georges Gauthier (ténor), Brigitte Desroses, Roselyne Allouche (mezzo-soprano), Christiane Issartel (mise en scène), Orchestre philharmonique des Pays de la Loire, Jean Perleau (direction).

Le livret de cet opéra comique de chambre a été tiré, par Eric Crozier, du *Rasier de Madame Husson*, la nouvelle de Guy de Maupassant qui se déroule dans la bonne ville de Gisors. Créé en 1947, au Festival de Glyndebourne, cette oeuvre lyrique n'est jamais donnée en France. L'enregistrement publié par Decca, il y a quelques mois, laisse penser qu'elle doit remarquablement bien fonctionner sur un plateau.

Les 8 et 12, 20 h 30 : le 10, 14 h 30. Opéra, Tél. : 40-69-77-18. De 42 F à 188 F.

Nîmes

Bach

Suites anglaises n° 1, 3, 4 et 6
Sviatoslav Richter (piano).

Richter revient sur scène pour jouer Bach en pleine année Mozart ! Un exemple pour de nombreux interprètes.

Le 8, Opéra, 21 heures. Tél. : 66-36-02-04. Mercredi 20 février à 21 h au théâtre de Beauport, Samedi 23 février à 21 h au théâtre de Roanne (Suites françaises n° 2, 4, 6).

Jazz

Abbey Lincoln

Chanteuse grave, dans l'inflexion de la voix, le timbre ou le sujet traité, femme de tous les combats, sensibilité profonde (le chant, la chanson, la si méprisée chansonnette qui ne l'est - chansonnette - que par légèreté, la voix dévouée à ceux qui n'ont pas de voix audible), Abbey Lincoln n'en démontre pas. Elle pratique le plus essentiel de tous les arts, avec la profondeur que d'autres mettent à la poésie ou à la peinture. Son *charme* est indément. Et le *charme*, c'est encore une question de chant, de chanson. On le sait.

Les 8 et 9, Auditorium des Halles, 21 heures. Tél. : 40-28-28-40. 100 F.

Steve Grossman
Alby Cullaz
Simon Goubert

C'est un nouveau club. Il s'appelle l'Alligator. Il siège à Montparnasse. Les clubs n'ont plus de géographie assignée. On y reçoit Nils-Lan Doky, le pianiste type de la « new generation » (vitesse, intégration de tous les

codes, amabilité), le 8, Horace Partan avec Deborah Brown, le 13. Mais, carte de visite pour carte de visite, Steve Grossman est le saxophoniste idéal : puissant, rugueux, alerte, fin, connaisseur en technique et vraiment aisé dans l'atmosphère des clubs.

Les 9 et 12, Alligator, 22 heures. Tél. : 42-84-11-27.

Aldo Romano

Guillaume Orti
Jean-Jacques Avenel

Qu'est-ce qu'un groupe de batteurs ? Qu'apporte le batteur ? En quoi dirige-t-il la session, la séance ? La question se pose. Le *drummer* peut apporter (comme un autre) les compositions, la direction musicale ou l'orientation du jeu. Il peut aussi, c'est plus rare, rester le merveilleux musicien qu'il sait être, et suggérer, par choix et par élection, l'esprit de la musique, sa poésie, son élégance. Suggérer : ni diriger ni commander. Permettre. Offrir. C'est le cas d'Aldo Romano.

Le 12, Petit Opportun, 23 heures. Tél. : 42-36-01-36.

Rock

The Robert Cray Band

C'est ce qui se fait de mieux : un guitariste qui a su trouver un son et aussi un vocabulaire, un bluesman au phrasé poli qui, en plus, a trouvé ces derniers temps un regain de passion. Depuis que les Memphis Horns sont venus apporter le concours de leurs cuivres de haute précision, The Robert Cray Band est devenu l'un des meilleurs groupes que l'on puisse voir sur scène ces temps-ci.

Le 8, La Cigale, 20 heures. Tél. : 42-23-38-00. Complet.

Anne Pigalle

Retour à Paris de la chanteuse, tout près de la place à qui elle a emprunté son nom. Mais Anne Pigalle ne chante pas l'improvisation, elle chante la chanson réaliste, plutôt dans la pop sophistiquée telle qu'elle s'est développée sur l'axe Paris-New-York dans les années 80.

Le 8, Locomotive, 0 heures. Tél. : 42-57-37-37.

Les Loups

Les Joueurs

Pour soigner les petites peines de la vie de tous les jours, une soirée à l'Hôpital éphémère avec les Loups, bande de *yé-yé* sophistiqués qui mélangent classiques des années soixante et compositions drôles, le tout avec une énergie qui fait plaisir à voir, et les Joueurs précédés d'une rumeur flatteuse.

Le 9, Hôpital éphémère, 19 heures. Tél. : 48-27-82-82. 50 F.

Tournée

Willy DeVille

Faut-il croire au vaudou ? La *Victory Mixure* qu'il a concoctée à La Nouvelle-Orléans a donné à Willy DeVille un regain de verdeur qu'il n'attendait pas. Rhythm'n'blues et grands sentiments, Spanish Harlem et French Quarter, le monde de Willy DeVille s'éveille la nuit et danse jusqu'à l'aube.

Le 7 février Brest, Le Parc de Penfeld, 20 h 30, 100 F et 120 F. Le 8, Jouvès-

Tours, salle de Jouvès (MJC), 20 heures. Les 9 et 10, Paris, Elysée-Montmartre, 19 h 30, 120 F. Le 12, Genève, salle Thonax, 20 heures, 30 FS. Le 13, Ensisheim, salle Elise, 21 heures, 120 F.

Elliott Murphy & Band

C'est un écrivain qui a failli compter parmi les grands, qui aujourd'hui est au rock ce que Jim Thompson ou David Goodis furent longtemps au roman policier : une voix américaine qui ne trouve d'écoute qu'en France. Il reprend la route pour donner de ses nouvelles, telles qu'on peut aussi les trouver sur 12, son dernier album, *Serein et chaleureux* (New Rose).

Le 7 février, Ensisheim, Le Café-Coré, 21 heures, 100 F. Le 8, Ris-Orangis, Le Piau, 21 heures. Le 9, Saint-Germain-en-Laye, La Clif, 21 heures, 60 F. Le 11, Grenoble, Le Sunsum, 20 h 30, 85 F et 100 F. Le 12, Montpellier, La Victoire II, 21 heures, 50 F. Le 13, Lyon, Le Glob.

Deep Purple

Sans Ian Gillan, le chanteur, expulsé pour mauvais esprit, les dinosaures du hard rock reprennent la route. C'est sûr, ils jouent *Smoke On The Water*, et aussi, pour faire semblant d'être toujours vivants, quelques morceaux du dernier album, aussi inintéressant que ses prédécesseurs. Et avec un peu de chance Richie Blackmore se rappellera qu'il a inventé un style de guitare et donnera une démonstration.

Le 8 février, Lyon, Halle Tony-Garnier, 20 heures, 145 F et 160 F. Le 9, Marseille, Palais des sports, 20 heures, 141 F. Le 10, Toulouse, Palais des sports, 20 heures, 155 F. Le 12, Metz, salle Galaxy, 20 heures, 166 F.

Les Satellites

Après avoir rempli l'Olympia, les Satellites poursuivent leur route. Rhythm'n'blues saignant, textes non-sensuels, comportements étranges et choriste qui sait au besoin imiter la mouette hurlante à la perfection : une soirée avec les Satellites, c'est une révolution assurée.

Le 7 février, Toulouse, au Biskini. Le 8, Perpignan, Centre espagnol. Le 9, Barcelone, KGB. Le 12, Grenoble, Le Sunsum. Le 13, Saint-Etienne, Mad's Collectif.

Oyster Band

Jeunes gens chics vêtus de cuir noir, l'Oyster Band joue une musique que l'on associe généralement au caban. Chansons de marins et piques sont passées au filtre rock : l'instrumentation reste classique, mais le batteur a la main juste et lourde, le violoniste l'archet acéré. Une méthode radicale pour réduire les distances entre les genres et se changer les idées.

Le 7 février, Bordeaux, La Criquetière. Le 8, Tours, Le Bateau Iwa. Le 9, Blémond-Pont-à-Mousson, Centre culturel Pablo-Picasso, 21 heures, 30 F et 40 F. Le 10, Saint-Pierre-lès-Elbeuf, salle des fêtes, 16 heures, 60 F.

Dileurs

Tout en restant dans la tradition du rock alternatif bien de chez nous (accélération, chants mâles et héroïques), les Dileurs y mettent une science certaine, avec des guitares acérées et des compositions plus filées que la moyenne. Une promesse, peut-être ?

Le 8 février, Saint-Etienne, Made Collectif-Mistral Gagnant. Le 10, Paris 15^e, La Réflexe, rue de Nanteuil. Le 13, Paris, Rex-Club. Tél. : 42-38-83-98.

Chanson

Sylvie Vartan

Jean Guidoni l'imite sur scène en précisant que *Ce soir, je serai la plus belle* etc. était une fort jolie chanson. Idole des jeunes et première rockeuse française, disparue, revenue, puis médiatiquement retrouvée du côté de la Bulgarie, Sylvie fait partie du paysage. Au Palais des Sports, pour rejouer la scène du retour, comme à la télé.

Les 6, 8, 9 et 12, 20 h 30 : les 9 et 10, 15 heures. Palais des Sports. Tél. : 48-28-40-90. Location Free, Virgin Megastore. De 90 F à 250 F.

Arthur H

Dans un vieux club au décor déconcertant, entre Châtelet de la Belle Époque et lupanar, chante un homme jeune à la voix cassée. Il fait son marché musical sur trois générations, de Piaf à Tom Waits en passant par Vian ou Nougaro pour servir une cuisine qui n'appartient qu'à lui : Arthur H. et ses musiciens sont drôles et intelligents, surprenants et accueillants, il suffit de monter les marches du Pigall's et de pousser la porte.

Les 6, 7, 8, 9, 11 et 12, Pigall's, 20 h 30. Tél. : Paris : 42-77-53-09. Location Free, Virgin Megastore. 100 F.

Musiques du monde

Teca Calazans

Continuant d'explorer le répertoire brésilien, Teca Calazans s'est penchée sur Pixinguinha, compositeur de *chorão*, de valse et de sambas, né à la toute fin du siècle passé. La musique sophistiquée et populaire à la fois du compositeur de Rio a inspiré à la chanteuse brésilienne un disque (*Pixinguinha*, chez Piasao/NTI) et un spectacle fort bien fait, où elle reprend également des chansons de Villa Lobos qu'elle avait présentées l'année passée ici même.

Les 6, 7, 8, 9 et 12, Sentier des Halles, 22 h 30. Tél. : 42-36-37-27. De 60 F à 80 F.

Angélique Kidjo

Angélique est une Béninoise énergique, passée par l'école du jazz. Elle a le naturel explosif et la voix bien placée. Toujours un peu raide au début, elle décolle vite, quitte ses talons hauts pour reprendre sa posture africaine. Avec cinq bons musiciens, dont aux percussions, Jaco Laugent, qui vient du groupe Sissu, à la basse, Jean Héval. Le concert d'Angélique Kidjo prend place dans un cycle axé sur le jazz et la voix à l'Auditorium des Halles.

Le 7, Auditorium des Halles, 21 heures. Tél. : 40-28-28-40.

Luis Llach

Orchestre symphonique d'Europe

Luis Llach est un chanteur catalan à la voix frissonnante, tendue sur un fil invisible. Une voix d'explorateur fiévreux d'ailleurs musicaux, Luis habite Barcelone. Après plusieurs concerts en France à l'Olympia, au Théâtre de la Ville et à Bobino, il avait débarqué au Zénith en 1986 avec l'Orchestre national de Lille. Porté par un souffle symphonique, le voilà à l'Opéra comique, avec l'Orchestre symphonique d'Europe pour trois concerts donnés au profit d'Amnesty International.

Les 7 et 9, Opéra-Comique, Salle Favart, 20 h 30. Tél. : 42-88-88-83. De 30 F à 170 F.

Kathryn Tickell

Ou l'art de la cornemuse. Plus exactement du *northumbrian pipes*, petit modèle dont la musicienne anglaise joue avec une facilité déconcertante. Avec une basse, une guitare et un accordéon, l'ensemble sonne à merveille.

Les 7 et 9, Théâtre de la Ville, 18 h 30. Tél. : 42-74-22-77. De 55 F à 65 F.

Djanka Diabaté

Djanka Diabaté fait partie de la bande de Mory Kanté, dont elle fut la choriste privilégiée avant d'entamer une carrière solo. Le passage n'est pas si aisé. S'il fut réussi sur l'album (*Djanka*, chez Cobalt/WMD), sur scène, Djanka apprend seulement à briller sur les premières lignes. Elle s'efface encore trop devant un orchestre qui n'est pas à sa mesure. Mais la Guinéenne a de la voix et de l'ambition, le *New Morning* est une salle au bon format pour la libérer de sa timidité.

Le 8, New Morning, 21 h 30. Tél. : 48-23-61-41.

Bousca

Un vieux parisien (Marc Anthony), issu du groupe Café-Charbons, un accordéoniste du Cantal (Jacques Lavergne) et un clarinettiste breton (Bernard Subert), cofondateur de Cabestan, et un violoniste parisien (Jean-François Vrod), ont unis leurs talents et leurs répertoires puisés dans les traditions françaises. Ils ont aussi composé, introduit des percussions, et réuni le Centre et l'Ouest.

Le 12, Dunois, 20 h 30. Tél. : 45-84-72-00.

Paolo Conte

L'avocat d'Asti, porté par un second souffle, a renforcé son équipe musicale d'un excellent percussionniste aux allures de concertiste, d'un accordéoniste potache et de choristes tout en paillottes. Mais le chanteur à texte continue d'aimer le dépouillement, entretient des rapports privilégiés avec son piano, et raconte des histoires rêvées en forme de photos un peu jaunies.

Le 12, Olympia, 20 h 30. Tél. : 47-42-25-48. De 140 F à 240 F.

La sélection
« Musiques »
a été établie
par Alain Lampech.
« Jazz » : Francis Marmande
« Rock » : Thomas Sotiac
« Chanson »
et « Musiques du monde » :
Véronique Mortagne.

PRODUCTION OLYMPIA
EN ACCORD AVEC RENZO FANTINI CONCERTO & OLIVIER GUZMAN

PAOLO CONTE
A
L'OLYMPIA
BRUNO COQUATRIX
du 12 au 27 février

EUROPE 1
Télérama
NOUVEL ALBUM
DISPONIBLE EN CD K7 LP
PAROLE D'AMORÉ SCRITTE A MACCHINA

DE LA SEMAINE

THEATRE

Spectacles nouveaux

Les Co-épouses

de Fatima Ghalila, mise en scène de Georges Wilson, avec Sophie Marceau, Lambert Wilson, Georges Wilson, Catherine Rouvel, Nicolas Klotz, Pierre Val, Elia Stalder, Jacques Jacquemin, Jacques Marchand et Bruno Balp.

De tous les « fossés culturels » qui séparent les musulmans de l'Occident, celui de la polygamie est certainement le plus profond. Tout au moins du côté des femmes. Occidentales bien sûr. Mais qui dit que les Orientales sont heureuses ?

Lierre-Théâtre, 22, rue du Chevaleret, 13^e. À partir du 8 février. Du mercredi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 45-85-55-53. 100 F.

Eurydice

de Jean Anouilh, mise en scène de Georges Wilson, avec Sophie Marceau, Lambert Wilson, Georges Wilson, Catherine Rouvel, Nicolas Klotz, Pierre Val, Elia Stalder, Jacques Jacquemin, Jacques Marchand et Bruno Balp.

C'est l'histoire d'une jeune fille aimée d'un poète, et que le dieu des Enfers attira chez lui. Autrement dit, puisqu'il s'agit d'une pièce d'Anouilh, du temps où il revisait la mythologie, c'est le monde de l'enfance contre celui, pourri, des adultes. Dans une petite salle, une distribution pleine de stars.

Globe, 55, rue de Cléry, 9^e. À partir du 12 février. Du mardi au samedi à 20 h 45. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 48-74-47-38. De 80 F à 290 F.

Gustave et Louise

de Pierre Barillet, mise en scène de Gérard Calaud, avec André Dumas et Nicole Jamet.

La correspondance amoureuse des hommes célèbres est à la mode. Celle-ci concerne Gustave Flaubert et Louise Colet, qui s'embrassèrent des leur première rencontre chez un ami commun.

Mémoires Prosa, 38, rue des Mathurins, 8^e. À partir du 12 février. Du mardi au samedi à 18 heures. Matinée samedi à 15 heures. Tél. : 42-65-90-00. 60 F et 120 F.

Heidenplatz (Place des Héros)

de Thomas Bernhard, mise en scène de Jorge Lavelli, avec Annie Girardot, Guy Tréjonn, Mado Simon, Annie Berlin, Philippe Joris, Monique Chausson, Jean-Claude Jay, Marie Verdi, Pierre Descazes et Sarah Quénec.

Heidenplatz, c'est la place des Héros. Elle se trouve à Vienne, et c'est là que Hitler, soulevant l'enthousiasme des foules autrichiennes, proclama l'Anschluss. C'est la dernière pièce de Thomas Bernhard et l'action se passe cinquante ans plus tard... Elle a fait scandale à sa création en 1988 au Burgtheater. Thomas Bernhard était de moins en moins tendre avec ses compatriotes.

Théâtre national de la Colline, 15, rue Maitre-Saint, 20^e. À partir du 6 février. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 h 30. Tél. : 43-86-43-80. 130 F.

Maison de poupée

d'Henrik Ibsen, mise en scène de Georges Wilson, avec Sophie Marceau, Lambert Wilson, Georges Wilson, Catherine Rouvel, Nicolas Klotz, Pierre Val, Elia Stalder, Jacques Jacquemin, Jacques Marchand et Bruno Balp.

Un portrait de femme, un rôle fétiche pour les comédiens, une pièce trouble, qui peut se lire comme un fait divers - la femme-enfant, le mari névrotique et le maître chanteur - mais qui recèle d'insondables noiresse.

Comédie Caumartin, 25, rue Caumartin, 9^e. À partir du 8 février. Les lundi, mardi, jeudi, vendredi et samedi à 21 heures, le dimanche à 15 h 30. Tél. : 47-42-43-41. De 100 F à 240 F.

La Métromanie

d'Alexis Piron, mise en scène de François Seigner, avec Christian Alary, Maurice Audran, Philippe Klein, Patrick Rousseau, Christine Tourret, Vincent Vioti, Marianna Giraud et Lucie Saurat.

Françoise Seigner s'exhume cette pièce du grand ennemi de Voltaire, qui raille les maniaques du rythme et de la rime.

Théâtre Grévin, 10, bd Montmartre, 9^e. À partir du 12 février. Du mardi au samedi à 20 h 45. Tél. : 42-46-84-47. De 100 F à 140 F.

Paris

Les Clowns de Leningrad

Joviale, burlesque et fantaisiste, la vie racontée par la Troupe Lécidoff offre bien plus qu'un spectacle, c'est une fête.

Ranelagh, 5, rue des Vignes, 16^e. Les mardi, vendredi et samedi à 21 heures, le dimanche à 17 heures. Tél. : 42-88-84-44. De 80 F à 160 F.

La Dame de chez Maxim's

de Georges Feydeau, mise en scène d'Alain Françon, avec Jean-Marc Avocat, Anne Benoît, Daniel Bernier-Rolande, Philippe Bianco, Nicolas Boydefran, Elisabeth Cetrone, Carlos Chahine, Charlotte Clamens, Clavia Cornilac et Gilles David.

Formidable Dominique Valadié, véritable bombe dans cette société coïncide avec son viril par Feydeau. Une soirée pétillante.

Théâtre des Amateurs, 7, av. Pablo-Picasso, 92000 Nanterre. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 47-21-18-81. De 90 F à 120 F.

En attendant Godot

de Samuel Beckett, mise en scène de Joël Jouanneau, avec Philippe Demeure, Christian Ruché, Claude Melki, David Warlow, Jonathan Lethbridge, Jean-Pierre Pignatelli, Quentin Sirjacq et Benjamin Viret.

Joël Jouanneau déesse un instant son monde de l'attente et de rêves, et permet à David Warlow de faire entendre, au-delà des mots de Beckett, le rire, la détresse, l'amour d'un homme qui a tout perdu, sauf la raison.

Théâtre des Amateurs, 7, av. Pablo-Picasso, 92000 Nanterre. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 18 h 30. Tél. : 47-21-18-81. De 90 F à 120 F.

Hanjo

de Mikhalev, mise en scène de Chantal Jonard, avec Fabrice Bauchier, Kasia Biell, Anne La Cour et Thomas Kirby.

Cinq scènes sur le thème « quand on n'a que l'amour ».

Déchargeurs (TLO), 3, rue des Déchargeurs, 1^{er}. Du mercredi au dimanche à 21 heures. Tél. : 42-38-00-02. Durée : 1 heure. De 70 F à 120 F.

Les Hommes de neige

Trilogie allemande Imaginaire

mise en scène de Stéphane Braunschweig, avec Cyril Rothé, Yann-Joël Collin, Catherine Fourty, Isabelle Gossard, Florent Lefebvre des Noettes, Eric Loui, Gilbert Marcantoni, Alexandre Schum, Agnès Sourdillon et Nadia Vonderheyden.

Une descente vertigineuse vers les enfers arides de l'absence. Stéphane Braunschweig bâtit dans cette trilogie de la peur un univers fascinant.

Théâtre, 41, av. des Grésillons, 92000 Garches. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée, samedi et dimanche à 17 heures. Tél. : 47-93-26-30. 80 F et 110 F.

Iphigénie à Aulis

d'Eschyle, mise en scène d'Ariane Mnouchkine, avec Simon Abkarian, Silvia Belli, Duccio Belfanti, Georges Rigot, Juliana Carneiro da Cunha, Christian Dupont, Maurice Durozier, Pascal Durozier, Bronia Jodorowsky et Eric Lacombe.

En attendant l'intégrale de l'Oresteie et pour mieux comprendre la terrible histoire des Atrides, il faut voir Iphigénie. En quelques mots, les comédiens ont mûri avec les mots d'Eschyle. Ils sont merveilleux dans leurs lourds costumes, en harmonie constante avec une musique pleine de saveurs orientales.

Théâtre de la Ville, 1, rue de la Harpe, 75001 Paris. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 h 30. Tél. : 42-43-17-17. Durée : 1 h 30. 80 F et 100 F.

Le Réformateur

de Thomas Bernhard, mise en scène d'André Engel, avec Serge Martin, Michèle Fausse, Georges Marnes, Pierre Gervay et Marc Chén.

La rencontre d'un grand auteur, qui fait les beaux-jours des théâtres français en



« Tambours dans la nuit », mise en scène de Stéphane Braunschweig au Théâtre de Gennevilliers.

Cartoucherie Théâtre du Soleil, route du Champ-de-Manœuvre, 12^e. Le samedi à 18 h 30, le dimanche à 13 heures. Tél. : 43-74-24-08. 100 F et 130 F.

Le Long Retour

d'Eugène O'Neill, mise en scène d'Yvan Garsuel, avec Dominique Economides, Yvan Garsuel, Chantal Dupuy, Thomas Erik et Henri Delorme.

Boucaiers terribles, enfants perdus, un hommage aux héros de la mer par un écrivain baroudeur qui les connaissait bien. Un moment d'autant plus dépayssant qu'il se déroule dans le ventre d'une péniche.

Bateau-Théâtre (face au 3, quai Malaquais), Passerelle-des-Arts, 6^e. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 h 30. Tél. : 40-51-84-53. Durée : 1 h 30. De 75 F à 120 F.

Le Maître de go

d'après Yasunari Kawabata, mise en scène de Jean-Paul Lucet, avec Michel Bouquet, Juliette Carré, Jacques Spiesser, Jérôme Anger, Xavier Renoult, Valentine Varela et Isabelle Moulin.

Michel Bouquet, diaphane, épouse parfaitement les règles du jeu de go. Il est subtil et tortueux dans son lent cheminement vers le néant. Un tournoi de la vie et de la mort où tous les autres comédiens sont formidables de simplicité et d'émotion retenue.

Atelier, 1, place Charles-Dullin, 18^e. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 h 30. Tél. : 46-06-48-24. Durée : 1 h 30. De 120 F à 240 F.

Le Neveu de Wittgenstein

de Thomas Bernhard, mise en scène de Patrick Guinand, avec Jean-Marc Bory et Huguette Fagot.

Parmi la moisson de monologues, en voici un à ne pas manquer : pour la provocation grinçante et la furieuse force de vie de Thomas Bernhard ; pour Jean-Marc Bory, écrivain déboussé, et Huguette Fagot, servante muette. Ils sont tous deux éblouissants.

Maison des arts, place Salvador-Allende, 94000 Créteil. Les mardi, mercredi, vendredi et samedi à 20 h 30, le dimanche à 15 h 30. Tél. : 49-90-18-88. Durée : 1 h 40. 90 F et 110 F.

L'Oursse blanche

de Daniel Barenboim, mise en scène de Claude Verdy, avec Florence Giergetti, Laurent Grévil et Fabienne Montoro-Braz.

Emigrants en route vers la liberté, les comédiens, à la recherche de leur liberté, de leurs rêves, définissent un jeu subtil entre eux et avec le public. Ils sont magnifiques.

Théâtre-Ville, 211, av. Jean-Jaurès, 19^e. Du mercredi au samedi à 21 heures. Tél. : 42-02-02-88. Durée : 1 h 45. De 80 F à 120 F.

Pas là

d'après sept textes de Samuel Beckett, mise en scène de Jean-Claude Fall, avec Mimi, Daniel Emilfork, Claire Aveline, Baudouin, Agnès Bourgeois, Jean-Marc Elar et Marie Godeau.

Beckett, encore, dans une excursion de six étapes. Daniel Emilfork est un guide passionnant.

Théâtre Gérard-Philipe, 59, bd Jules-Guesde, 93000 Saint-Ouen. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 17 heures. Tél. : 42-43-17-17. Durée : 1 h 30. 80 F et 100 F.

ce moment, d'un acteur et d'un metteur en scène réunis par le même refus des compromis et des convenances.

Maison de la culture, 1, bd Lénine, 93000 Bobigny. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 h 30. Tél. : 48-31-11-45. Durée : 2 h 15. 90 F et 120 F.

Le Système du monde

de Jean-Pierre Laroche, mise en scène de Michel Rostain, avec Radik Beran, Vincent Guillot, Milena Jelinekova, Luc Laporte, Daniel Locoy et Olivier Place.

Machines multiformes et multifonctions, sons, images, espaces, l'histoire très bricolée d'une cosmologie imaginaire orchestrée par des acteurs invisibles.

Grande Halle de la Villette (Salle Boris-Vian), 211, av. Jean-Jaurès, 19^e. Du mercredi au samedi à 21 heures, le dimanche à 18 heures. Tél. : 42-49-77-22. 70 F et 90 F.

La Tempête

de William Shakespeare, mise en scène de Peter Brook, avec Georges Corraque, Jean-Paul Denizon, Sorjic Kouyadjy, Mamadou Diouma, Ken Higelin, Yoshi Oida, David Bennett, Bruce Myers, Alain Maratrat et Pierre Lacom.

Un Ariel très spécial, une traduction éclairée, des décors d'une douceur magique plantés dans une salle attachante. La Tempête vue par Peter Brook est une entreprise de séduction réussie.

Bouttes du Nord, 37 bis, bd de la Chapelle, 10^e. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée samedi à 15 heures. Tél. : 48-07-34-50. Durée : 2 h 20. 70 F et 100 F.

Régions

Strasbourg

Fin de siècle

de Louis-Charles Sirjacq, mise en scène de Richard Benoit, avec Kamel Abdelli, Keta Castellanos, Antoine Fayard, Vincent Fournier, Olivier Leubacher, Philippe Lury-Benallou, Yvonne Lury-Benallou, Valérie Lussat, Christiane Millet et Michèle Oppenot.

Les effets pervers de la morale victorienne, revus par un auteur français, très « contemporain » et plus encore ambigu, dont l'humour est tranquillement cruel.

Théâtre national de Strasbourg, 1, rue André-Maisrau, 67000 Strasbourg. Les lundi, mardi, jeudi, vendredi et samedi à 20 h 30. Tél. : 88-35-44-52. De 85 F à 110 F.

ATHÈNES LOUIS JOUVET

RICHARD II SHAKESPEARE

texte français J.M. DEPRATS mise en scène ERIC SADIN

UNE FEMME ANNIE ERNAUX

par MICHELINE LUYAN

47.42.67.27

Venise, qui poursuit une recherche théâtrale dans le domaine de la danse : son *Leiz* s'inspire du célèbre texte de Büchner (à 19 h 30).

Théâtre de la Bastille, du 12 au 16 février, 19 h 30 et 21 heures. Tél. : 43-57-42-14. 90 F.

10^e Rendez-vous chorégraphique de Sceaux

On sait qu'il faut avoir l'œil sur tout ce qui bouge en Belgique (et en Hollande) en ce moment. D'autant plus que Nicole Mossoux, qui signe *Simulacrum* avec le metteur en scène Patrick Bonté, avant présenté à Avignon en 1988 une étonnante pièce, *Les Petites Morts*, pour réfrigérateur, danseuse et dîner. Karyn Wyncke, elle, règle la chorégraphie du chœur pour l'*Antigone* de Sophocle mise en scène par Garance.

Les Olympeux, 9 et 12 février, 20 h 30. Tél. : 46-61-36-67. 110 F.

Régions

Brest

Ballet de l'Opéra de Paris *Divertimento n° 15*

Tandis que le Palais Garnier accueille des troupes étrangères, le Ballet maison, scindé en deux, est en tournée. La « petite » formation présente à Brest l'inoubliable *Coppélia*, remaniée par Pierre Lacotte, et le ravissant *Divertimento n° 15* (Mozart) de Balanchine.

Le Quartz, 7, 8 et 9 février, 20 h 30. Tél. : 98-44-10-10. 150 F. Et Maison de la culture de Nantes, 11, 12 et 13 février. Tél. : 40-48-70-06.

Lille

Compagnie Philippe Decouflé *Trépan*

L'homme échevelé de Philippe Decouflé au cirque, où il débute. Costumes abrascadants, gags, humour et virtuosité.

Opéra, 10 et 11 février, 20 h 30. Tél. : 20-78-12-02. 90 F et 100 F.

Nantes

Compagnie Claude Brumachon *Éclats d'Absinthe*

La Compagnie Brumachon est installée à Nantes depuis septembre dernier, en une « préfiguration » qui devrait aboutir à son implantation définitive en 1992 avec l'ouverture d'un Centre chorégraphique régional. La création qu'elle présente, *Éclats d'Absinthe*, est la première partie d'un diptyque, *Palais des Vents*, qui sera donné en totalité lors du Festival « Les Alchimés », à Nantes, en octobre.

Chapelle des Capucins, 8, 9, 11, 12, 13 février, à 21 heures. Le 10, à 18 heures. Tél. : 40-67-61-77. 90 F et 70 F.

Roubaix

Ballet du Nord *Requiem Apollon Musagète*

C'est Jean-Paul Comelin, actuellement directeur du Ballet Arizona à Phoenix, qui prend les rênes du Ballet du Nord à la suite du décès d'Alfonso Cata. Il signe la chorégraphie du *Requiem* de Mozart, tandis que John Tars est venu remonter le sublime *Apollon* de Balanchine.

Le Collège, 8 et 9 février, à 20 h 30. Le 10, à 18 heures. Le 11, à 20 h 30. 100 F.

La sélection « théâtre » a été établie par : Colette Godard et Bénédicte Mathiot.

« Danse » Sylvie de Nassac

LA RESSERRE
Théâtre de la Cité Internationale
LOCATION 45 89 38 69

Le Seuil du Roi de W.B. YEATS
Traduction Yves de BAYSER
COMPAGNIE JEAN BOLLERY
Adaptation superbe, la représentation est d'une beauté rare, M. Gouinat LE MONDE

TGP
DU 16 JANVIER AU 16 FÉVRIER
6 DRAMATURGES DE SAMUEL BECKETT
mise en scène Jean-Claude FALL

ATHÈNES LOUIS JOUVET

RICHARD II SHAKESPEARE
texte français J.M. DEPRATS mise en scène ERIC SADIN

UNE FEMME ANNIE ERNAUX
par MICHELINE LUYAN
47.42.67.27

THEATRE

NANTERRE AMANDIERS

1^{er} février-17 mars 1991

En attendant Godot

Beckett - Jouanneau

Tél. 47 21 18 81 ou 3 FNAC

ARTS

Nouvelles expositions

Robert Combas

Des Christ en croix, des scènes bibliques, Saint Denis, Sainte Odile, Sainte Marie l'Égyptienne, Saint André, Saint François d'Assise, et quelques autres : voilà que Robert Combas, peintre figuratif libre et haut en couleurs, donne dans l'histoire sainte. Pas étonnant, il est capable de tout, surtout de vous toucher en un rien de temps un torrent d'images agitées, pleines de passion, d'horreur et de douceur.

Galerie Yvon Lambert, 108, rue Vieille-du-Temple, Paris 3^e. Tél. : 42-71-09-33. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 heures à 13 heures et de 14 h 30 à 19 heures. Du 9 février 1991 au 13 mars 1991.

Galerie Beaubourg, 23, rue du Renard, Paris 4^e. Tél. : 42-71-20-60. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 heures à 13 heures et de 14 h 30 à 19 heures. Du 9 février 1991 au 30 mars 1991.

Le Nouveau Musée de Groningue

L'institut néerlandais poursuit son programme de présentation des musées d'art moderne aux Pays-Bas. Cette fois le Groninger Museum, qui, en 1993, doit s'installer dans des nouveaux bâtiments. Le projet a été confié à l'architecte Alessandro Mendini.

Institut néerlandais, 121, rue de Lille, Paris 7^e. Tél. : 47-05-56-00. Tous les jours sauf lundi de 13 heures à 19 heures. Visites commentées : dimanche 24 février, samedi 9 mars et dimanche 24 mars à 16 heures. Du 10 février 1991 au 31 mars 1991.

Paris

Art et publicité

Des photos d'Adjet et de Seiberger témoignent des formes de la publicité urbaine vers 1900, aux artistes d'aujourd'hui qui détournent les idées et le langage publicitaire, l'histoire d'une relation d'exécution-fascination. En plus d'un millier d'œuvres rassemblées au Centre Pompidou par le musée, le CCI et la BPI. Non sans quelque confusion.

Centre Georges-Pompidou, grande galerie 5^e étage, place Georges-Pompidou, Paris 4^e. Tél. : 42-77-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 22 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Jusqu'au 25 février 1991. 16 F.

Emile Bernard

Un peintre doué, curieux de tout, qui finit plutôt mal. Avec ses *Bretonnes dans la prairie* de 1888, il joue un rôle essentiel dans l'évolution, à Pont-Aven, de la peinture « synthétique » et « cloisonnée », dont Gauguin, son aîné, tira parti. L'exposition qui résume la rétrospective de l'été dernier à Mannheim et Amsterdam, comporte une soixantaine de tableaux (de Bretagne, d'Égypte, de Venise), une trentaine de dessins et des livres illustrés.

Fondation Moma-Bismarck, 34, av. de New-York, Paris 16^e. Tél. : 47-23-39-88. Tous les jours sauf dimanche de 10 heures à 19 heures. Jusqu'au 16 mars 1991.

Mario Botta

Architecte et designer suisse, derrière son nom italien, Mario Botta est l'un des personnalités les plus marquantes de l'architecture européenne. Cette exposition présente dix années de travaux (1980-1990) qui attendent toujours leur point d'orgue en France : le projet de cathédrale à Evry.

Centre culturel suisse, 38, rue des Francs-Bourgeois, Paris 3^e. Tél. : 42-71-38-38. Tous les jours sauf lundi et mardi de 13 heures à 19 heures. Jusqu'au 7 avril 1991.

Jan Dibbets

Ce plasticien néerlandais, très néerlandais, est peintre de formation, mais il utilise la photographie, depuis la fin des années 60, dans une optique artistique originale. A preuve ses mises en perspectives savantes, ses architectures déployées, ses panoramas écartés, qui situent ses recherches sur le versant d'un art construit, à la lumière de Mondrian, de Vermeer et de Saenredam.

Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson, Paris 16^e. Tél. : 47-23-35-53. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 17 heures. Fermeture dimanche et lundi de Pâques ainsi que le 1^{er} mai. Jusqu'au 20 mai 1991. 25 F (entrée du musée).

Juan Gris, dessins

Où l'on peut voir, en trente dessins de 1915 à 1921, comment l'enfant chéri de Kahnweiler prépara l'« après-cubisme ». Une précieuse exposition qu'accompagne un catalogue coproduit par le Centro Julio-Gonzalez de Valence et notre Musée national d'art moderne.

Centre Georges-Pompidou, salle d'art graphique, 4^e étage, place Georges-Pompidou, Paris 4^e. Tél. : 42-77-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 22 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Jusqu'au 1 avril 1991.

Josep Maria Jujol

Ecrasée par l'ombre puissante de la Sagrada Família, l'architecture catalane est souvent réduite au génie d'Antonio Gaudí. Le CCI fait ici découvrir un de ses collaborateurs. Architecte, mais aussi coloriste et sculpteur, ferronnier, mosaïste, Jujol (1879-1949) travailla pour le parc Güell, à Barcelone, et déploya son imagination et son talent dans de nombreux bâtiments de Catalogne.

Centre Georges-Pompidou, galeries contemporaines, place Georges-Pompidou, Paris 4^e. Tél. : 42-77-12-33. Tous les jours sauf mardi de 12 heures à 22 heures, samedi, dimanche et jours fériés de 10 heures à 22 heures. Jusqu'au 25 février 1991.

L'Art en Belgique Flandre et Wallonie

Un point de vue sur l'art du vingtième siècle en Flandre et Wallonie, dans la foulée de Wiertz, Rops, Khnopff et Ensor. Où le surréalisme fait poids et loi, où dans la foulée de Magritte, la subversion des images est de mise.

Musées d'Art moderne de la Ville de Paris, 11, av. du Président-Wilson, Paris 18^e. Tél. : 47-23-61-27. Tous les jours sauf lundi et jours fériés de 10 heures à 17 h 30, mercredi jusqu'à 20 h 30. Jusqu'au 10 mars 1991. 15 F.

Arturo Martini

Des bronzes, des plaques originales, et beaucoup de grandes figures en terre cuite, matériau privilégié par ce sculpteur italien de l'entre-deux-guerres, qui, ainsi, établissait un pont avec l'art ancien des Étrusques. Formé dans les cercles de la Sécession munichoise, Arturo Martini fut le seul sculpteur du groupe Valori Plastici. Et le favori de Mussolini.

Hôtel de Ville, salle Saint-Jean, rue Lobau, porche côté Seine, Paris 4^e. Tous les jours sauf lundi de 11 heures à 19 heures. Jusqu'au 7 avril 1991.

Objectif architectes

Dix-sept architectes, parmi les plus célèbres, ont accepté de poser pour un photographe. Épinglés avec quelques paroles saisies sur les bouches illustres, et accompagnés de photos de leurs œuvres préférées, ces portraits sont censés « en dire plus long qu'un discours ».

Maison de l'architecture, 7, rue de Chailot, Paris 16^e. Tél. : 40-70-01-65. Tous les jours sauf samedi, dimanche et lundi de 13 heures à 18 heures, samedi de 11 heures à 17 heures. Jusqu'au 16 mars 1991.

Reconstructions et modernisation

Exposition de saison : la France après les ruines des deux guerres mondiales. Le souvenir de ce qui a disparu, s'est effacé, comme celui des considérables transformations qu'a subies notre environnement. Restent quelques cicatrices, parfois entretenues pour que se perpétue au moins la mémoire de la guerre.

Archives nationales, hôtel de Rohan, 87, rue Vieille-du-Temple, Paris 3^e. Tél. : 40-27-60-00. Tous les jours sauf lundi de 12 heures à 18 heures. Jusqu'au 5 mai 1991.



D. R.



Rétrospective Ignazio Zuloaga au Pavillon des arts : Ci-dessus, Marcelle Souty, 1915. Ci-contre, Portrait de Manuel de Falla, 1932.

Saint Bernard et le monde cistercien

Pour le neuvième centenaire de Saint Bernard, la Caisse des monuments historiques a monté cet impressionnant ensemble, à la fois hommage, réflexion et presque spectacle sur celui qui fut à l'origine d'une des plus belles lignes de l'architecture monastique : l'art cistercien. Pas un sou de vaisselle bigoterie dans cette exposition, justement austère et pourtant étonnante.

Conciergerie, palais de Saint-Louis, 1, quai de l'Horloge, Paris 1^{er}. Tél. : 43-54-30-08. Tous les jours de 10 heures à 17 heures, samedi, dimanche jusqu'à 18 h 30. Visites-conférences les 8 et 22 février, rendez-vous à 14 h 30, 1, quai de l'Horloge. Jusqu'au 28 février 1991. 30 F.

Simon Vouet

Il reste quelques jours pour aller voir l'exposition du Grand Palais. Où soixante tableaux du peintre favori de Louis XIII ont été rassemblés, dont beaucoup ont été récemment nettoyés ou restaurés.

Grand-Palais, galeries nationales, av. Winston-Churchill, pl. Clemenceau, av. Eisenhower, Paris 7^e. Tél. : 42-93-23-13. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 20 heures, mercredi jusqu'à 22 heures. Jusqu'au 11 février 1991. 33 F.

Ignacio Zuloaga

On a quelque peu oublié ce peintre basque lié à Degas, Lautrec et quelques autres. Il fut pourtant fort apprécié dans les premières années du siècle.

pour sa capacité à assimiler le style moderne des Parisiens tout en restant fidèle à la tradition picturale espagnole.

Pavillon des arts, 101, rue Rambuteau, Paris 1^{er}. Tél. : 42-33-62-50. Tous les jours sauf lundi et jours fériés de 11 h 30 à 18 h 30. Jusqu'au 28 avril 1991. 25 F.

Galleries

Philippe Favier

Une phrase : « Monsieur Vous Trouvez Mon Jardinier Sur Une Nouvelle Plancher » désigne le sujet mystérieux de ses nouveaux travaux : une trentaine de peintures sur verre et de formats nettement moins petits que ses rébus sur papier de la série des Betty's, également exposés.

Galerie Yvon Lambert, 108, rue Vieille-du-Temple, Paris 3^e. Tél. : 42-71-09-33. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 10 heures à 13 heures et de 14 h 30 à 18 heures. Jusqu'au 16 février 1991.

Jeltov, Takashi Naraha

Youri Jeltov est peintre, Takashi Naraha est sculpteur. Le premier est russe, le second, japonais. Le peintre propose des constructions de formes et de couleurs dans l'esprit du suprématisme. Le sculpteur fait apparaître des cylindres, des cubes et des pyramides à l'intérieur de grands blocs de granit mat. Tous les deux ont en commun la figure géométrique, et une recherche de la pureté.

Galerie Denise René, 196, bd Saint-Germain, Paris 7^e. Tél. : 42-22-77-57. Tous les jours sauf dimanche de 11 heures à 13 heures et de 14 heures à 19 heures. Jusqu'au 16 mars 1991.

La Décade prodigieuse

Le titre est un peu bidon, mais les amateurs d'œuvres sur papier y trouveront peut-être des choses à leur goût, signées Balla, El Lissitzky, La Fresnaye, Gleizes, Picasso, Schiele ou Sironi.

Galerie de l'Echaudé, 11, rue de l'Echaudé, Paris 6^e. Tél. : 43-25-20-21. Jusqu'au 6 mars 1991.

Ralph-Engèle Meatyrd

Mort en 1972, à l'âge de quarante-six

ans, cet opticien de métier a mis en scène un monde absolument agaçant qui porte en soi les prémices de sa propre disparition. Traitant de l'étrangeté et du mystère de la vie quotidienne, il fait porter des masques de vieillards et d'enfants grimés à ses proches, qui se livrent à des rituels inconnus dans des endroits sinistres.

Comptoir de la photographie, cour du Bel-Air - 56, rue du Faubourg-Saint-Antoine, Paris 12^e. Tél. : 43-44-11-36. Tous les jours sauf samedi et dimanche de 11 heures à 19 heures. Jusqu'au 23 mars 1991.

Gérard Titus-Carmel, Ernest Pignon-Ernest

Ernest-Pignon-Ernest, depuis vingt ans, intervient dans et sur des villes, leur forme, leur couleur, leur histoire : Cette fois Naples (et le Caravage), où il a collé ses images sérigraphiques éphémères sur les murs des églises délabrées, au ras des soupirails et des trottoirs. L'exposition marque la sortie, aux éditions Herscher, d'un livre sur l'œuvre de cet artiste qui ne cède pas aux effets de la mode. Gérard Titus-Carmel, l'autre invité de la galerie Lelong, propose des dessins récents, fusains et sanguins, sur le thème des saisons.

Galerie Lelong, 12-14, rue de Téhéran, Paris 8^e. Tél. : 45-63-13-19. Tous les jours sauf dimanche de 9 h 30 à 13 heures et de 14 h 30 à 18 heures, samedi de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 28 février 1991.

Régions

Dunkerque

Béatrice Casadesus

Cette artiste économe de moyens déploie volontiers dans l'espace architectural une écriture picturale personnelle à base de points. Pour faire jouer le plein et le vide et vibrer la lumière, dans une optique de plus en plus pénétrée de culture orientale.

Musée d'Art moderne, avenue des Bains, 59140, Tél. : 20-59-21-65. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 18 heures. Jusqu'au 5 mars 1991.

Grenoble

Christian Boltanski

Une rétrospective qui est passée par Londres et Eindhoven, mais elle comporte des pièces nouvellement conçues pour le musée de Grenoble. Boltanski y insiste sur ses recherches récentes : « Ombres » de la mort. Tout un manège de souvenirs fragiles. Tout un dispositif pour émouvoir.

Musée de Grenoble, place de Verdun, 38000. Tél. : 76-54-09-82. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures. Jusqu'au 11 mars 1991.

Lyon

Un musée en voyage : la collection de la Neue Galerie de Graz

Bonne idée : pour une fois un musée accueille un autre musée dont la collection d'art contemporain ne ressemble pas à la sienne. Celle du musée lyonnais est montée dans une optique internationale, tandis que celle de la Neue Galerie de Graz est toute centrée sur « l'Autriche intérieure », et ses peintres. Par exemple Rainer, Brus, Brandl, Mostbacher, Anzinger, Schmalz.

Musée d'Art contemporain, 16, rue du Président-Edouard-Herriot, 69001, Tél. : 78-30-50-66. Tous les jours sauf mardi et jours fériés de 12 heures à 18 heures. Jusqu'au 3 mars 1991. 20 F.

Nantes

Des mol et des mol

Les Nantais se penchent sur 22 de leurs artistes et en font le portrait. De Louis Faurand, l'ancien, aux jeunes Fabrice Hybert et Eric Fonteneau, en passant par Ekkehart Rautenstrauch, qui n'est plus un gamin.

Espace Grandin, rue Lecaën, 44000, Tél. : 40-44-36-00. Tous les jours sauf mardi de 13 heures à 19 heures, vendredi jusqu'à 23 heures. Jusqu'au 3 mars 1991.

Rennes

Bill Culbert

Ce Néo-Zélandais qui vit entre Londres et le sud de la France, n'est pas de ceux qu'on étiquette aisément. Passé de la photographie (et du démontage de son processus) à l'assemblage d'objets de récupération et de tubes de lumière, il a un côté plutôt conceptuel, un autre plutôt art pauvre, du troisième quelque peu écolo. Enfin, il est un rien poète.

Halle d'art contemporain, place Honoré-Commeurec, 35000, Tél. : 99-78-18-20. Tous les jours sauf dimanche et lundi de 14 heures à 19 heures. Jusqu'au 3 mars 1991.

Saint-Etienne

L'écriture griffée

Un propos, une réflexion sur l'art et la problématique de la représentation du réel dans les années 30, 40 et 50, partant de quelques individualités, par exemple Artaud, Dubuffet, Faustrier, Giacometti, Gruber, Wols. Dont le Musée de Saint-Etienne propose des peintures, des dessins, des sculptures, en des rapprochements imprévus et enrichissants.

Musée d'Art moderne de Saint-Etienne, La Terrasse, 42000, Tél. : 77-53-58-58. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 19 heures, mercredi jusqu'à 22 heures. Jusqu'au 25 février 1991. 22 F.

Strasbourg

Vases nobles et sentimentales

Richard Baquid, Marie Bourget, I.F.P., Steven Parrino, Adrian Schies, Felice Varini, Michel Verjux : sept artistes rassemblés par Jean Brolly, un amateur d'art contemporain qui préfère l'approche souple au discours carré pour évoquer les recherches d'artistes apparus sur la scène artistique des années 80.

Anelonne Douane, 1, rue du Vieux-Marché-aux-Poissons, 67000, Tél. : 88-32-48-85. Tous les jours sauf mardi de 11 heures à 18 heures. Jusqu'au 1 avril 1991.

Villeneuve-d'Ascq

Collages : collections des musées de province

Des expérimentations de Picasso et Braque, en 1912, aux gouaches découpées de Matisse dans les années 50, l'aventure du collage : un cent cinquante œuvres choisies dans les collections des musées de province. Cette exposition, proposée à Colmar l'été dernier, marque la réouverture, après rénovation, du Musée de Villeneuve-d'Ascq.

Musée d'Art moderne, 1, allée du Musée, 59850, Tél. : 20-08-42-46. Tous les jours sauf mardi de 10 heures à 19 heures. Jusqu'au 14 avril 1991.

La sélection « Arts » a été établie par Geneviève Brerette et Frédéric Edelmann. Sélection « Photo » : Patrick Roegiers.

Galerie Beaubourg

Combas

c/o

Arianne & Pierre Nahon

23 RUE DU RENARD 75004 PARIS 42-71-20-50

CENTENAIRE

de la

SOCIÉTÉ NATIONALE

des BEAUX-ARTS

Exposition

FRANCE - JAPON

GRAND PALAIS-PARIS

du 9 au 17 février 1991

Tous les jours de 10 h à 18 h.

LIEU-DIT

atelier floral

Sur un coup de cœur

Sur un coup de fil

Nos bouquets de fleurs

des champs... et de ville

à l'atelier ou sur commande

21, avenue du Maine

75015 Paris

Tél. : 42-22-25-94

La Décade prodigieuse

Le titre est un peu bidon, mais les amateurs d'œuvres sur papier y trouveront peut-être des choses à leur goût, signées Balla, El Lissitzky, La Fresnaye, Gleizes, Picasso, Schiele ou Sironi.

Galerie de l'Echaudé, 11, rue de l'Echaudé, Paris 6^e. Tél. : 43-25-20-21. Jusqu'au 6 mars 1991.

Ralph-Engèle Meatyrd

Mort en 1972, à l'âge de quarante-six

هذا من الأصل

DISQUES

Classique

Dimitri Chostakovitch
Concertos pour violoncelle et orchestre
n° 1 et 2.
Halle Guttman (violin), Royal Philharmonic Orchestra, Yuri Tsimmerman (direction).

Nous n'irons pas jusqu'à dire que le souflet Chostakovitch est retombé, la musique du compositeur soviétique valant bien mieux que ce que les décentes enflammes de quelques détrousseurs acharnés ont tenté de faire croire avant qu'elle ne soit régulièrement jouée à l'Ouest par les interprètes les plus en vue, mais il semble que les majors n'annoncent plus guère de nouveaux enregistrements, que ses concertos et ses symphonies (hors l'inévitable Cinquième) ne se soient pas réellement installés au répertoire des formations françaises.

Ce disque est donc le bienvenu, d'autant qu'il inaugure le premier contrat de Natalia Guttman avec un grand éditeur de l'Ouest, d'autant qu'il règle, pour un bon moment, la discographie de ces deux œuvres dissemblables au possible.

La violoncelle semble s'amuser dans le Premier Concerto, dont quelques accents sinistres ne peuvent faire oublier une virtuosité une ambiance foraine, très cirque de Moscou, folklorique dans le meilleur sens du terme. Le Second impose, lui, un climat plus « sérieux », une orchestration magnifiquement spatialisée, assez ravélieuse dans ses assemblages de timbres — cordes, timbale, harpe, cor, xylophone, crotale, — mais bien dans la manière grincante, russe et lyrique tout à la fois, du compositeur.

Natalia Guttman joue avec une perfection d'intonation, une élégance des phrasés, une variété de nuances que l'on chercherait en vain dans les enregistrements concurrents. Son jeu trouve son plein accomplissement dans la direction lyrique, impeccable rythmiquement, de Tsimmerman et dans une prise de son qui ménage une ambiance naturelle et adre à cette musique des grands espaces.

1 CD RCA RD 87918.

Sviatoslav Richter
Beethoven : Sonates pour piano n° 7 et 12
— Chopin : Ballade n° 2 — Liszt : Étude
Burlesque pour piano et orchestre. Orchestre
philharmonique de Bucarest, George Georgescu (direction).

Enregistrées lors de concerts publics donnés en Roumanie en 1960 et 1961, ces interprétations n'avaient jamais été commercialisées à l'Ouest. C'est chose faite et dans un son qui, sans être d'une qualité irréprochable, n'a rien de repoussant.

Dès cette époque, Richter jouait déjà avec ce mélange incroyable de rigueur dans le respect du texte et de fantaisie

dans le choix des tempos, dans l'allure. Le pianiste attaque le clavier comme s'il découvrait la musique dans le temps même qu'il la joue. Les fausses notes ne manquent pas, les embardées non plus. Mais jamais Burlesque de Strauss n'a été jouée avec une telle aisance, sans ces crispations qui gênent dans l'enregistrement de Serkin. Richter a la dignité musicale du pianiste américain d'origine autrichienne et la virtuosité démoniaque d'Howitz. Quel autre pianiste, à cette époque, pouvait prétendre à cela ? Friedrich Gulda peut-être, mais son enregistrement est hors catalogue depuis longtemps. Ce disque sera aussi l'occasion de découvrir George Georgescu, un chef que l'on avait surnommé le « Furtwängler des Carpates » pour ses grandes réussites dans les symphonies de Beethoven et de Brahms. Peut-être aurons-nous, un jour prochain, l'occasion d'écouter ses interprétations ?

1 CD EMI 5049, distribué par Média 7.

Robert Schumann
Lieder opp. 35, 40, 127, 142 et posthumes.
Thomas Hampson (baryton), Geoffrey Parsons (piano).

Thomas Hampson a une voix étendue, un timbre naturellement émouvant, rayonnant, mais cela n'est pas suffisant pour bien chanter Schumann.

A ce matériau de base, il faut ajouter un art du phrasé subtil — tendre les lignes, les distendre, — une capacité à plier l'émission aux exigences des textes (à la différence de Schubert, Schumann les choisit bien : Andersen, Kerner dans ce disque), passer d'une voix blanche, adolescente, aux plus robustes emportements.

Thomas Hampson réussit tout cela sans jamais que l'ombre portée de Dietrich Fischer-Dieskau, inévitable dans ce répertoire, se s'interpone entre son chant et l'auditeur. Un exploit ! A quand les Amours du poète ?

1 CD Teldec 2292-44935-2.

Rock

Motörhead
1991

Un préambule : il s'agit de hard-rock. Motörhead joue le jeu jusqu'au bout, lettrage gothique et umlaut, casque à pointe et trompettes sur la pochette. Et le disque, sans dévier d'un poil de la formule qui préside à la formation du groupe il y a quinze ans, tient ces promesses. Les quatre d'âme musiciens sont restés au vestiaire, c'est — presque toujours — très fort (on parle ici du volume), très bien joué, selon les canons du genre, guitare qui doit absolument attraper un train, rythmique à huit caisses.

Mais — et sinon on n'en parlerait pas — c'est aussi très drôle. Lemmy Kilmister, le bassiste, chanteur, fondateur de Motörhead, s'arrête juste avant de se prendre au sérieux. Sa voix cassée, un peu lente pour les gymnastiques qu'il voudrait lui imposer (l'homme n'est plus de première jeunesse), débute avec aplomb des phrases incohérentes, s'enchaine macho (I'm So Bad Baby I Don't Care) poussée jusqu'à l'absurde (« Je dors sur des fers rouges... Je suis plus vieux que les Rolling Stones ») ; ou hommages aux collègues (Ramones, un



Gérard Blanchard

rock où le premier arrivé attend les autres, à la manière du groupe new-yorkais). Et puis, en bout d'album, on trouve le tube qui donne son nom à l'ensemble. C'est une chanson lente, étrangement retenue, la complainte d'un engagé volontaire qui est resté au fond d'une tranchée. 1916, la chanson, éclairée le reste de ce bon gros album d'un jour éternel.

East West/WEA 9031-73341-2.

Benoît Blue Boy et les Tortilleros
Parlez-vous français ?

C'est une bonne question. Benoît Blue Boy s'appelle Benoît Bilot ; il est né du mauvais côté de la mer. Ce qui ne l'empêche pas de jouer de l'harmonica avec plus que de la virtuosité, de l'invention, et de pratiquer la musique du delta du Mississippi avec l'assurance d'un alligator. Reste le problème de la langue. D'autres ont choisi l'exil linguistique, vers Detroit (Little Bob) ou Londres (les Roadrunners), Benoît Blue Boy est resté au pays. Il a trouvé dans la musique cajun une excellente méthode pour phier les mots français, leurs et leurs bords inférieurs. La réponse est donc affirmative. Parlez-vous français ? est un disque de rhythm'n'blues rural francophone ; c'est possible. L'intérêt de la chose va quand même au-delà de la démonstration : les titres, au format classique, démontrent dans la bonne humeur grâce à un groupe qui fait honneur à son leader, à ses textes flûts. On pense autant à Clifton Chénier qu'à Eddy Mitchell, c'est-à-dire un peu, et surtout à Benoît Blue Boy, qui sait voir les paléontiers sur les bords du canal Saint-Martin.

La Ubbro L11087, distribué par OMD.

The Durruti Column
Obey The Time

Conformisme parfois des mélodies y est pour beaucoup. Pourtant, il y a dans les textes (retranscrits approximativement sur le livret du CD) une tendance à la dislocation qu'on aimerait retrouver dans la musique. Et si Tanita Tikaram faisait un disque pour elle toute seule, pas pour passer dans la classe supérieure ?

East West/WEA 9031-73341-2.

Tanita Tikaram
Everybody's Angel

Il y a, dans la carrière de Tanita Tikaram, un côté cursus universitaire finalement gênant pour elle. Troisième album, les morceaux en guise d'unités de valeur, la jeune fille va-t-elle passer en année de maîtrise ? Tanita Tikaram joue le jeu de l'enfant prodige. Ses talents d'écriture sont réels, mais elle les emballe avec le soin maniaque d'une chanteuse californienne sur le retour. Everybody's Angel est de ce point de vue (la production, les arrangements) aussi plus conforme que ses deux précédentes. On dirait que Tanita Tikaram est allée fouiller dans une collection de disques sortis alors qu'elle était encore dans les langes. A moins qu'elle n'ait suivi les conseils de Rod Argent, qui coproduit, arrange et joue des claviers. L'ex-clavier des Zombies compte déjà un certain kilométrage.

Guitares exquises, orgue Hammond comme à Memphis, cuivres discrets, harmonies suaves (avec Jennifer Warnes et Katie Kissoon), la couleur, plutôt vive, est à la mode des années 70. Au mieux (Sunshine), Tanita Tikaram retrouve la sérénité et l'esprit d'aventure de Van Morrison au moment d'Astral Weeks. Mais, bien sûr, elle n'est plus la première à explorer ce territoire. Le reste, un peu country, un peu gospel, un peu reggae, est toujours digne, plaisant. Mais jamais inquiétant, dérangeant, ni tout à fait enthousiasmant. Le classicisme (le

Vini Reilly, guitariste, travaille au sein de Durruti Column depuis le début des années 80. Poussant jusqu'à sa conclusion un processus entamé depuis longtemps, Obey The Time est un disque purement instrumental réalisé en solo par Vini Reilly. Sa virtuosité n'a rien de linéaire, et sa musique est une « atmosphère ». Heureusement, Vini n'a pas qu'une seule d'atmosphère. Si, au fil des années, il est resté attaché au nom de Durruti, c'est peut-être pour se dissimuler derrière, sûrement aussi parce qu'il est un peu anarchiste. Obey The Time flirte constamment avec l'hygiénisme et le côté figuratif de la musique new age telle qu'elle se consomme aujourd'hui sur les meilleures chaînes digitales.

Mais il est impossible de prendre Reilly pour un fabricant de sérénité en conserve. Son vocabulaire musical n'a pas exclu le rugueux, le distordu, le brutal. Contre la guitare qui hispanise distraitement vient se frotter un son électrique un peu crasseux. Les textures se heurtent, l'incident musical (l'imprévu) arrive, lentement, explose, et s'en va discrètement, après avoir bouleversé l'architecture d'un morceau sans jamais mettre en péril sa grâce. Vini Reilly fait de la musique d'ameublement, mais il arrive parfois que les meubles captent l'attention et envahissent toute la pièce.

Factory 274. Distribution Virgin.

Musiques du monde

Cuba
A Carnival of Cuban Music.

Un best of efficace pour casser la vision monotone de Cuba, trop souvent entretenue à coup de cigares, de barbes et de treillis militaires. Ce premier volume de la série des Routes of Rhythm, quinze titres extraits d'une émission de télévision présentée l'année passée sur la chaîne américaine PBS par Harry Belafonte, a su voler un peu de l'âme de l'île mythique de Fidel, ce curieux conglomérat de cultures, avec ses strates africaine, espagnole, américaine et ses genres.

Le tour d'horizon commence par un bref chant, très africain, dédié aux orphes, les enfants des régions yorubas. Glissade au cœur du carnaval — enregistré l'été place Céspedes à Santiago, — dérapage dans la rumba de Los Munequitos de Matanzas, retour au style avec le très vieux joueur de guitare rex Isaac Oviedo. Cette incroyable promenade sonore passe naturellement par Guantánamo, le plus célèbre des boleros révolutionnaires, dédié à José Martí, ici dans une version de « rue », et l'on se croirait atterrit au bistrot du coin. Les joyeux lurons passionnés de folk du label Rounder n'ont omis ni les sauteurs Celia Cruz et Tito Puente, ni Los Van Van, ni les modernes Irakere.

Les États-Unis ont aimé Cuba et inversément. Cet album contient les preuves de cet échange tumultueux : El Manicero, version originale du Peanuts Vendor (ici enregistré en 1930 par Don Azpiazu et le Havana Casino Orchestra), Siboney, laoguerne standard des

années 30 d'Ernesto Lecuona, interprété par Bing Crosby et l'orchestre de l'Hispano-Cubain Xavier Cugat. Manter, de Chano Pozzo, enregistré en 1947 à New-York par Dizzy Gillespie. Et, fort judicieusement, c'est Brevendo America de l'Hispano-Américain Ruben Blades qui clôt le propos.

« en Rounder 5049, distribué par Média 7.

Lola Flores

Oh.

La couverture de l'album nous propose une gentille fille en couleur, une Lola Flores de pacotille. La vraie est déclamée en noir et blanc, effrontée, castagnettes à la main, le corps jeté dans un geste d'égérie populaire dominant le luxe d'un théâtre embauché.

Espagnole jusqu'au fond de l'âme, sachant rouler les r et dominer son monde comme personne, Lola Flores est montée sur la scène madrilène à dix-sept ans. Le 11 septembre 1956, au faite de sa gloire, elle enregistrait à Mexico City quelques-uns de ses succès, regroupés dans cet album au titre bateau. Oh, qui a pourtant bien du charme. D'abord, parce qu'il joue sur deux tableaux : le sentimental guimauve, rythmes cha cha garantis avec l'orchestre de Manuel Garcia, ses congas, ses violons, ses cuivres qui entraînent, et le flamenco, dont Lola Flores l'Andalouse sait retrouver le chemin.

Voix superbe, actrice dramatique née, tirant des larmes violenteuses sur des romances connues et des boleros sentés (« Es mi destino vivir así/Tu es mi último fiasco... »). Lola Flores fut une grande voix de l'Espagne, de ses sages, de ses exots.

1 CD Seco 9085, distribué par Média 7.

Chanson

Blanchard

Chanson millénaire

Blanchard porte un blouson de cuir. Il pose sous un pont ou aux pieds d'une statue anonyme. Il joue de l'accordéon. Il est chanteur de variétés-rock. Avec accordéon. Le public attentif avait saisi : c'est bien de l'autentique compositeur du Rock à Rocamadour, de l'arrangeur mordant de l'air revoir ma Normandie, dont il s'agit. Gérard Blanchard, qui vient de signer avec EMI, égaré à droite et à gauche avec un plaisir mal dissimulé et des mots sautillants.

Parodique, avec orgue, saxo et tempo blues à la Ferret (« Je n'ai toujours pas trouvé ma Rolle/Hen Mino que c'est rose »), accorde avec dégoûté disco (« Patricia, ma calculatrice de mon trésor public/De toi à moi, il y a eu des jules/Patricia casse (bis), je te changerai les piles »), sentimental répandu en slow rétro (« Les filles ont leurs raisons quand elles s'en vont/De dou, de dou, de dou non non »), Blanchard regarde. Il observe en rigolant. Et reprend le style qui fit sa gloire sur nos ondes : voix gouailleuse, accordéon rocky et imaginaire gentil. Ce disque, qui n'est pas une surprise, est bien réjouissant.

1 CD EMI 795 870.

Le « live » ou la nature du jazz

UN soir de juillet 1973, un dimanche, Robin Kenyatta nous avait entraînés à Harlem. Il avait, disait-il, le blues. Sa petite amie l'avait plaqué le matin même. Bloody Sunday ! On peut dire qu'on était servis : un saxophoniste noir nous menait au club Baron de Harlem. Harlem, à l'époque, n'était pas tranquille. Le reste de New-York non plus. Notre imagination amplifiait tout. Sur le chemin, nous avons fait escale dans un soul food pour manger des haricots rouges. En montant vers le nord, les taxis verraient automatiquement leurs portières. Nous avions tous les mythes d'un seul coup sur un plateau. Il faisait extraordinairement chaud. Giuseppe Pina était bardé d'appareils photo comme un arbre de Noël. Philippe Carles rêvait d'aventures. Robin Kenyatta pilotait sa petite troupe en saluant les voisins et les amis devant leur maison. Au Baron, Eddie Harris jouait pour un public amusé, élégant, avec ce talent d'inventeur qui aurait pu en faire un monstre du free jazz ou de la fusion électronique. La nuit était soudain pacifiée. Nous étions les seuls Blancs. A des années-lumière des lofts préoccupés du sud de Manhattan.

Eddie Harris est trop court, trop fidèle, bien trop doué pour faire carrière. Ce qu'il connaît le mieux, c'est la musique sur toutes sortes d'instruments (saxophones, trompettes, vibraphone, piano), et la chanson, qu'il pratique avec une ironie consommée, avec gravité, aussi apte à l'égypte qu'à tenir une salle avec des récalcitrants.

Eddie Harris a touché tous les styles, sait le blues sur le bout du doigt et aurait pu, à lui seul, poursuivre l'aventure de Coltrane. Avec ce qu'on aurait tort de prendre pour de la nonchalance, il a préféré un honnête parcours tranquille. Son heure viendra. Il est né en

1934 à Chicago. Il aime encore trop jouer en club pour de vrais publics. C'est à cet aspect en voie de disparition que rend justice le disque A Tail of Two Cities, le premier à sortir sous le label Night Records.

La série produite par Joel Dorn a cette singularité de ne rassembler, après écoute de milliers d'heures, que des enregistrements live. Bonheur d'en rendre le sensible, la vivacité, le sentiment de vérité. Clubs, radios, théâtres, caves, tout ce qui peut venir de la maniaquerie d'amateurs est ici restitué avec un beau travail sur le son. On y gagne un sentiment de présence qui finira bien par passer pour autre chose que ce qu'il est, une belle illusion : parce qu'il est parfaitement restitué (extraordinaire échange avec le public dans le disque de Roland Kirk) ; parce qu'il est justifié (long murmure de Cannonball Adderley sur fond de blues dans Radio Night) ; parce qu'il apparaît comme un accélérateur de pensée (dans le disque de Les McCann) ; parce qu'il rend, enfin, justice à celui sans qui il n'est pas de jazz : le public.

La série propose donc de satisfaire les amateurs du premier cercle, toujours en manque de rareté, les nouveaux venus (ils ne doubleront pas que le jazz, c'est « ça ») et les amateurs de musique populaire portée à la hauteur du génie. Ce qui fait, en fin de compte, beaucoup de monde.

FRANCIS MARMANDE

★ Eddie Harris : A Tail of Two Cities. Roland Kirk : The Man who Cried. Cannonball Adderley : Radio Nights. Les McCann : Less is More. 4 CD Virgin, collection « Night Records », VNC 1,2,3,4.

VOTRE TABLE CE SOIR

• Ambiance musicale • Orchestre • P.M.R. : prix moyen du repas - J... E... ouvert jusqu'à... heures.

DINERS		RIVE DROITE	
L'ALBAIS AUX HALLES 16, rue Coquillière, 1 ^{er} 42-36-74-24		DE NUIT COMME DE JOUR : Choucroute, poisson, foie gras, fruits de mer toute l'année. Pour vos repas d'affaires, en famille, même particuliers au 1 ^{er} étage.	
L'ARTOIS 13, rue d'Artois, 8 ^e 42-25-01-10		CUISINE TRADITIONNELLE : POISSONS, coquilles St-Jacques, CONFIT, saumon, FOIE GRAS FRAIS de canard, GAMBES en sauce. Env. 20 F. OUVERT LE SAM. SOIR.	
RELAIS BELLIAM 37, rue Frençois-1 ^{er} , 8 ^e 47-23-54-42		Jusqu'à 22 h 30. Cuisine entièrement rénovée. Soins classiques. Cuisine française traditionnelle. Les RAVIOLIS DU ROYAL. Soles aux coquilles. FILET A L'ESTRAGON. Cèdre de jour.	
LE COURMAND CANINE 43-80-01-41 6, St. Marcellin-1 ^{er} , 17 ^e 42-38-11-11		Cette maison a du succès et elle le mérite : avec son personnel éminent et la grande qualité de sa cuisine traditionnelle et inventive. Décor contemporain.	
RIVE GAUCHE 20, rue de Valenciennes 46-33-66-07 et 46-12		Unique au monde. Cadre 17 ^e . Ambiance exceptionnelle. Menu 6 plats : 175 F tout compris. Vin à discrétion. Tous les soirs. Dimanche midi et soir.	
YUGARAJ 14, rue Dauphine, 6 ^e 43-26-44-91		SPECIALITES INDIENNES : « De tous les Indes, celui-ci est de très loin le meilleur et le plus authentique. » Christian Milau (Ouvé-Milau).	
RESTAURANT THOUVENOT 47-48-49-75 79, rue Saint-Denis, 2 ^e		Spécialité de confit de canard et de canard au confit de canard. Service jusqu'à 23 h 30. TOUS LES JOURS. Dim. au confit de 12 h à 23 h 30. SALONS CLIMATISÉS.	
LES POLIERS 101, rue Saint-Maur, 11 ^e Rénovés complètement 43-38-13-61		Rosine EK a quitté la rue de Provence pour ouvrir le restaurant de ses rêves : un cabotage qui vous dévoile les mystères de la cuisine luxueuse.	
ENVIRONS DE PARIS LA MAIRIE AU DRALE 48-43-14-17 F. dim. 2 et 3. RN 6 77550 Rava entre Lissieu et Mém.		Un lit de verdure de 17 ha (placine, tennis, hammam...). Un restaurant gastronomique. Une splendide chemise. Salons pour repas d'affaires et réceptions.	
SOUPERS APRÈS MINUIT LES GRANDES MARCHES AU FIED DE L'OPERA-BASTILLE La bonne adresse de cuisine. HUITRES toute l'année. POISSON DU JOUR. Fines traditions. Vins à découvrir. DÉCOR : « Bressaire de l'ère » Tél. de 11 h 30 à 2 heures du matin. 6, place de la Bastille, 43-42-90-32.			

RENCONTRE

CRÉATION À PARIS DE « RUMEURS », DE NEIL SIMON

Jean Poiret, l'amuseur égoïste

Acteur, auteur et adaptateur à succès, Jean Poiret avait juré qu'on ne le verrait plus sur une scène de théâtre. Il a repris sa parole : il vient d'adapter et joue *Rumeurs*, de Neil Simon, qui commence sa carrière parisienne au Palais-Royal. Formé au cabaret, découvert par les cinéastes de la nouvelle vague en... 1980, mélomane invétéré, il dresse ici son portrait en forme de paradoxe : individualiste et généreux, amuseur et inquiet.

BEAUX quartiers en état de siège. A deux pas des ambassades d'Irak et de Syrie, à côté du siège parisien de l'OLP, bâtiments protégés comme les navires de la Royale, la rue où Jean Poiret croyait s'être installé « au calme » est bleue, bleu nuit comme les uniformes et les gilets pare-balles des forces de sécurité. Sale temps pour l'humour. C'est là que l'acteur, le traducteur, l'auteur doit chaque jour s'exercer à son rôle du moment, bras droit d'un politicien en vue qui, à quelques jours d'un congrès capital, vient de se tirer une balle dans l'oreille. *Rumeurs*, pièce à succès de Neil Simon, vient de commencer sa carrière au Théâtre du Palais-Royal avec un seul objectif : le rire.

« Vous dites vous méfier du théâtre « qui fait penser », préférant celui qui fait rêver, qui fait rire. D'où vous vient cette méfiance ?

— J'ai voulu résister à une vieille idée soixante-huitarde ou même pré-soixante-huitarde qui disait que l'on démobilisait les gens dans le rire. Je ne suis pas pour l'opium du peuple par le comique mais je prétends que, dans notre théâtre à nous, faire rire est une action salutaire. Qu'il y ait un théâtre d'action, un théâtre qui fait avancer les choses sur le plan politique, très bien. Brecht a écrit du théâtre pour cela et il l'a très bien fait. Même si, nous autres Français, on le monte souvent aujourd'hui à côté de la plaque sans trop s'interroger sur la façon dont il a voulu faire passer son message.

— Deux mots reviennent souvent quand vous essayez de faire votre portrait, « individualiste » et « égoïste ». N'est-ce pas en contradiction avec l'essence même de votre métier où le mot le plus usité est la générosité ?

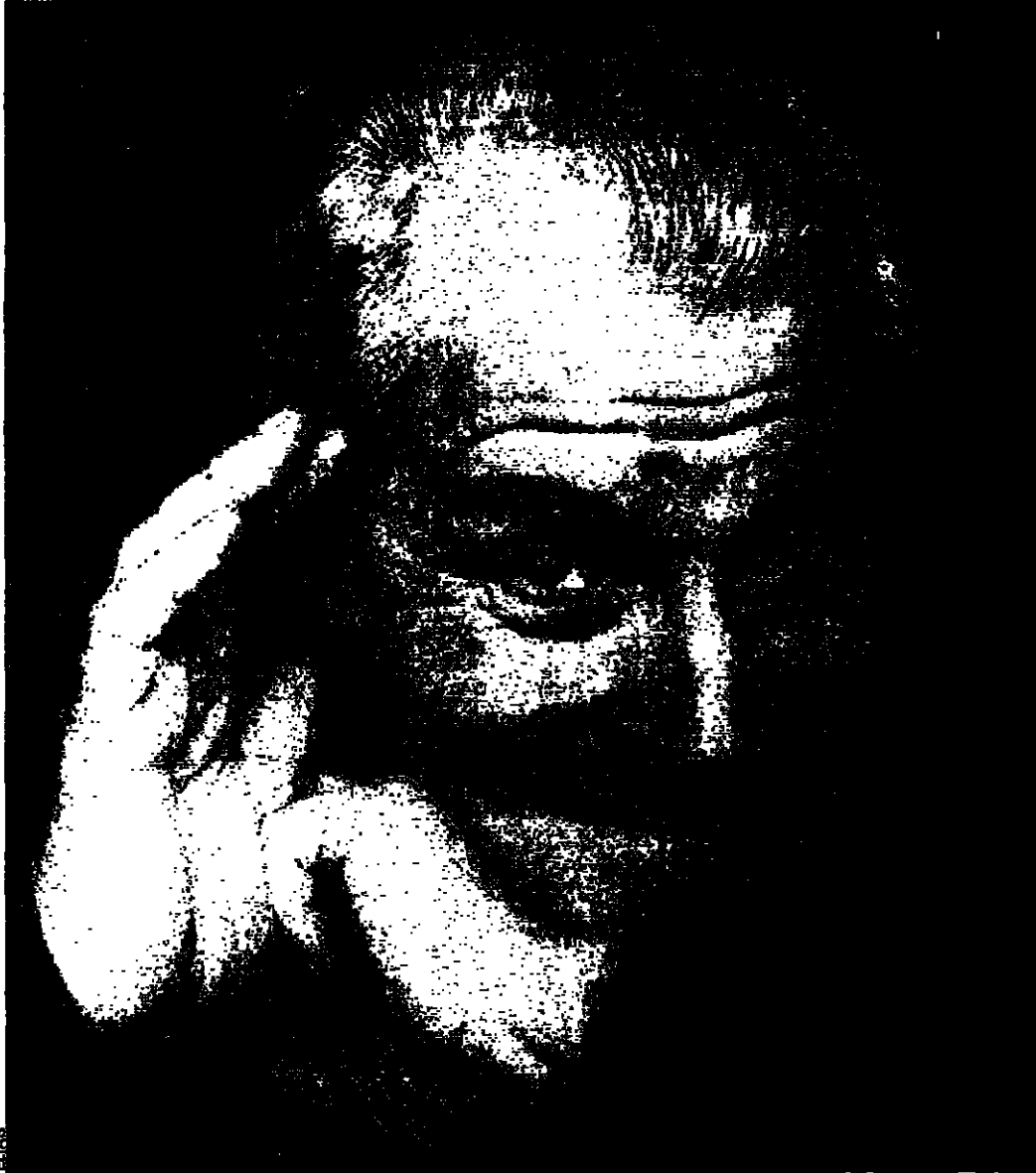
— L'emploi le mot égoïste parce que j'écris des textes en premier lieu pour m'amuser, moi. Et puis j'espère que, dans la foulée, ils amuseront d'autres personnes. Cela dit, pour s'échapper des pensées qui vous annihilent, il faut beaucoup de courage. Je n'ai pas du tout intérêt à me retrouver, après cet entretien, dans ce fauteuil pour ruminer tout l'après-midi. Je me finguerais. Le rire peut donc être complètement égoïste, une sorte de confort, mais c'est aussi un boomerang dans la mesure où nous l'exerçons par le truchement de la scène. C'est plus facile de faire rire dans la vie, vous envoyez des humeurs et des bonnes ondes et ça vous revient. Les gens avec qui vous vivez ont déjà assisté à plusieurs centaines, voire plusieurs milliers de représentations. Les gens qui viennent au théâtre vous voient toujours pour la première fois. Cela rend le métier périlleux.

— Le rire serait donc un métier ?

— C'est mon métier. Et je lui accorde une vraie importance. Le jour où je ne fonctionnerai plus que sur l'acquis, l'expérience, je ne le ferai plus, si je peux. Il faut être convaincant tous les soirs et pas seulement avec des roueries. Je ne dirais pas avec du cœur — c'est un mot qui me fait peur et m'embarrasse — mais avec de l'estomac, du cran, du ventre. Mais c'est un métier. Je n'ai jamais dit que je faisais un sacerdoce ou que j'étais au service de l'art. Les grands mots m'ennuient, nous sommes submergés de grands sentiments à bon compte. Quand j'entends mes camarades acteurs et actrices — surtout actrices — se définir intellectuellement et artistiquement par rapport à leur travail, j'ai envie de me cacher dans un coin. J'ai honte. Je fais un métier, je le fais bien. Enfin, j'essaie de le faire bien.

— L'une de vos principales activités est l'écriture. Quand vous n'écrivez pas vos propres textes, vous adaptez un texte, de l'anglais ou de l'américain, pour vous-même ou pour les autres. Qu'est-ce qui vous attire dans le théâtre anglo-saxon ?

— Je suis toujours à la recherche de bonnes mécaniques et, comme je suis un peu fainéant, je vais les chercher chez les Anglais et les Américains plutôt que de me torturer. Je ne m'attaque pas, pardon pour Neil Simon, à des grands textes mais à des « machines à rire ». La seule chose que je demande est une totale liberté d'adaptation. Avec *Rumeurs*, Simon aborde un théâtre léger, très léger, satire des snobs juifs new-yorkais avec ses références et ses *private jokes*. L'équivalent français est un milieu qui pourrait être celui du Racing, les membres d'un club chic. Il y a un ton, une couleur dans la pièce originale qui pourraient s'accorder, en moins important, au ton de Woody Allen. Il



fallait retrouver cette humeur, ce ton, faits de dialogues muflés entre les hommes et les femmes, entre les gens d'une même carrière que l'on retrouve, si l'on veut chercher une source chez nous, dans *la Poudre aux yeux* de Labiche, dans Feydeau et, là-bas, plus directement chez Groucho Marx.

— Il faut aussi tenir compte du contexte dans lequel la pièce va être jouée. Le public américain est prêt à goûter, dans différents genres, des pièces moins « franches ». Le public français, aujourd'hui, pour des raisons qu'on comprend très bien, ne se contente plus d'un théâtre du sourire. Il veut des choses fortes, des répliques qui « font oublier ». Le vaudeville a de nouveau toutes ses chances. Il y a quelques années, j'aurais opté, dans le ton, le montage de *Rumeurs*, entre la comédie de bonne humeur et celle des portes qui claquent. Pierre Mondy et moi avons choisi aujourd'hui la folie du texte.

— La folie est un exercice que vous connaissez bien. Il n'y a qu'à se souvenir de *la Cage aux folles*, justement.

— Quand j'ai écrit *la Cage aux folles*, je me suis souvenu de *Certains l'aiment chaud* et de son ancêtre, un film français qui s'appelait *Fanfare d'amour*, avec Carette et Fernand Gravey, que j'avais vu enfant, en 1934, au cinéma Arlequin de la Plaine-Saint-Denis. Je suis parti d'un procédé vieux comme le théâtre : le travesti à l'envers, l'envers de *Certains l'aiment chaud*. Il me semblait amusant de prendre l'exemple de certains hommes dont le métier est d'être des femmes au cabaret, qui donc avaient pris tous les tics des femmes et qui ne pouvaient plus reprendre leur propre type dans leur vie. C'est une mécanique parfaite. Qu'est-ce qu'on pourrait faire de mieux avec des déguisements ? Des gens qui, pas plus que moi, n'ont traité le côté sexuel de la chose — certains ont voulu faire une ex-gèse de *la Cage aux folles* en disant que c'était une attaque contre une minorité sexuelle (les bras m'en sont tombés) — ont réussi à faire sur le même thème deux films épatants, *Victor, Victoria* et *Tootsie*.

— Il y a plus de cent situations dramatiques répertoriées. Je ne les ai pas, hélas ! toutes inventées mais c'est là-dedans qu'il faut puiser. Cela dit, je ne désespère pas d'écrire peut-être un jour une œuvre qui me sortirait du ventre, comme on dit, et qui aurait la mélancolie de Tchekhov et le désespoir de Strindberg.

— L'écriture est-elle pour vous un exercice difficile ?

— Je ne travaille pas facilement. J'ai un peu de mal à dire que l'écriture est un travail très long car j'ai l'impression de parler de Valéry qui peaufinait ses textes, sa pensée, aiguillait sa philosophie... C'est long parce que, très simplement, je n'ai pas le courage de faire des horaires de bureau. Ça ne marche pas pour

moi. Je n'ai pas de traitement de texte, ni de machine à écrire. J'écris une page, je m'y mets vers 4 heures de l'après-midi et j'essaie de rattraper le travail d'une journée.

— J'écris des répliques pour acteurs. Ne cherchez pas mes volumes dans la « Pléiade », vous ne les trouverez pas. Cela pose d'ailleurs un vrai problème : cela fait des années qu'on nous demande, à Serrault et à moi, d'éditer nos premiers textes. Il faudrait que je fasse un travail de réécriture car tous relèvent de la tradition orale, quelques mots écrits au départ et des choses qui se sont faites au cours des représentations. Même dans *la Cage aux folles*, nous avons fait des représentations qui duraient jusqu'à cinquante minutes de plus que le texte original.

— L'improvisation est donc un de vos genres préférés ?

— Je revendique, quand même, un peu de comédie dell'arte. C'est un genre très galvaudé. Les Italiens, les vrais tenants de la commedia dell'arte, sont maintenant des gens qui sont très en place. Ce qui est vraiment intéressant au théâtre sont les situations. Michel et moi — c'est peut-être parce que nous avons l'habitude de travailler ensemble — avons toujours recherché des prolongations ou des inventions dans la situation, pour l'enrichir. Nous ne faisons pas des choses plaquées, ce dont j'ai horreur.

— Nous devons cela au cabaret. Le cabaret, même si je vais enfoncer une porte ouverte, est la meilleure école de vérité pour les comédiens ; la proximité des gens vous oblige à jouer vrai. Toute cette école actuelle de comédiens de quarante ans, issus du café-théâtre, joue sûrement au plus près de Feydeau, au mieux de ce qu'il constatait : ses pièces sont des tragédies qui ont mal tourné.

— On vous a pourtant vu, au cinéma, dans des rôles « sérieux ». Mais plutôt tardivement. Cela vous laisse-t-il des regrets ?

— Des gens « sérieux » m'ont fait des propositions ces dix dernières années, Troffant, Chabrol, Giroud... Je regrette que ça ne soit pas venu tout de suite, quand ils ont démarré leur nouvelle vague, mais je n'ai pas vraiment de regrets. Je n'ai pas non plus de grandes satisfactions. Même quand *la Cage aux folles* a commencé de bien marcher, j'étais inquiet. J'ai toujours l'impression que les choses ne dureront pas. C'est pour ça que je ne m'installe pas. Je n'installe pas ma loge, je ne la tapisse pas de souvenirs, je n'apporte rien, même pas de fond de teint parce que je ne me maquille jamais... Je n'ai sûrement pas profité au maximum des succès que j'ai pu avoir.

— En somme, vous n'avez pas joué les rôles, au théâtre comme au cinéma, qui auraient pu vous valoir le statut de star.

— Je n'ai jamais eu des envies folles de star-system. Quand, dans les années 40, j'ai voulu être comédien, je suis allé au cours de la rue Blanche, j'ai essayé d'entrer au Conservatoire, qui était la voie royale à l'époque. J'avais envie de jouer à la Comédie-Française parce qu'il y avait là une belle et grande troupe d'acteurs. J'ai été boulé au Conservatoire. J'ai dû avoir beaucoup de vague à l'âme et de tristesse à ce moment-là. Mais mon professeur, Julien Bertheau, m'avait dit que ça marcherait autrement pour moi, même si je ne passais pas sous l'arche triomphale.

— Cela confirme l'impression que vous voulez donner de vous un certain détachement ?

— Je ne suis pas « l' » acteur. Je peux très bien me passer d'être sur scène et devant la caméra. Je fais des choses en marge. J'ai envie de tout : ré-apprendre la technique du théâtre à zéro, la mise en scène de comédie, d'opéra, réaliser des films. J'aurais dû m'y prendre plus tôt car ce sont de lourdes charges, surtout, quand, comme moi, on approche de la quarantaine (!). Le théâtre, c'est sain, même s'il est devenu plus cher. Un montage pour nos comédies qui supposent un ou deux décors, huit ou dix personnages, coûte 2 ou 3 millions de francs.

— « Fils d'ouvrier, petit-fils d'ouvrier, ouvrier moi-même, j'ai peur de m'investir dans ces grands bateaux de cinéma qui coûtent 2 ou 3 milliards de centimes. Comme je n'ai pas envie de faire de la comédie filmée, j'aimerais quand même, si je me lançais dans la réalisation, qu'il y ait un petit style, une petite patte cinématographique dans la narration : quelque chose qui soit un peu la correspondance de ce que j'aime faire au théâtre. Je ne vais pas vous dire Woody Allen, ce serait trop facile, mais Woody Allen quand même, ou Jean Yanne, qui a fait de très bonnes choses, quoi qu'on en dise. *La Rose pourpre du Caire* et ces deux plans de personnages qui sortent de l'écran, c'est une idée épatante, c'est ça que j'aime.

— Vous n'êtes donc pas près de fêter de la retraite ?

— Agir me met de bonne humeur. Dans la mesure où il n'y a pas de problème physique — j'ai quand même soixante ans, disons-le franchement — je ne veux pas jouer la comédie au ralenti, avec des scènes pépères parce que j'ai cet âge-là. On je continue de faire ce que je faisais à trente-cinq ans ou alors je ne fais rien du tout. Ou encore une de ces belles scènes de théâtre comme il y en a une dans *Histoire de rire*, d'Armand Salacron, celle où le mari dont on parle pendant une heure et demie, entre en scène sur le coup de dix heures un quart, joue une scène d'un quart d'heure et bouffe la représentation. Mon plaisir immédiat, c'est d'être en scène, c'est d'agir. Nous ne sommes pas faits pour l'éternité, en tout cas pas moi, je ne me sens pas prêt pour elle. Pas prêt pour essayer d'y partir non plus. Ça m'ennuie d'apercevoir que, quoi que je fasse, j'ai encore dix années possibles pour tenter l'aventure américaine, faire un film à la Spielberg et monter la grande comédie musicale que Paris attend...

— Savez-vous déjà à quoi elle ressemblerait ?

— Je crois qu'il faudrait être modeste. J'ai pris l'idée dans Marcel Achard, une pièce qui s'appelle *Aspirés de ma blonde* et a connu le succès au début des années 50 avec la bande à Fresnay et Printemps. Elle est basée sur le système du retour-arrière. On commence par les noces d'or d'un couple et on revient jusqu'à leur rencontre. C'est la grande saga comme les Américains l'aiment. Elle permet de faire des exercices de style musicaux en reprenant les rythmes des années 60, de l'après-guerre et de Saint-Germain-des-Près.

— Vous êtes aussi un grand amateur d'opéra. Pourquoi ne vous lancez-vous pas dans la mise en scène d'un ouvrage lyrique ?

— J'ai eu des propositions : *la Vie parisienne*, avec Michel Plasseau, une œuvre dite légère ailleurs, mais la production disposait d'environ 250 000 francs, ce n'était pas possible... Les professionnels s'imaginent toujours que j'ai envie de monter un Offenbach ou un Mozart léger, s'il y a un Mozart léger... J'ai plus envie de monter *Parsifal*, *Tristan* ou un grand Verdi. Cela part d'une envie sincère. Mais quand mes camarades me parlent des rapports avec les chanteurs, je sais qu'il faut avoir les reins très solides. Je ne suis pas Chéreau et pas un chanteur n'acceptera de travailler deux mois avec moi. Si je mets en scène Caballé, elle sera en droit de me dire que *la Cage aux folles*, c'est bien gentil mais qu'elle n'a pas vraiment besoin de moi pour jouer Norma.

— N'avez-vous pas envie aussi d'être l'un ou l'autre de ces grands personnages du répertoire classique ou contemporain sous la direction d'un « grand » metteur en scène ?

— J'ai appris la liberté au cabaret avec Serrault. Je n'ai plus envie d'être mis sur des rails.

Propos recueillis par OLIVIER SCHMITT

* *Rumeurs*, de Neil Simon, mise en scène de Pierre Mondy. Avec Pierre Mondy, Jean Poiret, Eva Darian, Claire Nadeau... Théâtre du Palais-Royal. Du mardi au vendredi à 20 h 45. Le samedi à 17 h 30 et 21 heures. Matinée le dimanche à 15 heures. Tél. : 42-97-59-76.

27. Marchés financiers 36. Bourse de Paris
28. Le monde de la finance 37. Bourse de Paris
29. Le monde de la finance 38. Bourse de Paris

L'abolition du cadre réglementaire hérité de la Grande Dépression

Les banques américaines bénéficieront d'une totale liberté d'installation et d'accès à des activités nouvelles

Concurrence et rigueur

Les banques américaines sont malades. Malades du ralentissement économique aux États-Unis, mais surtout d'un système datant des années 30, qui les rend inadaptées à leur environnement international. Il y a vingt ans, neuf banques américaines appartenaient au peloton des trente premières mondiales. Aujourd'hui, on n'en compte plus qu'une.

Consciente de cette faiblesse et désireuse de relancer la machine économique, l'administration Bush a mis en chantier une réforme qui, si elle passe l'obstacle du Congrès, entraînera le plus grand bouleversement de la réglementation et du paysage bancaire américain depuis plus d'un demi-siècle. Deux idées-forces fondent cette réforme : une plus grande liberté dans l'exercice de l'activité bancaire, un contrôle renforcé sur la solidité financière des établissements.

Les banques devraient voir tomber les barrières qui limitent leur champ d'action territoriale à leur État d'origine et cantonnent leur intervention à un secteur d'activité (banque commerciale ou banque d'affaires). Si elles avaient disposé plus tôt de cette liberté de manœuvre, les banques américaines ne seraient pas allées chercher dans des prêts risqués au secteur immobilier, aujourd'hui en faillite, une pittance qu'elles auraient pu trouver dans un autre État, ou dans un autre secteur.

Cette libéralisation, qui mettra d'autant plus les établissements américains au contact de la concurrence, devrait s'accompagner d'un renforcement des contrôles. Par une concentration des pouvoirs de tutelle entre les mains de deux organismes au lieu de quatre actuellement. Par des exigences plus fortes en matière de capital, qui devraient entraîner l'intervention des autorités de tutelle aux premiers signes d'insuffisance de fonds propres, bien avant qu'un établissement ne devienne insolvable. Enfin par une réforme du système de garantie des dépôts bancaires qui devrait introduire plus de rigueur. Cette réforme aurait aussi l'avantage, dans la perspective de l'Europe financière de 1993, de mettre enfin les banques du Vieux Continent sur un pied d'égalité avec leurs homologues d'outre-Atlantique. Jusqu'à présent, si les Américains pouvaient exercer un métier de banque universelle en Europe, la réciproque n'était pas vraie. En l'occurrence, si la réforme Bush est bonne pour l'Amérique, elle le sera aussi pour le monde.

C. B.

Pour remédier à une nette dégradation du secteur bancaire, l'administration américaine a présenté le 5 février une réforme du système qui, pour l'essentiel, vise à permettre aux établissements de s'installer désormais sur l'ensemble des États-Unis et d'élargir le champ de leurs activités financières. Dans le même temps, la garantie des dépôts bancaires sera réduite, pour éviter les tentations spéculatives qui se sont développées grâce à ce système pour les caisses d'épargne, aujourd'hui naufragées.

NEW-YORK

de notre correspondant

En l'absence d'un reportage télévisé consacré aux difficultés des caisses de crédit mutuel de l'État de Rhode-Island, situé à trois heures de voiture de New-York, la caméra de CNN s'est un instant attardée sur la vitrine de l'Old Stone Bank. Dans les minutes qui ont suivi, les vingt-huit agences de cette banque en excellent état et qui n'avaient aucun rapport avec les établissements, eux en réelle déconfiture, cités dans le commentaire, étaient prises d'assaut par une clientèle au comble de la panique, exigeant le remboursement immédiat et en espèces de la totalité de ses dépôts. La direction, incapable de faire face à l'ampleur des retraits, a dû faire appel à la Réserve fédérale en attendant qu'une mise au point précipitée de CNN vienne calmer les esprits.

Pour caricaturer qu'il soit, cet épisode, qui s'est produit fin janvier, illustre bien la sensibilité du public américain à toute information concernant un système bancaire dont il découvre, chaque jour, une preuve supplémentaire de fragilité. En l'espace de six mois, l'accroissement du

nombre de faillites, les milliers de licenciements intervenus, y compris dans les établissements figurant au top d'une profession désormais sinistrée, le sauvetage - sur fonds publics - de la Bank of New England et, pour finir, la mise à sec probable, à la fin de l'année, de l'organisme chargé d'assurer les dépôts dans l'ensemble des banques américaines, ont amplement démontré l'urgence de donner à l'ensemble du secteur les moyens d'assurer une situation qui porte en germe un effondrement de la totalité du système financier, aux conséquences incalculables.

Obstacles réglementaires

Dans le même temps, le procès fait de plus en plus ouvertement à la Réserve fédérale, et plus particulièrement à son président, M. Alan Greenspan, accusé de ne pas avoir injecté assez tôt les liquidités nécessaires pour éviter que le ralentissement économique des États-Unis ne se transforme en récession - ce qui a été effectivement prouvé - a levé les dernières hésitations de l'administration sur la nécessité d'abolir les obstacles réglementaires qui, depuis près de soixante ans, limitent tant géographiquement qu'en termes d'activités, le rôle des banques commerciales américaines, appelées désormais à bruler la machine pour la faire repartir. C'est ce que s'est efforcée de faire l'administration Bush en présentant le 5 février « la plus importante réforme du système bancaire depuis la Grande Dépression » qui avait suivi le krach boursier de 1929.

« Nous tenons de faire quelque chose qui a été renversé le système bancaire américain, permet d'offrir davantage de services au consommateur, et démontre que nous voulons remédier à une situation telle que la première banque américaine se situe actuellement seulement au vingt-sept

sième rang mondial », a indiqué le secrétaire américain au Trésor, M. Nicholas Brady. Longtemps considérée comme l'archétype de la grande banque du futur grâce à sa vocation de banque universelle, la Citicorp - puisque c'est d'elle qu'il s'agit - a effectivement disparu du Top-25, déborder par des établissements européens et, surtout, japonais, après avoir été numéro un mondial en 1983 (le Monde du 14 décembre 1990), sous l'effet d'une dépréciation des actifs qui s'est encore aggravée en 1990.

Pour améliorer la situation des établissements, gravement pénalisés par la dégradation de leur portefeuille sous l'effet de la crise de l'immobilier et des conséquences de la récession sur la trésorerie des particuliers, plus sensibles dans certaines régions des États-Unis (Nouvelle-Angleterre, Californie, Texas), l'administration propose d'abolir le cloisonnement qui empêchait, théoriquement, une banque domiciliée dans un État de s'installer dans un autre. Directement inspirée du Mac-Fadden Act, qui avait été voté en 1927 pour garantir aux banques nationales les mêmes droits qu'aux banques d'État en matière de dépôts de dépôts, cette disposition est souvent présentée comme un frein puissant à la liberté de s'implanter sur l'ensemble du territoire.

Commerce des titres

En réalité, l'amendement Douglas (1956), prévoyant la constitution de holdings bancaires, les a implicitement autorisés à sortir de leurs frontières distinctes. Depuis, certaines banques californiennes ont créé des filiales dans d'autres États et, dernièrement, dans d'autres établissements new-yorkais ont fait de même en Californie. Pour le consommateur, cette liberté de s'installer dans un délai de trois ans aura l'avantage de

mettre un terme à cet anachronisme qui faisait que le détenteur d'un chèque établi à New-York ou dans l'Ohio, se voyait refuser son paiement dans l'État voisin.

La deuxième réforme importante vise la fin du Glass-Steagall Act qui, depuis 1933, interdisait aux banques commerciales d'émettre et de faire commerce de valeurs mobilières, une activité réservée aux banques d'affaires ou investment banks telles que Merrill Lynch, Salomon Brothers ou encore la défunte Drexel Burnham Lambert. Là encore, cette règle, considérée à l'époque comme un gage de solidité après les excès qui avaient conduit au krach boursier « du siècle » et qui visait à éviter que les banques ne perdent trop d'argent sur des marchés à risques, a été considérée comme tellement obsolète que les autorités, elles-mêmes, ont choisi de la transgresser quand elles ont autorisé, l'année dernière, I. P. Morgan, le « bon diable » de la classe des banques commerciales, à s'essayer au commerce des titres. Un test confirmé ultérieurement par quelques autres établissements, eux aussi très sur le volet, qui se sont engagés sur cette voie nouvelle, pour l'instant bien délaissée, comment tout des importations boursières liées aux placements spéculatifs.

A ces modifications importantes, certes, mais déjà entrées dans les faits, du cadre réglementaire du système bancaire, dans le sens d'un assouplissement et d'une ouverture à des activités nouvelles mais aussi à la concurrence, il faut ajouter la création d'un nouvel organisme placé sous l'autorité du Trésor et chargé de réglementer l'ensemble des banques américaines mais aussi les caisses d'épargne, dont on connaît la pierre situation. Cette réforme aurait pour effet de confier au Federal Deposit Insurance Corp (FDIC) - lequel assumait jusqu'à présent cette mission pour les seuls établissements bancaires - la seule

garantie des sommes versées, qui devrait être réduite.

Actuellement, le FDIC, qui a également été créé au début des années 30, assure chaque compte à hauteur de 100 000 dollars. Dorénavant, l'assurance sera limitée à 100 000 dollars par personne et par compte et, à terme, à un seul dépositaire pour l'ensemble de tous ses comptes, y compris ceux détenus dans plusieurs banques, de façon à éviter les indemnités colossales qui ont dû être versées à l'occasion d'innombrables faillites de Savings and Loans, où des milliers de comptes avaient été ouverts à des fins spéculatives, voire de pure escroquerie, pour obtenir des prêts qui ne seraient jamais remboursés.

Au total, ces dispositions, qui figurent dans un volume de la taille d'un annuaire de téléphone, visent essentiellement à permettre à l'activité bancaire de mieux se déployer à l'intérieur d'un cadre assoupli mais toujours étroitement contrôlé par les autorités fédérales et les agences dont elles disposent. Pour autant, l'administration s'est bien gardée de remettre en question une structure encore complexe où, à côté des 13 500 banques commerciales et des banques d'affaires, figurent des milliers de Savings and Loans et de Mutual Savings Banks, toutes deux tournées vers la collecte de l'épargne, et autant de Credit Unions, fonctionnant comme des caisses de crédit mutuel (telles celles de Rhode-Island...) ou des « quasi-banques » qui concurrencent fortement les banques inscrites. Au total, environ 40 000 établissements distincts, représentés par deux lobbies professionnels aux intérêts souvent opposés, l'American Bankers Association (pour les grands établissements) et l'Independent Bankers Association of America (pour les plus petites), entendent bien donner de la voix au Congrès lorsque la réforme bancaire du président Bush leur sera enfin présentée. SERGE MARTI

Les conséquences de la guerre du Golfe

Air France supprime deux mille vols et les voyagistes annoncent des licenciements

La frilosité des Occidentaux née des événements du Golfe, se confirme de jour en jour et met en péril tous les secteurs du voyage, qui, les uns après les autres, tentent de compenser la chute de leurs recettes par des mesures d'économie.

M. Jean Perrin, président du Syndicat national des agents de voyages (SNAV), a présenté, le 5 février, l'étendue des dégâts subis par cette profession qui a dû affronter quelque 18 000 annulations de voyages depuis le 1^{er} janvier. Les organisateurs de séjours sont les plus frappés avec une baisse d'activité oscillant entre 70 % et 95 %. Les agences distributrices préservent une partie de leur chiffre d'affaires grâce à la vente de billets de train, notamment, et grâce aux voyages d'affaires. Quant aux agences qui accueillent des étrangers en France, elles font, dans leur majorité, état d'un recul de 18 %. Les agents de voyages attendent avec anxiété les prochaines semaines, car c'est en février et mars qu'ils réalisent 70 % des réservations pour l'été.

800 millions de francs de pertes

Faut-il s'étonner si 58 % des 650 agences interrogées par le syndicat ont annoncé leur intention de licencier du personnel ou d'avoir recours au chômage partiel ? Le SNAV, qui redoute des dépôts de bilan à partir du printemps, demande aux pouvoirs publics des mesures d'aide : assouplissement des lois de réglementation sur le chômage partiel, sur les licenciements économiques, report du paiement des charges sociales, réduction des déficits de 1991 au bénéfice de 1990, report des échéances des fournisseurs, prêts bonifiés pour les agences, etc. Les licenciements pour l'année 1991 des destinations de vacances, y compris des destinations de substitution au lieu des pays réputés à risque.

En avril, ce sont les transporteurs qui souffriront et qui tailleront dans leurs programmes. British Airways supprime un vol en Concorde sur deux

vers New-York et suspend le dessert Concord de Washington. PanAm, qui est en état de cessation de paiement, a décidé de licencier 4 000 salariés sur les 26 500 qu'elle compte. Pour sa part, Air France entame son troisième plan d'austérité en six mois.

Au cours de l'été, la compagnie nationale avait gelé l'embauche et réduit les investissements. En novembre, elle avait restructuré son réseau et supprimé des vols déficitaires. L'accolade de la chute de la demande (-22,5 % au cours de la dernière semaine de janvier par rapport à la semaine correspondante de 1990) a conduit, le 5 février, à supprimer 6 % de ses sièges offerts au cours du premier semestre, soit deux mille vols environ (le Monde du 6 février).

De plus, les effectifs, qui ont crû tout de même de 900 unités en 1990,

sont vivement gâchés, mais pas le recrutement des pilotes et mécaniciens navigants, en nombre toujours insuffisant. Un communiqué précise que « toute dépense non indispensable au fonctionnement quotidien de la compagnie sera suspendue ».

Air France ne pouvait éviter cette nouvelle cure d'austérité, qui pourrait ne pas se révéler suffisante. En effet, d'urgence la guerre du Golfe, elle est devenue définitive. Le doublement des prix du kérosène n'avait rien arrangé, et son excédent brut d'exploitation - qui mesure la valeur ajoutée de la compagnie - est revenu de 4,3 milliards de francs en 1988 à 3 milliards en 1989 et à 870 millions en 1990. L'exercice 1990 devrait se traduire par un déficit de 800 millions de francs, succédant à un bénéfice de 840 millions.

ALAIN FAUJAS

Les Lloyd's autorisés à couvrir les risques de terrorisme à terre

Les assureurs britanniques des Lloyd's ont annoncé le 5 février qu'une couverture spécifique contre les risques de terrorisme pourra être accordée, sous certaines conditions, à des sociétés qui en feront la demande. Jusqu'à présent, ces risques sont couverts uniquement pour les avions et les cargaisons maritimes. A terre, lorsqu'ils sont pris en charge par les polices d'assurances globales, ces risques sont généralement exclus en période de guerre.

La décision des Lloyd's est intervenue le jour où Radio Bagdad a diffusé des appels adressés à des « combattants » et à des « cellules révolutionnaires » leur demandant de frapper « dans leurs repaires » les intérêts des pays attaquant l'Irak. Des compe-

gnies aériennes, des organes de presse ou des sociétés, qui estiment pouvoir être la cible d'attentats et dont la couverture n'est plus assurée de fait depuis l'éclatement de la guerre, ont été de plus en plus nombreux à demander une couverture spécifique.

Par ailleurs, le Conseil national des chargeurs maritimes français affirme que les surcharges liées aux assurances des navires transitant par Suez et la mer Rouge qui sont imposées par les armateurs sont souvent « excessives et injustifiées ». Pour un porte-conteneurs de 21 000 tonnes construit il y a quatre ans, la « surprime d'assurance, risque de guerre » s'élève à 280 000 dollars, soit 130 dollars par conteneur, alors que certains armateurs qui desservent l'Extrême-Orient demandent 300 dollars.

Les difficultés de l'Europe verte

Les Douze rejettent la réforme de la politique agricole commune

Les ministres de l'agriculture des Douze, réunis lundi 4 et mardi 5 février à Bruxelles, ont rejeté dans leur grande majorité l'ambitieux plan de réformes conçu par la commission Dalors, laissant ainsi l'Europe verte en crise, et sans autres perspectives que celles d'excédents qui s'accumulent et de dépenses de soutien qui enflent.

BRUXELLES

(Communautés européennes)

de notre correspondant

Les tentatives pour relancer l'Uruguay Round ont jusqu'à présent échoué. L'administration Bush affirme ne pas pouvoir demander au Congrès de proroger le mandat de négociation qu'elle lui a confié au-delà du 1^{er} mars aussi longtemps que la Communauté n'aura pas consenti un geste majeur de bonne volonté. Plusieurs États membres, en particulier la France, estiment au contraire qu'il revient aux États-Unis, et non à la CEE, de « bouger » dans cette négociation. Ils intimement l'ordre à M. Frans Andriessen, le vice-président de la Commission, porte-parole des Douze, qui plaide pour davantage de souplesse de la part de la Communauté, de rester ferme, en d'autres termes de s'en tenir au mandat restrictif que les Douze lui ont confié en novembre 1990.

Capacité d'exportation

M. Louis Mermaz, ministre français de l'agriculture, mardi soir, n'a donc pas voulu risquer de lâcher la proie pour l'ombre en acceptant d'engager le débat sur la base du projet de réforme présenté par la Commission. Il demeure assurément ouvert à une agriculture davantage orientée vers la qualité : il n'est pas insensible de surcroît à la nécessité de mieux défendre les exploitations les plus fragiles, mais ce socialiste bon teint est catégorique : « On ne fera pas cette réforme sur la ruine des agriculteurs les plus productifs ». L'impératif prioritaire pour le mini-

stre français est de ne rien entreprendre qui mette en péril la capacité d'exportation, en particulier céréalière, de la CEE, et singulièrement de la France. Un objectif dont il ne lui a pas paru évident qu'il soit compatible avec l'élimination du plus novateur de la proposition de la Commission : une forte baisse des prix compensée par des aides directes calculées à l'hectare et dégressives selon la surface ou le revenu de l'exploitation.

Les grandes fermes performantes auraient assurément souffert, mais auraient-elles tenu le coup ? La Commission affirme dans la communication qu'elle a transmise vendredi dernier aux Douze : « Il ne s'agit nullement de pénaliser ou d'entraver le développement, mais seulement de mieux proportionner le soutien reçu des fonds publics à leurs capacités économiques », écrit-elle. Mais elle n'a rien dit de plus.

Certains à Bruxelles dénoncent l'erreur tactique qui a consisté à soumettre aux Douze des orientations très générales, sans préciser de façon chiffrée comment elles seraient mises en œuvre. La réforme radicale préconisée par la Commission relève assurément du pari : il convenait de prouver non seulement qu'il était fondé, mais qu'il avait des chances d'être gagné. Cela n'a pas été fait.

Cette occasion manquée fait que les Douze doivent repartir de zéro. La France soumettra bientôt ses propres propositions pour actualiser la PAC, a annoncé M. Mermaz. Selon lui, la situation de l'agriculture communautaire, notamment sur le plan budgétaire, n'est pas aussi sombre que le prétend Bruxelles : « Nous avons terminé l'année avec un excédent de 1,4 milliard d'euros (près de 10 milliards de francs) par rapport aux prévisions de dépenses de soutien inscrites dans le budget 1990 », se félicite-t-il. Le ministre français, comme la plupart de ses collègues, insiste pour que les prix de la campagne 1991-1992 soient adoptés sans tarder, et, ajoute-t-il, ce serait une erreur psychologique de les fixer à la baisse. Tout porte à croire qu'en fait de réforme, les Douze se limiteront cette année à des ajustements mineurs.

PHILIPPE LEMAITRE

PÉTROLE =

Prix du baril de pétrole brut (en dollars)

WTI (West Texas Intermediate), New York à la clôture

20,66 - 0,48

6 \$

à Brent à Londres à l'ouverture

19,95 + 0,26

(Source : Arbitrages pétroliers France)

Le marché pétrolier reste plat, mais de nouvelles tensions significatives. Le discours du président Bush, qui les Français ont interprété comme le signe d'une offensive terrestre imminente dans le Golfe a été perçu différemment outre-Atlantique, les opérateurs pétroliers jugeant, au contraire, que l'offensive ne serait pas lancée avant dix à quinze jours. Le sentiment général est que les approvisionnements ne sont en aucun cas menacés.

ÉCONOMIE

SOCIAL

Un accord qui bouleverse les classifications

La nouvelle grille de la sidérurgie organise des parcours de carrière pour les salariés

Après dix-huit mois de négociations, un accord sur les classifications et la carrière est intervenu dans la sidérurgie. Intitulé « Cap 2000 », ce texte, signé par tous les syndicats sauf la CGT, est historique : il bouleverse les fondements des grilles salariales.

Tous les tabous sont bousculés. Désormais, la position d'un salarié de la sidérurgie ne sera plus définie en fonction du poste de travail occupé. L'homme et son métier comptent plus que son rapport à la machine. Son salaire de base sera établi à partir d'une classification qui sera elle-même fondée sur la somme de ses compétences, individuelles ou collectives, et de ses connaissances, reconnues par un diplôme ou non. Avec la garantie d'un parcours minimum, une progression de carrière lui sera proposée à la suite d'entretiens.

Déjà révolutionnaire, le dispositif est aussi dynamisant. Ne pouvant longtemps supporter un décalage entre le niveau de rémunération accordé et l'emploi attribué, l'entreprise devra favoriser la promotion de son personnel, et, adaptant en conséquence ses structures, se rapprochera ainsi de son objectif de modernisation technologique. Ayant une connaissance précise de l'écart entre ses capacités et les tâches à maîtriser pour franchir l'échelon suivant, le salarié devra accepter de faire des efforts pour accroître sa technicité professionnelle. Les uns et les autres sont condamnés à progresser. Qualifié, pour ces raisons, d'*accord de l'ère nouvelle* par la fédération métallurgique de la CFDT, qui l'a signé le 19 décembre 1990 avec ses homologues de FO, de la CFTC et de la CGC, le texte « sur la conduite de l'activité professionnelle dans les entreprises sidérurgiques » a été difficile à mettre au point.

Ménées parallèlement à la négociation sur la fin de la fausseté CGPS (convention générale de protection sociale), et à l'élaboration de la convention sur l'emploi, les discussions sur les classifications se sont prolongées pendant dix-huit mois. Avant d'aboutir à ce qui a été intitulé l'accord « Cap 2000 » par la direction, il a fallu s'entendre sur les définitions, adopter une terminologie commune et admettre de corriger les erreurs du précédent accord sur les classifications, qui datait de 1975.

Les principes de base sont éclairants. Il s'agit de prendre en compte les connaissances et l'expérience professionnelle de chaque salarié selon une « logique de compétence », reposant sur le « savoir-faire opérationnel », et non plus les qualifications requises par les fonctions exercées. Au salarié et à l'entreprise d'en tirer les conséquences, et d'assumer leurs responsabilités respectives. Le premier doit prendre en main son propre déroulement de carrière, notamment par la formation, et mettre en œuvre les compétences acquises. La seconde doit utiliser au mieux les capacités existantes ou à venir du personnel, et, par établissement, adapter son organisation.

Cette méthode de classement permet d'anticiper sur deux évolutions qui se produiront : celle qui concerne les exigences liées aux activités, qui déterminent les compétences progressivement requises par le changement technologique et dont modèleront la classification des emplois par qualification ; celle qui touche aux connaissances et à l'expérience des individus, correspondant à des compétences acquises, qui permettent de mesurer la différence, le cas échéant, obligent à définir les moyens de progresser et conduisent à la définition d'un parcours professionnel. Pour ce faire, il est admis que le salarié, au moins tous les

deux ans, et s'il en est d'accord, peut avoir un entretien avec son supérieur hiérarchique pour faire le point sur les perspectives de déroulement de carrière, et établir avec lui la procédure. En cas d'opinion divergente, une commission paritaire pourra intervenir. Mais, de toute manière, il est affirmé qu'un nouvel embauché ne pourra rester plus de deux ans au niveau I de la grille, que la formation nécessaire lui sera dispensée, et que les salariés actuels passeront au niveau II au cours de la première année d'application de l'accord.

Un « parcours minimum de carrière » assure à chacun de progresser de trois échelons dans le niveau supérieur à celui de son « seuil d'accueil », à raison de 1,5 point par an. Discuté, le « parcours de carrière » moyen, lui, garantit le franchissement intégral de deux niveaux en vingt-cinq ans d'activité, et la progression de 3 points de classification par année. Quand, en outre, il y a eu acquisition de connaissances par un diplôme et/ou une expérience professionnelle supplémentaire, le « seuil d'accueil » s'en trouve relevé et la projection de carrière repart de ce nouveau point.

Compétence collective

D'autres dispositions innovent encore pour le personnel ouvrier. La notion de travailleur collectif est introduite pour tenir compte des capacités d'un travail en groupe, et par conséquent reconnaître des compétences collectives. Les mandats syndicaux ou autres sont admis comme des éléments particuliers d'expérience professionnelle, et valorisés, qui participent de la compétence de leurs titulaires. Ceux-ci, en outre, seront appréciés dans la classification, le parcours de carrière, et lors des entretiens personnels quand, par

exemple, ils reprendront une place dans la production. Enfin, le schéma retenu entraîne une nouvelle conception de la fonction d'encadrement où est exercé une autorité mais qui doit également permettre aux salariés d'assurer leurs missions et leurs responsabilités dans l'organisation du travail.

L'accord « Cap 2000 » fait actuellement l'objet de nombreuses présentations au sein des entreprises de la sidérurgie. Il faudra convaincre de sa justesse et de son efficacité. Les signataires se sont donné trois ans pour atteindre tous les objectifs. Ils ont aussi instauré une commission d'application et de suivi pour éviter les dérapages.

ALAIN LEBEAUE

La négociation sur la formation professionnelle se poursuivra jusqu'en juillet. Six réunions sont prévues d'ici au 2 juillet pour négocier un éventuel accord sur la formation professionnelle. Ainsi en ont décidé les partenaires sociaux qui se retrouvent le 5 février pour une première séance de négociation. Les échanges de vues préliminaires ont permis de fixer les limites de la discussion. Les syndicats, à l'exception de la CGT, plus jusqu'au-boutiste, voudraient imposer une négociation pluriannuelle sur les objectifs de la formation dans les branches professionnelles, et y relier la définition du plan de formation dans les entreprises. Le patronat, qui accepterait le premier volet, considère que le chef d'entreprise doit rester maître du jeu, « comme pour tout investissement ». Il souhaite introduire la notion de « co-investissement », les salariés sacrifiant une partie de leur temps de loisir, ou encore acceptant de signer « un contrat de fidélité » à la suite d'une formation qualifiante.

INDUSTRIE

Renforçant son potentiel de recherche sur les vaccins

L'Institut Mérieux prend le contrôle de Transgène

L'Institut Mérieux (groupe Rhône-Poulenc) s'appête à prendre le contrôle de la société Transgène, pionnier français du génie génétique (25 millions de francs de chiffre d'affaires), pour renforcer son potentiel de recherche dans l'industrie des vaccins, dont il est déjà le numéro un mondial. Mérieux réside, à une plus petite échelle, l'opération lancée début 1990 par le géant suisse Hoffmann-La Roche pour prendre le contrôle de la société californienne Genetech, leader mondial du génie génétique, une technologie jugée prometteuse par les groupes pharmaceutiques pour le vingt-et-unième siècle.

Mérieux était déjà lié à Transgène par des contrats de recherche. La prise de contrôle se fera sans bourse délier pour Mérieux, déjà lourdement endetté après l'acquisition, fin 1989, de la firme canadienne Connaught, qui avait propulsé le groupe lyonnais au premier rang mondial des vaccins.

Le schéma retenu — qui doit encore être approuvé par les assemblées générales des deux entreprises — pré-

voit que les grands investisseurs industriels (AGF, BSN, Elf-Aquitaine, LVMH et Paribas), propriétaires des deux tiers du capital de Transgène, céderont leurs parts, moyennant une participation de 2 % dans l'activité de médecine humaine du groupe Mérieux (Pasteur Mérieux sérum et vaccins). L'autre branche de Mérieux, l'activité de médecine vétérinaire, n'est pas concernée par l'accord.

Pasteur Mérieux SV était détenu jusqu'à présent à 56 % par l'Institut Mérieux International (IMI), contrôlé par Mérieux à 56 % et par Rhône-Poulenc à 44 % directement (50,8 % indirectement). Une fois l'opération bouclée, les parts d'IMI et de Rhône-Poulenc vont baisser respectivement à 55 % et 43 %. Le solde du capital de Transgène restera détenu par la transfusion sanguine et les institutions scientifiques à l'origine de la société : le CNRS, l'Institut Pasteur, l'INRA, l'INSERM, l'université Louis-Pasteur de Strasbourg. Transgène travaille notamment sur le Sida.

INSOLITE

La CGT rend les armes à Manufrance

On solde les comptes à la « Manu » : l'union départementale de la CGT de la Loire vient, en effet, de jeter l'éponge en indiquant qu'elle était disposée à rendre le stock d'armes de chasse « escamotées » lors de la déconfiture de la Vieille Dame de Saint-Étienne en 1985. Un stock qui porterait « raisonnablement » sur 4 000 à 6 000 fusils, d'une valeur estimée à 10 millions de francs, qui auraient été, selon le rumeur, dissimulés, pendant un temps, dans le Cher. Les, cet

épisode peu glorieux est remonté à la surface, en novembre dernier, lorsque la Cour de cassation a confirmé l'arrêt de la cour d'appel de Lyon qui avait jugé non amissable la disparition de ces « matériels ». Des « pourparlers » sont aujourd'hui engagés avec le ministre de l'Intérieur pour « permettre la remise de ces matériels dans des conditions de loyauté et de sécurité réciproques indispensables ».

Le jargon des traités de paix ?

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

INTERBAIL

RESULTATS EN HAUSSE - ACTIONS GRATUITES

Le Conseil de Surveillance d'INTERBAIL, réuni le 1^{er} février 1991, sous la présidence de Monsieur Jean MARTINEAU, a entendu et approuvé le rapport d'activité de l'exercice 1990 présenté par Monsieur Jean Baptiste PASCAL, Président du Directoire.

La production de l'année, toutes activités confondues, s'élève à F 1.229,6 millions, en augmentation de 37,1 % sur celle de 1989 qui s'était établie à F 896,6 millions.

Activité de crédit-bail immobilier :

La production commerciale a atteint F 1.027,6 millions, pour 60 opérations nouvelles, en augmentation de 22,4 % par rapport à celle de l'exercice précédent (F 839,8 millions).

Cette croissance porte l'en-cours des engagements bruts, cumulés en fin d'exercice, à F 6.270,1 millions, pour 507 opérations, en augmentation de 15 % par rapport à ceux observés à la fin de l'exercice précédent.

Activité locative :

Conformément aux orientations définies en fin 1989, qui prévoient d'accroître sur quatre années les investissements immobiliers propres de la société de F 1 milliard, INTERBAIL a engagé F 202 millions d'investissements sur différents immeubles neufs ou en reconstruction.

Les engagements bruts pour le patrimoine locatif s'élevaient au 31 décembre 1990 à F 1.218,6 millions, pour 69 opérations, contre F 1.037,4 millions fin 1989.

L'évaluation de ce patrimoine aux conditions du marché se situe à F 1,91 milliard contre F 1,65 milliard à la fin de l'exercice précédent.

Engagements globaux :

Compte tenu des sorties, ils s'établissent en fin d'exercice, pour leur valeur brute, à F 7.488,7 millions contre F 6.488,2 millions en fin d'année précédente, soit une progression de 15,4 % ; leur valeur nette se situe à F 6.322 millions contre F 5.469 millions, soit une augmentation de 15,6 %.

Résultats :

Les recettes globales d'exploitation s'élèvent à F 902 millions, en progression de 8,8 % par rapport à celles de l'exercice 1989.

Après amortissements de F 267,1 millions (contre F 239,6 millions en 1989), le résultat courant s'établit à F 332,3 millions, en progression de 22,1 % sur celui de l'exercice 1989 (F 272,1 millions).

Les plus-values brutes consécutives à la gestion

active du patrimoine locatif ont atteint F 68,7 millions contre F 99,5 millions en 1989.

Après prise en compte des éléments exceptionnels et des impôts, le résultat net ressort à F 305,2 millions, en progression de 7,7 % sur celui de l'exercice précédent de F 283,4 millions.

Statut fiscal :

Le Conseil de Surveillance, après avoir pris connaissance de l'article 96 de la Loi de Finances 1991, portant sur la réforme du statut des SICOMI, choisit d'opter pour le maintien de l'exonération fiscale de l'activité de crédit-bail, seul domaine où elle est possible, hormis, à l'avenir, pour les bureaux (la société notifiera son choix aux services administratifs dès qu'elle sera informée des textes d'application de la loi).

Pour cette activité exonérée - la plus importante pour la société, en recette -, l'obligation cumulative de distribution minimale à 85 % subsistait.

Malgré l'apparition d'un secteur nettes, pour une part minoritaire des recettes nettes, la société estime être en mesure de poursuivre, au travers de ses deux activités, un double objectif de distribution satisfaisante et d'enrichissement à provenir, à terme, des propriétés immobilières.

Distribution :

Dans cet esprit, et prenant notamment en considération les plus-values non distribuables, réalisées en 1989 et 1990, le Conseil de Surveillance a décidé de proposer à l'Assemblée Générale du 28 mars 1991 (ordinaire et extraordinaire), deux allocations simultanées aux actionnaires :

- d'une part, une distribution d'actions gratuites, jouissance pleine au 1^{er} janvier 1991, immédiatement assimilables, à raison d'une action nouvelle pour cinquante anciennes ;

- d'autre part, la distribution d'un dividende unitaire de F 43,30, identique à celui de 1989, servi à la totalité des 5.049.424 actions composant le capital social au 31 décembre 1990.

Les dividendes et actions gratuites seraient distribués le 28 juin 1991 ; par ailleurs, les droits attachés aux actions anciennes n'étant pas négociables, la société effectuerait un versement en espèces, avant fin juillet 1991, aux actionnaires détenant des droits formant rompus.

La connaissance que la société a, dès maintenant, de ses perspectives pour l'exercice en cours, lui permet de penser qu'elle sera en mesure de servir pour 1991 un dividende unitaire équivalent, à chacune des actions constituant le capital augmenté.

COMMERCE

A partir du mois de juin

Les Etats-Unis, le Canada et le Mexique vont négocier la création d'une vaste zone de libre-échange

Poursuivant son idée de créer une unité économique forte de 380 millions de consommateurs et de plus de 6 000 milliards de dollars de production annuelle, englobant l'Amérique du Nord et le Mexique, le président Bush a annoncé, mardi 5 février à Washington, l'ouverture de négociations en ce sens entre les Etats-Unis, la Canada et le Mexique. Elles commenceront en juin prochain.

MONTREAL

de notre correspondant

Le fait de pouvoir participer, à titre de « partenaire à part entière », aux négociations américano-mexicaines en vue d'un accord de libre-échange continental n'est pas une mince victoire pour le Canada. Washington et Mexico se seraient bien contents de discussions bilatérales, plus faciles à mener à terme dans les délais fixés, voire plus avantageuses pour les Etats-Unis.

Dès que le président Bush a lancé, en juin dernier, son « initiative pour les Amériques », sur la base d'ententes bilatérales, avec les pays latino-américains - au premier rang desquels le Mexique, - Ottawa a, en quelque sorte, vu rouge. Le ministre canadien des Finances, M. Michael Wilson, a résumé le sentiment de son pays à travers cette image : « Le Canada ne veut pas se contenter de n'être que l'un des rayons d'une roue dont les Etats-Unis seraient le moyeu », tirant

des bénéfices exclusifs d'accords bilatéraux conclus avec les « rayons » qui, eux, ne pourraient profiter que d'un accès au seul marché américain.

Le Canada a signé le premier un accord de libre-échange avec les Etats-Unis - en vigueur depuis le 1^{er} janvier 1989 - qui prévoit la suppression par étapes, d'ici à 1998, de toutes les barrières tarifaires et non tarifaires entre les deux pays. Le Canada aurait-il pu continuer d'attirer les investissements des sociétés américaines - ou étrangères, qui contribuent largement à sa prospérité, si le Mexique, où le coût de la main-d'œuvre est bien moindre, devait obtenir les mêmes avantages que lui, sur une base bilatérale ? Pis, les entreprises implantées au Canada n'auraient-elles pas été tentées de déplacer leurs installations vers les Etats-Unis, seul pays d'où elles auraient pu écouler sans entrave leurs produits sur le marché local, les marchés canadiens et mexicains ?

Le Canada a, en revanche, tout intérêt à obtenir un accès libre et garanti sur le marché mexicain pour y accroître ses exportations, qui ont à peine atteint 600 millions de dollars canadiens (2,6 milliards de francs) en 1989, tandis que les exportations du Mexique vers le Canada ont représenté plus du double.

Selon les experts, le Mexique, en

plein essor, deviendra - qu'un accord trilatéral soit conclu ou non - un concurrent redoutable pour le Canada : chacun des deux pays exporte beaucoup de produits similaires (automobiles, métaux transformés, fer, acier, pétrochimie, ainsi que pâtes et papiers) vers les Etats-Unis. Le marché américain représente 75 % des échanges pour le Mexique et 80 % pour le Canada.

L'accord de libre-échange canado-américain, qui comporte un important mécanisme de règlements des conflits commerciaux, servira de modèle aux négociations trilatérales que le Canada s'est engagé à ne pas faire traîner. L'objectif fixé est d'aboutir à une entente au plus tard début 1992, année électorale aux Etats-Unis pour le président Bush.

Reste au gouvernement canadien de M. Brian Mulroney à « vendre » l'idée d'un marché commun continental quand la majorité de la population (57 % selon les sondages) continue de penser que la libéralisation des échanges avec les Etats-Unis n'a guère profité à l'économie locale. Selon les syndicats, la suppression de quelque 180 000 emplois au Canada depuis 1989 est directement liée à l'application de l'accord de libre-échange, ce que nient les organisations patronales.

MARTINE JACOT

alternatives ÉCONOMIQUES

EN KIOSQUE 18 F

février 91

IMPÔTS :

Qui paie vraiment ?

LA SAGA DU PETROLE

LA RÉCESSION AUX ÉTATS-UNIS

ALTERNATIVES ÉCONOMIQUES 12 RUE DU CHAIGNOT 21000 DIJON TEL : 80 30 97 76

هذا من الأناط

PARIS/ILE-DE-FRANCE

L'équilibre habitat-emploi en Ile-de-France

Nouvelles péripéties juridiques pour Rueil 2000

Les travaux de la zone d'aménagement concerté (ZAC) Rueil 2000, interrompus en juillet dernier, par une décision du tribunal administratif de Paris, pourraient reprendre sans tarder, annonce la municipalité de Rueil-Malmaison (Hauts-de-Seine). Les nouveaux permis de construire de la ZAC, qui comprend 137 000 mètres carrés de bureaux et 1 400 logements, viennent d'être délivrés, le 25 janvier. Cependant, à la bataille juridique qui oppose, depuis 1987, la commune à l'association des riverains Belle-Rive, vient s'ajouter un fait nouveau : contraint aux premières dispositions prévues, le préfet a prévu que la ZAC devrait respecter la directive du premier ministre de janvier 1990 sur l'équilibre habitat-emploi en Ile-de-France, qui exige la construction de 2 mètres carrés de logements pour 1 mètre carré de bureaux.

Deux logiques, d'une simplicité biblique, s'affrontent depuis quatre ans : l'association Belle-Rive se bat pour annuler la ZAC au nom de la sauvegarde des bords de Seine, haut lieu de l'impressionnisme, qui « ne doit pas être défigurée par le béton ». Argument auquel M. Jacques Baumel, maire RPR de la ville et député des Hauts-de-Seine, oppose un impératif économique : le projet Rueil 2000 sera générateur de 6 000 emplois et permettra de compenser le prochain départ de Renault (4 000 emplois). Selon la municipalité, ce départ se traduirait par une perte de ressources, donc une augmentation de 10 % des impôts locaux.

Les opposants avaient attaqué le plan d'aménagement de zone (PAZ) de la ville et la déclaration d'utilité publique (DUP) délivrée par le préfet en mai 1987. Il faudra attendre trois ans le jugement du tribunal, notifié aux protagonistes le 18 juin 1990. Le PAZ, la DUP et huit permis de construire (qui représentent la quasi-totalité des bureaux programmés) sont annulés. Les opposants ont gagné la première manche ; les travaux s'arrêtent.

Mais les annulations ne concernent que des vices de forme. Effectivement, le commissaire-enquêteur a promis, trois jours avant la clôture de l'enquête, de prolonger de deux semaines. Cette promesse ne sera pas tenue car la règle veut qu'une telle décision soit notifiée au préfet au plus tard huit jours avant la fin de l'enquête. Cela suffit à annuler le PAZ et la DUP. Les permis de construire subissent le même sort à cause d'une erreur d'affichage.

Pour la municipalité, il ne s'agit là que d'un incident de parcours. Le conseil municipal vote une nouvelle création de la ZAC, fin juin, en gardant quasiment le même projet (seuls 7 000 mètres carrés de bureaux ont été ajoutés aux 130 000 du projet initial).

Une nouvelle enquête publique est lancée du 10 septembre au 11 novembre 1990 ; qui reçoit un avis favorable du commissaire-enquêteur fin octobre. Le 16 novembre, le conseil municipal adopte le nouveau plan d'aménagement de zone. Les opposants ont déjà attaqué le PAZ devant le tribunal administratif de Paris, en s'ap-

puvant cette fois sur de nouveaux arguments. Ils comptent bien exploiter à leur avantage le précédent de la ZAC Front de Paris à Levallois-Perret, sanctionnée en octobre par le Conseil d'Etat pour non-conformité au schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme (le Monde du 13 décembre 1990). Ils s'appuient aussi sur les propos du préfet des Hauts-de-Seine, M. Charles-Noël Hardy, tenus début décembre devant des chefs d'entreprise : « Quarante ZAC sont non conformes au schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme (SDAU) dans le département ». Propos soigneusement notés par l'association Belle-Rive, qui rappelle qu'elle clame depuis des mois que la totalité de

ques Baumel continue à être persuadé que les 130 000 mètres carrés de bureaux programmés à l'origine de la ZAC, en 1987, ne devront pas être comptabilisés dans l'application de la directive Rocard de janvier 1990, qui réviserait, sinon, un caractère rétroactif.

L'arrêt du Conseil d'Etat rendu à Levallois a encore compliqué la situation. « La ZAC Rueil 2000 est de même nature que celle de Levallois, explique le préfet. Il est fort probable que le tribunal administratif s'aligne sur cet arrêt et déclare Rueil 2 000 non conforme au SDAU. »

Le temps pourrait jouer en faveur de la municipalité s'il fallait, à nouveau, attendre trois ans



la ZAC doit respecter la règle de la directive Rocard et que, depuis des années, Rueil 2 000 n'est pas conforme au SDAU.

« L'Etat a changé de point de vue »

L'argumentaire n'a pas inquiété outre mesure la municipalité, qui rétorquait alors que « le porter à connaissance » (1), signé par le secrétaire général de la préfecture en août dernier, indiquait clairement que seuls les 7 000 mètres carrés de bureaux supplémentaires, devaient être compensés par la construction de 14 000 mètres carrés de logements, afin de respecter la directive Rocard. Le même document précise que « le préfet de région estime que le projet de ZAC est compatible avec les orientations contenues dans le schéma directeur ».

Mais un nouvel épisode est venu compliquer la situation. Après être resté très discret dans cette affaire, le préfet Charles-Noël Hardy reconnaît aujourd'hui que « l'Etat a changé de point de vue sur ce dossier ». « La totalité de la ZAC Rueil 2000, affirme-t-il, doit être prise en compte dans le cadre de la convention habitat-logement fixée par le premier ministre. » Une ambiguïté étonnante régit donc autour de ce nouvel élément du dossier. M. Jac-

le jugement du tribunal administratif. Dans l'espace, les travaux seraient presque achevés et il serait bien difficile de revenir en arrière. Mais le tribunal peut statuer sur cette affaire selon une procédure d'urgence. Les permis seraient alors suspendus jusqu'à jugement. Si la ZAC Rueil 2 000 était définitivement stoppée, les entreprises du bâtiment - qui ont déjà investi plusieurs centaines de millions de francs sur le site - se retourneraient contre l'Etat. Car, pour que la ZAC ait pu démarrer un jour, il a bien fallu son feu vert, notamment avec la signature d'une déclaration d'utilité publique.

« Une révision partielle du SDAU devrait intervenir dans les mois qui viennent », rappelle M. Charles-Noël Hardy. Cette deuxième hypothèse - la plus probable - réglerait bien des difficultés : le SDAU ferait en sorte de s'aligner sur la réalité dans certains sites comme Rueil 2000, levant ainsi tout problème de non-conformité. On comprendrait mieux alors la sérénité de M. Jacques Baumel et sa confiance dans l'avenir Rueil 2 000.

JOSÉE POCHAT

(1) Document de la préfecture qui donne la liste des contraintes à respecter pour élaborer un PAZ, ainsi que les principales observations des services de l'Etat.

POINT DE VUE

Solidarité urbaine

par Jean-Marie Le Guen

LES événements de l'automne dernier ont montré, à ceux qui pouvaient encore l'ignorer, l'état de détresse de beaucoup de nos banlieues. Ils ont rappelé à tous qu'on ne laisse pas, sans conséquence grave, se défaire la cohésion sociale.

L'urbanisme inhumain et les constructions bas de gamme de la fin des années 60 cristallisent, aujourd'hui, l'accumulation des déshérences sociales. Nous payons, ainsi, l'insuffisance des investissements intellectuels et matériels d'hier.

On aurait pourtant tort de penser que rien n'a été entrepris. Beaucoup d'élus locaux concernés, mais aussi l'Etat, ont tenté de prévenir et de réagir : les programmes Banlieues 89, la politique des zones d'éducation prioritaire et du développement social des quartiers, pour ne parler que des programmes les plus marquants, ont été engagés. Face à la crise qui se manifeste, il faut choisir : renforcer l'action ou renoncer.

Les exemples étrangers nous montrent qu'au-delà d'un certain niveau il n'y a plus de rattrapage possible, et la ville se délite pour laisser place à la jungle d'asphalte et de béton.

Renforcer l'action : tel a été le choix du gouvernement, choix symbolisé par la création d'un ministère de la ville. Concrètement, cela implique de responsabiliser les acteurs sur le terrain et de lever au maximum les blocages administratifs : de continuer dans le sens de l'innovation sociale en renouant à la routine des interventions sociales. Cela nécessite aussi plus de moyens : par une plus forte implication budgétaire de l'Etat, certes, mais aussi par un renforcement des ressources des collectivités locales afin de permettre à leur action de s'inscrire dans la durée.

Tel est le projet de loi modifiant la dotation globale de fonctionnement (DGF). Dans sa première partie, il est créé une dotation de soli-

darité urbaine au sein de la DGF. Cela correspond à la volonté de l'Etat de mieux cibler son action en faveur des villes qui en ont le plus besoin.

Dans sa seconde partie, le projet de loi prévoit des dispositions spécifiques à l'Ile-de-France, agissant cette fois dans le sens d'une solidarité intercommunale.

Transfert de richesses

Certains à droite, et tout particulièrement Jacques Chirac, s'insurgent déjà contre une telle mesure et usent de démagogie sur la fiscalité pour tenter d'entraîner les Parisiens dans leur logique électorale.

Au-delà de l'utilisation d'une telle menace, dont nous montrerons en son temps le peu de sérieux, les socialistes d'Ile-de-France ont voulu cette réforme parce qu'elle fonde le retour au sens de l'intérêt général dans une région qui n'a que trop souffert, ces dernières années, du renforcement des égoïsmes locaux.

Le diagnostic commence à être connu : l'Ile-de-France se distingue par son dynamisme mais aussi par l'importance de ses déséquilibres urbains et sociaux.

Le gouvernement en a pris conscience : il a fait de l'Ile-de-France l'un de ses grands chantiers. L'Etat prend une part active aux projets de la région et à son développement : transports, équipements, universités, politique de la ville, etc. La liste est longue des investissements où l'Etat joue un rôle prépondérant.

Pour autant, on ne saurait sans limite faire appel à la solidarité nationale pour combler les difficultés de la région la plus riche de notre pays. La solidarité régionale doit s'exercer aussi. L'Ile-de-France a les moyens de dégager en son sein les ressources d'un développement équilibré.

Tel est le sens de la péréquation qui opérera un transfert de richesses des 50 communes les

plus riches vers les 120 communes les plus pauvres.

Cette péréquation n'est d'ailleurs, en fait, qu'une formule particulière d'organisation de solidarité locale, mise en œuvre dans la plupart des autres métropoles françaises de façon volontaire : communauté urbaine, district, unité départementale, réalisent ailleurs ce que la situation institutionnelle de l'Ile-de-France et l'égoïsme de la Ville de Paris n'ont pas permis de réaliser jusqu'à présent.

En effet, il n'est plus possible aujourd'hui de penser l'avenir de la région capitale sans la concevoir d'abord comme une métropole unique qui doit maîtriser les tensions issues de trop grands déséquilibres. L'existence, au sein d'une même agglomération, de pôles concentrant la richesse et l'activité d'un côté, l'habitat et les dépenses sociales de l'autre, conduit à un modèle urbain où les tensions et les ségrégations sociales, la longueur des trajets habitat-emploi, font duiter de l'avenir de la ville. La péréquation, en favorisant le développement social de certaines communes, et en freinant la tendance à « tout bureau » de certaines autres est aussi la clef d'un bon équilibre de la métropole.

Nous le voyons, il ne s'agit pas, ici, seulement de générosité et de solidarité mais aussi de clairvoyance et de maîtrise du développement de la cité.

Quand nous aurons rappelé que cette péréquation se basera essentiellement sur le potentiel fiscal et non sur la bonne ou mauvaise gestion des communes, qu'elle sera gérée majoritairement par les élus locaux, on aura compris qu'elle ne relève pas d'une volonté polémique mais de la préparation d'un avenir urbain digne de la région capitale.

► Jean-Marie Le Guen est député PS de Paris et premier secrétaire de la fédération socialiste de Paris.

Promenade d'hiver

Carpes japonaises et bégonias aux serres d'Auteuil

Situées en bordure du bois de Boulogne, les serres d'Auteuil font partie des nombreux parcs ou espaces verts méconnus des Parisiens.

C'est au cœur d'un jardin botanique créé en 1761 par Louis XV que furent aménagées les serres à la fin du dix-neuvième siècle, afin de fournir la Ville de Paris et ses parcs en végétaux. Elles perdurent cependant cette vocation de « fleuriste municipale » il y a une vingtaine d'années. En effet, la construction du boulevard périphérique ayant considérablement amputé le parc, un autre centre de production horticoles fut établi à Rungis, puis, plus récemment, en 1987, une pépinière de quinze hectares installée à Achères, dans les Yvelines.

Entre les différentes serres, s'étend un parterre de fleurs décoré à la française et surplombé d'une terrasse dont le mur de soutènement comporte plusieurs plaques ornées de mascarons de Rodin. Derrière ce parterre se détache une fontaine de Dalou figurant le

Triomphe de Bacchus. Chacune des allées est bordée d'arbres et de végétaux rares, tous étagés.

Vers l'extrémité du jardin, la gigantesque serre tropicale s'étire sur cent mètres de long et quinze de large. C'est l'une des dernières grandes serres en verre et en fer forgé, que l'on doit à Camille Formigé, et qui correspond à la vogue des jardins d'hiver à la fin du siècle dernier. Sous le dôme de seize mètres de haut, plus de 300 variétés de végétaux des régions chaudes tempérées et tropicales sont exposées. Il est possible de contempler, parmi les oiseaux exotiques et les carpes japonaises, des palmiers-dattiers, des plants de caféiers et de cacaoyers, des bananiers, des papayers. Un peu en retrait sur cet édifice, les serres chaudes accueillent plusieurs collections, dont une de bégonias, parmi les plus belles d'Europe, 600 espèces d'orchidées et 80 variétés de caladium sont aussi présentées.

Depuis quelques années, le Jardin des serres d'Auteuil tente de se faire mieux connaître du public. Effort justifié : le lieu est beau. Et puis, si la plupart des parcs sont déserts en hiver à cause du froid, la serre tropicale d'Auteuil offre un accueil chaud et exotique puisque les conditions naturelles des pays d'origine y ont été reconstituées.

Les visiteurs des serres d'Auteuil sont surtout des voisins ou des familles du site. Pourtant, les nombreuses curiosités qu'il recèle méritent le détour. Un service des visites a ainsi été mis en place il y a deux ans. A l'automne dernier, une exposition sur les bégonias a été organisée. Enfin, de nombreux concerts sont prévus pour l'été.

C. S.

► Les serres d'Auteuil sont ouvertes au public tous les jours, de 10 heures à 17 heures en hiver, de 10 heures à 19 heures en été. Entrée : adultes, 2,50 F.

Les horloges hors du temps

Les horloges publiques des rues et des places parisiennes sont nombreuses. EDF, qui en a la charge, a décidé de les remplacer par des modèles à quartz. Les autres, celles qu'entretient la Ville de Paris, sont l'objet des plus grands soins, mais sans véritable plan de mise en valeur.

Arrêtées, dérangées, quand elles ne sont pas privées de leurs aiguilles, les horloges traditionnelles plantées sur le macadam, ou faisant le guet sur les trottoirs de la capitale, ne jouissent plus des faveurs de leur protectrice, EDF. Elles ont « fait » leur temps (supprimez le préfixe pour une horloge) et laissent voir une trop grande fragilité. Les variations climatiques, notamment, leur sont fatales. Peu à peu, ces cinquante horloges, souvent à trois ou quatre faces, cèdent la place à des instruments plus modernes. L'opération sera achevée à la fin de 1991.

La Ville possède, pour sa part, 2 500 horloges publiques. Cachées sous les vitelles poutres des clochers, nichées dans les portails, placées au sommet des beffrois des maisons communes, elles sont réparties dans environ 398 établissements : Hôtel de Ville, les vingt mairies d'arrondissement, les écoles, les lieux de culte, les bibliothèques, les casernes, les piscines, le Petit Palais et la préfecture de police. Sans oublier l'horloge installée à l'Elysée, héritage de l'époque d'Albert Lebrun.

Ce patrimoine municipal est extrêmement riche puisqu'il possède un certain nombre d'horloges monumentales d'origine et conservées en parfait état de marche. Elles ont complété, au dix-neuvième siècle, les cadrans solaires, qui ne donnaient l'heure que le jour, ainsi que les cadrans des églises de la Cité, qui soulignaient les primes, tierces, sextes, nones, mais aussi vêpres, complies et matines.

C'est à la fin du quinzième siècle que l'on eut l'idée de faire action-

ner le marteau des cloches par un rouage spécial ajouté au mouvement de la pendule. La plus ancienne de ces horloges monumentales est l'horloge mécanique de l'église Saint-Germain-l'Auxerrois, près du Louvre, qui date de 1817 (celle de Saint-Roch a été installée en 1835). Mais la plus célèbre a été érigée au faite de la mairie de Paris et domine la place rendue aux piétons. Offerte en 1882 par le fameux horloger Henry Lepaute, cette superbe pièce en fonte dorée, dont l'énorme cadran a trouvé place sur la façade de l'Hôtel de Ville « réédifié » après son incendie par la Commune, ne fut mise en service qu'en 1889. Cette horloge fonctionne toujours malgré le vent qui chahute sans vergogne ses grosses aiguilles. Elle a remplacé celle jetée bas en 1871 et qui était capable, selon un de ses admirateurs, « de marcher pendant dix ans sans s'écarter de l'heure vraie du soleil ».

Au dix-septième siècle, une autre cloche avait réglé la vie quotidienne des Parisiens. Elle avait

été fondue et installée dans la chapelle de la maison du prévôt des marchands à condition qu'elle sonne « un ton plus bas » que sa voisine du palais de justice.

Artisans de l'éphémère

Ces horloges sont devenues si familières qu'elles ne captivent plus grand monde. Alors que la Ville a lancé depuis des années une intéressante politique visant à restaurer et à rénover fontaines, candélabres, bancs, murs pignons ou espèces variées de quinzième, les horloges, elles, ne bénéficient pas de la même sollicitude de la part des élus de la capitale. C'est dommage. La mise en valeur des héritages des clochers n'est pas à l'ordre du jour. On gère le quotidien. Aucun beau projet, à propos duquel on passe, n'attend dans les cartons de la ville, pour parer les nouveaux quartiers d'ici à la fin du siècle.

La Ville dispose de cinq horloges pour veiller sur ses cadrans, pendules anciennes ou méca-

nismes récents. Si l'on sait que chaque horloge fait l'objet d'une vérification mensuelle et que les pendules mécaniques à poids doivent être remontées toutes les semaines, on mesure mieux l'étendue de leur tâche.

Tels des personnages de Marcel Aymé qui jouent avec le temps, ces horloges visitent notamment à un rythme hebdomadaire les mairies des deuxième, troisième, sixième, septième, treizième et quatorzième arrondissements, ainsi que les églises Saint-Roch et Saint-Joseph, pour achever leur course au temple Roquépine. « On ne compte plus les marches que nous avons montées », affirme l'un de ces discrets coureurs d'horloges, pour qui Paris rime avec heures, minutes et secondes. Leurs rendez-vous avec des machines mystérieuses composées de balanciers, barillettes, ancres, cliquets et fourchettes ont lieu, bien souvent, dans des combles poussiéreux ou sous des appentis ouverts aux quatre vents.

Pour ces artisans de l'éphémère, le passage à l'heure d'hiver vient à la fois de la course contre la montre et du parcours d'obstacles avec escalades de clochers et dégringolades d'escaliers. Il s'agit, en effet, d'arrêter toutes les pendules pendant une heure. Et l'horloger de service de grimper au sommet de la mairie de Paris, puis de descendre dans la salle de séance de l'assemblée municipale avant de gagner la préfecture de police et l'Elysée pour régler, là aussi, les pendules dont il a la charge. Grâce à ce marathon de soixante minutes, les Parisiens pourront dormir une heure de plus. Aux beaux jours, l'affaire est plus simple, il « suffit » d'avancer les aiguilles.

A l'époque du quartz, indifférent et froid, peut-on encore se souvenir des premiers horlogers ? Des forgerons qui savaient non seulement tordre le métal mais aussi fabriquer ces « chefs-d'œuvre » qui ont été les témoins silencieux de l'histoire de Paris.

JEAN PERRIN

titut Merieux prend contrôle de Transgene

le Mexique veut réguler la zone de libre-échange

IMPÔTS : SAGA DU PETROLE
MISSION AUX ETATS-UNIS

CULTURE

MUSIQUES

Classique et catalan

Lluís Llach chante à l'Opéra-Comique avec l'Orchestre symphonique d'Europe

Lluís Llach, c'est d'abord une voix vibrante, puis un personnage. Un « citoyen espagnol de Barcelone », qui, en tant que tel, a porté plainte pour rupture de contrat contre Felipe Gonzalez en 1986, lors de l'entrée de l'Espagne dans l'OTAN, acte contraire au programme électoral du président espagnol. Enfin, un auteur-compositeur doté d'un solide sens de la mélodie, capable de rassembler cent mille personnes au stade de Barcelone (1) et de remplir des salles parisiennes, de l'Olympia au Théâtre de la Ville, en passant par le talent des préjugés de régionalisme militant.

Longtemps adepte de la simplicité instrumentale, Lluís Llach a entamé un flirt contre nature avec la musique classique. L'année dernière, il passait l'épreuve du feu au Zénith, avec Jean-Claude Casadesu et l'Orchestre symphonique de Lille. Puis il multipliait les récitals avec l'Orchestre Sinfonía del Vallés de Barcelone. Une occasion, à ses yeux, de briser les barrières entre les genres, quitte à se faire accuser de prétention ou de trahison.

Une série de trois concerts parisiens donnés à l'Opéra-Comique au

profit d'Amnesty international avec l'Orchestre symphonique d'Europe dirigé par Olivier Holt devait sanctionner l'affaire. Lluís Llach y interprète douze de ses chansons, en partant de la forme la plus simple, s'accompagnant seul au piano le temps d'une jolie ballade un peu boogie-woogie, pour en arriver à des fastes quasi lyriques. Les points d'équilibre entre deux styles, deux propos, sont trouvés.

Une très forte adéquation existe entre le lieu, la poésie des textes, la présence scénique du chanteur et un orchestre jeune qui sait s'adapter. Lluís Llach dédie le concert à la paix et, juste un peu grandiloquent le temps d'un titre anti-franquiste, conclut le concert sur l'histoire primordiale d'une petite poêle révolutionnaire, *Gullinets*.

VÉRONIQUE MORTAGNE

(1) Concert de Barcelone. 1 CD Le Chant du monde LX 274 8553.

► Opéra-Comique, à 20 h 30, les 7 et 9 février. Tél. : 42-86-88-83.

PARIS EN VISITES

JEUDI 7 FÉVRIER

« La Seine et ses vieux ponts, la batarde », 14 h 30, place du Châtelet, devant la fontaine (Paris autotour).

« De Saint-Eustache à la rue Montorgueil », 14 h 30, métro Estienne-Marcel (Paris pittoresque et insolite).

« La mosquée de Paris. Histoire de l'Islam », 14 h 30, entrée, place du Palais-de-Justice (M. Polver).

« Les fêtes de l'Opéra Garnier. Son histoire, ses salons, son fantôme », 14 h 30, dans le hall, statue de Lully (Arts et caetera).

« L'hôtel de Massé et le quartier de l'Observatoire », 14 h 30, 58, rue du Faubourg-Saint-Jacques (S. Rojot-Kerr).

« La Marais, hôtels et jardins. La place des Vosges », 14 h 30, métro Hôtel-de-Ville, sortie rue Lobau (Art et histoire).

« Hôtels et églises de l'île Saint-Louis », 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (Régionalisme du passé).

« L'atelier d'un restaurateur de cristal », 15 heures, 84, quai de Jemmapes (Tourisme culturel).

« Souvenirs de Chopin et George Sand

à l'hôtel Renan-Schaffer, Musée de la vie romantique », 15 heures, 16, rue Chaplat (D. Bouchard).

« Hôtel La Pallière de Saint-Fargeau », 15 h 30, 23, rue de Sévigné (Paris et son histoire).

CONFÉRENCES

35, rue des Francs-Bourgeois, 18 h 30 : « Future architecture de sécurité de l'Europe », par G. Penninger (Maison de l'Europe).

Centre Georges-Pompidou (salle Jean-Prouvé), 18 h 30 : « Violence générationnelle : quel passage, vers quel monde ? ».

Centre Georges-Pompidou (studio S), 18 h 30 : « Dopers et la publicité », avec M. Soudreau.

Centre culturel Saint-Thomas-d'Aquin, 14, boulevard Raspail, 18 h 30 : « Émilie Joseph, témoin de la Palestine du premier siècle », par C. Arnold (Proche-Orient ancien).

PAG, 184, boulevard Saint-Germain, 20 h 30 : « Réalisme Thomas immortel », entrée gratuite (Rose-Croix d'or).

AUTOMOBILE

Alfa Romeo : remise en ordre

Récession ou pas, Alfa Romeo, qui s'est lancée depuis bientôt deux ans dans la remise en ordre de ses gammes, ne cesse de présenter de nouveaux modèles. A vrai dire, il s'agit plutôt, en l'occurrence, de compléments de versions sur voitures existantes que de véhicules fondamentalement originaux. Côté carrosseries notamment, peu de modifications apparaissent, que ce soit sur les « 33 » ou sur les « 164 ». En revanche, les motorisations se voient gagnées par l'injection électronique : l'alimentation par carburateurs, qu'ils soient double et à double corps ou non, disparaît petit à petit.

Ainsi, sur la 1 500 cm³ bien connue et sur la 1 700 cm³ aussi célèbre nous arrivent une injection multipoint dont on sait qu'elle assure pour chacun des quatre cylindres (à plat) un volume de carburant rigoureusement identique. L'allumage se voit également confié à l'électronique. Un ordinateur calcule avec une précision sans faille le point d'inflammation des gaz dans la chambre de combustion. Le rendement du moteur, tant au point de vue du couple (effort de traction en la matière) que de la consommation, en profite évidemment.

Dans l'affaire, les moteurs ne se chargent pas de chevaux supplémentaires pour une puissance jugée suffisante (98 ch pour la 1 500 cm³ avec 7 CV fiscaux, 110 ch pour la 1 700 cm³ avec 8 CV fiscaux). Les prix de ces nouvelles « 33 » sont respectivement de 81 500 francs et de 93 000 francs.

Avec la « 164 », les choses changent plus sérieusement. La luxueuse et élégante berline haut de gamme de la marque prend en effet, sur l'une de ses versions (en cours d'homologation aux Mines), un tout nouveau groupe moteur. Il s'agit

d'un 2 litres à 6 cylindres en V suralimenté par turbine et géré électroniquement, qui développe 210 chevaux (pour 9 CV fiscaux). Le couple est porté à 30,6 mkg à 2 750 tours/min, et la vitesse de pointe est donnée pour 240 km/h : une allure difficile à vérifier par les temps qui courent (environ 215 000 francs).

C. L.

Un raid pour l'Europe

Sous la houlette de l'université de Pau et des pays de l'Adour, un raid automobile réservé à de jeunes conducteurs se déroulera du 12 juillet au 10 août. Il reliera la ville d'Henri IV à Moscou. L'organisation de ce rallye sans compétition est assurée par Asala, dont les infatigables animateurs, Alain Lafuillade et Pascale Jouhandeau, ont depuis des années, et récemment sur trois France-Chine, fait largement la preuve de leurs capacités. Cette expédition, baptisée « Raid pour l'Europe », partira donc de Pau et rejoindra Moscou par Paris, Bruxelles, Brême, Göttingen, Berlin, Prague, Vienne, Budapest et Varsovie. Le retour se fera par Leningrad, Helsinki, Stockholm, Malmö, pour s'achever à Strasbourg, où un concert clôturera le voyage.

La participation à ce raid peut être individuelle et devrait, hors frais de véhicule, coûter 7 500 francs par personne. Les organisateurs de l'expédition attendent cinq cents participants sur l'itinéraire, évalué à 8 000 kilomètres. But de l'opération : le sport, certes, mais aussi la confrontation des cultures.

► Université de Pau et des pays de l'Adour, BP 1140, 64011 Pau Cedex ou, 3815 code ASALA.

AGENDA

CARNET DU MONDE

Naissances

— Marie-Christine BERLIAC et Michel FLET

ont la joie d'annoncer la naissance de leur fille

Lorraine,

le 27 janvier 1991.

118 bis, rue Pelleport,

75020 Paris.

— Mag et Didier MONTARRAS-SEAUER

sont heureux d'annoncer la naissance de

Paul,

le 3 février 1991.

92310 Sèvres.

Décès

— Il a plu au Seigneur de rappeler à lui

Marguerite BAUDREZ,

décédée à Paris le 4 février 1991.

De la part de :

M. et M^{me} Henri Baudrez

et leurs enfants,

M^{me} Lucie Baudrez,

M^{me} Madeleine Baudrez,

M^{me} Thérèse Baudrez,

ses frères et sœurs,

Et toute la famille.

Les obsèques seront célébrées en la

basilique Notre-Dame de Liesse, le

jeudi 7 février, à 15 h 30.

Pas de fleurs, mais des prières.

02330 Liesse.

— M^{me} Jacques Bousquet,

sa belle-sœur,

M. et M^{me} René Bousquet,

M. et M^{me} Jean-François Herlem,

ses neveux et nièces,

Et toute la famille,

ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Pierre DEVAMBEZ,

née Maria Pajot,

survenu le 4 février 1991, à Paris-13,

dans sa quatre-vingt-neuvième année.

Le service religieux sera célébré en

l'église Saint-Alexandre-Neuville,

12, rue Daru, Paris-8^e, le lundi

11 février, à 10 h 30.

L'inhumation aura lieu au cimetière

du Père-Lachaise, dans le caveau de

famille.

19, avenue du Général-Leclerc,

75014 Paris.

— Sa famille et ses amis ont la tris-

tesse de faire part du décès de

Marthe DRAMEZ,

chevalier de la Légion d'honneur,

agente d'histoire,

ancienne directrice du collège Sévigné,

survenu le 30 janvier 1991, à l'hôpital

Saint-Louis, dans sa quatre-vingt-

cinqième année.

Les obsèques religieuses ont été cé-

lèbrées à Valenciennes, le 1^{er} février,

dans la plus stricte intimité.

— L'Institut national des sciences de

l'univers,

La Direction,

Et tout le personnel du service d'éco-

nomie du CNRS,

ont la tristesse de faire part du décès de

Jean-Pierre JEGOU,

chargé de recherche au CNRS,

survenu le 3 février 1991, dans sa

trente-septième année.

Par ses compétences et son rayonne-

ment scientifique, il a largement parti-

cipé au progrès des connaissances dans

le domaine de l'environnement de la

Terre. Pour le courage et les qualités

humaines dont il a fait preuve au cours

de sa longue maladie, son souvenir

restera vivant dans la mémoire de tous

ses collègues.

— Yves et Estelle Le Touzé

et leurs enfants,

Philippe et Françoise Le Touzé,

leurs enfants et petits-enfants,

Jacques et Marie-Rose Le Touzé

et leurs enfants,

Dominique et Bernadette Le Touzé

et leurs enfants,

Ses belles-sœurs et beau-frère,

Ses neveux et nièces,

Et toute la famille,

ont la douleur de faire part du décès de

Maurice LE TOUZÉ,

survenu le 4 février 1991, dans sa

quatre-vingt-onzième année.

Les obsèques auront lieu le jeudi

7 février, à 15 heures, en l'église Notre-

Dame de Versailles, rue de la Paroisse.

Ni fleurs ni couronnes.

Cet avis tient lieu de faire-part.

22, rue de l'Ermitage,

78000 Versailles.

Nos abonnés et nos actionnaires,

bénéficient d'une réduction sur les

insertions du « Carnet du Monde »,

sont priés de bien vouloir nous com-

muniquer leur numéro de référence.

— La famille Lemaire,

Parents et amis,

ont la douleur de faire part du décès du

docteur André LEMAIRE,

survenu le 4 février 1991.

La cérémonie religieuse aura lieu le

8 février, à 10 h 15, en la paroisse

Saint-Benoît, 35, rue Séverine, à las-

les-Moulins.

— L'Ecole nationale supérieure de

techniques avancées,

a le regret de faire part du décès de

Shitatsu MITSUNAKA,

professeur de japonais.

Paris, le 5 février 1991.

— M^{me} Marie-Louise Beau,

née Giraud,

M. et M^{me} Paul Beau,

Alain, Aline Pagis

et leurs enfants,

Jean-Jacques, Agnès Pagis,

Philippe, Catherine de Micco

et leurs enfants,

Anne Pagis, Michel Rambour,

Philippe Pagis, Isabelle Germain

et leur fils,

M. et M^{me} Roger Gendré

et leur famille,

ont la douleur de faire part du décès de

Yvonne PAGIS,

née Beau,

survenu le 29 janvier 1991, à l'âge de

soixante-sept ans.

La cérémonie religieuse a eu lieu le

31 janvier en l'église de Château-Gom-

bert (Marseille-13^e) et l'inhumation au

cimetière Saint-Claude de Saint-

Etienne (42).

12, boulevard Paul,

13190 Allauch.

— M^{me} Nicole Rabatafika-

Raharinosy,

M. Jean-Luc Rabatafika,

M^{me} Fara Razafimanjony-

Rabatafika,

M. et M^{me} Blaise Rabatafika,

Les familles Rabatafika, Raharinosy,

Raharinosy et Razafimanjony,

parents et alliés,

ont la douleur de faire part du décès du

général de division

René Joseph, Roland

RABATAFIKA,

ancien élève

de l'Ecole spéciale militaire

de Saint-Cyr

« promotion Maréchal-de-Latre »,

stagiaire de la 82^e promotion

de l'Ecole supérieure de guerre,

grand officier

de l'Ordre national malgache,

commandeur de l'Ordre national

du Mérite français,

survenu, le 25 janvier 1991, dans sa

soixante-deuxième année.

L'inhumation a eu lieu, le 28 janvier,

à Antananarivo, Madagascar.

4, rue Rabchevira,

Antananarivo, 101,

Madagascar.

— M^{me} Claire Rigaud,

M^{me} et M. Jacques Huot-Rigaud,

ses enfants,

Carole, Nancy, Sébastien,

ses petits-enfants,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Roland SYRÈRE RIGAUD,

chevalier de la Légion d'honneur,

chevalier des Palmes académiques,

chevalier du Mérite agricole,

médaille d'or

de la Société d'encouragement au bien,

survenu dans sa quatre-vingt-quatrième

année.

Les obsèques auront lieu dans la plus

BUREAU D'INGÉNIEURS-CONSEILS

actif sur le plan international, dont le siège principal est à Genève, Suisse, avec filiale à Ferney-Voltaire, département de l'Ain,

recherche
1 INGÉNIEUR ÉLECTRICIEN
diplômé grande école

disposant d'une solide expérience dans le domaine de la haute tension.

Les connaissances et l'expérience demandées sont :

- machines tournantes pour centrales électriques ;
- postes de transformation ;
- lignes H.T./M.T. ;
- réseau électrique.

Ce poste requiert un niveau chef de projet, des qualités d'organisateur, de gestion technique et financière, des connaissances de l'ingénierie en général et du travail à l'export, de la disponibilité pour des missions à l'étranger et des connaissances de l'anglais.

NOUS OFFRONS :

- une activité variée ;
- une rémunération en rapport avec l'expérience et les capacités ;
- des perspectives de carrière intéressantes ;
- en cas de besoin, le logement temporaire ou définitif dans la région de Ferney-Voltaire peut être envisagé.

Les candidats sont priés d'adresser leur offre écrite, avec curriculum vitae détaillé, prétentions de salaire, copies de certificats et photo, sous chiffre N-18-118 683 à Publicitas, CH-1211 Genève 3.

Lycée français Abou-Dhabi
recrute, urgent : profs
maths-phys., sc. exp. Loge-
ment, avion, contrat.
Tél. urgent :
19/9712-44-80-75.
Fax : 19/9712-44-92-80.

634 000
LECTEURS
CADRES
SUPÉRIEURS,
le Monde est
la première
source
d'information
des cadres
supérieurs.
(IPSO 90)

**Sogreah,
la conquête de l'eau**

GRENOBLE - SOGREAH, Société d'ingénierie, fonde son activité sur les techniques de l'hydraulique, principalement en vue de l'aménagement du territoire. L'eau est vitale. Nos hommes en raison l'utilisent. Architectes de l'eau, ils parcourent les continents pour mettre en œuvre des stratégies durables. Nous recherchons

**INGÉNIEUR
CHEF D'AMÉNAGEMENT**

contrôle des travaux d'un barrage avec centrale hydro-électrique en AFRIQUE de l'OUEST

Diplômé d'une grande école, spécialité "Genie Civil", vous avez 12 à 15 ans d'expérience, dont au moins 5 ans dans une fonction similaire. Vous maîtrisez les techniques de contrôle (terre, béton, injections) et connaissez les aspects contractuels de travaux basés sur les conditions internationales type FIDIC.

Vous assurerez la direction administrative et technique de l'équipe résidente (environ 30 personnes). Anglais indispensable. Durée de chantier : environ 2 ans. Evolution possible vers d'autres projets.

SOGREAH**SOGREAH**

Envoyer lettre manuscrite, photo, CV détaillé et prétentions s/réf. ICA
à SOGREAH - Direction des Ressources Humaines
6, rue de Lorraine - 38130 ECHIROLLES.

TENDER NOTICE

TRANSPORTATION MASTER PLAN PREQUALIFICATION NOTICE FOR THE ENGAGEMENT OF TRANSPORT PLANNING CONSULTANTS

The Urban Redevelopment Authority (URA) is the National Planning Authority in Singapore. The Authority's mission is to plan and facilitate the physical development of Singapore into a tropical city of excellence with a distinctive identity meeting the aspiration of Singaporeans.

In conjunction with several other Singapore government agencies, the Authority is currently developing a Transportation Master Plan to ensure the best possible integration of land use and transport planning to make Singapore a congestion-free city. Key objectives of the Master Plan are as follows:

- To provide the overall long-term framework for mobility (work, leisure, shopping, etc.) and urban development.
- To explore and test the ultimate capacity of a total and integrated system of transport facilities.
- To provide the best possible public transport network as an attractive alternative to the private car.
- To enable the intensification of development at locations most accessible by public transportation.

We are looking for world-renowned transport planning consultants to act as advisors and to guide the development of the Master Plan. The consultancy period is expected to be between April 91 and June 91 for the first two phases and between August and November 91 for the third phase. We hereby invite internationally established transport planning consultants to apply to: Urban Redevelopment Authority (Singapore), Head Engineering Section, Fax No: 65-2248752 for the official Prequalification Documents.

The CLOSING DATE for submission of particulars required in the Prequalification Documents is 15 MARCH 1991. The submission must be made by hand or by post or by fax to the following address not later than 15 MARCH 1991:

CONTRACT AND ADMINISTRATION SECTION
URBAN REDEVELOPMENT AUTHORITY
45 MAXWELL ROAD SINGAPORE 0106
FAX: 65-2248752 TEL: 65-2216666



URBAN REDEVELOPMENT AUTHORITY
TOWARDS A TROPICAL CITY OF EXCELLENCE

*Coordinateur pour le Programme
d'Education à l'Environnement*

H/F

ZAIRE

Fonds Mondial
pour la Nature
INTERNATIONAL

Ce poste consiste à coordonner le développement et à assurer la mise en place d'un programme d'éducation à l'environnement d'urgence pour le Zaïre, en étroite collaboration avec le Représentant du WWF au Zaïre et au sein d'une "Unité Environnement" au Ministère de l'Enseignement Primaire et Secondaire.

Le lieu d'affectation sera KINSHASA avec des déplacements à l'intérieur du pays.

La préférence sera donnée à une personne de langue maternelle française ayant une bonne connaissance de l'anglais, de formation universitaire ou équivalente, manifestant un intérêt particulier pour les problèmes de l'environnement et justifiant d'une expérience professionnelle d'au moins 5 ans, si possible dans un pays en voie de développement.

Candidature manuscrite avec C.V. complet à envoyer avant le 1er mars 1991 à : Madame Sally Zaluski - Projet ZAEPP/WWF - 24 rue Fontaine du Sault - 92160 ANTONY - FRANCE.

**RESPONSABLE COMPTABLE
A FORT POTENTIEL POUR
UNE BANQUE CAMEROUNAISE DE PREMIER PLAN**

Sous l'impulsion du Directeur Général, vous serez responsable de la fiabilité (régularité, sincérité et image fidèle) des opérations comptables.

VOUS AUREZ A :

- Suivre l'ensemble des opérations comptables (tenue, centralisation, reporting, situations périodiques...).
- Animer l'équipe des gestionnaires comptables.
- Établir les déclarations statistiques, fiscales, sociales et les comptes annuels (bilan, soldes caractéristiques de gestion, annexe).
- Développer et optimiser les outils de gestion comptable (Plan comptable UDEAC des banques, informatique, procédures comptables...).

VOUS DEVEZ JUSTIFIER :

- D'un diplôme d'une grande école ou D.E.C.S., maîtrise, expertise comptable ou équivalent.
- D'une expérience suffisante dans un poste similaire au sein d'un établissement financier, d'une grande entreprise ou d'un cabinet d'expertise comptable à prépondérance révision comptable.
- D'une maîtrise parfaite du français, de l'anglais et de l'informatique de gestion.

Si vous êtes âgé(e) de 25/35 ans et si vous avez envie de participer à une expérience passionnante dans une ambiance de travail jeune et internationale.

Adressez rapidement votre lettre, CV, photo et prétentions sous référence
FICO - BP 4568 DOUALA (CAMEROUN)

Le Monde

des
Cadres**GROUPE DE PRESSE**

recherche

**UN JOURNALISTE
ATTIRÉ PAR LA FINANCE**
(Réf. C411)

- Avec ou sans expérience financière.
- 3 à 5 ans de métier.

ET

**UN FINANCIER
ATTIRÉ PAR LE JOURNALISME**
(Réf. C412)

- Diplômé de l'enseignement supérieur.
- Ayant occupé des fonctions de chargé de clientèle entreprises ou d'analyste financier pendant au moins 2 ans.

Envoyer CV + lettre manuscrite à
Mme FONTAINE
11, rue Crozatier - 75012 Paris



Depuis 10 ans, nous sommes à l'écoute des suicidants. Pour être présents 24 h/24 au téléphone, et pour renforcer notre équipe d'accueillants,

NOUS AVONS BESOIN DE BENEVOLES

Pour nous rejoindre, écrivez-nous :
S.O.S. SUICIDE PHENIX 36 rue de Bergovie 75014 Paris.

Le Monde

OPÉRATION
SPÉCIALE**INFORMATIENS**

confirmés ou jeunes diplômés

LE MONDE INITIATIVES vous propose

8 pages de rédactionnel entièrement

consacrées au secteur informatique.

Découvrez les meilleures opportunités

de carrières informatiques dans

*Les Métiers
de l'Informatique*

12 daté 13
FÉVRIER

هذا من الأصل

LES LOCATIONS **DÈS INSTITUTIONNELS**

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges		
PARIS										
1 ^{er} ARRONDISSEMENT										
3 PIÈCES 90 m², 1 ^{er} étage Parking	9/15, rue Berthol-Poirée SOLVEG - 40-67-06-99 Frais de commission	8 053 + 1 460 6 189	3 PIÈCES 80 m² + chambre de serv. 7 m², rez-de-ch.	9, rue des Dardanelles GCI - 40-16-28-71	7 900 + 1 376	4 PIÈCES 80 m² 4 ^e étage	COURBEVOIE 12, place des Dominos SAGGEL - 47-78-15-85 Frais de commission	5 600 + 1 682 3 968		
7 ^e ARRONDISSEMENT										
2 PIÈCES Parking, 53 m² 1 ^{er} étage	50, rue de Bourgogne SOLVEG - 40-67-06-99 Frais de commission	7 227 + 1 000 5 821	2 PIÈCES Parking, imm. neuf 56 m², 4 ^e étage	6-8, rue Adolphe-Milla SAGGEL - 42-86-61-06 Frais de commission	5 361 + 702 3 821	STUDIO Parking, 41 m² 1 ^{er} étage	COURBEVOIE 9, place Charras AGF - 49-24-45-45 Frais de commission	3 500 + 310 2 490		
3/4 PIÈCES 79 m², 1 ^{er} étage	193, rue de l'Université SAGGEL - 47-42-44-44 Frais de commission	10 000 + 813 7 118	3 PIÈCES Parking, imm. neuf 73 m², 1 ^{er} étage	6-8, rue Adolphe-Milla SAGGEL - 42-86-61-06 Frais de commission	5 935 + 728 4 223	4/5 PIÈCES Parking, 110 m² 1 ^{er} étage, balcon	LA GARENNE-COLOMBES 19, rue d'Estienne-d'Orves CIGIMO - 48-00-89-89 Honoraires de location	7 000 + 1 025 5 310		
9 ^e ARRONDISSEMENT										
3 PIÈCES 75 m², 2 ^e étage	74, rue d'Amsterdam SAGGEL - 47-42-44-44 Frais de commission	7 310 + 1 293 5 202	4/5 PIÈCES Possibilité parking 95 m², R.-de-ch. Terrasse	34, rue du Plateau CIGIMO - 48-00-89-89 Honoraires de location	6 200 + 985 4 734	5 PIÈCES Imm. neuf, parking 104 m² 1 ^{er} étage	MEUDON 68-78, rue de la République SAGGEL - 48-08-80-36 Frais de commission	8 100 + 1 558 5 784		
3/4 PIÈCES 100 m², 4 ^e étage	74, rue d'Amsterdam SAGGEL - 47-42-44-44 Frais de commission	10 460 + 1 742 7 436	78 - YVELINES			4 PIÈCES Parking, 83 m², 1 ^{er} ét. Cave, balcon	NEUILLY 7bis, rue de Rouvray LOC INTER - 47-45-15-71	8 738 + 381 ...		
3 PIÈCES 109 m², 1 ^{er} étage	2, square Trudeau GCI - 40-16-28-71	9 000 + 2 025	4 PIÈCES Parking, 116 m² 5 ^e étage	LE CHESNAY 25, rue de la Celle AGIFRANCE - 47-42-17-61 Frais de commission	6 000 + 1 033 4 483	3 PIÈCES 65 m², 1 ^{er} étage Terrasse, jardin d'hiv. Possib. parking	NEUILLY 223, av. Charles-de-Gaulle CIGIMO - 48-00-89-89 Honoraires de location	8 000 + 1 050 6 030		
11 ^e ARRONDISSEMENT										
STUDIO MEUBLÉ 20 m² sur jardin	HOME PLAZZA NATION HOME PLAZZA 40-09-40-00	5 500 + 825	3 PIÈCES Parking, 72 m² 5 ^e étage	POISSY 5, avenue des Urzelines AGIFRANCE - 47-42-17-61 Frais de commission	3 000 + 836 2 561	STUDIO Parking 44 m², 1 ^{er} étage	NEUILLY 47, rue Parnot AGF - 49-24-45-45	4 400 + 520		
2 PCES MEUBLÉES 50 m² sur jardin	HOME PLAZZA BASTILLE HOME PLAZZA 40-21-22-23	8 500 + 1 275	MAISON 5 PIÈCES 103 m² Garage			SAINT-GERMAIN-EN-LAYE 20-22, rue Schnapper SAGGEL - 47-78-15-85 Frais de commission	SURESNES 18, r. Salomon-de-Rothschild AGF - 49-24-45-45 Frais de commission	6 950 + 1 300 4 945		
3 PIÈCES 86 m², 3 ^e étage Parking	3-7, rue des Nanettes AGF - 49-24-45-45 Frais de commission	5 800 + 550 4 127	91 - ESSONNE			3 PIÈCES Parking, 65 m² 2 ^e étage	ÉPINAY-SUR-SEINE 2, avenue Gallieni SAGGEL - 47-42-44-44 Frais de commission	3 550 + 588 2 521		
16 ^e ARRONDISSEMENT										
2 PIÈCES 87 m², 3 ^e étage	19, rue Reynoard SAGGEL - 47-42-44-44 Frais de commission	11 690 + 1 832 8 319	MAISON 115 m² Garage			ÉVRY 9, rue de la Tour SOLVEG - 40-67-06-99 Frais de commission	94 - VAL-DE-MARNE			
92 - HAUTS-DE-SEINE										
5 PIÈCES 5 ^e et 6 ^e ét., 123 m² en duplex, 2 parkings Terrasse, cave, balc.	19, rue Sainneuve LOC INTER - 47-45-16-09	14 338 + 1 100	3 PIÈCES 71 m² 3 ^e étage	BOULOGNE 93, av. Pierre-Granier SAGGEL - 47-42-44-44 Frais de commission	4 900 + 1 230 3 487	3 PIÈCES Parking, 68 m² 1 ^{er} étage, cave	CHARENTON 158, rue de Paris LOC INTER - 47-45-15-84	4 998 + 857		
6 PIÈCES 120 m², 5 ^e étage 2 parkings, terrasse cave, balcon	19, rue Sainneuve LOC INTER - 47-45-16-09	14 980 + 1 100	2/3 PIÈCES Parking, 51 m² 2 ^e étage	BOULOGNE 229, boulevard J.-Jaures GCI - 40-16-28-71	4 400 + 590	4 PIÈCES Parking, 87 m² 1 ^{er} étage, cave	CHARENTON 21, rue de Valmy LOC INTER - 47-45-15-84	8 100 + 1 116		
6 PIÈCES En duplex, 166 m² 7 ^e étage, 2 parkings, 2 terrasses cave, balcon	19, rue Sainneuve LOC INTER - 47-45-16-09	19 183 + 1 350	3 PIÈCES Parking, 102 m² 3 ^e étage	BOULOGNE 33-35, rue Anna-Jacquin AGF - 49-24-45-45	10 810 + 2 100	STUDIO Parking, 40 m² 4 ^e étage, balcon	CRÉTÉL 10-12, allée de la Toison-d'Or CIGIMO - 48-00-89-89 Honoraires de location	1 900 + 650 1 632		
3 PIÈCES 66 m², 3 ^e étage									NOGENT-SUR-MARNE 98, rue François-Rolland SOLVEG - 40-67-06-99 Frais de commission	6 890 + 827 5 418
3 PIÈCES 71 m², 4 ^e étage Park., terrasse, cave									SAINT-MANDÉ 31-33, avenue Joffre LOC INTER - 47-45-16-09	5 700 + 877
4 PIÈCES 89 m², 5 ^e étage Parking, cave									SAINT-MANDÉ 31-33, avenue Joffre LOC INTER - 47-45-16-09	6 500 + 1 039

Le Monde
CHAQUE MERCREDI
numéro daté jeudi

RENDEZ-VOUS

IMMOBILIER

**LA SÉLECTION IMMOBILIÈRE
LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS
LES BELLES PROPRIÉTÉS
L'AGENDA IMMOBILIER
L'IMMOBILIER D'ENTREPRISE**

Le Monde est le premier quotidien vendu à Paris. Il est lu par 1 609 000 Français dont 808 000 Parisiens. 642 000 d'entre eux appartiennent à des foyers « cadres supérieurs » dont 375 000, soit 58 %, habitent l'Ile-de-France. (Source : CESP 1989.)

Pour tous renseignements 45-55-91-82 poste 42.96

**CETTE PAGE A ÉTÉ RÉALISÉE
AVEC LA PARTICIPATION DE**



Commercialization SNC PHENIX GESTION



C I G I M O
G R O U P E T E



saggeci vendôme
GROUPE UAP



REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde

SÉLECTION IMMOBILIÈRE

appartements ventes

appartements ventes

locations non meublées

hôtels particuliers

1^{er} arrdt

RIVOLI/TULERIE

IMM. LUXUEUX

Reçoit, 1 chbr, bain

64 m², 45-02-13-43

HALLS MONTROUGE

Imm. 17^e, 3 chbrs, 2 bns

300 000 F, 42-71-01-48

HALLS-ET-METIERS

Bel imm. pl. de la

2 750 000, 48-04-84-48

RIVOLI/SEINE

Imm. 6^e, 2 chbrs, 2 bns

42-06-08-38

3^e arrdt

BASTILLE

BEAUMARCHAIS. Propriété

vend 3 p., 2 chbrs, 2 bns

42-04-24-30

ARTS-ET-METIERS (part)

Reçoit, 2 chbrs, 2 bns

42-04-24-30

MARAS, ARTS-ET-METIERS

2 chbrs, 2 bns, 2 sds

42-04-24-30

BEAUMARCHAIS

2 chbrs, 2 bns, 2 sds

42-04-24-30

4^e arrdt

METRO SAINT-PAUL

RUE DE SEVIGNE, BEAU

2 chbrs, 2 bns, 2 sds

42-04-24-30

ILE SAINT-LOUIS

Charme, Caracoles

Imm. XVII^e, 2 chbrs, 2 bns

42-04-24-30

PLACE DES VOSGES

Imm. 18^e, 2 chbrs, 2 bns

42-04-24-30

ILE SAINT-LOUIS

Appart de caractère dans

imm. XVII^e, 2 chbrs, 2 bns

42-04-24-30

VUE IMPRENABLE

8 arches nationales

75 m² de caractère

42-04-24-30

5^e arrdt

QUAI TOURNELLE

Place Notre-Dame, dans une

bonne bâtisse, 2 chbrs, 2 bns

42-04-24-30

SAINT-MICHEL

Imm. 17^e, 2 chbrs, 2 bns

42-04-24-30

SAINT-MICHEL

Imm. 17^e, 2 chbrs, 2 bns

42-04-24-30

SAINT-MICHEL

Imm. 17^e, 2 chbrs, 2 bns

42-04-24-30

SAINT-MICHEL

Imm. 17^e, 2 chbrs, 2 bns

42-04-24-30

SAINT-MICHEL

Imm. 17^e, 2 chbrs, 2 bns

42-04-24-30

SAINT-MICHEL

Imm. 17^e, 2 chbrs, 2 bns

42-04-24-30

SAINT-MICHEL

Imm. 17^e, 2 chbrs, 2 bns

42-04-24-30

SAINT-MICHEL

Imm. 17^e, 2 chbrs, 2 bns

42-04-24-30

SAINT-MICHEL

Imm. 17^e, 2 chbrs, 2 bns

42-04-24-30

SAINT-MICHEL

Imm. 17^e, 2 chbrs, 2 bns

42-04-24-30

SAINT-MICHEL

Imm. 17^e, 2 chbrs, 2 bns

42-04-24-30

7^e arrdt

ALMA, 5^e, rue de cour

2 p., 50 m², 140 000 F

42-04-24-30

ECOLE MILITAIRE

100 M CHAMP-DE-MARS

Petit studio 1 chbr, 1 b

480 000 F, 45-06-43-43

SAINT-DONAT

LATOUR-MAUBOURG, Beau

2 chbrs, 2 bns, 2 sds

1 450 000 F, 42-04-24-30

RIVOLI/SEINE

Imm. 6^e, 2 chbrs, 2 bns

42-06-08-38

3^e arrdt

BASTILLE

BEAUMARCHAIS. Propriété

vend 3 p., 2 chbrs, 2 bns

42-04-24-30

ARTS-ET-METIERS (part)

Reçoit, 2 chbrs, 2 bns

42-04-24-30

MARAS, ARTS-ET-METIERS

2 chbrs, 2 bns, 2 sds

42-04-24-30

BEAUMARCHAIS

2 chbrs, 2 bns, 2 sds

42-04-24-30

4^e arrdt

METRO SAINT-PAUL

RUE DE SEVIGNE, BEAU

2 chbrs, 2 bns, 2 sds

42-04-24-30

ILE SAINT-LOUIS

Charme, Caracoles

Imm. XVII^e, 2 chbrs, 2 bns

42-04-24-30

PLACE DES VOSGES

Imm. 18^e, 2 chbrs, 2 bns

42-04-24-30

ILE SAINT-LOUIS

Appart de caractère dans

imm. XVII^e, 2 chbrs, 2 bns

42-04-24-30

VUE IMPRENABLE

8 arches nationales

75 m² de caractère

42-04-24-30

5^e arrdt

QUAI TOURNELLE

Place Notre-Dame, dans une

bonne bâtisse, 2 chbrs, 2 bns

42-04-24-30

SAINT-MICHEL

Imm. 17^e, 2 chbrs, 2 bns

42-04-24-30

SAINT-MICHEL

Imm. 17^e, 2 chbrs, 2 bns

42-04-24-30

SAINT-MICHEL

Imm. 17^e, 2 chbrs, 2 bns

42-04-24-30

SAINT-MICHEL

Imm. 17^e, 2 chbrs, 2 bns

42-04-24-30

SAINT-MICHEL

Imm. 17^e, 2 chbrs, 2 bns

42-04-24-30

SAINT-MICHEL

Imm. 17^e, 2 chbrs, 2 bns

42-04-24-30

SAINT-MICHEL

Imm. 17^e, 2 chbrs, 2 bns

42-04-24-30

SAINT-MICHEL

Imm. 17^e, 2 chbrs, 2 bns

42-04-24-30

SAINT-MICHEL

Imm. 17^e, 2 chbrs, 2 bns

42-04-24-30

SAINT-MICHEL

Imm. 17^e, 2 chbrs, 2 bns

42-04-24-30

SAINT-MICHEL

Imm. 17^e, 2 chbrs, 2 bns

42-04-24-30

15^e arrdt

VOULLE, bel imm. 3^e ét.

2 p., 50 m², 140 000 F

42-04-24-30

CH-MICHEL, 3^e ét., petit

stud. 1 chbr, 1 b, 1 sds

120 000 F, 45-06-43-43

AV. DU MAIRE

(limite) 2^e ét., 2 chbrs, 2 bns

1 450 000 F, 42-04-24-30

SAINT-DONAT

LATOUR-MAUBOURG, Beau

2 chbrs, 2 bns, 2 sds

1 450 000 F, 42-04-24-30

RIVOLI/SEINE

Imm. 6^e, 2 chbrs, 2 bns

42-06-08-38

3^e arrdt

BASTILLE

BEAUMARCHAIS. Propriété

vend 3 p., 2 chbrs, 2 bns

42-04-24-30

ARTS-ET-METIERS (part)

Reçoit, 2 chbrs, 2 bns

42-04-24-30

MARAS, ARTS-ET-METIERS

2 chbrs, 2 bns, 2 sds

42-04-24-30

BEAUMARCHAIS

2 chbrs, 2 bns, 2 sds

42-04-24-30

4^e arrdt

METRO SAINT-PAUL

RUE DE SEVIGNE, BEAU

2 chbrs, 2 bns, 2 sds

42-04-24-30

ILE SAINT-LOUIS

Charme, Caracoles

Imm. XVII^e, 2 chbrs, 2 bns

42-04-24-30

PLACE DES VOSGES

Imm. 18^e, 2 chbrs, 2 bns

42-04-24-30

ILE SAINT-LOUIS

Appart de caractère dans

imm. XVII^e, 2 chbrs, 2 bns

42-04-24-30

VUE IMPRENABLE

8 arches nationales

75 m² de caractère

42-04-24-30

5^e arrdt

QUAI TOURNELLE

Place Notre-Dame, dans une

bonne bâtisse, 2 chbrs, 2 bns

42-04-24-30

SAINT-MICHEL

Imm. 17^e, 2 chbrs, 2 bns

42-04-24-30

SAINT-MICHEL

Imm. 17^e, 2 chbrs, 2 bns

42-04-24-30

SAINT-MICHEL

Imm. 17^e, 2 chbrs, 2 bns

42-04-24-30

SAINT-MICHEL

Imm. 17^e, 2 chbrs, 2 bns

42-04-24-30

SAINT-MICHEL

Imm. 17^e, 2 chbrs, 2 bns

42-04-24-30

SAINT-MICHEL

Imm. 17^e, 2 chbrs, 2 bns

42-04-24-30

SAINT-MICHEL

Imm. 17^e, 2 chbrs, 2 bns

42-04-24-30

SAINT-MICHEL

Imm. 17^e, 2 chbrs, 2 bns

42-04-24-30

SAINT-MICHEL

Imm. 17^e, 2 chbrs, 2 bns

42-04-24-30

SAINT-MICHEL

Imm. 17^e, 2 chbrs, 2 bns

42-04-24-30

91 - Essonne

VIRY-CHATILLON (91)

Part. vend. très bel app. type

PS, 140 m², 140 000 F

42-04-24-30

CH-MICHEL, 3^e ét., petit

stud. 1 chbr, 1 b, 1 sds

120 000 F, 45-06-43-43

AV. DU MAIRE

(limite) 2^e ét., 2 chbrs, 2 bns

1 450 000 F, 42-04-24-30

SAINT-DONAT

MARCHÉS FINANCIERS

La reprise en main de la holding belge par Suez Plusieurs Français sont nommés à la tête de la Générale de Belgique

Le conseil d'administration de la Générale de Belgique a accepté, mardi 5 février, la démission de M. Hervé de Carmoy, administrateur délégué, et l'a remplacé par M. Gérard Mestrallet. D'autres Français sont nommés à des postes importants, trois ans après la prise de contrôle de la première holding belge par Suez.

BRUXELLES

de notre correspondant

« M. Mestrallet, conformément à la tradition de la Générale, peut-il prononcer à notre intention une phrase en néerlandais ? ». Ainsi interpellé par un journaliste flamand, lors de la conférence de presse qui a suivi la réunion du conseil, l'énarque polytechnicien put seulement articuler trois mots et s'en tira en promettant de se mettre au travail.

Véu avec des sourires un peu crispés par MM. Gérard Worms, patron de Suez, Etienne Davignon, président de la Générale, et Maurice Lippens, président des Assurances générales (le principal actionnaire belge) — qui accompagnent le nouvel arrivant face aux journalistes, — cet épisode est révélateur de la morosité dans laquelle la reprise en main de la « vieille dame » plonge une partie des opérateurs économiques non francophones.

Les quatre intervenants eurent beau multiplier les propos élogieux, les faits parlent d'eux-mêmes, à commencer par les nominations qui accompagnent l'arrivée à Bruxelles du bras droit de M. Worms. Entré à la Générale en avril 1989, un Français, M. Philippe Liotier, est promu directeur délégué aux participations industrielles et à la stratégie, fonction

nouvelle qui, a dit M. Mestrallet, « souligne l'importance désormais accordée à la validation industrielle des projets et à l'amélioration des performances du groupe ». Un autre Français, M. Jean-Pierre Rodier, quitte la direction de Metaleurop pour devenir administrateur d'ACEC-Union minière, une des plus importantes filiales de la Générale, qui souffre particulièrement de la conjoncture défavorable des métaux non ferreux.

M. Worms a souligné que de « bonnes choses » avaient été faites depuis 1988, mais pour ajouter qu'elles étaient « relativement plus faciles que ce qui reste à faire », par exemple « fixer des règles très claires dans les relations entre la Générale et ses filiales ». Apparemment, la réorganisation en cours vise d'abord à améliorer la rentabilité des sociétés qui ont la Générale à une part majoritaire.

M. Worms a aussi affirmé que la modification de l'organigramme n'était pas une anticipation du rachat par Suez des parts que le groupe De Benedetti détient encore dans le capital de la Générale (un peu moins de 10 %), car les « conversations » à ce sujet avec Ceres se poursuivent sans qu'on soit sûr du résultat. Si celui-ci est positif pour Suez, la Compagnie détendra plus de 60 % du capital de la holding de Bruxelles, ce qui modifierait quelque peu le pacte sur la stabilisation de l'actionnariat majoritaire conclu en 1988. De quoi donner encore des sueurs froides à ceux qui incarnaient l'« orange belge », à commencer par M. Davignon, qui, tout en reconnaissant la nécessité de « se plier aux exigences de la compétition internationale », affirme que la Générale « continuera à fonctionner comme un centre de décision autonome ».

JEAN DE LA GUÉRIÈRE

La COB transmet le dossier Sedri à la justice

La Commission des opérations de Bourse (COB) a annoncé mardi 5 février qu'elle transmettait au procureur de la République le dossier de la société de publicité télématique Sedri, en liquidation judiciaire, estimant qu'il y a eu diffusion de fausses informations dès l'introduction en Bourse de la société. Une enquête de la Commission fait apparaître que les comptes de la société Sedri SA et de ses filiales, publiés en 1988, 1989 et 1990 « ne présentaient pas fidèlement au public la situation financière et patrimoniale de ces sociétés ».

D'autre part, l'information diffusée par la Sedri à plusieurs reprises, au moment de son arrivée en 1987 sur le second marché, lors de l'augmentation de capital réalisée en octobre 1989 ou encore en janvier 1990 durant une conférence de presse, a dissimulé au public « l'importance des risques liés à l'activité de cette société et la gravité de sa situation financière ».

D'autres opérations, en particulier des cessions d'actions pour des quantités importantes par des dirigeants de Sedri, sont apparues contraires aux dispositions des textes en vigueur. La COB estime que le cas pourrait relever des textes sanctionnant l'obtention de souscriptions au moyen de faits faux, la diffusion de fausses informations et les opérations d'initié, et enfin l'escroquerie, le faux et l'usage de faux.

Nouvelles interventions de la Réserve fédérale pour soutenir le dollar

La Réserve fédérale américaine est de nouveau intervenue, mardi 5 février, sur les marchés des changes afin de soutenir le cours du dollar, malmené, depuis la semaine dernière, par des évolutions divergentes des taux d'intérêt américains et allemands. Malgré cette action, le cours de la monnaie américaine s'affaiblissait de nouveau mercredi 6 février au matin, à 4,96 francs et 1,452 DM, contre 4,9795 (et non 4,995 francs comme une erreur de transmission nous l'a fait écrire hier) et 1,4624 DM mardi dans les cotations officielles.

Contrairement à la journée de lundi, au cours de laquelle l'ensemble des banques centrales du groupe des Sept étaient intervenues pour lutter contre l'affaiblissement du dollar (à l'exception de celle du Japon), seule la présence de la Réserve fédérale a été remarquée mardi sur les marchés.

□ Trois banques italiennes relèvent leur taux de base. — L'Institut San Paolo di Torino, la Cariplo et la CRT (deux des plus grands réseaux de caisses d'épargne italiens) ont annoncé mardi 5 février une augmentation de 0,5 point de leur taux de base, à 13,5 %. Un porte-parole de l'Institut San Paolo a indiqué dans l'après-midi à la presse qu'il s'agissait d'un « réajustement sur les conditions du marché », largement déterminé « par la hausse des taux allemands ». — (AFP.)

NEW-YORK, 5 février

L'avance se ralentit

Wall Street n'a pas changé d'idée mardi. La grande Bourse américaine a poursuivi l'ascension qu'elle avait entreprise la veille. Seulement, le mouvement a tendu à se ralentir, tandis que la tendance devenait plus irrégulière. Le démarrage avait été plutôt laborieux, mais, assez rapidement, l'indice Dow Jones avait repris du poil de la bête. Et, malgré un retard rapidement corrigé, il s'inscrivait en clôture à 2 789,58 avec une hausse de 18,00 points (+ 0,65 %), après avoir eu un court instant touché un creux à 2 782,42.

À l'instant, les investisseurs semblent avoir chatoié la part de l'optimisme, même si l'annonce par le département du Commerce d'une stabilité des commandes à l'industrie en décembre jetait un léger froid. D'une façon générale, les marchés ont profité de l'influence favorable exercée par la baisse du taux d'escompte et la porte laissée ouverte par M. Alan Greenspan, président de la Réserve fédérale, à une nouvelle détente sur le front monétaire. Selon les spécialistes, les investisseurs ont cherché à anticiper la situation pour réajuster leurs liquidités. La décision de General Motors de réduire ses effectifs, mais aussi son dividende, a provoqué une baisse de 5,7 % de l'action du constructeur automobile.

L'activité a continué d'augmenter et 291,06 millions de titres ont changé de mains (contre 250,70 millions la veille). Il s'agit de plus fort volume de transactions enregistré depuis le 17 janvier dernier, quand 318 millions de titres furent échangés.

VALEURS	Cours de 4 février	Cours de 5 février
Alcoa	65 5/8	66 3/4
AT&T	51 1/4	51 3/8
Chase Manhattan Bank	34 1/4	34 1/4
Deutsche Bank	45 3/8	45 3/8
Enron	51 1/4	50 5/8
Exxon	28 7/8	28 7/8
General Electric	65 1/4	65 3/8
General Motors	37 1/4	35 1/8
IBM	21 1/8	21 1/8
ITT	127 1/2	128 1/2
ITT	57 1/8	57 1/8
Philips	90 5/8	90 1/2
Schlumberger	59 1/4	58 1/4
Union Carbide	18 5/8	18 3/4
Union Pacific	28 1/4	28 1/4
Westinghouse	30 5/8	30 5/8
Xerox Corp.	50 5/8	49 5/8

LONDRES, 5 février

Nette hausse

Les valeurs ont terminé en nette hausse mardi au Stock Exchange de Londres. A la clôture, l'indice Footsie des cent grands titres a franchi la barre des 2 200 et a gagné 29,6 points à 2 202, soit un gain de 1,4 %. Le volume des échanges a atteint 680,8 millions de titres, contre 348 millions lundi.

Cette progression s'est effectuée dans le sillage des autres marchés financiers et en dépit de la réaffirmation par le premier ministre britannique, M. John Major, de la nécessité de fortes taux d'intérêt pour lutter contre l'inflation. La plupart des secteurs ont progressé, notamment les groupes de distribution alimentaire, les assurances et la construction. Les alimentaires ont en revanche légèrement reculé. Les investisseurs ont bénéficié des espoirs d'une baisse rapide des taux d'intérêt britanniques, qui feraient baisser les taux américains, et ont affiché de fortes hausses.

□ Ouverture du procès de l'affaire Blue Arrow à Londres. — Trois institutions financières de la City ont poursuivi sept personnes à titre individuel sous le banc des accusés dans le procès de l'affaire Blue Arrow, qui a débuté mardi 5 février à Londres et pourrait durer plus de huit mois. La maison de courtage UBS Phillips and Drew Securities, la banque NatWest Securities et la maison mère NatWest Investment Bank comparait devant le tribunal de Old Bailey, accusées d'avoir illégalement camouflé l'échec d'une augmentation de capital de 37 millions de livres (9,3 milliards de francs) de la firme de recrutement Blue Arrow au moment du krach boursier de 1987. Les sept personnes poursuivies à titre individuel appartenaient aux institutions financières poursuivies au moment de l'affaire. Elles sont accusées d'avoir conspiré pour « exécuter toute personne » ayant acheté ou souhaité acheter, vendre ou prendre un intérêt quelconque dans les actions de Blue Arrow, et ont été accusées de « facon malhonnête le marché ».

□ Polly Peck : accord entre les maisons de courtage et M. Nadir. — Le président du conglomérat britannique Polly Peck International, M. Asif Nadir, a annoncé mardi 5 février être arrivé à un accord avec quatre maisons de courtage après lesquelles il avait des dettes personnelles en échange de quoi celles-ci ont accepté d'abandonner leurs poursuites. L'accord « porte sur 25 millions de livres » (6,25 milliards de francs) et « ne déchargera complètement de mes dettes » vis-à-vis de ces sociétés, a affirmé M. Nadir. L'homme d'affaires chypriote, dont l'empire s'est placé sous administration judiciaire en octobre dernier, doit 3,6 millions de livres à Barclays de Zoete Wedd (BZW) et 18,5 millions à Lehman Brothers, un règlement d'actions Polly Peck achetées par lui pour tenter de soutenir le titre avant la suspension de cotation le 20 septembre dernier.

PARIS, 6 février

Ventes bénéficiaires

Les jours se suivent mais ne se ressemblent pas forcément à la Bourse de Paris. À la veille d'une forte reprise a succédé mercredi une assez importante baisse. Amorcée dès l'ouverture, la tendance s'est prolongée dans l'après-midi et peu avant l'ouverture de Wall Street, l'indice CAC 40 s'inscrivait à 1 011,16 en dessous de son niveau précédent.

De toute évidence, les opérateurs n'ont voulu prendre aucun risque, et après le trop forte hausse de la veille, ils ont préféré attendre les spécialistes de la Rue Vivienne, beaucoup ont jugé prudent de prendre leurs bénéfices. La guerre du Golfe traverse le pas et nul ne sait trop sous les tentatives quand s'ouvrira la phase, jugée décisive, des combats terrestres. On ne fait guère de doute quant à l'issue du conflit, personne ne veut prendre le risque de jouer la fin des hostilités dans un avenir très proche, sur un plan économique, la récession paraît s'installer, tranquillement mais sûrement, dans le sillage des pays européens, y compris la France. Les promesses d'une nouvelle détente sur le front des taux d'intérêt aux Etats-Unis, pour autant qu'elles soient entendues, ne permettent guère d'espérer une baisse significative des taux. Les investisseurs ont donc pris une position défensive, ils ont cherché à anticiper la situation pour réajuster leurs liquidités. La décision de General Motors de réduire ses effectifs, mais aussi son dividende, a provoqué une baisse de 5,7 % de l'action du constructeur automobile.

L'activité a continué d'augmenter et 291,06 millions de titres ont changé de mains (contre 250,70 millions la veille). Il s'agit de plus fort volume de transactions enregistré depuis le 17 janvier dernier, quand 318 millions de titres furent échangés.

TOKYO, 6 février

Nouvelle hausse

Pour la troisième journée consécutive, les cours ont monté mercredi au Kabuto-cho. Cependant, les investisseurs ont été plus prudents que mardi, de la Réserve fédérale sur les marchés des changes. A Paris, la monnaie américaine s'affaiblissait à 4,96 francs contre 4,9795 francs mardi à la cotation officielle. Le mark était stable à Paris, à 3,4020 francs contre 3,4024 francs mardi au fixing.

FRANCFORT 5 février 6 février
Dollar (en DM) 1,4624 1,4552
Tokyo 5 février 6 février
Dollar (en yen) 138,85 129,13

MARCHÉ MONÉTAIRE

(effets privés)
Paris (6 février) 9 11/16-13/16
New-York (5 février) 6 %

FAITS ET RÉSULTATS

□ Le groupe Bouygues va prendre plus de 60 % de Chovio. — Le groupe Bouygues SA, spécialiste de volaille fraîche et congelée (Chailotte, Duc de Bourgogne, Gaston Labroux) va prendre une participation de 60 % de la société cholestienne Chovio, qui produit 120 000 volailles par semaine, à compter du 29 janvier. Les deux groupes Bouygues et Chovio ont signé un accord de coopération exclusive avec la fabrication hongroise de cigarettes Pecs Dohanygyar, qui représenterait pour le britannique un investissement initial de 20 millions de livres (200 millions de francs). Il s'agit de la première implantation de BAT en Europe de l'est pour la production de cigarettes. Pecs Dohanygyar, implanté à Pecs, à 200 kilomètres au sud de Budapest, produit plus de 40 % des 26 milliards de cigarettes fumées chaque année en Hongrie. BAT, qui compte Lucky Strike et Kool pour ses marques, cherche à constituer d'autres joint ventures et souhaite également conseiller les pays d'Europe centrale sur les nouvelles cultures du tabac.

□ BAT va investir en Hongrie. — BAT Industries, le conglomérat britannique du tabac et de l'assurance, a conclu un accord de coopération exclusive avec la fabrication hongroise de cigarettes Pecs Dohanygyar, qui représenterait pour le britannique un investissement initial de 20 millions de livres (200 millions de francs). Il s'agit de la première implantation de BAT en Europe de l'est pour la production de cigarettes. Pecs Dohanygyar, implanté à Pecs, à 200 kilomètres au sud de Budapest, produit plus de 40 % des 26 milliards de cigarettes fumées chaque année en Hongrie. BAT, qui compte Lucky Strike et Kool pour ses marques, cherche à constituer d'autres joint ventures et souhaite également conseiller les pays d'Europe centrale sur les nouvelles cultures du tabac.

PARIS

Second marché

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcatel Citel	3020	3000	Groupe Ogey	501	501
Amstel Assoch	221	...	Galatée	857	...
Asystel	105	...	I.C.C.	226	230
B.A.C.	189	189	ISA	279 40	271 50
B.C.M.	840	...	Messier	120	116
Bouygues	388	382	UPAMA	118	276
Bouygues (y)	177	213 20	Loire Industrie	278	263
C.A.I. de F. (C.E.I.)	1000	1024	Loire Industrie	84 80	85 50
Chabot	387	378	Loire Industrie	128	128
Cofir	482	510	Molins	130	130
C.E.S.E.T.	180	175	Oréal Logiciel	580	580
C.E.T.	228	208	Peugeot	76	...
C.R.M.	800	782	Publicis	338	338
Codanet	280	280	Renault	486	485
Congrex	272	269	Thomson-Alcatel	303	303
Cyprus	780	...	Thomson-Alcatel	176	178 80
Danubio	205 10	211	Telecom	96	97 50
Danubio	388	...	S.M.T. Group	407	408
Danubio	640	638	S.M.T. Group	174	178 20
Danubio	388	388	S.M.T. Group	126	126
Danubio	223	220	Thomson-Alcatel	222	228
Danubio	670	688	Unilog	81	167 20
Danubio	384	...	Vol et Cie	89 80	...
Danubio	164 70	160	Y. St. Laurent Group	565	580
Danubio	240	238			
Danubio	319 90	319 80			
Danubio	128	...			
Danubio	185 60	...			
Danubio	288	279			
Danubio	374	365			
Danubio	184 80	180			

LA BOURSE SUR MINITEL

36-15 TAPEZ LE MONDE

MATIF

Notionnel 10 %. — Cotation en pourcentage du 5 février 1991.
Nombre de contrats : 104 068.

COURS	ÉCHÉANCES		
	Mars 91	Juin 91	Sept. 91
Dollar	183,82	184,28	184,28
Précédent	183,10	183,48	183,62

PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT				OPTIONS DE VENTE			
	Mars 91	Juin 91	Mars 91	Juin 91	Mars 91	Juin 91	Mars 91	Juin 91
184	0,48	1,47	0,69	1,21				

CAC 40 A TERME (MATIF)			
COURS	Février	Mars	Avril
Dollar	1 622	1 629	1 638
Précédent	1 594	1 617	1 638

CHANGES			
Dollar	4,96 F		

BOURSES			
PARIS (INSEE, base 100 : 28-12-80)	4 février	5 février	
Valeurs françaises	184,28	184,28	
Valeurs étrangères	96,90	95,40	
(SIBF, base 100 : 31-12-81)			
Indice général	418,78	423,83	
CAC	(SIBF, base 1000 : 31-12-87)		
Indice CAC 40	1 581,73	1 686,38	
NEW-YORK (indice Dow Jones)	4 février	5 février	
Industriel	2 772,28	2 788,36	
LONDRES (indice Financial Times)	4 février	5 février	
100 valeurs	2 172,40	2 282	
30 valeurs	1 788,60	1 724,80	
Mines d'or	134,90	134,28	
Fonds d'Etat	94,25	94,61	
FRANCFORT	4 février	5 février	
Dollar	1 435,80	1 438,85	
TOKYO	5 février	6 février	
Nikkei Dow Jones	23 821,87	23 853,84	
Indice général	1 758,57	1 772,78	

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

COURS DU JOUR	UN MOIS		DEUX MOIS		TROIS MOIS	
	à l'achat	à la vente	à l'achat	à la vente	à l'achat	à la vente
\$ E.-U.	4,9980	4,9980	+ 134	+ 144	+ 293	+ 340
\$ can.	4,7560	4,7514	- 39	- 12	- 60	- 154
Yen (100)	3,8375	3,8420	+ 56	+ 74	+ 107	+ 416
DM	3,4024	3,4053	+ 24	+ 43	+ 54	+ 218
Florin	3,0186	3,0216	+ 15	+ 31	+ 36	+ 124
FB (100)	16,5239	16,5416	+ 49	+ 94	+ 81	+ 45
PS	3,7968	3,8016	+ 53	+ 71	+ 126	+ 417
L (1 000)	4,5279	4,5338	- 135	- 65	- 244	- 550
E	9,8823	9,8912	- 290	- 245	- 573	- 1175

TAUX DES EUROMONNAIES

COURS DU JOUR	UN MOIS		DEUX MOIS		TROIS MOIS	
	à l'achat	à la vente	à l'achat	à la vente	à l'achat	à la vente
\$ E.-U.	6 316	6 316	6 316	6 316	6 316	6 316
Yen	7 316	7 316	7 316	7 316	7 316	7 316
DM	8 316	8 316	8 316	8 316	8 316	8 316
Flr (100)	9 316	9 316	9 316	9 316	9 316	9 316
PS	10 316	10 316	10 316	10 316	10 316	10 316
L (1 000)	11 316	11 316	11 316	11 316	11 316	11 316
E	12 316	12 316	12 316	12 316	12 316	12 316
Frank	13 316	13 316	13 316	13 316	13 316	13 316

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

Le Monde - RTL

ENTREPRISES
à 22h15 sur RTL

Mercredi 6 février
Pascal Housain
PDG de Sopalin.

Jeudi 7 février
Philippe Lazard
directeur général de l'INSERM.
« Le Monde Affaires » du
3 février publie un reportage
sur l'aide de l'INSERM
aux créateurs d'entreprises.

eslsca 3^e CYCLE SPÉCIALISÉ EN "TRADING"

Formation professionnelle de haut niveau
débouchant sur une nouvelle fonction de management
particulièrement adaptée à l'Europe d'après 1992.
Du négoce international aux dernières techniques
financières et boursières et au risk management.

Pédagogie et corps professoral :
Spécialistes experts et entreprises partenaires.

Renseignements et inscriptions : Philippe GINSBERG

ÉCOLE SUPÉRIEURE LIBRE DES SCIENCES COMMERCIALES APPLIQUÉES

Fondée en 1949 - reconnue par l'Etat
1, rue Bougainville - 75007 PARIS
Tél. : (1) 45 51 32 59

هذا من انا

BOURSE DU 6 FEVRIER

Cours relevés à 14 h 26[illegible]

COMPTANT (inflection)

[illegible]**SICAV** (sélection)[illegible]

Marché fibre de l'or		Guy Degussa.....	480	480
		Hellmuth Nijssen Zee.....	210

Cote des Changes					Marché Libre de l'or			
MARCHÉ OFFICIEL	COURS	COURS	COURS DES BILLETS		MONNAIES	COURS	COURS	
	préc.	6/2	acheter	vendre		préc.	6/2	
Etats-Unis (1 unit.)	4 979	4 980	4 980	5 300				490
France (100 fr.)	4 987	5 003		5 003				490
Allemagne (100 dm.)	340 240	340 570	328	348	9 000	68 800		210
Belgique (100 fr.)	18 827	18 841	18 999	177		67 600		490
Pays-Bas (100 fl.)	301 890	302 360	302	307				287
Canada (100 \$)	65 628	65 629	4 260	4 780				300
Danemark (100 kr.)	86 369	86 400	83	82				300
Suède (100 cour.)	10 700	10 700	1 360	1 360				298
Grèce (100 dr.)	5 181	5 184	4 060	4 060				840
Inde (100 r.)	388 480	388 330	382	407				1510
Indonésie (100 r.)	90 830	90 830	87	87				1510
Israël (100 n.)	86 830	86 830	83 700	81				360
Autriche (100 sch.)	48 358	48 357	48 300	48 700				250
Espagne (100 pes.)	4 417	4 418	4 418	4 420				185
Portugal (100 esc.)	2 853	2 861	3 808	4 200				282
Argentine (100 pes.)	4 284	4 282	4 190	4 200				211
Coré (100 w.)	3 524	3 583	3 080	3 880				1522
Chili (100 pesos)								830
Colombie (100 pesos)								300
Costa Rica (100 c.)								1300
Etats-Unis (100 \$)								1300
Costa Rica (100 c.)								1300
Costa Rica (100 c.)								1300
Costa Rica (100 c.)								1300
Costa Rica (100 c.)								1300
Costa Rica (100 c.)								1300
Costa Rica (100 c.)								1300
Costa Rica (100 c.)								1300
Costa Rica (100 c.)								1300
Costa Rica (100 c.)								1300
Costa Rica (100 c.)								1300
Costa Rica (100 c.)								1300
Costa Rica (100 c.)								1300
Costa Rica (100 c.)								1300
Costa Rica (100 c.)								1300
Costa Rica (100 c.)								1300
Costa Rica (100 c.)								1300
Costa Rica (100 c.)								1300
Costa Rica (100 c.)								1300
Costa Rica (100 c.)								1300
Costa Rica (100 c.)								1300
Costa Rica (100 c.)								1300
Costa Rica (100 c.)								1300
Costa Rica (100 c.)								1300
Costa Rica (100 c.)								1300
Costa Rica (100 c.)								1300
Costa Rica (100 c.)								1300
Costa Rica (100 c.)								1300
Costa Rica (100 c.)								1300
Costa Rica (100 c.)								1300
Costa Rica (100 c.)								1300
Costa Rica (100 c.)								1300
Costa Rica (100 c.)								1300
Costa Rica (100 c.)								1300
Costa Rica (100 c.)								1300
Costa Rica (100 c.)								1300
Costa Rica (100 c.)								1300
Costa Rica (100 c.)								1300
Costa Rica (100 c.)								1300
Costa Rica (100 c.)								1300
Costa Rica (100 c.)								1300
Costa Rica (100 c.)								1300
Costa Rica (100 c.)								1300
Costa Rica (100 c.)								1300
Costa Rica (100 c.)								1300
Costa Rica (100 c.)								1300
Costa Rica (100 c.)								1300
Costa Rica (100 c.)								1300
Costa Rica (100 c.)								1300
Costa Rica (100 c.)								1300
Costa Rica (100 c.)								1300
Costa Rica (100 c.)								1300
Costa Rica (100 c.)								1300
Costa Rica (100 c.)								1300
Costa Rica (100 c.)								1300
Costa Rica (100 c.)								1300
Costa Rica (100 c.)								1300
Costa Rica (100 c.)								1300
Costa Rica (100 c.)								1300
Costa Rica (100 c.)								1300
Costa Rica (100 c.)								1300
Costa Rica (100 c.)								1300
Costa Rica (100 c.)								1300
Costa Rica (100 c.)								1300
Costa Rica (100 c.)								1300
Costa Rica (100 c.)								1300
Costa Rica (100 c.)								1300
Costa Rica (100 c.)								1300
Costa Rica (100 c.)								1300
Costa Rica (100 c.)								1300
Costa Rica (100 c.)								1300
Costa Rica (100 c.)								1300
Costa Rica (100 c.)								1300
Costa Rica (100 c.)								1300
Costa Rica (100 c.)								1300
Costa Rica (100 c.)								1300
Costa Rica (100 c.)								1300
Costa Rica (100 c.)								1300
Costa Rica (100 c.)								1300
Costa Rica (100 c.)								1300
Costa Rica (100 c.)								1300
Costa Rica (100 c.)								1300
Costa Rica (100 c.)								1300
Costa Rica (100 c.)								1300
Costa Rica (100 c.)								1300
Costa Rica (100 c.)								1300
Costa Rica (100 c.)								1300
Costa Rica (100 c.)								1300
Costa Rica (100 c.)								1300
Costa Rica (100 c.)								

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :
45-55-91-82, poste 4330

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - † : prix précédent - ■ : marché continu.

**Institut Mérieux prend
contrôle de Transgene**

**le Mexique - son rôle
dans le Marché**

IMPÔTS :
SAGA DU PÉTROLE
MISSION AUX ÉTATS-UNIS

Au conseil des ministres

M. Dumas estime que l'Iran constituera « une pièce essentielle » dans le dénouement du conflit

La moitié du conseil des ministres réuni mercredi 6 février au palais de l'Élysée a été consacrée à la guerre du Golfe. M. Louis Le Pen, porte-parole du gouvernement, qui rendait compte des délibérations, a indiqué que le président de la République avait tenu à situer, pour les membres du gouvernement, « le conflit du Golfe dans sa dimension militaire, dans sa dimension diplomatique et dans ses aspects internationaux ». M. Le Pen a précisé que le chef de l'État s'est entretenu, mardi midi 5 février, avec le premier ministre britannique, M. John Major, et, le soir, avec le président George Bush, et qu'il envisageait d'avoir un échange, mercredi, avec le président iranien Rafsanjani.

Selon M. Le Pen, M. Dumas, évoquant les initiatives de paix de l'Iran, a souligné que « l'Iran exige, comme les Occidentaux, le

retrait des troupes irakiennes du Koweït ». « D'ores et déjà, a ajouté le ministre des affaires étrangères, il faut se préparer à l'idée que l'Iran jouera un rôle dans le règlement final de la crise du Golfe; sa position géographique, son importance et son intérêt font de l'Iran une pièce essentielle du dispositif qui assurera la sécurité et les équilibres au Moyen-Orient. »

Pour couper court à des informations « erronées » sur la tonalité de sa conversation avec le secrétaire d'État américain, M. James Baker, après le voyage de M. Schœr à Téhéran, M. Dumas a tenu à préciser que M. Baker lui avait fait part de « sa satisfaction pour la façon dont les actions sont conduites entre les États-Unis et la France dans les domaines militaire et diplomatique ». M. Dumas, qui doit rencontrer, jeudi 7 février à Londres, son homologue britannique, M. Douglas Hurd, a rapporté qu'il avait eu un long entretien

avec M. Schœr en marge du conseil de Bruxelles.

M. Pierre Joxe a rendu compte de son voyage en Arabie saoudite et de ses rencontres avec le commandement à Ryad, avec le général Roquesioff, le ministre de la défense d'Arabie saoudite, le général Schwarzkopf et des membres des unités du dispositif « Daguet ». Il a évoqué le « moral élevé » des soldats, sa visite à la base aérienne d'Al Ahsa, les missions quotidiennes effectuées par les Jaguar et les Mirage et les conditions de vie « plutôt éparties » des mille hommes stationnés à la base d'Al Ahsa. Le nouveau ministre de la défense envisage une autre visite dans la région, à une date non déterminée, au cours de laquelle il rencontrerait les unités de terre et de la marine. Il a tenu à souligner « la bonne articulation entre les éléments français, mais aussi avec les autres forces, en particulier américaines ».

M. Mitterrand a nommé les neuf nouveaux membres du Conseil supérieur de la magistrature

Le Journal officiel publie, mercredi 6 février, un décret signé par M. François Mitterrand et portant nomination des neuf membres appelés à siéger, pour une période de quatre ans, au Conseil supérieur de la magistrature (CSM). La liste de ces neuf nouveaux membres du CSM est la suivante :

M. Bernard Bacou, premier président de la cour d'appel de Montpellier; M. Marie-Christine Degrandi, conseillère à la cour d'appel d'Aix-en-Provence; M. Jean-Michel Galabert, conseiller d'État; Christian Graeff, ambassadeur de France; Léopold Lambotte, président du tribunal de grande instance de Dijon; Jean-Claude Lecante, conseiller à la Cour de cassation; Jean Pinel, conseiller d'État honoraire; Jacques Soupe, conseiller à la Cour de cassation; Guy Verrette, avocat général à la Cour de cassation.

Le CSM, qui émet soit une proposition, soit un avis sur la nomination de tous les magistrats du siège et à compétence en matière disciplinaire, est présidé par le président de la République. Son vice-président est le garde des sceaux. Les neuf autres membres sont désignés de la manière suivante : six magistrats de l'ordre judiciaire (trois de la Cour de cassation, trois du siège, cours d'appel ou tribunaux) choisis sur une liste préparée par la Cour de cassation; un conseiller d'État retenu sur une liste proposée par le Conseil d'État; deux personnalités extérieures au monde judiciaire.

□ Nouvelle intervention de M. Mitterrand à la télévision. — Le président de la République s'adressera aux Français, jeudi 7 février à 20 heures, sous la forme d'un entretien avec quatre journalistes. Cette intervention sera retransmise sur TF1, A2, FR3 et la Cinquième. M. Mitterrand sera interrogé, en direct de l'Élysée, par Dominique Bromberger (TF1), Georges Bortoli (A2), Paul Amar (FR3) et Jean-Marie Lefebvre (la Cinquième).

Mort du designer japonais Shiro Kuramata

Le designer japonais Shiro Kuramata est mort le 4 février à Tokyo. Il était âgé de cinquante-six ans.

Plus célèbre au Japon, en Italie qu'en France, Shiro Kuramata, né à Tokyo en 1934, figurait parmi les plus grands designers contemporains, connus par ses aménagements à Tokyo, à New-York, Hongkong et, surtout, son mobilier édité par Diade, Vitra, Capellini et Ixo.

Né à Tokyo en 1934, diplômé du Kuwasawa Design Institute en 1956, il se fait remarquer, dès ses premières réalisations (boutique « Capsule » pour le grand magasin Seibu), grâce à son sens de la surprise et son parti pris d'expérimentation (formes, matières) qui l'a toujours maintenu plus près de l'édition que de l'industrie. Le bureau de Shiro Kuramata ne comptait que dix personnes, des « intimistes ». L'un de ses best-sellers, la lampe fantôme (1979), correspond à dix mille exemplaires vendus en dix ans.

Ses décors en forme de jeux de construction, mobiles, légers, ses meubles dédiés à l'apaisement (un fauteuil club en résille de métal) donnaient à ce créateur une dimension poétique et universelle. Le dépouillement était chez lui un prétexte à tous les hommages (Mondrian, Hoffmann, Eileen Gray), tous les jeux, tiroirs secrets, drapés de plastique, semainiers en corbe, ruptures insolites créant, comme l'écrit son ami Ettore Sottsass, « un suspense permanent ».

Shiro Kuramata, très inspiré par les couleurs et les détournements du pop art, avait participé, dans les années 80, au groupe Memphis, mouvement d'avant-garde italien fondé par Ettore Sottsass. Ses derniers meubles, des chaises, des fauteuils « Miss Blanche », en pléthys et rose artificiel, présentés à Paris chez Yves Gaston (le Monde du 28 novembre 1989), avaient créé une nouvelle fois la surprise.

LAURENCE BENAÏM

Le général Forray est maintenu jusqu'en avril à la tête de l'armée de terre

Sur la proposition du ministre de la défense, M. Pierre Joxe, le conseil des ministres du mercredi 6 février a décidé de maintenir, jusqu'au 16 avril, le général Gilbert Forray dans ses fonctions de chef d'état-major de l'armée de terre. A son poste actuel depuis novembre 1987, le général Forray, soixante et un ans, sera atteint par la limite d'âge de son rang le 16 février. Il est donc maintenu dans ses fonctions pour deux mois supplémentaires.

Déjà, le conseil des ministres du 9 janvier dernier avait décidé de maintenir, jusqu'au 23 avril, le général Maurice Schmitt à son poste de chef d'état-major des armées.

Ces deux décisions, prises en accord avec M. François Mitterrand, ont été dictées par la nécessité de laisser en place ceux des chefs militaires qui atteignent la limite d'âge de leur rang en pleine guerre du Golfe. Le général Schmitt et le général Forray jouent, en effet, un rôle important dans la préparation des initiatives militaires du président de la République et, à ce titre, ils participent au conseil de guerre quotidien qui a lieu à l'Élysée.

A l'initiative du président du tribunal correctionnel

Une procédure de redressement judiciaire est ouverte dans l'affaire des Girondins de Bordeaux

Le président du tribunal de grande instance de Bordeaux a pris l'initiative, mardi 5 février, de demander l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire à l'encontre des Girondins de Bordeaux FC. L'affaire sera évoquée, à huis clos, par le tribunal, le 8 février, en présence du président du club de football, M. Alain Afflelou. Ses conséquences sociales, économiques et sportives sont identiques à celles que causerait un dépôt de bilan : le club risque de descendre en deuxième division.

BORDEAUX

de notre correspondant

Dès la fin décembre 1990, M. Alain Afflelou et son équipe avaient évoqué l'éventualité d'un dépôt de bilan des Girondins de Bordeaux FC. Le lundi 5 février, ils ont fourni 100 millions de francs au club. Il tablait sur des concours publics pour l'aider à faire face au reste du passif, ce dernier étant évalué à 242 millions de francs. Ce plan de redressement s'était révélé inapplicable. Un nouveau plan avait été avancé par l'organisateur de manifestations sportives bordelaises, M. Jean-Pierre Derosé. Ce plan avait également capoté, donnant un surcroît à M. Afflelou, qui avait engagé un nouveau round de négociations avec les créanciers du club.

Il avait élaboré une nouvelle mouture de son plan de redressement, qui prévoyait notamment le remboursement, échelonné sur cinq ans, de la

dette fiscale du club. Cette dette s'élève à 43 millions de francs, auxquels s'ajoutent des pénalités de retard. M. Afflelou prévoyait un premier versement de 3,5 millions de francs en 1991, mais M. Michel Charasse ne l'a pas accepté. Le ministre du budget prit lui-même les choses en main, lors d'une visite éclair en Gironde le 21 janvier. M. Alain Afflelou a donc négocié en direct avec M. Charasse.

Le ministre a dicté ses conditions : il demandait un remboursement, échelonné sur quatre ans, de la dette fiscale, mais avec un premier versement de 20 millions de francs le 30 juin prochain. Il appartenait à la ville de Bordeaux de verser une subvention équivalente, expliquait M. Charasse, puisqu'elle est « partiellement responsable de la mauvaise gestion du club, qu'elle a soutenu moralement et financièrement, malgré les avertissements ».

L'oukase ministériel fit crier au « complot politique » dans l'entourage de Jacques Chaban-Delmas : « On veut faire capoter la ville et le club en même temps ». Mais, d'évidence, il n'était pas possible de répondre favorablement à la demande de M. Charasse. L'influence de Jacques Chaban-Delmas sur sa majorité municipale n'aurait pas suffi à faire adopter une aide totale de 28,5 millions de francs (subvention annuelle et subvention exceptionnelle confondues) aux Girondins de Bordeaux en 1991.

C'est pourquoi, le 2 février au soir, on procède à un dépôt de bilan pour le lundi 4. Faute nouvelle et vraie nœuds reprises de plus belle à Bordeaux, dans une ambiance véritablement surréaliste. De nouveau surgit le joker Derosé. On lui prêtait un crédit de 40 millions de dollars d'une

banque américaine. L'intéressé avait beau opposer un mutisme total à cette cascade de supputations, rien n'y faisait.

Le parquet de Bordeaux, fidèle à une tactique adoptée depuis le début de l'affaire (« Nous ne serons pas les faiseurs du club »), attendait qu'Alain Afflelou se décide à déposer le bilan. C'était prévu pour le 5 février. Mais le président du tribunal de grande instance de Bordeaux, M. Vincent Lamanda, a pris tout le monde de court. Sans prévenir le parquet, qui n'a d'ailleurs pas apprécié le procédé, il a décidé d'user de son droit de saisir pour demander l'ouverture de la procédure de redressement judiciaire. Le 8 février, à défaut de solution miracle ou de sauveur de dernière heure, les Girondins de Bordeaux FC seront donc placés sous tutelle d'un administrateur judiciaire. Le club devrait donc tomber sous le coup de l'article 9 du règlement de la Ligue de football et redescendre en division inférieure.

Par ailleurs, la chambre régionale des comptes d'Aquitaine devrait rendre, aux alentours du 15 février, son jugement définitif concernant le financement du centre international sportif du Haillan. Ce centre avait été financé par les collectivités locales et sa construction placée sous la responsabilité des Girondins de Bordeaux. Mis en cause dans ce dossier, M. Bernard Juniers, l'expert-comptable désigné par la ville pour surveiller le déroulement de l'opération, a protesté auprès du président de la chambre des comptes. Il assure avoir « vérifié que toutes les factures régulières correspondaient aux travaux ». « Je confirme, ajoute-t-il, n'avoir personnellement relevé aucun fait délictueux qui m'aurait amené à alerter le parquet ».

GINETTE DE MATHA

EN BREF

□ Mort de Georges Boudaille. — Le critique d'art Georges Boudaille est mort le vendredi 1^{er} février. Il était âgé de soixante-cinq ans. (le Monde du 6 février). Délégué de la Biennale de Paris de 1970 à 1985, il avait longtemps tenu la chronique des arts aux *Lettres françaises* et aux *Nouvelles littéraires*, et participait régulièrement aux émissions de France-Culture. Particulièrement chaleureux avec les jeunes créateurs, il a défendu avec vigueur la peinture française du vingtième siècle, par ses textes, mais aussi en organisant des expositions à l'étranger.

□ Un malfaiteur tué par un gendarme après un hold-up en Ardèche. — Un homme, Pascal Leydier, trente et un ans, a été mortellement blessé par un gendarme, mardi 5 février à Mayres (Ardèche), alors qu'il essayait de s'enfuir après une tentative d'attaque à main armée d'un bureau de poste.

L'ESSENTIEL

SECTION A

Débats

Politique : « Le déclin des grands partis », par Alain Touraine; Golfe : « Objection de conscience », par Denis Langlois..... 2

La guerre du Golfe..... 3 à 8

L'avenir du Libéria

Les rebelles rechignent à déposer les armes..... 9

La crise politique en URSS

Les recates d'un colonel-député..... 9

Groupes

de pressions politiques

Les conseils en « lobbying » créent un syndicat..... 11

Un entretien

avec M. Séguin

Le député RPR des Vosges souhaite une évolution vers un régime présidentiel..... 11

Le congrès de la FEN

La minorité se dit prête à la relève..... 12

Le procès de Nancy

Le second crime imputé à Simone Weber..... 12

SECTION B

ARTS • SPECTACLES

• Alice, le nouveau film de Woody Allen • La magie blanche du docteur Woody

• Mia Farrow, toutes les femmes • Peter Zadek répète

Mesure pour mesure, de Shakespeare • Les nouveaux spectacles..... 17 à 26

SECTION C

Les difficultés

de l'Europe verte

Les Douze rejettent les réformes proposées par la Commission de Bruxelles..... 27

Un accord

dans la sidérurgie

Un texte contractuel bouleverse les classifications et les parcours de carrière..... 28

PARIS-ILE-DE-FRANCE

• L'équilibre habitat-emploi

• Point de vue : Solidarité urbaine, par Jean-Marie Le Guen • Les horloges hors du temps..... 29

Services

Abonnements..... 2

Annonces classées..... 32 à 35

Automobile..... 30

Carnet..... 30

Marchés financiers..... 36-37

Météorologie..... 31

Mots croisés..... 30

Radio-Télévision..... 31

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 6 février 1991

a été tiré à 575 976 exemplaires.